

**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Livrable A1 : Diagnostic territorial sommaire sur les huit
communautés rurales concernées**

*D'Aquino Patrick
Seck Sidy Mohamed
PDIDAS/CIRAD – 02
Avril 2013*

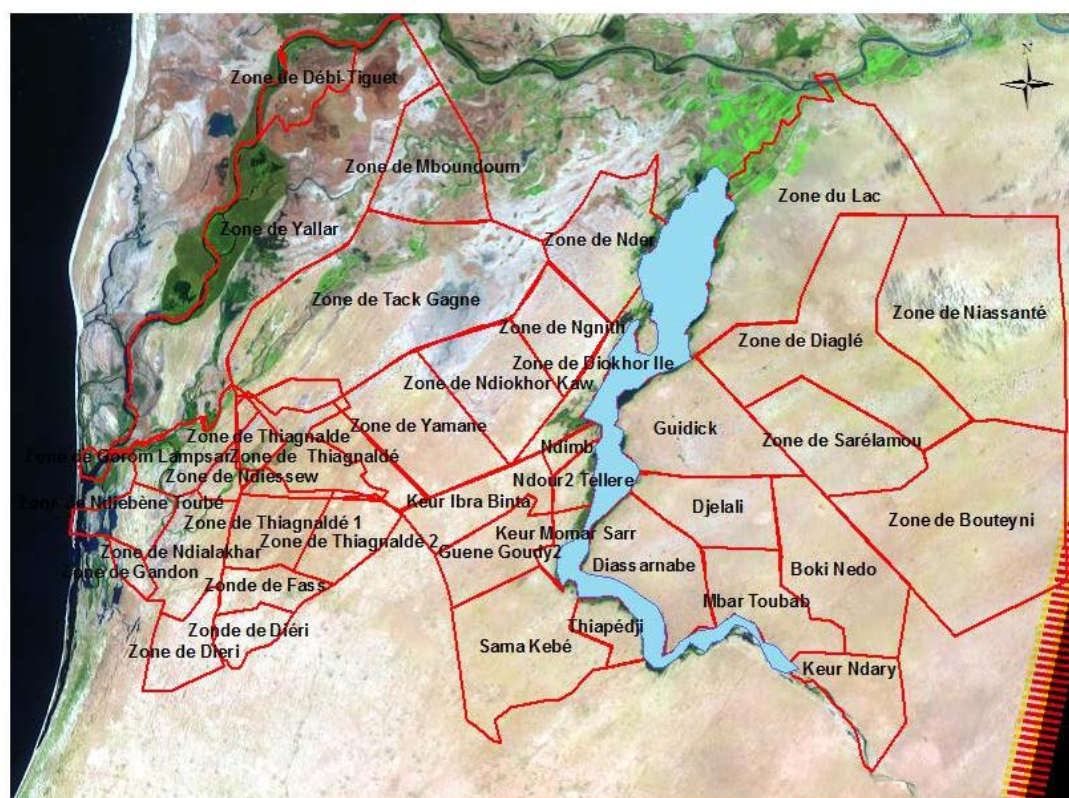
Sommaire

<i>Sigles et acronymes</i>	<i>3</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Diama.....</i>	<i>4</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Fass Ngom....</i>	<i>32</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Gandon.....</i>	<i>56</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Keur Momar Sarr.....</i>	<i>84</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Mbane.....</i>	<i>108</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Ndiébène Gandiol.....</i>	<i>139</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Ngnith.....</i>	<i>165</i>
<i>Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale de Syer.....</i>	<i>196</i>
<i>Conclusion générale sur l’acceptabilité du PDIDAS dans les différentes CR...</i>	<i>220</i>

Sigles et acronymes

ACT : Association des Chasseurs et des Tueurs	GOANA : Grande offensive pour l'Alimentation et la Nourriture Abondante
AEP : Adduction d'Eau Potable	OCB : Organisation Communautaire de Base
AFD : Agence Française de Développement	ONG : Organisation Non Gouvernementale
AHA : Aménagement Hydro Agricole	MARP : Méthode Accélérée de Recherche Participative
ANCAR : Agence National pour le Conseil Agricole et Rural	MDE : Maison Des Éleveurs
ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie	PACR : Programme d'appui aux Communautés Rurales (de la vallée du fleuve Sénégal)
APILG : Aire du Patrimoine Inter Régional du Lac de Guiers (Programme de Conservation et de Valorisation de l'APILG)	PCR : Président de Conseil Rural
ARD : Agence Régionale de Développement	PDIDAS : Projet de développement Inclusif et Durable de l'Agrobusiness au Sénégal
ASC : Association Sportive et Culturelle	PGIES : Projet de gestion Intégré des Écosystèmes du Sénégal
ASESCAW : Amicale Socioéconomique Sportive et Culturelle des Agriculteurs du <i>Walo</i>	PIP : Périmètre Irrigué Privé
ASREAD : Association Sénégalaise de Recherches d'Etudes et d'Appui au Développement	PLHA : Plan Local d'Hydraulique et d'Assainissement
CADL : Centre d'Appui pour le Développement Local (Chef du)	PLD : Plan Local de Développement
CCC : Cadre Communautaire de Concertation	PNDL : Programme National de Développement Local
CDI : Charte du Domaine Irrigué (de la vallée du fleuve Sénégal)	PNLB : Parc National de la Langue de Barbarie
CIVD : Comité Inter Villageois de Développement	POAS : Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols
CLCOP : Comité Local de Concertation des Organisations Paysannes	PSAOP : Programme d'appui aux Services Agricoles et aux Organisations de Producteurs
Comité patate _ Comité National de Concertation de la Filière Patate Douce	RADI : Réseau Africain pour le Développement Intégré
CR : Communauté Rurale	RAT : Regroupement des artisans de Toubé
CRCR : Cadre Régional de Concertation des Ruraux	RNA : Recensement National de l'Agriculture
CSS : Compagnie Sucrière Sénégalaise	RNC : réserve Naturelle Communautaire
DIRFEL : Directoire Régional des Femmes en Elevage	RSFG : Réserve Spéciale de Faunes de Gueumbeul
DRDR : direction régionale du développement rural	SAED : Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal et des vallées des fleuves Sénégal et Falémé
EGED : Entente des Groupements pour l'Entre aide et le Développement	SCL : Société de Cultures Légumières
EXFAM : Exploitation Familiale	SDE : Société des Eaux du Sénégal
FAO : Food and Agriculture Organisation (Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation)	SICOVAL : Communauté d'agglomération pour l'aménagement et le développement des Coteaux et de la Vallée de l'Hers (Sud-est Toulousain, France)
FAPAL : Fédération des Associations Paysannes de Louga	UAI : Unité Autonome d'Irrigation
FDD : Fonds de Dotation de la Décentralisation	UPREL : Union des Producteurs de la Rive Est du Lac de Guiers
FIPG : Fédération intercommunautaire des pêcheurs de Guéo	UPROL : Union des PROducteurs du Lac de Guiers
FNRAA : Fonds Nationale de Recherches Agricoles et Agroalimentaires	WAF : West African Farm
FONSTAB : Fond d'Appui à la Stabulation	ZIC : Zones d'Intérêt Cynégétique
GDS : Grands Domaines du Sénégal	
GPF : Groupement de Promotion Féminine	
GIE : Groupement d'Intérêt Économique	

Présentation générale des communautés rurales étudiées

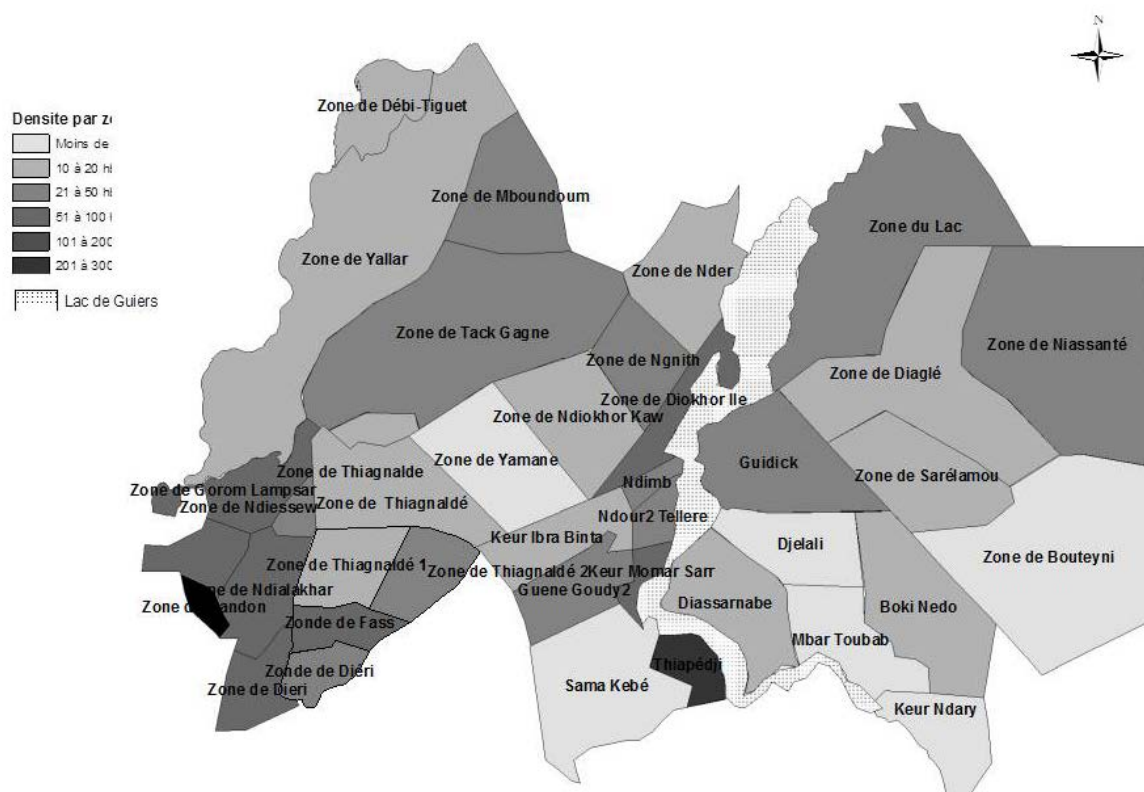


Limites CR et zone de gestion

Lac de Guiers

0 5 10 20 Kilomètres

Carte des densités de population dans les zones de gestion PAOS des communautés rurales étudiées





REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
PDMAS Programme de Développement
des Marchés Agricoles du Sénégal



**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Diama**

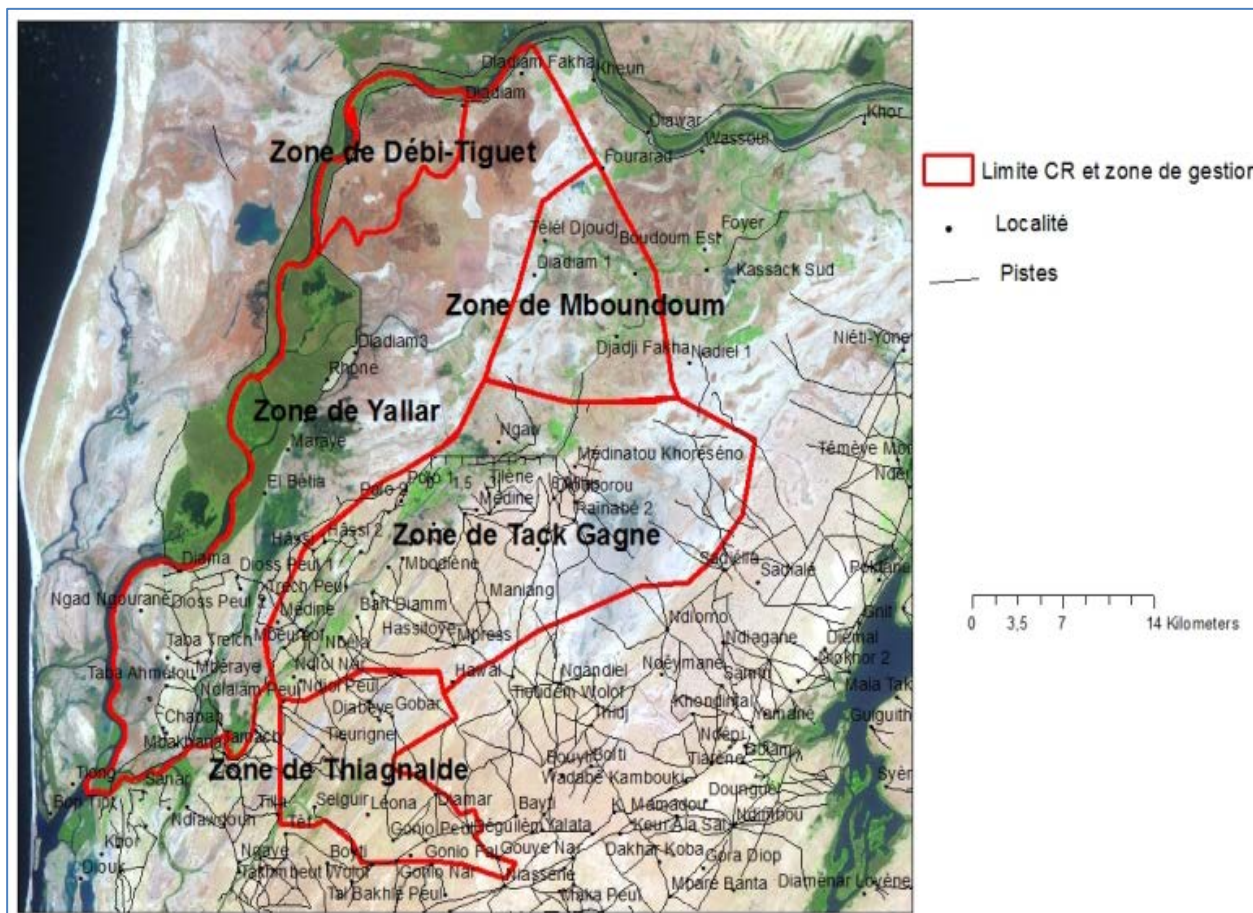
Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	7
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	9
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	9
1.2. Distribution spatiale de la population.....	10
1.3. Inégalités des densités démographiques et ses implications	10
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	12
2.1. L’agriculture	12
2.1. 1. <i>L’agriculture sous pluie</i>	<i>12</i>
2.1. 2. <i>L’arboriculture fruitière... ..</i>	<i>12</i>
2.2. L’élevage	12
2.3. Les autres activités	13
2. 3. 1. <i>La foresterie</i>	<i>13</i>
2.3. 2. <i>La pêche et la transformation des produits halieutiques.....</i>	<i>14</i>
2.3. 3. <i>Le tourisme</i>	<i>14</i>
2.3. 4. <i>L’artisanat</i>	<i>14</i>
2.4. Eléments de synthèse	14
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	15
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	15
3.2. Infrastructures hydrauliques pour l’agriculture irriguée.....	16
3.3. L’agriculture irriguée.....	17
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L’ÉCONOMIE LOCALE.....	18
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	18
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	19
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	19
6.1. 1. <i>Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>19</i>
6.1. 2. <i>Organisation, fonctionnement et structures d’appui au Conseil Rural</i>	<i>21</i>
6.2. Les ressources financières de la CR	21
6.2. 1. <i>Les recettes de fonctionnement</i>	<i>21</i>

6.2. 2. <i>Les recettes d'investissement</i>	22
6.3. Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR	23
6.3. 1. <i>Les conflits impliquant le Conseil Rural en tant que protagoniste</i>	23
6.3. 2. <i>Conflits entre populations riveraines et agents du Parc</i>	24
6.3. 3. <i>Conflits entre affectataires et paysans</i>	24
6.3. 4. <i>Conflits entre le Conseil Rural de Diama et de Ronkh</i>	24
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	25
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	25
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	25
7.2. 1. <i>Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole</i>	25
7.2. 2. <i>Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole</i>	26
7.2. 3. <i>Importance et distribution des affectations supérieures à 10 hectares</i>	26
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR	27
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	28
8.1. Expériences en arrangement foncier	28
8.2. Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness	29
9. CONCLUSION	29

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La Communauté Rurale (CR) de Diama est située dans l'arrondissement de Ndiaye du Département de Saint-Louis. Elle a été créée suite à la scission de l'ancienne communautés rurales de Ngnith et de Diama (décret n° 2008-748 du 10 juillet 2008). Elle est limitée au Nord, Nord-Ouest et à l'Ouest par le fleuve Sénégal, au Sud par la communauté rurale de Gandon, à l'Est par la communauté rurale de Ngnith et au Nord-Est par celle de Ronkh. Selon le PLD (avril 2010) la CR couvre une superficie d'environ 1 450 km² avec 75 villages dont 67 officiels et 54 hameaux pour une population estimée à 35 915 habitants en 2009 (en extrapolation population 2002).

Diama est une des deux CR (avec Ronkh) qui sont les plus équipées (dans la vallée du fleuve Sénégal) en Aménagements Hydro-Agricoles (AHA) -nombre et superficie- et en aménagements structurants ou d'intérêt général (canaux adducteurs, pistes de production et d'accès, etc.). Elle a aussi été, et reste encore, assez ouverte à l'installation d'agribusiness. Cette base productive a induit le développement de PME de services agricoles, d'unités de transformation (surtout pour le riz) et une certaine dynamique de professionnalisation des organisations de producteurs qui reste encore à améliorer.

On distingue deux parties dans la CR :

- le *Dieri* correspond aux terres exondées, de texture sableuse à sablo-limoneuse, cultivées jusqu'ici sous pluie. Elles se trouvent à droite de la RN2 et s'étendent de la réserve du Ndial au Ndialakhar faisant ainsi frontière avec les CR de Ngnith et de Gandon. Jusqu'ici les terres de cette zone ont connu très peu d'aménagements hydroagricoles ;

- le *Walo* correspondant à la plaine inondable englobe des terres lourdes avec une teneur en argile comprise entre 30 et 60 % par endroits. Il correspond à toute la partie de la CR située entre la route nationale et le fleuve Sénégal.

La partie *Walo* de la CR est actuellement le siège de grands aménagements publics dont certains datent des années 1970. et de périmètres privés des populations locales et de l'agribusiness national et étranger à partir de 1990. Il faut noter que les terres de la CR comme celles des CR de Ronkh et de Bokhol ont été classées zone pionnière (sous gestion de la SAED) de 1965 à 1987.

Le territoire de la CR est divisé en cinq (5) zones de gestion avec l'instauration du Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols (POAS) :

- *Boundoum* – petite zone située au nord-ouest de la CR (frontière avec la CR de Ronkh), elle fait partie des 1ers endroits du delta qui ont été aménagés (1964/65) par l'État pour la riziculture irriguée. Plus de la moitié des 9 villages de la zone (Boundoum Barrage, Fourarate, Diadim 1, Diadj Fakha, ...) ont axé au plus grand aménagement Hydro-Agricole (AHA) public de la vallée du fleuve Sénégal, celui de Boundoum (3 200 ha). Ils partagent cet AHA avec d'autres villages de la CR Ronkh (l'AHA est à cheval sur les deux CR), mais plus de la moitié de la terre se trouve du côté de Ronkh. La zone compte aussi de nombreux AHA privés et Périmètres Irrigués Villageois (PIV) installés, essentiellement, par les populations de la zone. L'agriculture irriguée y occupe 8 340 ha (POAS). A côté de Boundoum-Barrage (le plus grand village) au nord de la zone la zone, il existe des villages d'éleveurs qui ont accès à l'AHA de Boundoum, mais qui ont beaucoup de difficultés à cohabiter avec les périmètres privés et villageois, surtout à la frontière avec la CR de Diama ;
- *Débi-Tiguette* - Au nord-ouest de la CR, la zone est peu étendue, mais l'agriculture irriguée y occupe une superficie importante de 1 950 ha (POAS). Avec comme principal type de sols le fondé (1.800 ha) et le hollaldé (6.580), l'agriculture irriguée et l'élevage constituent les principales activités qui y sont pratiquées. La proximité du fleuve Sénégal et de ces défluent constituent les principales sources d'irrigation pour les casiers (notamment le casier de Débi-Tiguette) et les périmètres privés irrigués qui y sont. Pour l'élevage qui est surtout présente dans la partie Est de la zone, une ZP y est définie sur 36% (soit 3.290ha) de la zone dont la superficie est évaluée à 9.200 ha (dont 100ha occupée par le PNOD) ;
- *Yallar* – Elle occupe la partie Ouest de la CR, dans la zone *Walo*, le long du fleuve Sénégal (longe toute sa partie ouest). L'agriculture irriguée occupe plus 7.500 ha dans la zone avec pour principales sources d'irrigation le fleuve Sénégal, le Gorom et le Djeuss qui sont bordés de périmètres et de casiers irrigués (...). La typologie des sols y est assez variée : hollaldé (31.000 ha), fondé (11.000 ha), *Dieri* (7.530 ha) et djedjogol (3.670 ha). L'élevage est aussi présente notamment dans la partie Est et au Nord de la zone qui s'étend sur 64.200 ha dont une bonne partie est occupée par des aires protégées comme le PNOD (15.700 ha) et la Forêt classée de Diama (2.290 ha) ;
- *Tàk Gagne* – Elle se trouve au Sud et au Centre-Est de la CR, le long de la route nationale n°2 et est à cheval sur le *walo* et le *Dieri* et fait frontière avec la CR de Ngnith à l'Est et de Gandon au Sud. La types de terre sont très variés : sols *Dieri* (35%), fondé (25%), hollalde (20%) et faux hollalde (20%). L'agriculture irriguée très développée dans la zone et occupe une superficie de 6.160 ha, suivie de l'agriculture pluviale (520 ha) et d'une agriculture de décrue sur les berges en régression (sur 10ha). La zone est traversée sur sa partie ouest, du nord au Sud par le Lampsar, ce qui explique la présence de plusieurs

casiers et de périmètres irrigués dans cette zone. 12% de la zone est réservé à l'élevage (ZP), notamment dans la partie Est de zone qui s'étend sur 47.700 ha, dont une bonne partie est occupée par des aires protégées (Reserve Ndiael 13.600 ha, Forêts classées de Thilène 2.000 ha et de Massara Foulène 680 ha).

- *Thiagnaldé* – Elle occupe la partie Sud de la CR et fait frontière avec les CR de Ngnith à l'Est et de Gandon à l'Ouest. Cette zone est essentiellement occupée par l'élevage et l'agriculture pluviale (1.440 ha). Elle est très loin des principaux cours d'eau de la CR ce qui explique l'absence de périmètres irrigués. Les sols de la zone qui s'étendent sur 12.900 ha sont très variés : *Dieri* (5.000 ha), fondé (4.750 ha) et hoallaldé (690 ha).

1 – PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1 Caractéristiques générales du peuplement et de la population

Selon le décret qui en porte création, la CR de Diama compte, 64 villages officiels. A ces villages sont rattachés 49 hameaux, soit au total, 113 établissements humains. La dispersion de l'habitat confirmé par la présence des hameaux, généralement peuplés de peuls, atteste de l'importance des activités pastorales, caractérisées par la transhumance et le nomadisme.

La revue des deux derniers recensements généraux de 1988 et de 2002 montre que la population des villages qui constituent aujourd'hui, la communauté rurale se chiffre à 17.530 habitants en 1988 et 27.946 en 2002, soit une augmentation de 62,7 % en quatorze ans (tableau 1), soit respectivement en moyenne, environ 9 personnes/concession et 11 personnes/concession..

Tableau 1 : Évolution de la population de Diama et projections démographiques (Source ANSD)

Années	Nombre de concessions	Effectif population		
		Hommes	Femmes	Total
1988	1.951	8.599	8.868	17.530
2002	2.579	13.722	14.224	27.946
Estimation 2013	n.d.	14.697	14.944	29.641
Projection 2015	n.d.	15.507	15.742	31.249

Les ethnies dominantes de la communauté rurale sont les wolofs, les maures et les peuls. Cependant, en fonction des villages et des zones, une ethnie peut être majoritaire. Ainsi, les maures constituent l'ethnie majoritaire dans la zone de Yallar, les wolofs dans la zone de Débi-Tiguette et les peuls dans la zone de Thiagnaldé.

En considérant la répartition par âge et par sexe de la population, les femmes prédominent au sein de la population. Elles représentent 50,9% de la population en 2002, soit une proportion très légèrement supérieure à la moyenne nationale qui est de 50,2%. La répartition de la population par classe d'âge n'est pas disponible au niveau communauté rurale. En considérant les données au niveau du département de Dagana, on peut estimer que 56% de la population totale ont moins de 20 ans, 22% ont entre 20 et 35 ans, contre seulement 6% pour les plus de 60 ans (PLD Diama, 2010).

Selon les projections démographiques de l'ANSD, la population serait de 29.641 en 2013 et atteindrait 31.249 habitants en 2015.

1.2 Distribution spatiale de la population

Au sein de la CR, la répartition de la population est relativement variable suivant les villages. La population moyenne par village se chiffre en 2002 à environ à 436,7 habitants et à 247,3 habitants si on considère l'ensemble des établissements humains (villages officiels et hameaux). Dans les deux cas cependant, les moyennes cachent de fortes disparités. Certains villages ont une population supérieure à 1.000 habitants (Tiguette, Ndiaye Nguinth, Mboumdoum, Débi, Biffeche, Ndellé), tandis que d'autres, comme Biffeche 1, El Hemoudy, Ndiol Peulh..., en comptent le dixième ou moins.

Tableau 2 : répartition des villages selon les classes de population de la communauté rurale de Diama (Sources : exploitation des données ANSD, Service régional statistique)

Classe de la population (hbts)		-100	100-200	201-300	301-500	501-750	751-1000	1001-1500	1501-2000	+2000
1988	Nbre localités	19	22	9	5	4	2	3		
	% de la population	3,85%	20,59%	14%	11,94%	14,6%	9,52%	25,1%		
2002	Nbre localités	14	13	12	14	3	2	5		1
	% de la population	0,81%	9,25	13%	24,28%	7,96%	8,2%	26%		10,5%

La distribution des villages par classe de population présentée dans le tableau 2 révèle en 2002, que 53 villages (82,8%) ont moins de 500 habitants tandis que 6 villages (9,35%), concentrent 36,5% de la population de la communauté rurale. Les localités de moins de 100 habitants sont pour l'essentiel des hameaux situés dans les zones de Déby-Tiguette et Yallar.

1.3 L'inégalité des densités démographiques et ses implications dans la perception des populations

La concentration de la population dans certains villages s'accompagne d'une distribution très inégale du peuplement dans la communauté rurale. Les villages les plus peuplés sont localisés dans les zones où l'agriculture irriguée est très développée. Partant, il apparaît que l'importance et la taille des établissements humains sont principalement déterminés par l'existence de conditions favorables à l'agriculture irriguée (terres irrigables, eau), à la pêche (ressources ichtyologiques) et surtout, par la proximité de la route nationale Saint Louis-Richard Toll. Il s'agit principalement des zones de Takh Gagne (villages de Ndioungue, Ndiaye, Ndellé, Diagambal, Bary Diam et Thilène) et de Boundoum (village de Boundoum). Les établissements humains proches des zones irriguées (autour du Fleuve Sénégal et de ses défluent, Djeuss, Gorom, Lampsar) polarisent le plus de population. Ailleurs on compte de nombreux hameaux et quelques gros villages comme Diama dans la zone de Yallar et Débi-Tiguette dans la zone éponyme.

La densité moyenne de 74 habitant /km² est très peu représentative de la réalité de la distribution du peuplement à l'échelle de la CR. La répartition des villages et de la population dans les cinq zones de gestion de l'espace définies dans le POAS de la CR (SAED/PACR, 2010) donne une meilleure idée de l'occupation de l'espace (carte 2). Le tableau 3 ci-dessous indique les densités selon ces zones de gestion.

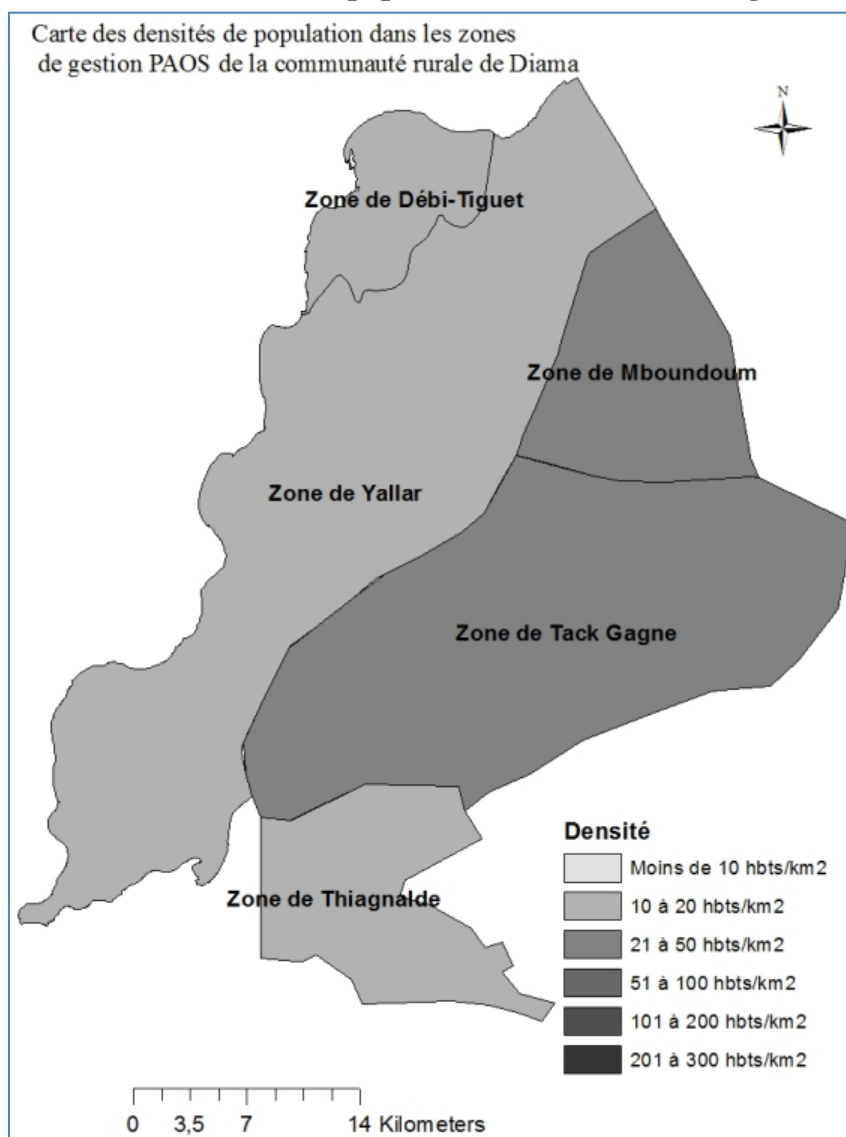
Tableau 3 : Densité moyenne de la population en 2002 dans la CR Diama (hbts/km²)

Zone de gestion POAS					
Yallar	Tack Gagne	Débi-Tiguet	Thiagnaldé	Boundoum	Moyenne CR
12,37	24,78	14,46	19,53	26,45	18,75

Source : Données ANSD, RPGH, 2002 ; SAED,/PACR, POAS Diama, 2010.

En considérant la distribution du peuplement au sein de ces zones (tableau 3), les densités démographiques dans les zones de Boundoum et de Tack Gagne dépassent largement la moyenne de la CR alors que celles de Yallar et de Débi-Tiguet se situent en deçà de la moyenne de la CR. Toutefois, dans la zone de Yallar, la densité est plus élevée si l'on considère l'importance de la superficie occupée par le PNOD, 15.700 ha, soit 24 % de la zone. La zone de Thiagnaldé est légèrement au-dessus de la moyenne de la CR, malgré l'inexistence de nombreux périmètres irrigués.

Carte n°2 : Densités de population selon les zones de gestion



La tendance forte qui sort de la perception des populations est que seule la zone de Thiagnaldé pourrait accueillir des investisseurs ou un projet de grande envergure. Cet espace occupé en grande partie par l'élevage est relativement éloigné des eaux de surface, ce qui

implique des investissements importants pour sa mise en valeur. Les terres proches des principaux cours d'eau sont considérées comme saturées et appropriées par les populations qui se considèrent comme à plus même de les exploiter, en raison des coûts moindres pour l'amenée d'eau. Toutefois, lors des ateliers tenus à la maison communautaire et contrairement à l'avis de responsables du Conseil Rural, certains représentants de villages de la zone de Tack Gagne ont insisté fortement pour souligner l'existence, malgré la présence du projet PDMAS dans la zone, de « poches » d'une superficie non négligeable pouvant accueillir des investisseurs.

2 – ACTIVITES ECONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Les activités des populations de la CR de Diama relèvent principalement du secteur primaire. Elles s'organisent autour de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, auxquels s'ajoutent d'autres activités comme l'artisanat et le tourisme.

2.1 L'agriculture

L'agriculture est la principale activité économique dans la CR de Diama. Elle est pratiquée sous 3 formes : agriculture irriguée, agriculture pluviale et arboriculture fruitière. L'agriculture irriguée qui est de loin la plus importante, connaît un développement rapide en raison de la proximité et de disponibilité des ressources en eaux du Fleuve Sénégal et de ses défluent (Djeuss, Gorom, Lampsar). Elle est traitée plus loin, dans le chapitre consacré aux ressources en eaux et aux infrastructures hydrauliques.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie

L'agriculture pluviale est une activité importante dans la dynamique socioéconomique de la CR. Son domaine de prédilection est la zone *Dieri*. Elle se pratique sur environ 600 ha répartis dans les zones de Takk Gagne, Yallar et Thiagnaldé (SIG SAED, 2011). Elle implique environ 92,5% des ménages de l'actuelle communauté rurale de Diama (FAO, Ministère de l'agriculture, RNA, 1998). Une bonne partie des récoltes est destinées à la consommation familiale. Les rendements sont en général très faibles et la récolte très aléatoire à cause de l'irrégularité pluviométrique qui caractérise la zone, mais aussi de l'appauvrissement des sols.

Les principales spéculations cultivées sont généralement le mil, l'arachide, les melons, le bissap, le niébé, le maïs, le béréf et la pastèque. Les melons et le bissap sont devenus des spéculations très cultivées dans la zone de Thiagnaldé, notamment par les femmes.

Les terres exploitées traditionnellement en pluviale sont de plus en plus grignotées et/ou aménagées pour l'agriculture irriguée. Les espaces cultivés en pluvial qui échappent à la forte pression foncière liée à l'avancée du front d'agriculture irriguée sont parfois très loin de l'eau comme dans la zone de Thiagnaldé.

2.1.2 L'arboriculture fruitière

Elle représente une activité non négligeable pratiquée dans plusieurs villages comme Maka Diama, Diama Yallar, Biffeche, Mboltoigne, Ndiolé Maure, etc. L'arboriculture fruitière occupe plus de 10,9% des ménages de la CR (FAO, Ministère Agriculture 1998). Les plantes cultivées dominantes sont les manguiers et les agrumes (citronniers, pomelos...).

2.2. L'élevage et ses difficultés face au développement des infrastructures hydroagricoles

Deuxième activité économique après l'agriculture, l'élevage est pratiqué par toutes les ethnies présentes dans le territoire communautaire. Il occupe 78% des ménages surtout dans les zones

de Thiagnaldé, de Débi-Tiguette et de Yallar et particulièrement dans les villages de Thilene, de Diagambal 1, de Ndirole Maure, de Mboltogne, de Bissette 2, de Nimzat (El Youlou), de El Bathia 1, de Débi, etc. (FAO, Ministère Agriculture 1998).

La composition et les effectifs du cheptel sont indiqués dans le tableau 6. Outre la volaille qui représente l'effectif le plus important (50.000), on note une forte présence des petits ruminants (caprins 49.000 têtes, ovins 46.000 têtes) et de bovins (42.000 têtes).

Tableau 4 : cheptel de la CR de Diamana en 2009

	Bovins	Ovins	Caprins	Équins	Asins	Camelins	volaille
Nombre	42.000	46.000	49.000	2.500	1.700	06	50.000

Source : PLD CR de Diamana, 2010.

La pratique de l'élevage est favorisée par l'existence de nombreux cours d'eau, de vastes zones de pâturages notamment dans le *Dieri*, ainsi que par la disponibilité des sous-produits agricoles issus des périmètres irrigués et qui constituent un apport important dans l'alimentation du bétail pendant la période de soudure. De manière générale, la pratique de l'élevage demeure extensive. Selon les périodes de l'année, le bétail parcourt de distances plus ou moins longues à la recherche de pâturages naturels et de points d'eau. Les mares en hivernage et les nombreux défluent du fleuve Sénégal (Djeuss, Gorom Lampsar, Kassack et Diembédou) constituent les sources d'abreuvement du bétail. La CR compte plusieurs ouvertures officielles sur ces cours d'eau et 42 mares temporaires qui servent à l'abreuvement du bétail jusqu'à une période allant jusqu'à trois mois après l'hivernage (SAED/PACR, POAS, Diamana, 2010).

L'élevage transhumant qui reste largement prédominant est de plus en plus confronté à des problèmes d'espace résultant des aménagements hydroagricoles avec la prolifération des périmètres privés consécutive au reversement des zones pionnières en zones de terroirs à la fin des années 1980. Les troupeaux de plus en plus à l'étroit, sont obligés de faire de grands détours pour accéder aux points d'eau. Les divagations du bétail et les dégâts inévitables dans les champs et au niveau des canaux d'irrigation constituent des sources récurrentes de tensions. La multiplication des conflits agriculture-élevage et le besoin de les limiter en réorganisant la gestion de l'espace dans ces terroirs et dans l'ancienne CR de Ross Béthio dont ils firent partie, ont été à l'origine de la première expérience de POAS dans le Delta.

À côté de cet élevage transhumant, se développent l'embouche (ovine et bovine) grâce à l'utilisation plus systématique des sous-produits agricoles (qui sont moins brûlés aujourd'hui que par le passé) et des expériences d'élevage semi-intensif qui voient progressivement le jour avec les programmes publics d'insémination artificielle des bovins.

2.3. Les autres activités

2.3.1 La foresterie

La foresterie n'est pas une activité très développée dans la communauté rurale en raison de la faiblesse des ressources forestières communautaires dues à l'étendue des espaces classés. Il s'agit entre autres de la réserve cynégétique de Maka Diamana (60 000 ha), de la forêt classée de Thilène (2 000 ha), du Parc National des Oiseaux de Djoudj – PNOD - (16 000 ha) et de la réserve de faune du Ndiou (46 550 ha) qui vient d'être partiellement déclassée. Les activités de foresterie portent essentiellement sur la collecte du bois de chauffe, la production de charbon de bois et la cueillette de fruit-forestiers. Elles sont pratiquées par environ 6% des ménages appartenant aux villages de Nimzat (El Yelou), Ndirole Maure, Maka Diamana, Gade Tamakh, Thilène (FAO, Ministère de l'agriculture, 1999).

2.3.2 La pêche et la transformation des produits halieutiques

La pêche est une activité traditionnelle dans la zone menée par presque toutes les ethnies et représente la troisième activité économique. Elle est favorisée par la proximité du Fleuve Sénégal et de ses défluent permettant sa pratique toute l'année. Elle occupe un peu plus de 25% de ménages de la communauté rurale. Dans la cadre de l'élaboration du POAS de la CR, 45 débarcadères ont été recensés dans la zone dont plus de la moitié (27) sur le Lampsar. Les pêcheurs utilisent des filets, des lignes, éperviers et se déplacent au moyen de pirogues, le plus souvent de petites dimensions. Le parc piroguier qui sert aussi aux déplacements dans certaines zones enclavées, surtout en hivernage, compte 56 unités dont 11 motorisées (PLD CR de Diama, 2010). La pêche est plus pratiquée dans les zones de Yallar, Mboudoum et Débi-Tiguette.

Les prises sont vendues dans les villages environnants ainsi que dans les villes de Saint-Louis, et Ross Béthio. Les produits de la pêche font l'objet de transformation de la part des femmes, surtout les maures, qui habitent surtout le long du Lampsar. Elles vendent habituellement leurs produits (salé, fumé, séché) principalement dans le marché de Saint-Louis. Les pêcheurs se plaignent de la disparition de certaines espèces depuis la mise en service du barrage de Diama, mais la difficulté la plus pesante résulte de la colonisation des plans d'eau par le typha.

2.3.3 Le tourisme

La communauté rurale de Diama dispose d'un grand potentiel touristique qui donne un cachet particulier à ce secteur. C'est dans la zone que se trouvent le barrage de Diama, souvent visité et surtout, le parc du Djoudj, troisième réserve cynégétique mondiale, réputée pour son accueil d'oiseaux migrateurs et d'espèces en voie de disparition. Elle dispose aussi de quatre campements de chasse pour le tourisme cynégétique dont deux à Diama et un à Diadam et à Débi. On y trouve aussi, cinq zones amodiées d'une superficie globale de 78.500 ha : Djeuss Sud, Djeuss Nord, l'Excédent Djeuss Nord et Sud, Caïman et Débi.

La chasse qui est également présente dans la CR se pratique sous deux formes : la « chasse banale » dans les espaces non amodiées et la chasse organisée avec des touristes dans les zones amodiées et d'intérêts cynégétiques.

Ces diverses potentialités valent à la CR une fréquentation importante de touristes, 107.137 en 2008-2009 et des recettes évaluées à plus de 272 millions. 60% de ces recettes sont partagés entre les populations des villages environnants et les hôteliers. Les activités de chasse ont généré selon le service des Eaux et Forêts, 20,2 millions pour la région de Saint-Louis, dont plus de 70% sont collectées au niveau de la communauté rurale (PLD, CR de Diama, 2010).

2.3.4 L'artisanat

Les activités touristiques favorisent un artisanat local relativement riche. Cet artisanat s'exprime surtout au travers de la culture maure qui manifeste un savoir-faire permettant la création de produits variés. Les activités artisanales portent sur la teinture, la tannerie, la fabrication de nattes avec des lanières de cuir, de bijoux et d'objets d'appareils divers. Elles rapportent aux ménages concernés, des revenus complémentaires assez conséquents pendant les périodes touristiques. Il existe en outre divers corps de métiers qui s'activent dans le secteur comme la menuiserie, la poterie, la coiffure, la tannerie, le tissage des nattes, etc.

2.4 Éléments de synthèse : domaines d'activités des ménages ruraux de la CR

Les activités du secteur primaire constituent les principaux piliers de l'économie de la CR de Diama. Environ 78% des ménages tirent leurs revenus des activités rurales. Le dernier

recensement national de l'agriculture (RNA) organisé par le Ministère de l'agriculture et la FAO donnent une idée de l'importance des ménages tirant une partie de leurs revenus des différents secteurs d'activités rurales (tableau 5) (FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999).

Tableau 5 : Activités des ménages ruraux de la CR de Diama

Villages	nb. de concessions	Ménages ruraux	Ménages ruraux agricoles	Nombre de ménages pratiquant l'activité					
				Agric pluviale	Prod maraich	Product. fruitière	Exploit. forestière	Elevage	Pêche
DEBY	126	145	138	136	4	0	0	93	115
TIGUETTE	88	113	112	112	0	0	0	74	88
DIADAM 2	102	118	45	45	31	6	1	37	59
EL BATHIA 1	70	86	68	29	57	10	0	55	7
MAKA DIAMA	36	49	45	45	38	39	18	42	15
DIAMA YALAR	86	112	46	37	27	33	4	39	33
DEMIZINE	89	106	26	13	20	3	0	25	35
NIMZAT (EL YOULOU)	115	142	103	59	75	3	75	93	0
GADE TAMAKH	88	102	37	36	26	0	3	34	29
AMOURA	44	58	53	50	41	0	0	52	0
BISSETTE 2	101	145	134	126	97	18	0	108	1
NDIAYE NGAINTHE	99	105	93	90	45	10	0	80	7
BIFFECHE	121	139	128	109	407	53	13	63	6
MBOLTOGNE	123	151	135	126	88	20	0	89	32
NDIOLE MAURE	80	143	134	128	128	43	23	120	13
DIAGAMBAL 1	132	198	196	196	54	2	0	174	24
THILENE	379	438	293	284	85	6	4	207	21
DJADJ FAKHA SOULOUL	79	109	97	96	20	0	0	78	12
DIADAM KONGUE 1	86	113	109	109	0	0	0	105	33
BOUNDOUN	168	109	167	167	25	0	0	102	36
ASSITOYE	95	213	96	93	11	0	0	89	3
Totaux	2307	2894	2255	2086	1279	246	141	1759	569
			%	92,5%	56,7%	10,9%	6,3%	78,0%	25,2%

Sources FAO/Ministère agriculture. RNA, 1999

3 RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVEES EN IRRIGUE

3.1 Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

Les ressources en eau de surface sont constituées par le fleuve Sénégal et plusieurs marigots et mares temporaires. De nombreux travaux depuis les interventions commencées en 1964 (travaux de la Mission d'Aménagement du Sénégal –MAS) jusqu'à ceux du PDMAS en 2010 ont permis créer un réseau hydraulique assez dense et structuré pour valoriser le potentiel de

l'agriculture irriguée. Ces travaux ont consisté en la mise en place de plusieurs ouvrages hydrauliques collectifs, de stations de pompage sur le fleuve et certains marigots, de l'interconnexion de certains marigots par des canaux et ponts, du « reprofilage » des cours des marigots, etc.

Les cours d'eau ainsi aménagés font partie des aménagements structurants ou chenaux-adducteurs. Il s'agit dans le territoire de la CR, du Gorom aval (60 km), du Lampsar (40 km), du Djeuss (43 km) et du Kassack (5 km). Tous ces chenaux adducteurs sont situés en dehors de la zone principalement ciblée par le projet. Toutefois, des terres de cette zone hors projet, notamment dans la zone de gestion de Tàk Gagne sont irriguées par les chenaux du PDMAS. Comme chenal adducteur, le Lampsar pourrait aussi permettre d'irriguer certaines terres de la zone de gestion de Thianialdé qui sont proches de la RN2 aux environs du village de Lampsar et en appoint de ce qui pourrait l'être à partir du Ngalam et du Ndialakhar (dans la CR de Gandon).

Dans la zone du projet au sein de la CR, plus précisément au sud de la zone de gestion de Thianialdé, coulent de petits marigots intermittents qui pourraient servir à l'irrigation par leur jonction avec le Ngalam, suite aux travaux envisagés par le MCA.

3.2 - Infrastructures hydrauliques pour l'agriculture irriguée

Il existe plusieurs chenaux en dehors de la zone du projet dans la CR en plus des cours d'eau (Lampsar, Djeuss, Gorom aval) ayant fait l'objet de certains travaux d'aménagement visant à en faire chenaux-adducteurs (tableau 6).

Tableau 6 : Chenaux hors zone du projet dans la CR

Chenaux	Superficies aménagées (ha)	Nbre OP desservies
Débi-Tiguette	590	16
Diadiam 3	135	3
Yallar	130	13
Ouvrage I	750,5	36
PCR	177	7
Soldive	75,3	18
SOCAS	966,8	36
Diémendou (Débi)	490,6	26
DT1 (Débi)	378	9
DT2 (Débi)	350	10
Maraye	140	2
Total	4 183,4	140

Ces chenaux desservent 140 organisations de producteurs (OP) en plus d'irrigants privés sont et au total près de 4.200 ha. Pour la plupart de ces chenaux, l'ensemble des usagers (OP, privés individuels, etc.) sont organisés dans des Comités d'Usagers (1 par chenal) dans le cadre du Fond de Maintenance des Adducteurs et Émissaires de Drainage (FOMAED) et payent, chacun, une contribution 18 000 F/ha/campagne aux frais de maintenance.

Le PDMAS a également réalisé 7 chenaux dans la CR pour irriguer 2 477 ha (tableau 7).

Tableau 7 : Chenaux PDMAS dans la CR

Chenaux	Superficie (ha)	Longueur	Exploitants installés		
			Paysans	PEM	Firmes
Ndialir Guèye	139	5 309 m	41		
Gandiaye	608	9 697 m	80	4	1
Diagambal	620	10 839 m	102	6	1
Massara Gabou	281	1 722 m	19		2
Polo	211	4 433 m	30		
Canal Socas	434	17 000 m	29	1	
Thilène	184	2 600 m	7		
Total	2 477	51 600 m	308	11	4

À l'exception de Polo, Massaragabou et de SOCAS, les autres chenaux réalisés dans le cadre du PDMS se situent dans la zone de gestion de Tàk Gagne. Ainsi, la zone du projet dans la CR bénéficie de 5 chenaux PDMAS d'une longueur totale d'environ 30 km pour l'irrigation de 1 832 ha.

3.3 - L'agriculture irriguée

Il y a une forte pression foncière dans la CR depuis le reversement de la zone pionnière dans les zones de terroir (1987). Selon le POAS (2011), 23 930 ha sont « occupés » par l'agriculture irriguée dans l'ensemble de la CR. Mais dans ces superficies, il faut distinguer selon les niveaux d'efficience établis par la SAED, les superficies exploitables, les superficies exploitables moyennant des réfections et les superficies abandonnées.

La CR bénéficie aujourd'hui de nouveaux programmes d'aménagement de terres : le PDMAS qui permettra la mise en valeur de 2 750 ha ; les 3 PRD sur le Gorom aval pour une superficie nette aménagée de 2 482 ha correspondant à une superficie brute de 3 400 ha pour (Rapport, EIES – 3 PRD – volume 1).

Les superficies cultivées et les principales spéculations dans les deux zones de gestion correspondant de manière relative à la zone du projet dans la CR lors des deux dernières années agricoles sont indiquées dans le tableau 8 ci-dessous

Tableau 8 : Superficies cultivées en 2010/2011 et 2011/2012.

Cultures	Année agricole ¹ 2010/11 (ha)	Année agricole 2011/12 (ha)
Riz	6 535	6 130,24
Tomate	346,65	256,17
Oignon	791,89	654,23
Mais	341	576
Patate	14,15	1,1
Gombo	15,93	0,7
Autres	250,78	174,71
Total	8 295,4	7 763,15

¹ L'année agricole comprend les campagnes d'hivernage (juin à novembre), de contre saison froide (novembre à mars) et de contre saison chaude (février à juin) tenant compte des dates de semis et de récolte assez différents selon les exploitants agricoles.

Les superficies irriguées sont principalement concentrés à l'heure actuelle dans le *Walo* où l'on distingue les aménagements hydroagricoles (AHA) publics et les aménagements privés. Dans les aménagements publics sont cultivés, par ordre d'importance : le riz, l'oignon, la tomate. L'exploitation est généralement coordonnée par des Unions Hydrauliques (UH) regroupant des OP de base (généralement des GIE) qui organisent les exploitants attributaires des parcelles. Le foncier de ces AHA publics relève d'affectation officielle de la part du Conseil Rural. Parmi les AHA privés on distingue des PME/Investisseurs, des GIE ou autres structures indépendants et de nombreux exploitants individuels.

L'entretien et la gestion des aménagements structurants/infrastructures collectives (chenaux adducteurs, émissaires de drainage, stations de pompage ou de drainage de ces adducteurs et émissaires) sont assurés à travers un Fonds de Maintenance des Adducteurs et Émissaires de Drainage (FOMAED) qui implique les producteurs regroupés au sein des UH. Au niveau des AHA fonctionnels et assez structurés, l'UH organise l'entretien du réseau principal et secondaire d'irrigation et drainage, des pistes internes et des stations de pompage (irrigation et drainage) et fixe le montant de la redevance hydraulique. Le coût de ces services est réparti entre les différents usagers au prorata des superficies occupées.

Les exploitations individuelles et les GIE indépendants utilisent généralement des groupes moto pompe (GMP) pour irriguer à partir du fleuve, des marigots ou de certains canaux (comme celui de la SOCAS). Il arrive même qu'ils se branchent sur le réseau des AHA publics. Leurs AHA sont généralement réalisés sommairement et les spéculations portent principalement sur le riz, l'oignon et la tomate.

Contrairement à ces AHA qui sont irrigués gravitairement, l'agribusiness utilise des techniques avancées d'irrigation comme le goutte à goutte et l'aspersion. Les spéculations cultivées (maïs doux, tomate cerise, etc.) sont destinées à l'exportation.

4 - ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ECONOMIE LOCALE

Les productions des principales spéculations pour lesquelles il existe des évaluations (sondages de rendement de la SAED) ainsi que leur valorisation sont présentées dans le tableau 9, pour les deux dernières campagnes agricoles. Les prix utilisés sont ceux qui ont été réellement pratiqués selon les années agricoles.

Tableau 9 : production et valeur des principales spéculations

Culture	Rendement moyen (t/ha)		Production (t)		Valeur (F CFA)	
	2010/2011	2011/2012	2010/2011	2011/2012	2010/2011	2011/2012
Riz	5,8	5	37 903	3 0651,2	4 548 360 000	3 371 632 000
Tomate	43,44	44	15 058,48	11 271,48	4 548 360 000	586 116 960
Oignon	38,15	39	30 210,60	2 551,5	3 776 326 000	3 316 950 000
Total			8 295,4	7 763,15	12 873 046 000	7 274 698 960

Prix : tomate-52 F/K, Riz-120 F/K (2010) et 110 F/K (2011), Oignon-125 F/K (2010) et 130 F/K (2011)

5. STRUCTURATION DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

Il a toujours été noté dans la CR, une forte dynamique organisationnelle qui remonte à l'époque où ce terroir était inclus dans l'ancienne communauté rurale de Ross Béthio. Tous les types d'organisations relevant de différents domaines d'activité sont présents: des

organisations professionnelles comme les organisations paysannes de base, des organisations faitières, des interprofessions, des organisations s'investissant dans le domaine social (santé, éducation, eau potable, etc.) ainsi que des organisations multifonctionnelles.

La CR compte au total quelques 353 organisations communautaires de base (OCB), avec une forte présence des groupements de promotion féminine (GPF). Le dépouillement des informations de la base de données de la SAED/secteur Bas Delta concernant les organisations paysannes, les PME/firmes et les exploitants individuels actifs dans l'agriculture irriguée, fournit les résultats consignés dans le tableau 10 pour les zones de gestion correspondant à la zone du projet dans la CR.

Tableau 10: Les types d'exploitants actifs dans l'agriculture irriguée dans la CR de Diamo.

Type	Nombre	Commentaires
Unions Hydrauliques et SV: SV Savoigne A, SV Savoigne B, SV Savoigne C, SV Savoigne-Biffèche, SV Ndioungue (2 groupements), Union Débi-Tiguët (3 GIE, 6 SV), Union Ndiaye (6 GIE), SV Ndellé (8 GIE), Union Thilène (SV avec des groupements), Union Pont Gendarme (Sv avec 8 GIE), Union Ngao-Polo (6 GIE, 2 Sv), SV Mbodjène (3 GIE, 1 GPF), SV Ngomène (11 GIE, 1 GPF)	13	L'appellation «Union» est utilisée dans la zone pour les organisations qui gèrent un AHA public dont la gestion leur est transférée par la SAED sur base d'un contrat de concession pour la gérance. Dans d'autres zones du delta elles ont le statut de GIE ; mais dans la zone (axe hydraulique du Lampsar) elles ont correspondent aux anciennes SV et ont gardé ce statut. Les besoins d'amélioration de l'organisation interne ont amené certaines d'entre elles à transformer les groupements internes sans statut juridique en GIE, alors que d'autres les ont maintenu comme tel. Des Unions Hydrauliques, comme Débi-Tiguette, ont des membres qui sont des SV ; c'est le fait que l'AHA nouveau qu'elles gèrent concerne plusieurs villages qui avaient leur SV. Ainsi, l'Union a fédéré les SV de même que des GIE qui sont de nouvelles créations.
Exploitants individuels	140	
GIE indépendants	6	Ne sont pas affiliés à 1 organisation de niveau supérieur (union ou SV) ; quelques fois ce sont des GIE familiaux
Agribusiness	6	dont SenEthanol
Total	165	

6 - FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

Un Conseil Rural de 46 membres élus préside aux destinées de la Communauté rurale de Diamo depuis les élections du 22 mars 2009. Les principales caractéristiques des membres du conseil sont résumées dans le tableau 10. Près des 3/5^{ème} du conseil sont constitués d'actifs du secteur rural, dont 31,6% d'agriculteurs et 23,3% d'agro-éleveurs. Les commerçants et les artisans représentent chacun 13%. Le reste des membres du conseil est constitué de pêcheurs, d'enseignants et d'autres catégories socio-professionnelles.

Tableau 11 : Caractéristiques des conseillers ruraux de Diama

	CONSEIL RURAL		
	Indicateur	Effectif	%
Age	Moins de 35 ans	3	6,52%
	35-60 ans	30	65,21%
	Plus de 60 ans	13	28,27%
	Total	46	100%
Sexe	Femmes	1	2,17%
	Hommes	45	97,83%
	Total	46	100%
Niveau d’instruction	Primaire	10	21,7%
	Secondaire	3	6,5%
	Supérieur	5	10,9%
	Arabe/Coran	10	21,7%
	Aucun	18	39,2%
	Total	46	100%
Catégories socioprofessionnelles	Cultivateurs	14	31,6%
	Agro-éleveurs	12	26,3%
	Enseignants	1	3%
	Commerçant	6	13%
	Artisans	6	13%
	Autres	7	13,1%
	Total	46	100%
Répartition par zone	Déby Tigulette	4	8,7%
	Yallar	14	30,4
	Boundoum	17	36,9%
	Thiagnaldé	4	8,7%
	Tack Gagne	7	15,3%
	Total	46	100%
Répartition ethnique	Wolof	26	56,52%
	Maure	10	21,74%
	Peul	10	21,74%
	Total	46	100%

Le Conseil Rural, comme dans toutes les autres collectivités locales est majoritairement composé par des hommes, plus de 97% des conseillers. La faible implication des femmes dans l’activité politique et les pesanteurs d’ordre socioculturel expliquent entre autres cette

situation. Les jeunes (moins de 35 ans) sont également très faiblement représentés avec 6.5% du conseil alors qu'ils constituent la frange de loin la plus importante de la population (cf. supra, § 1.1. Une part non négligeable (près de 2/5^{ème}) des conseillers a fréquenté l'école française, 17 % étant d'un niveau secondaire ou supérieur. Cela peut constituer un avantage dans le fonctionnement du conseil, même si une proportion équivalente n'a aucun niveau de formation.

6.1.2 Organisation, fonctionnement et structures d'appui du Conseil Rural

Le fonctionnement du Conseil Rural est articulé autour d'un organe exécutif et d'un organe délibérant. L'organe exécutif comprend le Président du Conseil Rural (PCR) et ses 2 vice-présidents. Il est chargé de la publication et du suivi de l'exécution des décisions du Conseil Rural, sous l'autorité du sous-préfet. Le PCR, ordonnateur légal du budget, a en charge la préparation et l'exécution du budget.

Le Conseil Rural de 46 membres constitue l'organe délibérant. Il est au cœur de la gouvernance locale et traite de toutes les questions relevant des domaines de compétence de la collectivité locale, notamment des questions foncières, d'aménagement du territoire et de développement économique et social. Il est assisté par un assistant communautaire (ASCOM) qui l'appui dans ses différentes fonctions. L'assistant en place a un niveau d'étude secondaire (terminale) avec une expérience de 6 ans dans l'enseignement.

Dans le cadre de son organisation et de son fonctionnement, le Conseil Rural de Diama a mis en place 9 commissions techniques, couvrant une bonne partie des secteurs de développement économique, social et environnemental de la CR. Chaque commission est composée de conseillers ruraux et présidée par l'un d'entre eux. Elle peut s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux, ainsi que de personnes ressources, pour traiter les questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Dans le domaine foncier, le conseil dispose d'une commission domaniale chargée d'instruire les dossiers d'affectation et de désaffectation foncière, mais les décisions en la matière sont du ressort du conseil qui statue par délibération.

Enfin, le Conseil Rural bénéficie dans ses différentes fonctions et tâches de l'assistance des services déconcentrés de l'état, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL). Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (ARD, SAED, ANCAR, les services des Pêches, des Eaux et Forêts, de l'Aménagement du territoire, ISRA, ADRAO, etc.). Le Conseil Rural de Diama bénéficie dans plusieurs secteurs d'activités de l'appui-conseil de plusieurs projets (le PACR/FVD financé par l'AFD, le PGIES, le PDMAS, les 3PRD) et d'ONG (Plan Sénégal, Lux-Développement, RADI, CARITAS, Croix Rouge, Compact, etc.).

6.2 Ressources financières de la CR

Pour son fonctionnement et ces investissements, la CR dispose de deux principales sources de recettes qui lui permettent d'alimenter ces deux rubriques.

6.2.1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de la CR de Diama proviennent de recettes propres que le Conseil Rural tire de recettes fiscales (impôts et taxes), de recettes non fiscales (produits d'exploitation et du domaine) et de recettes diverses (produits divers) d'une part, et d'autre part de fonds de dotation de l'État pour le fonctionnement (tableau 12). Pour son fonctionnement en 2012, les recettes du Conseil Rural s'élèvent à environ 171 millions FCFA dont 81% proviennent des impôts locaux (minimum fiscal, contribution des patentes,

licences, taxe rurale, foncier bâti, contribution globale unique), les droits d’alignement et frais de bornage constituant près de 10% des recettes de la CR.

Tableau 12 : Répartition des recettes de fonctionnement en 2012 (sources CR Diama)

Rubriques	Montants	%
<i>Excédent de fonctionnement reporté</i>	3 074 683	1,8%
<i>Produits de l'exploitation</i>	15 750 000	9,2%
Droit d'alignement et frais de bornage	15 000 000	
Produits des actes administratifs et d'état civil	500 000	
Légalisation	250 000	
<i>Produits Domaniaux</i>	7 500 000	4,4%
Produits sur vente animaux	500 000	
Produits de stationnement sur la voie publique	500 000	
Droit d'occupation du domaine public	6 000 000	
Droit de fourrière	500 000	
<i>Impôts locaux</i>	138 600 000	81%
Minimum fiscal	7 000 000	
Contribution des patentes	85 000 000	
Licences	100 000	
Taxe rurale	20 000 000	
Impôts sur le foncier bâti	25 000 000	
Contribution Globale Unique	1 500 000	
<i>Taxes communautaires</i>	1 200 000	0,7%
Taxe sur les spectacles	200 000	
Taxes sur la publicité	200 000	
Taxe sur l'électricité consommée	300 000	
Taxe sur l'eau	500 000	
<i>Produits divers</i>	4 900 000	2,9%
Amendes	1 700 000	
Recettes éventuelles ou imprévues	3 200 000	
Total recettes de fonctionnement	171 024 683	100%

6.2.2. Les recettes d'investissement

Pour assurer ses investissements, le Conseil Rural dispose de ressources qui proviennent des Fonds de concours, de l'État, des excédents de fonctionnement capitalisés et de la participation des populations (tableau 13). Le total des recettes d'investissement est d'environ 134 millions en 2012 : 22% proviennent des fonds de dotation, mais plus de la moitié du budget provient d'un report d'investissement.

Tableau 13 : Répartition des recettes d'investissement en 2012 (sources CR Diama)

Rubriques	Montants	%
<i>Dotation</i>	32 000 000	23,8%
Autres fonds de concours	30 000 000	
dons et legs en capital	2 000 000	
<i>Réserves</i>	31 956 383	23,8%
Excédent de fonctionnement capitalisé	31 956 383	
<i>Report à nouveau</i>	70 406 112	54,4%
Excédent d'investissement reporté	70 406 112	
Total recettes d'investissement	134 362 495	100%

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

Les types de conflits sont assez variés dans la CR de Diama. Ils mettent en jeu différents protagonistes. On relève ainsi des conflits relatifs aux limites communautaires et impliquant le Conseil Rural, des conflits entre agriculteurs et éleveurs, des conflits entre populations riveraines et agents du Parc du Djoudj, des conflits entre éleveurs et éleveurs, des conflits entre agriculteurs et pêcheurs et des conflits entre attributaires de terres (PLD, 2010, SAED/PACR, POAS, 2011, enquêtes 2013).

6.3.1 Les conflits impliquant le Conseil rural en tant que protagoniste

Ces conflits sont notés sur toute l'étendue du territoire communautaire, surtout dans les zones qui ont des ouvertures sur le fleuve ou des points d'eau pastoraux (Yallar, Tack Gagne, Débit-Tiguette, Mboundoum). Ils sont dus d'une part à la divagation des animaux dans les champs, d'autre part à l'obturation des pistes de bétails et/ou la réduction des couloirs de passage des animaux. Ils trouvent aussi leurs origines dans le défaut de délimitation des zones agricoles et pastorales, le non-respect des règles du Poas et des espaces qui y sont attribués à l'élevage, dans l'inorganisation de la vaine pâture, dans la création spontanée points d'eau pastoraux.

La forte densité des aménagements hydroagricoles est une des principales causes de ces conflits. Les périmètres privés, tout autant que les canaux et autres ouvrages qui les accompagnent, obstruent les couloirs de passage du bétail. Selon le Président de la commission des conflits (PCC) du Conseil Rural, « **plus de 90% des couloirs du bétail officiellement reconnus dans le POAS sont cultivés ou occupés en tout ou partie, par ces infrastructures** ». Avec l'accroissement du cheptel, conduire le bétail dans ces conditions vers les points d'eau s'avère de plus en plus difficile et rend quasi inévitables, les dégâts aux cultures et/ou la détérioration des ouvrages hydrauliques.

Il résulte de ces situations, des conflits très violents, dégénérant parfois en des affrontements sanglants. Un dernier en date, dont le litige n'a toujours pas encore été résolu est un cas dans le village de Odabé Nawar 1, où après constat de divagation sur un périmètre, les villageois ont suivi les traces jusqu'à un campement peul qu'ils ont brûlés, après en être venu aux mains avec les peuls qui s'y trouvaient. Ces derniers, ont fait appel à leurs pairs qui étaient dans les villages environnants, et sont allés se faire justice en brûlant à leur tour des maisons du village en question. La gendarmerie est directement intervenue avec le sous-préfet et ce conflit toujours en suspens, fait l'objet d'une instruction judiciaire.

De façon générale cependant, l'essentiel de ce type de conflits se règle à l'amiable, s'il n'y pas de sang versé. Les protagonistes peuvent tomber d'accord sur les peines à rembourser et

sur les modalités de paiement. A défaut, les chefs de villages concernés et les membres des familles concernées s'impliquent dans la médiation. Si le conflit n'est pas résolu à ce niveau, la commission des conflits du Conseil Rural est saisie. La gendarmerie et le sous-préfet sont en général les derniers à être saisis. Seuls les conflits qui ne sont pas réglés à ces différents niveaux finissent au tribunal.

6.3.2 Conflits populations riveraines et agents du Parc du Djoudj

Ce type de conflits est très souvent noté dans les servitudes et zones tampons des aires protégées. Ils sont le fait d'agriculteurs qui cultivent dans les zones tampons ou de pasteurs qui conduisent leur bétail à l'intérieur des aires protégées. Ces conflits peuvent parfois résulter de l'installation spontanée et sans autorisations ou permission préalables de campements de pasteurs au sein des servitudes des zones classées. Pour l'essentiel, ils sont notés dans les zones du Yallar, Boundoum, Débi-Tiguet. Ils sont souvent réglés à l'amiable, à défaut, les contrevenants sont verbalisés et s'acquittent de taxes dont la valeur dépend de l'ampleur des dégâts causés ou du délit qui leur est notifié.

6.3.3 Conflits entre affectataires

Depuis l'érection de Diama en communauté rurale ces conflits sont très fréquents. Ils concernent des cas d'empiétement sur le terrain d'un tiers, voire de réaffectation d'une terre qui a été attribuée à un producteur du temps de la communauté rurale de Ross-Béthio, terres qui peuvent parfois rester inexploitées des années durant pour diverses raisons. Des affectataires qui ne sont pas installés peuvent aussi parfois essayer de se caser dans les terres d'un tiers, ce qui engendre des conflits que la commission domaniale essaie de régler à l'amiable.

Toutefois, une bonne partie de ces conflits atterrit au tribunal, si le conseil ne parvient pas à les gérer. On peut noter le conflit dans le village de Samba Coly, entre un marabout (de la famille Mbacké) et un autre affectataire. Ce dernier qui est resté longtemps sans exploiter sa parcelle, a vu ses terres exploitées par le marabout. Après plusieurs confrontations de délibérations d'affectations, le marabout a commis un avocat et le litige est porté au niveau du tribunal. Un autre conflit oppose aussi des membres de la famille de Serigne Fallou (Mbacké) à l'UGED et porte une superficie d'environ 100 ha dans le village d'Odabé Nawar. Il en est de même dans la zone de Kheune où un autre marabout de la famille de Serigne Saliou (Mbacké) est en conflit avec des exploitants de la zone sur une terre qui leur aurait été affectée du temps de la communauté rurale de Ross-Béthio.

6.3.4. Les conflits entre le Conseil Rural de Diama et de Ronkh.

La communauté rurale connaît aussi des difficultés dans la gestion des espaces frontaliers avec les communautés rurales limitrophes, notamment celle de Ronkh, et précisément au niveau du village de Wuro l'Islam. En effet, des habitants d'un village de Ronkh, situé à proximité de Wuro l'Islam ont leurs terroirs de culture dans ce village situé dans la CR de Diama. Partant, toutes les affectations effectuées par le Conseil Rural de Diama dans la zone soulèvent des problèmes et parfois à des conflits. Les personnes à qui le Conseil Rural de Diama avait affecté des terres dans ces zones sont empêchées de les exploiter. Le Conseil rural a saisi le sous-préfet qui a entamé la médiation et un consensus est en train d'être trouvé pour que l'autorité du Conseil Rural de Diama sur ces terres soit rétablie.

7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIERES

7.1 Importance et répartition des affectations foncières selon les usages prévus

Dans les zones de terroirs des communautés rurales, l'affectation et la désaffectation des sont du ressort des conseils ruraux sous le contrôle des sous-préfets (décret 72-1288). Avec la promulgation de la loi sur le domaine national (loi 64-46 du 17 juin 1964), tous les droits coutumiers sur les terres ont été supprimés et un régime de la domanialité des terres a été instauré. Pour être affectataire dans les zones de terroir il faut être membres de la communauté rurale (seuls ou regroupés) et être avoir la capacité de mise en valeur. Ces dispositions sont très peu respectées dans la réalité et toutes les études montrent que le droit coutumier demeure toujours pour les populations et pour les conseillers ruraux qui le prennent souvent en compte dans leurs décisions (PACR, 2010, MCA- CIRAD-FIT-SONED, 2011).

L'actuelle CR de Diama a été créée suite à la scission de l'ancienne communauté rurale de Ross-Béthio, dont le chef-lieu a été érigé en commune, donnant naissance aux communautés rurales de Ngnith et de Diama (décret n° 2008-748 du 10 juillet 2008). Sur l'actuelle CR de Diama, les différents conseils ruraux (qui se sont succédés) ont entre 1998 et 2012 ont attribué près de 35.571 hectares de terres, ce qui correspond à près de 24% des terres de la communauté rurale estimées à 149.000 ha (total zone POAS).

Le PACR a réalisé en 2011-2012 un travail important d'exploitation des archives de la l'ancienne CR de Ross Béthio et de l'actuelle CR de Diama. Les résultats de ce travail ont été exploités et recoupés avec ceux obtenus par nos enquêtes. Ils sont consignés dans le tableau 14 ci-dessous.

Il en ressort ainsi que le Conseil Rural a attribué à 1.289 affectataires une superficie de 27.517 ha pour des usages agricoles (77.4% des superficies affectées), pour l'habitat (près de 3.5%), pour l'élevage 0.2% et pour des usages divers comme les équipements communautaires, les infrastructures socioéconomiques (magasin de stockage, mosquée, école, etc.). Il convient de remarquer que les aires protégées et les zones amodiées représentent 14.1% des superficies attribuées.

Tableau 14 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées et des affectataires dans la CR de Diama (Sources PACR + enquêtes février 2013)

Usages	Agricole		Habitation		élevage (aquaculture)		Zones Amodiées		Autres		Total	
	Nbre	Sup. (ha)	Nbre	Sup. (ha)	Nbre	Sup. (ha)	Nbre	Sup. (ha)	Nbre	Sup. (ha)	Nbre	Sup. (ha)
	1112	27517	101	1238,6	2	60	1	5000	73	1755,3	1289	35571
%	86,3	77,4	7,8	3,5	0,2	0,2	0,1	14,1	5,7	4,9	100	100

7.2 Les affectations à usage agricole et leur évolution

7.2.1 Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

Le Conseil Rural depuis son élection en 2009 a effectué plusieurs délibérations à usage agricole, 508 au total (jusqu'en décembre 2012) pour une superficie de 14635.5 ha, soit un peu plus de 53% de l'ensemble des affectations foncières de la CR. Le reste des affectations (47%) a été réalisé au temps de la CR de Ross Béthio. A partir de 2000, le Conseil Rural de Ross Béthio avait, devant la pression des demandes de terres, suspendu jusqu'en 2007 les affectations, pour procéder à la demande des populations concernées, à des régularisations. Il

s'agissait en fait de légitimer par des délibérations, la reconnaissance de l'occupation de terres par des individus ou familles, à titre de propriétaires traditionnels, d'héritiers ou d'ayants droits. Ces régularisations n'ont pas été alors comptabilisées à l'époque comme des affectations. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, où grâce à l'action du PACR, beaucoup de CR du Delta enregistrent ces régularisations au même titre que les affectations.

Tableau 15 : Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

	1998	1999	2000	2007	2008	2010	2011	2012	Total
Nbre	42	277	35	233	17	50	366	92	1112
Sup (ha)	790,13	6040,94	1737,22	2748,06	1625,3	1591 ,5	10016	3028	27517,2
% sup.	2,9	21,9	6,3	10	5,9	5,8	36,2	11	100

En considérant l'évolution des affectations foncières pour usage agricole depuis 1998, plus d'un tiers des affectations ont été faites en 2011 (tableau 15). L'importance des affectations enregistrées depuis 2008, date de création de la CR, traduit la poursuite de la pression et de la convoitise, depuis le reversement des zones pionnières, autour des terres irrigables de cette partie du Delta.

7.2.2 Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole

Les 4/5^{ème} des affectataires (80%) n'ont pas de statut juridique. Ils ont introduit des demandes à titre individuel ou en tant que chef de ménage pour disposer de droits d'usage sur la terre. Cette catégorie occupe près 59,7% des superficies affectées et est constituée principalement de résidents de la CR. Les GIE représentent plus de 11% des affectataires (15,3% des superficies) et les sociétés occupent 8% des superficies et représentent 1,4% du nombre des affectataires. Pour les femmes, on note à la fois la faiblesse du nombre de leurs organisations 26 GPF (soit 2,3%) et des superficies affectées (2,1%).

Tableau 16 : Statut des affectataires des terres à usage agricole

Statut	AVD	Assoc	Coop	GIE	GPF	Individ	Société	OP	Etablis. public	Gpt Vill .	Total
Nombre	34	4	1	124	26	890	16	10	2	5	1112
Sup ha	2080,7	80	120	4193,7	585	16422,9	2211	1329	410,3	84,5	27577,2
%	7,6	0,3	0,4	15,3	2,1	59,7	8	4,8	1,5	0,3	100

7.2.3 Importance et distribution des affectations supérieures ou égales à 10 hectares

Dans le dépouillement et l'analyse des affectations pour usage agricole, l'accent a été fait sur celles qui font plus de 10 ha et leurs bénéficiaires (tableau ci-dessous).

Tableau 17 : Distribution des affectations foncières selon la superficie

	Superficie (ha)										
Taille (ha)	10	11	12	13	15	16	17	18	20	21-25	30-37
Nombre	260	1	9	1	63	8	3	1	150	48	65
Sup ha	2600	11	108	13	945	80	51	18	3000	1180	1986
%	10	0,04	0,4	0,1	3,7	0,3	0,2	0,2	11,6	4,6	7,7

	Superficie (ha)									Total
Taille (ha)	40-50	60-90	100	101-150	180-191	200-250	300	495	535	
Nombre	112	19	25	9	2	13	5	1	1	796
Sup ha	5319	1358	2500	1083	371	2729	1500	495	535	25882
%	20,6	5,2	9,7	4,2	1,4	10,5	5,8	1,9	2,1	100

Les affectations portant sur une superficie supérieure ou égale à 10 ha sont au nombre de 796, soit 93,8% de l'ensemble des affectations à usage agricole. La grande majorité des affectataires sont des nationaux qui résident dans la communauté rurale, suivent les nationaux qui ne résident pas dans la communauté rurale et les étrangers (annexe 1).

En considérant la taille des parcelles affectées, 10 ha et 20 ha constituent les superficies les plus couramment affectées par le Conseil Rural, avec respectivement 32,7% et 18,8% des affectataires 10% des superficies ; mais elles représentent au total à peine plus de 20% des superficies affectées. Des superficies comprises entre 40 à 50 ha sont affectées à 14% de l'effectif des affectataires et font au total, 20,6% des superficies. La taille de ces parcelles renvoie à celle des petits périmètres villageois conçus par la SAED dans les années 70 et 80, et à celle d'une unité autonome d'irrigation (UAI) dans les aménagements intermédiaires.

La grande majorité des affectataires n'a pas été installée par la commission domaniale de la CR sur les terres qui leur ont été affectées. Le dépouillement des données de la CR et des enquêtes montrent que seuls 282 affectataires, soit 35,4%, ont été installés. Dans les archives foncières qui ont été exploitées, une bonne partie des données sur l'installation des affectations qui datent de plusieurs années ne sont pas disponibles.

7.3 Localisation des affectations foncières au sein de la CR

Comme toutes les CR, celle de Diama ne dispose pas d'une cartographie permettant une localisation précise des affectations foncières. Il s'y ajoute le défaut d'installation systématique des affectataires sur les terres attribuées ainsi que la non mise en valeur d'une large part des superficies. Cet ensemble de facteurs rend très difficile toute tentative de repérage des affectations aussi bien au niveau de l'arrondissement que de la CR.

Toutefois, l'analyse du dépouillement des délibérations² de Diama et de l'ex CR de Ross Béthio complétée les enquêtes menées au niveau du Conseil Rural et des animateurs des zones POAS, permettent d'effectuer une répartition approximative volume et des nombre des d'affectations par zone (tableau 18).

Tableau 18 : Répartition des affectations dans les zones POAS

	NSP	Yallar	Tack Gagne	Débit Tiguette	Boundoum	Thiagnaldé	Total
Nombre	67	514	326	136	200	46	1289
Sup ha.	7262,54	9713,17	8606,54	3277,81	5782,77	928,2	35571
%	20,4	27,3	24,2	9,2	16,3	2,6	100

L'essentiel des terres affectées, soit 51,5%, est concentré dans les zones Yallar (27.3%) et Tack Gagne (24.2%) Ces deux zones ont de bonnes potentialités en eau de surface (fleuve

² Un tableau récapitulatif des affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

Sénégal, Gorom, Lampsar, etc.) et de nombreux chenaux aménagés permettant l'irrigation des terres. La zone de Thiagnaldé ne fait pas l'objet d'une grande attractivité par rapport aux autres zones (seulement 2,6% des affectations), en raison de son éloignement des principales sources d'eau est en est la principale raison qui implique des investissements lourds pour l'amenée d'eau.

Il est à noter que 20,4% des terres affectées ne peuvent être localisées dans aucune des zones de gestion POAS, en l'état actuel des informations disponibles au niveau de la CR.

8 - RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGRIBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 – Expériences en arrangement foncier

La CR a eu à installer de nombreux projets d'agribusiness depuis fort longtemps. Issue de l'ancienne CR de Ross Béthio, elle est située sur les terres de *Walo* qui ont été les plus ciblées par la course à la terre ouverte à partir de la fin des années 1980 avec l'appui à l'installation d'une irrigation paysanne privée. C'est aussi la zone où a eu lieu le deuxième temps d'installation importante, dans els années 90, lorsque les sols *Dieri* sont eux aussi devenus attirants pour l'agribusiness par la pratique d ecultures horticoles.

On peut dire que la zone où est située la CR de Diamas est avec la CR de Mbane celle qui a le plus reçu de projets agribusiness dans la vallée du fleuve Sénégal. Cependant, depuis sa mise en place (2008), le Conseil Rural de Diamas ne semble pas avoir développé une véritable stratégie de négociation à l'occasion des projets d'installation d'agribusiness.

On note deux exemples différents d'installation : la Société de Culture Légumière (SCL) et le PDMAS.

Dans le cas de SCL, le processus et les conditions d'installation ont été des plus sommaires, avec une demande d'affectation au Conseil Rural et une discussion avec les villages touchés autour de contre parties générales (investissements sociaux et emplois) sans établissement de contrat. Il faut noter que le promoteur, pour ses actuels projets d'installation dans les autres CR (Gandon et Fass), a déployé un processus différent (consultation des villages, puis du Conseil Rural et des services administratifs et techniques, étude d'impact, restitution) et des conditionnalités (contreparties) négociées avec les villages en vue d'un protocole d'accord avec les villages et/ou le Conseil Rural.

L'installation du PDMAS a été une expérience de négociations sur une longue période. Conçu pour développer les cultures horticoles et l'exportation, le projet intégrait déjà l'installation des exploitants locaux sur une partie des terres viabilisées. Les activités d'approche qui avaient commencé avec l'ancien Conseil Rural de Ross Béthio ont abouti avec celui de Diamas sur une augmentation considérable du quota de terres alloué aux villages (exploitations familiales) et des contreparties. Au terme de l'instruction du projet, les quotas suivants ont ainsi été finalement retenus pour les trois catégories d'exploitants identifiées :

- Exploitations familiales - 1400ha réservés (2 à 20ha avec la possibilité de regroupement en GIE)
- Les PME - 600ha réservés (maximum de 20ha par PME)
- Les agro industries (investisseurs nationaux et internationaux) – 500 ha réservés (20 à 100 ha)

Pour la réinstallation d'exploitants impactés par les ouvrages hydrauliques en amont (zone de Boundoum) et sur les terres viabilisées (zone de Tàk gane) le projet avait retenu, en cas

compensation terre contre terre, le principe d'une compensation au 1/3 de la superficie perdue : si les emprises des travaux du projet prennent 3 ha à un exploitant, ce dernier reçoit en compensation 1 ha dans les terres aménagées, qui sont supposées avoir trois fois plus de valeur du fait des investissements réalisés.

Concernant les autres conditions, notons en particulier les deux suivantes :

- création d'ouvrages d'irrigation (zone de Boundoum) permettant d'ouvrir à l'exploitation irriguée des espaces non touchés par les ouvrages initiaux,
- construction de ponts traversant certains chenaux pour permettre la mobilité des populations et du bétail, etc.

8.2 – Le niveau d'ouverture aux projets d'investisseurs

Dans le cadre de ses activités de sécurisation foncière, le MCA a procédé (avec la CR) à une mise à jour et adaptation des principes et procédures d'affectation des terres. Par rapport à l'accès aux terres, les décisions suivantes ont été retenues et traduites (entre autres) en délibération officielle du Conseil Rural :

- ✓ Un ordre de priorité dans l'affectation des terres : 1°) autochtones (comprendre habitant de souche/*Doomu Diama*) sans terre ; 2°) résidents sans terres ; 3°) anciens affectataires à installer ; 4°) PME/PMI (sur base d'un protocole).
- ✓ Taille des affectations : individu : 1 à 10 ha ; GIE/Famille: 20 ha maximum.

Il faut d'abord remarquer que l'agribusiness n'est pas exclu de l'affectation des terres, bien que placé à la dernière place dans l'ordre des priorités. Il faut aussi noter qu'il est prévu l'établissement d'un protocole comme base de l'affectation.

Lors des discussions de ces principes certains points d'achoppement et proposition de solutions ont été faites. Sur la taille des affectations selon les catégories d'affectataires (individuels, famille, OP, PME), il est apparu que la CR avait retenu (dans le passé) de consacrer 5 ha aux individuels et un maximum de 20 ha aux autres catégories de demandeurs locaux. Les préoccupations ressorties ont été :

- ✓ pour les individuels, ne pas donner une superficie qui serait au-delà des capacités de mise en valeur, mais cependant donner une superficie qui permette à l'affectataire d'avoir un revenu satisfaisant et de lui permettre de rentabiliser les investissements (équipement de pompage, par exemple) nécessaires à l'exploitation de la terre.
- ✓ pour les familles et les OP, la préoccupation était de fixer une taille maximale qui finalement sera fixée à 20 ha, conformément à ce qui avait été retenu dans le passé ;
- ✓ concernant les PME/PMI les discussions n'ont pas encore permis de dégager un consensus, si ce n'est qu'il faudra s'appuyer sur l'importance des investissements envisagés par les intéressés pour décider de la taille des affectations.

9. CONCLUSION

La CR de Diama est déjà largement concernée par l'investissement privé dans l'agriculture et ce depuis les années 80. Il y a d'abord eu l'investissement des GIE paysans pour de la petite irrigation dans le *Walo* (années 80), puis l'investissement d'entreprises privées pour des cultures horticoles dans le *Dieri* à partir des années 90.

Cependant, la zone faisait partie à l'époque de la Communauté rurale de Ross Béthio, ce qui signifie que l'actuel Conseil Rural n'a pas l'expérience acquise par ce passé, qui est plutôt

localisée à Ross Béthio, comme le prouve la négociation très sommaire qu'il y a eu avec la SCL et l'attitude très vague des élus d'aujourd'hui dans les réunions que nous avons menées.

En ce qui concerne les zones potentiellement affectables dans le cadre du PDIDAS, il s'agit essentiellement de zones du *Dieri* actuellement occupées par des villages d'agropasteurs et situés au sud de la CR, de l'autre côté de la nationale, en dehors donc du Delta proprement dit.

En effet, les quelques espaces encore libres dans la zone du Delta sont proches de sources d'eau et sont déjà convoités par des entreprises privées, qui n'ont nullement besoin d'un appui public pour leurs aménagements et, qui verraient d'ailleurs, ainsi que le Conseil Rural, d'un mauvais œil. Par contre, les cahiers des charges que peuvent produire le PDIDS pour sa zone pourront être utiles à ces protagonistes pour améliorer la sécurisation de leurs négociations internes en dehors de la zone PDIDAS.

Pour revenir à zone potentiellement concernée par le PDIDAS (zone du *Dieri*, essentiellement dans la zone de gestion de Thianaldé), les difficultés majeures sont de deux ordres :

- Bien que le Conseil Rural soit favorable au projet, les populations résidant dans les zones visées refusent d'autoriser l'installation de l'agribusiness. L'« affaire de Fanaye », comme l'appellent les populations de la vallée du Sénégal (conflit de Senethanol) a traumatisé toutes les populations de la vallée. Ceci est encore plus sensible dans le Delta, car Senethanol s'est réinstallé dans une zone très proche (Nidael).
- Des contraintes techniques inconnues par l'équipe et les populations pour l'amener de l'eau jusqu'à ces zones-là. Il y a des dénivelllements assez importants (cordons dunaires) et une distance à parcourir assez longue (une dizaine de kilomètres au minimum).

En conclusion, l'acceptabilité sociale et la faisabilité technique d'une installation de périmètres d'agribusiness dans la zone potentielle ne sont pas encore avérées. Convaincre et rassurer les populations de ces zones demanderont de mener un travail spécifique sur de longs mois en ayant à sa disposition les informations techniques relatives aux scénarios de faisabilité technique de l'amener de l'eau. Il sera fourni dans le livrable A3 un guide et des propositions pour réussir cette négociation.

Références bibliographiques

- AGRER-SETICO, 2009a : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport définitif. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- AGRER-SETICO, 2009b : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport Etude des Ressources en Eau du Lac de Guiers. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 2ème édition, 1988.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 3^{ème} édition, 2002.
- d'Aquino P, Seck S. M., Cissokho A., 2000 : De l'irrigation administrée à une gestion concertée du territoire : le Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS), une démarche pour une évolution des modes de prise de décision. P. d'Aquino, S. M. Seck, A. Cissoko. In Pour un développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne – Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal-, Editions PSI/WECARD-CORAF, Dakar, juin 2000, p 358 – 374.
- FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 199, 376pages.
- PACR-VFS, 2010. Typologie des espaces et typologie des situations et pratiques foncières, Communauté Rurale de Diama. Rapport Final. PACR-VFS, Saint-Louis : Octobre 2010, 44p.
- SAED, PACR, 2010. Plan d'occupation et d'affectation des sols de la (POAS), communauté rurale de Diama.
- AGRER-SETICO, Rapport EIES – 3 PRD – Volume 1, AFD/SAED

**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Fass Ngom**

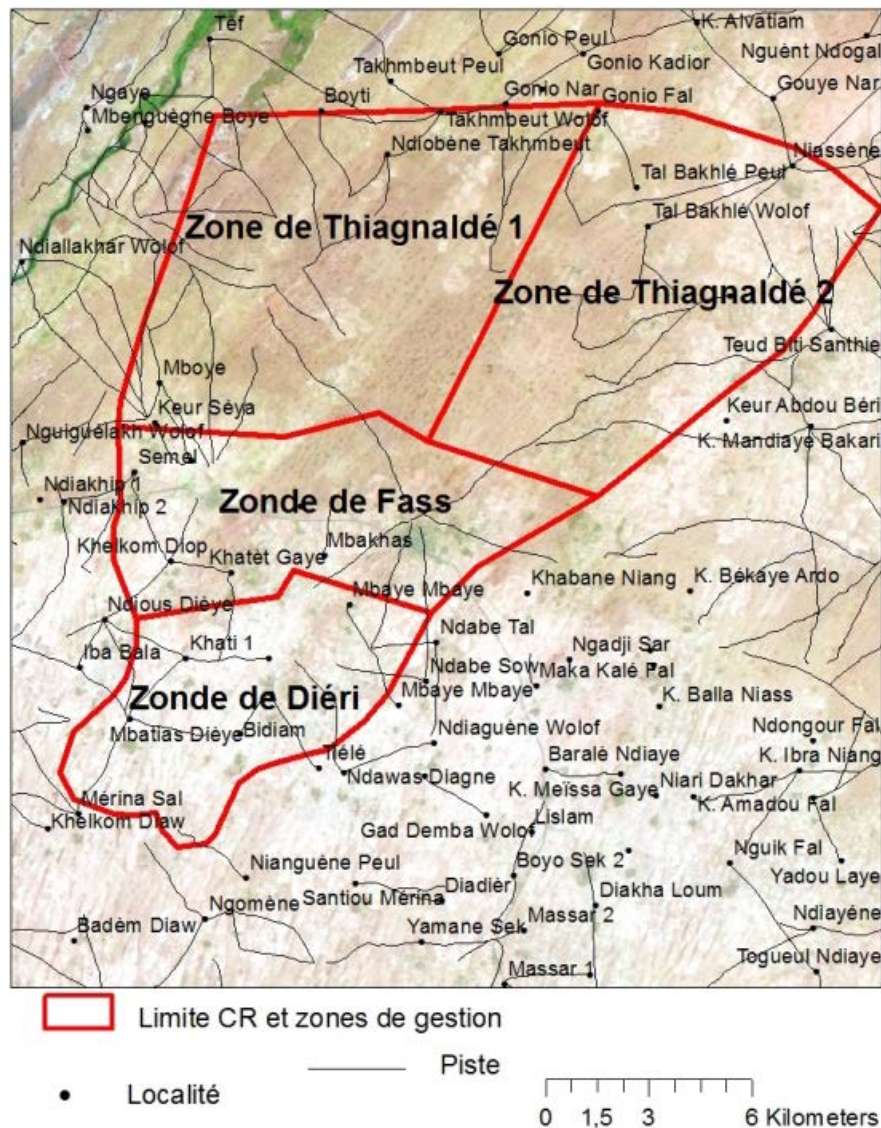
Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	35
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	36
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	36
1.2. Distribution spatiale de la population.....	37
1.3. Inégalités des densités démographiques et ses implications	38
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	40
2.1. L’agriculture	40
2.1. 1. <i>L’agriculture sous pluie</i>	<i>40</i>
2.1. 2. <i>L’arboriculture fruitière... ..</i>	<i>40</i>
2.1. 2. <i>Le maraîchage... ..</i>	<i>40</i>
2.2. L’élevage	40
2.3. Les autres activités	41
2. 3. 1. <i>La foresterie</i>	<i>41</i>
2.3. 2. <i>La pêche.....</i>	<i>42</i>
2.3. 3. <i>Le tourisme</i>	<i>42</i>
2.4. Eléments de synthèse	42
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	43
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	43
3.2. L’agriculture irriguée.....	43
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L’ÉCONOMIE LOCALE.....	44
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	44
5.1. Les cadres de concertation	44
5.2. Les organisations de base	44
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	45
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	45
6.1. 1. <i>Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>45</i>
6.1. 2. <i>Organisation, fonctionnement et structures d’appui au Conseil Rural</i>	<i>46</i>
6.2. Les ressources financières de la CR	47

6.2. 1. <i>Les recettes de fonctionnement</i>	47
6.2. 2. <i>Les recettes d'investissement</i>	48
6.3. Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR	48
6.3. 1. <i>Les conflits entre agriculteurs et éleveurs</i>	48
6.3. 2. <i>Conflits entre le Conseil Rural et les CR limitrophes</i>	48
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	48
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	48
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	49
7.2. 1. <i>Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole</i>	49
7.2. 2. <i>Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole</i>	49
7.2. 3. <i>Importance et distribution des affectations supérieures à 10 hectares</i>	50
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR	50
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	51
8.1. Expériences en arrangement foncier	51
8.2. Le niveau d'ouverture aux projets d'investisseurs	53
9. CONCLUSION	54

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La communauté rurale de Fass Ngom est située dans l'arrondissement de Rao du département de Saint Louis. Elle a été créée en 2008 suite à la création de la commune de Mpal (décret 2008-749 du 10 juillet 2008 portant création de communautés rurales dans la région de Saint-Louis). Elle est limitée à l'ouest et au Sud par la communauté rurale de Gandon, à l'Est par les communautés rurales de Keur Momar Sarr et Sakal et au Nord par la commune de Mpal.

Située entre les Latitudes 15°49 et 16°2 Nord et les Longitudes 16°21 et 16°8 Ouest, la CR de Fass s'étend sur une superficie approximative de 321 km².

Dans la cadre de la gestion de l'espace et des ressources naturelles communautaires en vue d'une bonne conduite des activités de développement et pour une bonne planification locale, le Conseil Rural a institué quatre zones de gestion (notamment dans le cadre de l'élaboration du POAS).

- ✓ *zone de Fass* - Elle qui regroupe les villages autour de la route nationale situés entre Paye et Sémel. Elle occupe la partie ouest de la CR et fait frontière avec la communauté rurale de Gandon. Avec une petite ouverture sur le Ndialakhar (vers le village de Keur Seya), la

zone est exclusivement constituée de sols *Dieri* essentiellement exploités en agriculture pluviale sur près de 61% du territoire de la zone (qui s'étend sur 6705 ha, soit 21% de l'ensemble de la CR). Toutefois, ces espaces sont aussi exploités par l'élevage notamment autour de la Zone pastorale qui occupe près de 7% du territoire. On y note aussi la présence de deux aires protégées à savoir les forêts classées de Mpal (qui occupe 13% du territoire de la zone) et de Rao qui occupe 14 ha dans la zone ;

- ✓ *zone Dieri* - Elle correspond à la partie sud de la CR et fait frontière avec les communautés rurales de Gandon et de Sakal (région de Louga). Essentiellement constituée de sol *Dieri*, cette zone est un important foyer de cultures maraichères (irriguées à partir des eaux de puits) et de culture pluviale sur près de 90% de la zone (soit 6537 ha) qui s'étend sur une superficie 7250 ha (soit de 22,6% du territoire communautaire). ;
- ✓ *zone de Thiagnaldé 1* – Elle occupe la partie nord de la CR et regroupe autour de Takhmbeut, les villages de la partie nord-ouest. Avec une superficie qui correspond à plus de 35% du territoire communautaire (soit 11376 ha), la zone est constituée principalement de trois types de sols : *Dieri* (93%), *Djédjogol* (6%) et *Hollaldé* (1%). L'élevage pastoral constitue la principale activité économique de cette zone qui est l'une à avoir une ouverture sur le Ndialakhar (défluent du fleuve Sénégal). Les terres les plus convoitées par les investisseurs privés sont dans ce secteur (installations de la SCL et de Sen-huile). L'agriculture pluviale constitue la seconde activité avec des superficies qui avoisinent 10% (soit 1147) de l'ensemble du territoire communautaire. Une bonne partie de la zone est cependant sous l'emprise d'une aire protégée, celle de la forêt classée de Mpal qui couvre 16% de la zone (soit 1868 ha).
- ✓ *zone de Thiagnaldé 2* – Elle correspond à la partie nord-est de la CR et fait frontière avec les communautés rurales de Keur Momar Sarr et Sakal (région de Louga). Cette zone couvre près de 21% du territoire de la CR (soit 6682 ha) dont 7% sous l'emprise de la forêt classée de Rao. L'agriculture pluviale est très développée dans cette espace et concerne une superficie de 3646 ha soit 55% de la zone qui est entièrement couverte par du sol *Dieri*. L'élevage y est également pratiqué, avec une zone pastorale (ZP) qui occupe 20% du territoire.

Les terres de la CR sont situées, en grande partie, dans le *Dieri* avec certaines parties (nord/ouest) touchant à la zone d'influence du Ngalam/Ndialakhar dont une partie des terres est de type *Dèk-dior* (sablon-argileux). L'aménagement du Ngalam comme chenal-adducteur et sa connexion avec les autres marigots du Ndialakhar grâce à des ouvrages hydrauliques pourrait permettre l'irrigation d'une part importante des terres de la CR.

1 – PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1 Caractéristiques générales du peuplement et de la population

Selon le décret qui l'a créé, la communauté rurale de Fass Ngom compte, 55 villages officiels. A ces villages sont rattachés 25 hameaux soit au total, 80 établissements humains. Les ethnies dominantes dans la CR sont les Wolofs (46% de la population), majoritairement agriculteurs, les Peuls (40%) pasteurs et agropasteurs présents dans toutes les zones et surtout dans celles de Thiagnaldé 1 et 2 et les Maures (13%) (POAS, SAED, 2010). Suivant les zones et les potentialités, chaque village est souvent peuplé d'une ethnie majoritaire, voire d'une seule ethnie.

L'actuelle CR de Fass a été créée bien après les deux derniers recensements généraux de la population (RPGH). Mais en considérant les villages qui la constituent et l'évolution de leurs

effectifs démographiques, il apparaît que la population s'est nettement accrue entre 1988 et 2002, passant respectivement de 7.272 habitants à 12.008 habitants, soit une augmentation de 65,12% en quatorze ans (tableau 1). En 2002, la population se répartit dans 843 concessions ou carrés, contre 643 en 1988, soit respectivement en moyenne, 15 et 12 personnes/concession.

Les projections démographiques de l'ANSD estiment la population à 20.908 habitants en 2013 et à 22.043 à l'horizon 2015.

Tableau 1 : Évolution de la population de la CR de Fass et projections démographiques
(Source ANSD)

Années	Nombre de concessions	Effectif population		
		Hommes	Femmes	Total
1988	643	3.629	3643	7.272
2002	843	5.900	6101	12.008
Estimation 2013	n.d.	10.411	10.497	20.908
Projection 2015	n.d.	10.985	11.058	22.043

En considérant la répartition par sexe de la CR, les femmes prédominent et représentent 50,9% de la population en 2002. La répartition de la population par classe d'âge montre le caractère juvénile de la population, près de 48% de l'effectif total appartenant à la classe 0 à 14 ans. La tranche d'âge 15 à 35 ans représente 32% de la population contre seulement 15% pour celle de 36 à 59 ans (PLD, CR de FASS Ngom, 2011).

1.2 Distribution spatiale de la population

La répartition de la population est relativement variable suivant les villages et au sein du territoire communautaire. Ainsi, en considérant l'ensemble des villages officiels, la population moyenne par village se chiffre en 2002 à environ à 218,33 habitants et à 150,1 habitants si on considère la totalité des établissements humains (villages officiels et hameaux). Dans les deux cas cependant, les moyennes cachent de fortes disparités. Certains villages dépassent 1.000 habitants (Gonio Cadior, Fass Ngom), alors que d'autres comme Sinthiou A. Ngom, Thisse, Yade Wolof, Ndiobène Takhmbeuth, ont moins de 100 habitants.

Tableau 2 : répartition des villages selon les classes de population de la communauté rurale de Fass Ngom (Sources : exploitation des données ANSD, Service régional statistique)

Classe de la population (hbts)		-100	100-200	201-300	301-500	501-750	751-1000	1001-1500	1501-2000	+2000
1988	Nbre localités	32	14	5	3		1			
	% de la population	18%	34%	18%	16%		14%			
2002	Nbre localités	31	7	4	10	1		1	1	
	% de la population	4,6%	9,5%	9,8%	35,2%	7,4%		13,7%	19,8%	

Dans l'ensemble, 15 % de la population en 2002 vit dans des villages des moins de 200 habitants, 35% dans des villages de 300 à 500 habitants et presque autant dans des villages de plus de 1.000 âmes (tableau 2). Toutefois, le nombre important d'établissements humains de moins de 100 habitants (61%), témoigne d'une relative dispersion de l'habitat, révélatrice de l'importance du pastoralisme.

1.3 L'inégalité des densités démographiques et ses implications dans la perception des populations

Les plus gros villages se rencontrent à proximité de la route nationale et/ou de la Commune de Mpal qui polarise une bonne partie de la zone nord de la communauté rurale. Toutefois, à la différence d'autres CR de la VFS, la zone *Dieri* comptent des villages assez peuplés.

La densité moyenne de la population est de 37,51 habitants/km². Elle est inférieure à la moyenne régionale (47 hbts/km²) et très largement en dessous de la moyenne du département de Saint-Louis qui est de 310 hbts/km² en 2010 (SRSD, 2010). La concentration de la population dans certains villages s'accompagne d'une distribution très inégale du peuplement dans la communauté rurale. Pour prendre en compte la réalité de la distribution du peuplement, nous avons considéré la répartition des villages et de la population dans les six zones de gestion de l'espace du POAS de la CR (SAED/PACR, 2010). La distribution des densités selon ces zones est indiquée dans le tableau ci-dessous.

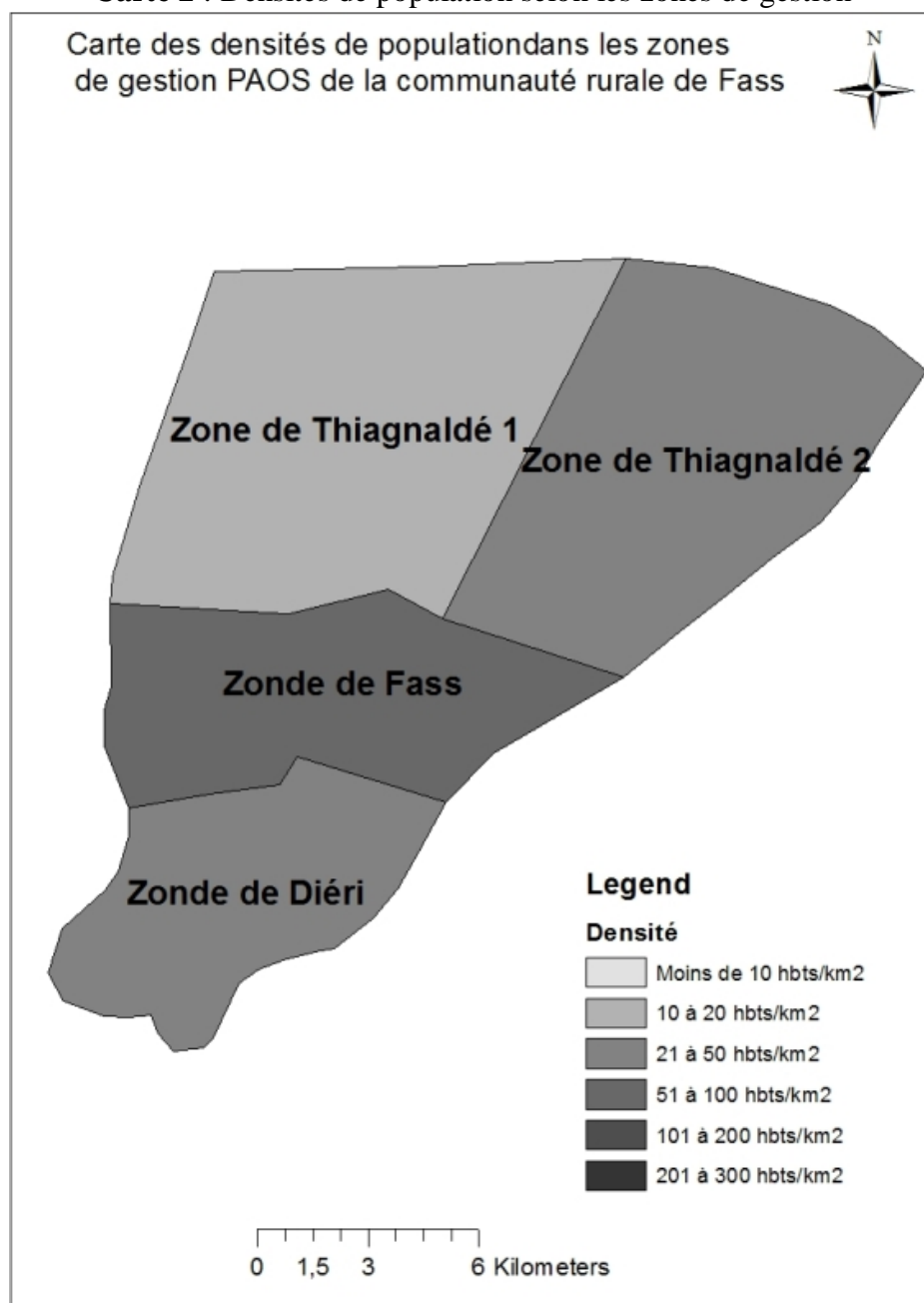
Tableau 3 : Densités moyenne de population dans la CR de Fass Ngom (habitants/km²)

Zone de gestion POAS				
Fass	<i>Dieri</i>	Thiagnaldé 1	Thiagnaldé 2	Moyenne CR
74,33	36,62	14,81	37,4	37,51

Source : Données ANSD, Recensement 2002 ; SAED/PACR, POAS 2010.

La répartition des densités de peuplement au sein des zones de gestion, montre que la population est fortement concentrée dans la zone de Fass, ce qui peut s'expliquer par le passage de la Nationale 2 (RN2) et la proximité de Saint-Louis. Et contrairement à la majeure partie des communautés rurales de vallée du fleuve Sénégal, les densités de la zone *Dieri* de la CR sont importantes, en particulier à Thiagnaldé 2 (tableau 3). Ces zones essentiellement peuplées par des peuls et sont constituées de vastes zones de parcours.

Carte 2 : Densités de population selon les zones de gestion



Il ressort des enquêtes de terrain que la majorité de la population considère les zones *Dieri* et *Fass* comme étant saturée ou totalement appropriées. Seules les zones de *Thiagnaldé 1* et *2* auraient des terres disponibles pour accueillir de grands projets.

Toutefois, une bonne partie des habitants, et notamment du conseil, semble occulter le fait que ces deux zones sont des espaces de parcours. De fait, ils minimisent les usages pastoraux de l'espace et marginalisent les peuls qui constituent le second groupe démographique de la CR. L'affectation d'un terrain de 5.000 ha dans les zones de *Thiagnaldé 1* et *Fass* qui vient d'être faite (février 2013) au profit de *Sen-huile* réduit fortement l'espace pastoral et l'installation d'autres investisseurs devrait se faire en considérant davantage cette situation, au risque d'exacerber les contraintes pour l'élevage et de créer des tensions dans ces zones de repli du pastoralisme.

2. ACTIVITES ECONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Les populations de la communauté rurale de Fass s'activent principalement dans le secteur primaire et principalement l'agriculture, qui constitue la première source de revenus des ménages. Les activités agricoles sont essentiellement l'agriculture pluviale, le maraichage, l'arboriculture fruitière auxquelles s'ajoutent d'autres activités comme la foresterie, la pêche, et le tourisme. En raison des faibles disponibilités en eau de surface, l'agriculture irriguée telle que pratiquée dans le Delta est peu développée.

2.1 L'agriculture

L'agriculture est la principale activité économique. Elle est pratiquée sous 3 formes : agriculture pluviale, maraichage et arboriculture fruitière.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie

Elle constitue l'activité la plus pratiquée par la population et occupe près de 99,4% des ménages agricoles (FAO, Ministère Agriculture 1998). Elle s'exerce dans les terres sableuses du *Dieri*, où se concentrent près de 80% des terres emblavées, notamment dans les zones *Dieri* et de Fass où ces cultures sont très pratiquées autour des villages de Gono Cador, Mpal, Bidame Mouride, de Tabou, de Mbakhasse Peul, de Keur Gora Diagne, etc.

Les principaux types de cultures sont l'arachide, le mil, le béré, le niébé, le bissap et la pastèque. Les superficies annuellement mise en valeur tournent autour de 11.000 ha, dont les 37% (soit 4.070 ha) pour la culture de l'arachide (POAS, 2010). Cependant, cette activité connaît un recul avec entre autres causes l'irrégularité interannuelle et la baisse de la pluviométrie, mais aussi la cherté des intrants agricoles.

2.1.2 L'arboriculture fruitière

Cette activité est pratiquée dans quelques villages de la communauté rurale (Khatali 1, Khatete Gaye, Tabou, Keur Amadou Ndiaye 2, etc.) et occupe 4,6% des ménages agricoles. Les plantes cultivées dominantes sont les manguiers, les agrumes (citronniers, pomelos...), etc.

2.1.3. Le maraichage

Elle constitue une importante source de revenus pour les populations concernées, près de 32,2% des ménages agricoles. Après un recul dans les années 1980, elle bénéficie actuellement de l'appui d'ONG comme *Plan international* et *Hunger- Project* (POAS, SAED, 2010). Elle se pratique dans certaines localités de la zone *dieri*, surtout dans les villages (ou hameaux) de Mbathiass, Mbaye-Mbaye Fall, Khataly, Mbaye-Mbaye Sarr, Gonio Bambara, Gonio Cador, Takh Mbeut wolof, Gatty-Tef, etc.

Les cultures sont irriguées par arrosage à partir de puits creusés dans les champs. Les principales spéculations produites sont l'oignon, la tomate, le gombo, l'aubergine, etc. (PLD, CR de Fass, 2011). Le maraichage fait face à quelques contraintes qui ont pour causes la dégradation des sols sous l'effet de la salinisation de la nappe et la dégradation des sols sous l'effet de l'érosion éolienne, mais aussi la difficulté d'accès aux facteurs de productions, etc.

2.2. L'élevage

Deuxième domaine activité de la population après l'agriculture, l'élevage est pratiqué par plus de 92% des ménages agricoles (FAO, Ministère Agriculture 1998). Il est pratiqué dans la quasi-totalité des villages de la communauté rurale sous ses différentes formes, avec un

cheptel varié estimé à près de 52.740 têtes, dominé par la volaille (34,1%) et les petits ruminants (ovins et caprins) (tableau 4).

Tableau 4 : Cheptel de la CR de Fass Ngom 2010

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Volaille
Effectifs	6.000	15.000	12.000	1.200	540	18.000
%	11,4%	28,4%	22,8%	2,3%	1%	34,1%

Source : PLD de la CR de Fass Ngom, 2011 (Poste vétérinaire de Fass Ngom).

L'élevage est pratiqué de manière extensive dans la CR dans les différents espaces de parcours autour des villages de Gono Cadior, Mpal, Mbakhasse peulh, Bidiale Mouride, Tabou, etc. Cette une activité traditionnelle pour les peuls qui la pratique de deux manières : certains d'entre eux se consacrent exclusivement à l'élevage alors qu'une autre partie, tout en l'exerçant, l'associe à l'agriculture. La pratique de l'élevage est rythmée par la transhumance et/ou le nomadisme pastoral marqué par la recherche de pâturage naturel pour l'alimentation du bétail et de point d'eau pour les abreuver. Dans le cadre de l'élaboration du POAS, les populations ont identifié deux ouvertures sur les cours d'eau, et près de 29 mares temporaires en plus de 20 abreuvoirs officiels.

Quelques expériences de stabulation (bovine, ovine et d'aviculture) sont développées par des organisations communautaires de base (GIE, GPF) ou par des initiatives privées. Quelques ménages pratiquent de l'embouche ovine ainsi qu'un élevage de volailles locales. Toutefois le système d'élevage reste principalement traditionnel.

Les principales contraintes du secteur de l'élevage sont entre autres l'insuffisance du potentiel fourrager et les difficultés d'abreuvement du bétail en raison du manque d'eau de surface qui oblige à une transhumance hors des limites de la CR.

2.3. Les autres activités

2.3.1 La foresterie

La CR de Fass dispose d'espaces boisés avec d'assez maigres ressources forestières. Ces espaces qui couvrent plus de 21,5% de la superficie de la communauté rurale sont pour l'essentiel des aires classées (tableau 5). Il s'agit de la Forêt classée de Mpal (10% de l'espace communautaire), de la Forêt classée de Rao (0,04%) et de la Réserve sylvo-pastorale (11,4%).

Tableau 5 : Forêts classés et aires protégées dans la CR de Fass Ngom.

Type d'aire protégée	Superficie (ha)	Part dans Sup. CR
Forêt classée de Mpal	3221	10.06%
Forêt classée de Rao	14	0.04%
Réserves Sylvo-pastorales	3656	11.42%
Total	6891	21.52%

Sources Service régional des eaux et forêts.

Les autorisations d'exploitation des ressources forestières concernent surtout le bois de chauffe, et dans une moindre mesure le charbon de bois, ainsi que les activités de cueillette de fruits-forestiers (villages de Ndiobène, Bidiamé Mouride, Mbakhasse peulh, Teude Bity, Gono Cadior, Mpal). Les activités d'exploitation forestière occupent près de 35,6% des ménages agricoles (FAO, Ministère Agriculture 1998).

2.3.2 La pêche

La pêche se rencontre essentiellement dans la zone du Thiagnaldé et principalement dans les villages de Keur Amadou Ndiaye 2, Takhmbeut Wollof, de Fass Ngom, Khelcom Diop, Mbaye Mbaye et Mpaye. Elle se pratique dans le Ndiassew (POAS CR de Fass Ngom, SAED, 2010). La quasi-totalité des prises est autoconsommée ou vendue au niveau des marchés communautaires. Le poids de l'activité dans l'économie des ménages concernés, 3% des ménages agricoles, est relativement faible. Le caractère localisé de l'activité et son faible poids économique sont sans doute les facteurs qui expliquent que la transformation des produits de la pêche n'est pas développée dans la CR.

2.3.3 Le tourisme

L'activité touristique est assez marginale dans la communauté rurale malgré l'existence d'un potentiel qui reste à être valoriser. La zone concentre des espaces d'intérêts cynégétiques qui constituent plus de 21% de l'espace communautaire (forêt classée de Mpal, forêt classée de Rao et la Réserve sylvopastorale). Toutefois, un seul campement se trouve dans la communauté rurale et il n'existe aucune organisation communautaire qui s'active pour une promotion du secteur. Il est à noter un afflux périodique de pèlerins dans la CR en raison de la présence d'un important foyer religieux de la confrérie Tidjane (famille religieuse de Mame Rawane Ngom).

2.4 Eléments de synthèse : domaines d'activités des ménages ruraux de la CR

L'économie de la CR repose essentiellement sur des activités du secteur primaire. Dans l'ensemble, 91,3% des ménages tirent leurs revenus du secteur rural. Le dernier recensement national de l'agriculture s'est penché sur les activités dominantes dont les ménages ruraux tirent leurs revenus. Les données relatives aux villages de référence situés dans l'actuelle CR de Fass Ngom récapitulées dans le tableau 6, donnent une répartition des ménages par type d'activité (FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999).

Tableau 6 : Activités des ménages ruraux de la CR de Fass Ngom

Village de référence		concessions Rurales	Ménages ruraux	Ménages agricoles	Effectif des ménages ruraux agricoles					Ménages ruraux dans la pêche
					Agric. pluviale	Prod. Maraich.	Prod. fruitière	Forestière	Elevage	
1	Ndiobène	42	72	67	66	2	1	15	65	0
3	Keur Amadou Ndiaye 2	69	82	82	82	81	7	0	75	15
4	Tabou	111	154	149	148	83	8	15	140	15
5	Khatete Gaye	53	62	61	60	30	9	24	59	1
6	Khatali 1	56	67	67	67	60	19	19	64	0
7	Bidiale Mouride	97	122	122	122	116	0	120	117	5
8	Mbakhasse peulh	101	136	131	131	14	6	15	125	1
9	Gatty teff	52	74	74	74	29	0	73	69	13
10	Keur Gora Diagne Nar	66	90	90	90	0	6	30	89	0
11	Teude Bity	39	44	44	44	0	1	1	44	0
12	Gono Cadior	169	254	249	249	86	1	164	247	0
13	Mpal	317	379	268	266	9	6	23	218	6
Total		1182	1535	1402	1394	451	64	499	1290	42
	%			91,3	99,4	32,2	4,6	35,6	92,01	3

Sources FAO/Ministère agriculture, RNA, 1999.

2 RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES ET SUPERFICIES CULTIVEES EN IRRIGUE

3.1 Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

En dehors des terminaisons des marigots du Ndialakhar à la frontière avec la CR de Gandon, les ressources en eau de la CR sont constituées de mares temporaires et de «céanes» utilisés pour l'abreuvement du bétail et certains besoins domestiques. Ces ressources en eaux sont, surtout, utilisées pour les activités de maraîchage. Les investigations auprès de la SAED qui envisage des interventions dans l'agriculture dans la partie nord-est de la CR en cas de réalisation des projets d'aménagement structurants indiquent qu'il n'existe pas encore d'infrastructures hydrauliques (chenaux) d'irrigation.

L'aménagement du marigot Ngalam comme chenal-adducteur et sa connexion le Ndialakhar grâce à des ouvrages hydrauliques pourrait ouvrir des perspectives de développement de l'irrigation dans la CR.

3.2 L'agriculture irriguée

L'agriculture irriguée telle que pratiquée dans le delta du fleuve Sénégal est inexistante dans la CR en raison de son éloignement des eaux douces du fleuve et de la prédominance de sols sablonneux très filtrants (surtout sur la partie ouest). En raison de sa faible ouverture sur le domaine irriguée (moins de 1.000 ha), cette activité n'est pas développée (POAS CR de Fass, 2011). Les cultures maraîchères utilisent plutôt les eaux souterraines grâce à des puits. Le maraîchage constitue l'activité agricole prépondérante pour environ le 1/3 des ménages (cf. supra, §. 2.1.3).

4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ECONOMIE LOCALE

A l'échelle de la CR, les données sur le volume de la production et sa valeur ne sont disponibles ni au niveau du CADL, ni de celui de la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR) qui s'occupent de l'appui conseil aux producteurs.

5. STRUCTURATION DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

Plusieurs types d'organisation existent dans la CR. Elles sont présentes dans tous les segments de la vie active, à travers des groupements et associations socioprofessionnelles, des associations de développement villageoises, des ASC, des GIE, ainsi que des cadres de concertation à l'échelle villageoise et inter-villageoise.

5.1 - Les cadres de concertation

Ils ont été mis en place par le Conseil Rural avec l'appui technique de l'ARD. Il s'agit des Comités Villageois de Développement (CVD), des Comités Inter Villageois de Développement (CIVD) et du Cadre Communautaire de Concertation.

Les CVD au nombre de 55 sont composés des mandataires des organisations communautaires de base (OCB) locales et de personnes ressources du village, comme les enseignants, les conseillers du chef de village, le personnel de santé, etc. Leur principal objectif est d'œuvrer pour l'impulsion du développement local.

Les CIVD au nombre de 4 sont structurés à l'échelle des quatre zones de gestion. Ils sont composés de deux représentants de chaque CVD et de personnes ressources choisies parmi la population locale.

Le (CCC) qui est un cadre fédérateur sous l'autorité du PCR intègre tous les services techniques et les partenaires au développement de la communauté rurales ainsi que les personnes ressources.

5.2 – Les organisations de base

Dans le cadre de la mise en place des cadres de concertation dans la CR, 111 organisations de base ont été recensées au niveau des villages. Elles sont de divers ordres :

- *les Groupements d'Intérêt Économique* (GIE). La communauté rurale compte aussi plus de 10 GIE, qui s'exercent dans l'entrepreneuriat économique, la construction, mais aussi dans l'embouche, l'aviculture et le maraîchage ;
- *les Groupements de Promotion Féminine* (GPF). Il y en a au moins un dans chaque village de la CR, mais 48 ont été recensés. Le plus souvent leurs activités se limitent au commerce et à l'aviculture ; quelques fois au maraîchage et à l'embouche ovine (surtout) ou bovine. ;
- *les Comités de santé*. La CR compte 10 cases et un poste de santé avec autant de comités de santé ;
- *les Associations des Parents d'Élèves* (APE). Toutes les écoles disposent d'APE (55 au total), dont la majorité n'est pas dynamique ;
- *les Associations Sportives et Culturelles* (ASC). Elles sont au nombre de 22 dans la CR et regroupent des jeunes. Leurs activités portent principalement sur la pratique sportive, singulièrement le football :

- *les Associations de Développement*. Au nombre de 13, dont 7 dans la zone du *Dieri*, 4 dans la zone de Fass et enfin 2 associations Thiagnaldé 2. Elles ont pour objectif la promotion et le développement global du village.

D'autres organisations spécialisées existent dans la CR :

- la Maison Des Eleveurs (MDE) qui fédère l'ensemble des éleveurs de la CR ;
- *Natta Rao*, qui fait la promotion du maraichage dans la zone de Rao ;
- *Sukkali Fass* (qui s'occupe de la gestion des ressources naturelles, notamment autour de la réserve communautaire de Mpal.

6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

Le Conseil Rural de de la CR de Fass Ngom est composé de 45 membres élus (depuis les élections du 22 mars 2009). Il est constitué à 67% d'actifs du secteur rural dont 55% d'agriculteurs, 11% des éleveurs et d'agro-éleveurs et 4% d'enseignants. Le reste des conseillers est constitué de chauffeur, d'artisans et d'autres catégories socioprofessionnelles. Les principales caractéristiques des membres du conseil sont résumées dans le tableau ci-dessous (tableau 7 ci-dessous).

Tableau 7 : Caractéristiques des conseillers ruraux de Fass Ngom

	Conseil rural		
	Indicateur	Effectif	%
Age	Moins de 35 ans	00	0
	35-60 ans	31	69%
	Plus de 60 ans	14	31%
	Total	45	100%
Sexe	Femmes	07	16%
	Hommes	38	84%
	Total	45	100%
Niveau d'instruction	Primaire	03	7%
	Secondaire	04	9%
	Supérieur	02	4%
	Arabe/Coran	16	36%
	Aucun	17	38%
	Alphabétisation langue national	03	7%
	Total	45	100%
Catégories socioprofessionnelles	Cultivateurs	25	56%
	Eleveurs	05	11%
	Enseignants	02	4%
	Ménagères	05	11%
	Artisans	03	7%
	Chauffeur	03	7%
	Autres	02	4%
	Total	45	100%
Ethnie	Wolofs	35	78%
	Peuls	10	22%
	Total	45	100%
Répartition selon zones d'origine	Fass	25	55%
	Thiagnaldé 1	04	9%
	Thiagnaldé 2	07	16%
	Dieri	09	20%
	Total	45	100%

Source : PLD 2010 et enquêtes auprès du Conseil rural de Fass Ngom

Comme partout dans les collectivités locales du pays, les femmes sont largement minoritaires et ne représentent que 16% de l'ensemble des conseillers (ce qui est assez élevé cependant si l'on considère d'autres CR de la VFS). Le conseil est composé en majorité de « novices » qui en sont à leur premier mandat (79,5% des conseillers), 11,4% font un second mandat et 10% en sont à leur 3^{ème} mandat, au moins.

La répartition des conseillers est très inégale si l'on considère leurs zones d'origine ou d'appartenance avec 55% des conseillers qui viennent de Fass, 20% dans la zone *Dieri* et 16% à Thiagnaldé 1, contre seulement 9% seulement de la zone de Thiagnaldé. Ce qui traduit une faible représentativité des peuls (éleveurs). La répartition des conseillers suivant le niveau d'instruction montre un faible taux d'élus scolarisés, seulement 29%, dont 16% qui ont été à l'école élémentaire, 10% qui ont atteint le secondaire et seulement 3% le niveau du supérieur, le reste étant scolarisé en langue arabe. Nombreux sont les conseillers qui éprouvent d'énormes difficultés à participer activement dans la gestion administrative et financière des affaires locales.

6.1.2 Organisation, fonctionnement et structures d'appui du Conseil Rural

Le fonctionnement du Conseil Rural est articulé autour d'un organe exécutif et d'un organe délibérant. L'organe exécutif comprend le Président du Conseil Rural (PCR) et ses 2 vice-présidents. Ce bureau exécutif est chargé de la publication et du suivi de l'exécution des lois

ainsi que des décisions du Conseil Rural sous l'autorité du sous-préfet. En tant qu'ordonnateur du budget, le PCR a en charge la préparation et l'exécution du budget.

Le Conseil Rural de 45 membres constitue l'organe délibérant. Il est au cœur de la gouvernance locale et traite de toutes les questions relevant du domaine de compétence de la collectivité locale, notamment des questions foncières, d'aménagement du territoire et de développement économique et social. Il est assisté par une assistante communautaire (ASCOM) qui l'appuie dans ses différentes fonctions.

Le Conseil Rural de Fass Ngom a mis en place 13 Commissions techniques composées de conseillers ruraux et présidées par l'un d'entre eux (deux commissions sont présidées par des femmes). Ces commissions techniques ont en charge chacune, la prise en charge des questions d'un des secteurs du développement économique, social et environnemental de la CR. Chaque commission peut s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux ainsi que des personnes ressources pour traiter des différentes questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Cependant, il apparaît que seules les commissions Domaniale, de l'Environnement, de la Jeunesse et Sports et de la Santé sont fonctionnelles et disposent chacune d'un plan d'actions qui est en train d'être mis en œuvre. Ce problème est dû en partie à la mauvaise compréhension par les conseillers de leurs rôles et missions (PLD, CR de Fass, 2011).

Les chefs de village sont dans la pratique des acteurs incontournables dans la gestion du foncier et le processus de prise de décision concernant leurs villages. Auxiliaires de l'état et leurs représentants officiels des populations, ils sont souvent sollicités pour la médiation sociale (conflits fonciers, familiaux, etc.) et participent à certaines prises de décisions dans la CR. Ils sont membres de droit de la commission domaniale quand les terres sollicitées se trouvent dans le terroir villageois.

Le Conseil Rural bénéficie dans ses différentes fonctions de l'assistance des services déconcentrés de l'Etat, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL) de l'arrondissement de Rao. Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (SAED, ANCAR, les services des Eaux et Forêts, de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, du Cadastre, Domaine, etc.). Le Conseil Rural de Fass bénéficie dans plusieurs secteurs d'activités de l'appui-conseil de projets (le PACR/FVD financé par l'AFD, le PNDL, etc.) et d'ONG (Plan Sénégal, RADI, GREEN Sénégal, PRP, etc.).

6.2 Ressources financières de la CR

Les ressources financières de la communauté rurale de Fass Ngom proviennent essentiellement des recettes de fonctionnement du Conseil Rural et d'investissement. En 2010, le budget prévisionnel de la communauté rurale s'élevait à 163.114.934 FCFA cependant, l'exercice budgétaire montre que seulement 63.126.838 FCFA de ce budget ont été collectés et exécutés, soit un taux de réalisation de 18%.

6.2.1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de la CR de Fass proviennent de recettes propres que le Conseil Rural tire de recettes fiscales (impôts et taxes), de recettes non fiscales (produits d'exploitation et du domaine) et de recettes diverses (produits divers) d'une part, et d'autre part de fonds de dotation de l'État pour le fonctionnement. Les prévisions du budget pour le fonctionnement se chiffraient pour l'exercice 2010 à 29.144.885 FCFA avec un taux de réalisation de 96%.

6.2.2. Les recettes d'investissement

Elles proviennent du Fonds de concours du PNDL, des Fonds de concours de l'Etat, de l'excédent de fonctionnement capitalisé et de la participation des populations locales. Pour une prévision de 125.334.079 FCFA dans l'exercice du budget de 2010, seulement 35.147.912 FCFA ont été réalisés, soit un taux 28 % (Budget CR de Fass, 2010, PLD, 2011).

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

Dans la communauté rurale de Fass Ngom, le niveau de conflictualité est relativement faible. Les différents conflits naissent de la cohabitation entre éleveurs et agriculteurs, mais aussi, de problèmes avec des communautés rurales voisines, liés au rattachement de certains villages et à la domiciliation de leurs impôts (POAS, 2010 et PLD 2011, CR de Fass).

6.3.1 Les conflits entre agriculteurs et éleveurs

Ces conflits sont notés dans la zone de *Dieri* (ZAPA dans le POAS), principalement autour des villages de Bidiamé peulh, de Khatali, de Ndabé Sow où ils nécessitent parfois l'intervention de la commission des conflits du Conseil Rural et parfois du PCR. Ces conflits se multiplient en hivernage surtout en période de récolte et peu après, lorsque les mares temporaires commencent à tarir. En cas de divagation, le bétail est saisi et parqué au niveau des villages et un règlement à l'amiable permet au fautif de récupérer son bétail après dédommagement de la victime. Le sous-préfet est rarement saisi de ce type de conflits, généralement réglé à l'amiable.

6.3.2 Les litiges entre la CR de Fass Ngom et des CR limitrophes pour la domiciliation des impôts de certains villages

Le Conseil Rural de Fass connaît des litiges avec des communautés rurales voisines. Ces différends sont dus à des villages qui font officiellement partie de la Communauté rurale de Fass mais qui s'identifient à d'autres communautés rurales et payent ainsi leurs impôts dans ces dernières. Il s'agit de la communauté rurale de Sakal, qui perçoit les impôts collectés au niveau du village de Ndabé Tall faisant parti de Fass. Il en est de même avec la communauté rurale de Diamakha qui perçoit les impôts du village de Ngogno Wolof, qui fait officiellement partie de la communauté rurale de Fass, ainsi que la communauté rurale de Gandon avec le village de Ndiop. Pour l'essentiel, ces villages ne sentent pas intégrés dans la communauté rurale de Fass et pour le moment, le PCR affirme n'avoir entrepris aucune démarche pour régler ce problème qui pourrait trouver une solution par la médiation du sous-préfet.

7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIERES

7.1 Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu

La communauté rurale de Fass Ngom a été créée en 2008 suite à l'érection de Mpal en commune. Pour l'essentiel, elle a hérité des affectations foncières de cette CR. Le PACR a réalisé en 2011-2012 un important travail d'exploitation des archives de la l'ancienne CR de Mpal pour reconstituer les affectations foncières situées dans le territoire de CR de Fass. Ce travail complété par nos des enquêtes de terrain montrent que 8449,4 ha ont été affectés dans la CR au bénéfice de 1279 affectataires (tableau 8). Les affections pour usage agricole représente pratiquement l'essentiel de cet ensemble avec près de 99%, contre 0,9% pour l'habitation et seulement 0,1% pour les autres usages (équipements communautaires et infrastructures socioéconomiques).

Tableau 8 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées et des affectataires dans la CR de Fass Ngom (Sources PACR + enquêtes février 2013)

Usages	Agricole		Habitation		Autres		Total	
Affectations	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)
	773	8363,57	497	82,2	9	3,546	1279	8449,4
%	60,44	99	38,86	0,9	0,7	0,1	100	100

7.2 Les affectations à usage agricole et leur évolution

7.2.1 Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

En considérant l'évolution des affectations foncières depuis 1998, la grande majorité des affectations foncières (80,4% des superficies affectées) date d'avant 2009 et a été faite par les anciennes équipes du temps de la CR de Mpal (tableau 9). Dans ces délibérations d'affectations figurent un nombre important de régularisations foncières, c'est-à-dire le fait de légitimer par des délibérations, la reconnaissance de l'occupation de terres par des individus ou familles, à titre de propriétaires traditionnels, d'héritiers ou d'ayants droits. Près des 2/3 des affectations (65,3%) ont eu lieu en 2009, soit au cours de la GOANA.

Tableau 9 : Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

	1998	1999	2001	2002	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Total
Nbre	47	7	106	13	62	33	32	69	93	40	83	188	773
Sup (ha)	148	77	307	41	144	150	105,1	285,1	5468,1	209,9	464,4	963,9	8363,6
% sup.	1,8	0,9	3,7	0,5	1,7	1,8	1,3	3,4	65,3	2,5	5,6	11,5	100

Le nouveau Conseil Rural installé depuis 2009 a affecté plus de 7.100 ha de terres à usage agricole, soit 85 % des superficies attribuées entre 1998 et 2012. Cette superficie a bénéficié 404 affectataires, soit 52% du total.

7.2.2 Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole

L'essentiel des affectataires de terres dans la CR de Fass n'ont pas de statut juridique, il s'agit de personnes qui a titre individuel ou en tant que chef de ménage ou de famille ont émis des demandes d'affectation de terrains. Ils représentent près de 95,6% des affectataires et 35,7% des superficies. Les Associations villageoises constituent 1,8% des affectataires (pour 1,9% des superficies affectées), suivent les GPF 1,2% des affectataires, les GIE avec seulement 1,1% des affectataires pour près de 0,5% des terres affectées (tableau 10). Il y a une seule OP est affectataire de 50 ha, soit 0.6%.

Tableau 10 : Statut des affectataires des terres à usage agricole.

Statut	AVD	GIE	GPF	Individ	Société	OP	Total
Nombre	14	7	9	739	2	1	773
Sup ha	157,2	40	24,3	2992,1	5100	50	8363,6
%	1,9	0,5	0,3	35,7	61	0,6	100

On compte deux sociétés qui bénéficient à elles deux de 5.100 ha, soit de près de 61% des superficies affectées. Il s'agit de la SCL pour 100 ha en 2012, destinés à des productions horticoles et de ITALSENEGAL, affectataire en 2009 de 5.000 ha pour des productions agricoles et de biocarburants (Jatropha). ITALSENEGAL n'a pas mis en valeur ces terres,

l'étude d'impact environnemental qui lui a été demandée au préalable, n'a pas été réalisée. Au cours du mois de février 2013, SENHUILE a entrepris des négociations avec le Conseil Rural pour se faire affecter ces 5.000 ha, après semble t-il, un désistement écrit de ITALSENEGAL.

7.2.3 Importance et distribution des affectations supérieures ou égales à 10 hectares

La très grande majorité des affectataires de superficies à usage agricole ont bénéficié de superficies de petite taille. Les affectataires ayant obtenu des superficies supérieures ou égales à 10 ha sont au nombre de 76, soit 9,7% du total (tableau 11). La grande majorité de ces affectataires sont des nationaux qui vivent dans la CR (94%), le reste étant constitué de non-résidents (3%) et d'étrangers (3%).

Tableau 11 : Distribution des affectations foncière selon la superficie

	Taille des parcelles affectées																Total
Sup.	10	11	12	14	15	17	20	21	23	25	30	34	50	70	100	5000	
Nbre affectat.	35	1	8	1	4	1	13	1	1	1	6	1	1	1	1	1	76
et %	46,6	1,3	10,6	1,3	5,3	1,3	17,3	1,3	1,3	1,3	8	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	100

Les affectations les plus courantes portent sur 10 ha, 12 et 20 ha (74,5 % du total). Seules deux affectations atteignent ou dépassent les 100 ha et sont aux bénéfices d'investisseurs privés. Plus de 97% de ces affectations ont été installés par la commission domaniale c'est-à-dire que leurs parcelles ont été clairement identifiées et localisées. Les deux affectations à ne pas être installées remontent à 2008 (20 ha à Fass pour l'union communautaire de Mpal et 70 à Thiagnaldé 1 pour les jeunes de Fass dans le cadre de la GOANA.

7.3 Localisation des affectations foncière au sein de la CR

Le défaut de cartographie au niveau de la CR et de l'arrondissement ne permet pas une localisation précise des terres affectées. Toutefois, le dépouillement des délibérations³ donne une idée du village où se situe les terres affectées et les conseillers ruraux et les animateurs des zones POAS ont une bonne connaissance du terrain ayant permis au cours des enquêtes, de situer approximativement les affectations dans les zones POAS (tableau 12).

Tableau 12 : Répartition des affectations dans les zones POAS

	<i>Dieri</i>	Fass	Thiagnaldé 1	Thiagnaldé 2	Non définie	Total
Nombre	297	286	56	133	1	773
Sup ha.	1085,4	1256,8	5408,4	608	5	8363,6
%	13	15	64,7	7,2	0,1	100

Près des 2/3 des superficies affectées se trouvent dans la zone de Thiagnaldé 1 (64,7%). Cette zone bénéficie de la plus large ouverture sur le Ndialakhar, principale source d'eau de la CR. En plus, elle accueille la plus grande affectation de terre (5.000ha) au bénéfice d'ITALSENSGAL (que négocie SENHUILE). Suivent les zones de Fass (15% des superficies affectées) et de *Dieri* (13%).

Contrairement aux autres CR de la zone du projet, la CR de Fass est tout comme celle de Ndiébène Gandiole, assez éloignée des principales sources d'eau de surface. Les principales

³ Un tableau récapitulant les affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

cultures se font en pluviales ou en maraichages arrosée à partir des puits surtout dans la zone *Dieri*, considérée comme une zone saturée et quasi-totalement occupée par la population. Les zones de Thiagnaldé 1 et 2 ont des terres jugées disponibles une partie de la population, nonobstant l'importance des parcours pastoraux. Toutefois, leur mise en valeur en irrigué nécessite des investissements importants pour l'amenée d'eau, mais également une prise en compte de l'élevage.

8. RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 Expériences en arrangements fonciers

Trois projets récemment installés peuvent être notés comme expériences d'installation de l'agrobusiness dans la CR : ITALSENEGAL, SCL et SenEthanol.

8.1.1 Le projet ITALSENEGAL

ITALSENEGAL est une société sénégalaise de statut SARL qui a annoncé au Conseil Rural, en 2009, la réalisation d'un projet dans les domaines de l'agriculture et de l'agro-énergie (*Jatropha*). Le projet est issu d'un partenariat entre promoteurs italiens et sénégalais. Les démarches ont été effectuées par un des promoteurs sénégalais basé à Saint-Louis. La demande de terre a porté sur 5.000 ha.

Suite aux premiers contacts avec le PCR, la société a adressé une demande de terres au Conseil Rural qui a sollicité, avant d'instruire la demande, les avis du sous-préfet, de l'ARD et de la SAED. Cette dernière a été chargée par le Conseil de faire l'état du disponible foncier et proposer un site pouvant accueillir le projet. Ainsi, la zone de Thiagnaldé1 dans le *Dieri* (terroirs des villages de Takh Mbeut Wolof et Thirmoye) a été identifiée et une affectation de 5 000 ha a été faite le 17 Septembre 2009 (délibération n°4) pour usage agricole. Une convention de partenariat a été signée en début octobre 2009 entre le groupe ITALSENEGAL et le Conseil Rural.

Toutefois, pour une acceptation sociale du projet, des réunions de sensibilisation et d'information ont été organisées (au moins 2 pour chaque village impacté). Dans ces rencontres financées par le projet, des représentants des différentes catégories socio-professionnelles (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, etc.) ont été conviées, ainsi que les représentants des différentes couches de la population (femmes, jeunes, etc.), des mouvements associatifs, des différentes organisations à la base (OCB, ASC, AVD, etc.), des autorités religieuses et des chefs de village. Les promoteurs et les membres du Conseil Rural ont animé ces réunions en expliquant aux populations les avantages et les retombés que pourraient générer l'installation du projet dans la CR. Il semble que la majorité des participants ait adhéré projet, mais la façon dont se sont passés nos propres ateliers laissent à penser que c'est surtout le Conseil Rural, et non les villages concernés, qui y ont adhéré (voir dernière partie de la fiche).

Les promoteurs ont pris les engagements suivants :

- verser une somme de 20 millions chaque année au Conseil Rural, pendant une durée de 5 ans;
- assurer l'électrification de tous les villages et hameaux impactés par le projet ;
- construire une piste de production et des voies d'accès pour les villages impactés ;
- faire une adduction d'eau potable pour tous ces villages et les hameaux peuls dans la zone du projet;

- employer en priorité les ressortissants des villages alentours et de la communauté rurale, si les compétences sont disponibles (600 emplois au démarrage) ;
- aménager et rétrocéder aux populations 1 000 ha (20%) sur les 5.000 ha affectés.
- participer aux œuvres et activités sociales dans les villages impactés.

La zone concernée par le projet est inhabitée et n'était pas exploitée, pour l'essentiel, ce qui a contribué à faciliter son acceptation. Pour les pasteurs de la zone, la société s'est engagée à mettre en place des abreuvoirs pour l'abreuvement du bétail.

Actuellement, le projet est à l'arrêt car après avis des services techniques, il a été demandé à la société de faire une étude d'impact environnemental du projet, ce qu'elle n'a pas accepté. Ce blocage est survenu alors que les promoteurs avaient déjà commencé à apporter leurs matériels.

8.1.2 Le Projet de la Société de Culture Légumière (SCL)

En mai 2012, une superficie de 300 ha a été affectée, encore dans la zone de Thiagnaldé 1 (Ndialakhar), à la Société de Cultures Légumières (SCL). Cette société française, déjà installée dans la CR de Diama depuis une dizaine d'années, cherchait des terres pour l'extension de ses activités. La SCL a obtenu 600 ha dans la zone du Ndialakhar, à cheval sur les CR de Gandon et de Fass. Pour la CR de Fass une délibération portant sur 100 ha (N°6-05-2012 du 24 mai 2012) a été faite par la société.

Le processus de négociations a commencé en début 2012 avec le Conseil Rural. Un des employés de la société a servi d'intermédiaire. Avant d'introduire sa demande d'affectation, la société a invité le Conseil Rural (PCR, président Commission Domaniale, quelques conseillers), le sous-préfet, le CADL, les chefs de village de la zone ciblée, à venir visiter les installations réalisées dans la CR de Diama pour se rendre compte de leur importance et échanger sur les avantages à tirer d'une réplique de ce projet dans la CR de Fass.

Par la suite, la SCL a présenté les détails techniques du projet et les effets attendus au cours d'une rencontre avec des chefs de services techniques départementaux, le sous-préfet, le PCR et les chefs de villages. En accord avec le Conseil Rural, elle a entrepris avec la SAED un état des lieux des tenures foncières dans la zone concernée, les formes de mises en valeur possibles et l'identification du disponible foncier.

Fort de ces différents éléments, le Conseil Rural a affecté 100 ha à la société, avec possibilités d'extension si ses engagements vis-à-vis de la CR sont respectés (il semble que la société souhaitait beaucoup plus de 100 ha).

Après cette délibération et avant l'installation du projet, le Conseil Rural, sur conseil des services techniques, a demandé à la SCL de réaliser une étude d'impact environnemental du projet dans les villages concernés. Pour ce faire, la SCL a financé les prestations d'un bureau d'étude qui a effectué le travail et les résultats ont été récemment restitués (28 janvier 2013) devant une commission regroupant les services techniques de l'arrondissement et le sous-préfet. Il s'avère que les résultats de cette étude sont favorables à l'installation du projet. Ainsi, le conseil a procédé au bornage de l'affectation en fixant les frais à 10 000 F CFA par ha.

La SCL n'a pas encore signé de contrat avec le Conseil Rural ou les villages impactés, même si elle a pris des engagements fermes quant à la contrepartie qu'elle devra octroyer à la collectivité locale. Ces engagements sont, entre autres :

- priorité d'emploi aux populations des villages impactés ;

- réalisation de cultures fourragères et mise à disposition de résidus de récolte pour les éleveurs ;
- réalisation de piste de production ;
- contribution aux activités sociales de la CR (écoles, centres de santé, mosquée et manifestations religieuses, etc.) ;
- électrification des villages impactés par le projet.

8.1.3 *Sen Ethanol*

Après avoir quitté Fanaye suite à l'opposition véhémente des populations à son installation, la société SenEthanol s'est installée dans les CR de Ngnith, Ronkh et Diama, sur 20.000 ha relevant de la gestion de l'État (terres déclassées de la réserve du Ndiael). Bien que ces terres ne soient pas encore toutes mises en valeur, la société a introduit une nouvelle demande de 5 000 ha dans la CR de Fass. La CR ne disposant pas de terres disponibles, l'idée est actuellement de :

- lui réattribuer 5.000 ha affectés en 2009 à une autre société, ITALSENEGAL, qui ne les a jamais mis en valeur. Cette réaffectation aurait lieu soit après désaffectation, soit après renonciation de cette dernière société à son affectation. La seconde procédure serait, semble-t-il, privilégiée parce que plus rapide dans la mesure où elle permettrait d'éviter d'attendre le délai d'un an, nécessaire après notification d'une mise en demeure, avant de pouvoir procéder à la désaffectation (décret 72-1288). Il faut noter que même si cette pratique est illégale, la procédure de renonciation est souvent accompagnée d'une somme de dédommagement que le nouvel affecté remet à l'ancien affectataire pour qu'il accepte cette renonciation. Dans le cas d'une tractation entre deux sociétés à capitaux italiens ayant peut-être des liens entre elles, cette tractation peut apparaître douteuse.
- Des discussions ont été entamées avec l'État et la CR pour affecter à Senethanol des terres de la forêt classée de Fass Ngom, sur le même principe que la tractation sur la réserve du Ndiael. Les populations résidant dans la zone de la forêt sont très inquiètes et l'ont exprimé auprès du Conseil Rural lors de nos ateliers.

8.2 - Le niveau d'ouverture aux projets d'investisseurs

Lors des ateliers organisés par notre équipe, les positions ont été très nuancées. Certes, le Conseil Rural est extrêmement favorable à l'installation du PDIDAS, mais les villages concernés par la zone potentiellement exploitable (zone de Thianaldé 1) sont extrêmement réticents, pour ne pas dire opposés. Ils ne font pas partie des villages visités par les précédentes missions du PDIDAS car la zone de Thianaldé est très enclavée.

Lors de notre deuxième consultation, les représentants de ces villages ont officiellement refusé la venue du projet. Le PRC a alors tenu à organiser une troisième consultation durant laquelle il s'est chargé de les mobiliser de façon très directive pour qu'ils acceptent le projet : « vous, les chefs de village, n'oubliez pas que vous êtes nommés par l'Etat et ceci est un projet de l'État »... Peut-on prendre leur accord final à la suite de ce discours comme une acceptation sociale suffisante pour qu'il n'y ait pas de difficultés par la suite ?

9. CONCLUSION

La CR a acquis de par ses premières expériences avec l'agribusiness une capacité suffisante pour établir des conditions et contreparties acceptables socialement. Cependant, contrairement à d'autres CR, il ne s'agit encore que d'arrangements récents qui n'ont pas encore été mis en application. Connaissant les difficultés qu'ont connues d'autres CR (voir fiche de Ngnith) pour le respect de ces engagements par les deux parties, on peut dire qu'une partie de

l'expérience leur manque encore. Les apports des prochains livrables de cette consultation lui seront très utiles.

Le Conseil Rural de Fass Ngom est très favorable à l'installation du PDIDAS. Les zones sur lesquelles le Conseil souhaite l'installation correspondent à la zone de sols sableux (*Dieri*) qui est encore trop éloignée de points d'eau pour être exploitée par l'agriculture irriguée.

C'est donc une zone enclavée (zone Poas de Thianaldé), utilisée par les agropasteurs. De par son enclavement, elle est extrêmement peu représentée dans les ateliers de concertation des différentes missions, et dialoguer efficacement avec ces populations nécessite d'organiser des séances spécifiques directement dans le terroir enclavé.

L'antécédent de l'entreprise Senethanol laisse des traces très vives chez les populations de cette zone, d'autant plus qu'elles sont en zone périphérique du Ndiael, nouvelle zone d'installation de cette entreprise. De plus, le fait que cette entreprise négocie actuellement son installation sur la CR dans le périmètre d'une forêt classée où les populations installées et ne seraient pas reconnues (« vos résidences n'apparaissent pas sur les cartes –dixit le PCR »), soulève encore plus d'opposition a priori au PDIDAS.

À cette « affaire Senethanol » se rajoute dans l'esprit des paysans de la zone l'échec de l'« Agropole », installé sur leur terres (cf. ci-dessus point 8.2). Tous ces antécédents pourrissent la situation pour l'installation d'un agribusiness.

Convaincre et rassurer les populations de ces zones demandera de mener un travail spécifique sur de longs mois en ayant à sa disposition les informations techniques relatives aux scénarios de faisabilité technique de l'amener de l'eau. Il sera fourni dans le livrable A3 un guide et des propositions pour réussir cette négociation.

Références bibliographiques

- AGRER-SETICO, 2009a : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport définitif. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- AGRER-SETICO, 2009b : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport Etude des Ressources en Eau du Lac de Guiers. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 3^{ème} édition, 2002.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 2^{ème} édition, 1988.
- ARD Saint-Louis, 2011. Plan Local de développement de la communauté rurale de Fass Ngom, 2011-2016. 54 pages.
- D'Aquino P, Seck S. M., Cissokho A., 2000 : De l'irrigation administrée à une gestion concertée du territoire : le Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS), une démarche pour une évolution des modes de prise de décision. In Pour un développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne – Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal-, Editions PSI/WECARD-CORAF, Dakar, juin 2000, p 358 – 374.
- FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 1999, 376 pages.
- MCA, CIRAD, FIT, SONED, 2011a : Frontières administratives et classification des terres. Rapport sur les institutions, acteurs, systèmes et pratiques actuels de l'administration foncière. Dakar, MCA, septembre 2011, 94 p.
- MCA, CIRAD, FIT, SONED, 2011b: Evaluation des outils et pratiques existants de gestion foncière. Rapport sur les systèmes d'administration des terres MCA, Dakar, 83 p.
- SAED, 2010. Plan d'occupation et d'affection des sols de la (POAS), communauté rurale de Fass Ngom.
- SEMIS, 2011. PLHA Communauté rurale de Fass Ngom, Direction de l'hydraulique rurale, PEPAM, Sous-programme PEPAM IDA, décembre 2011, 28 pages.

**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Gandon**

Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	59
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	60
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	60
1.2. Distribution spatiale de la population.....	61
1.3. Inégalités des densités démographiques et ses implications	62
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	63
2.1. L’agriculture	63
2.1. 1. <i>L’agriculture sous pluie et de décrue</i>	<i>63</i>
2.1. 2. <i>L’agriculture maraîchère... ..</i>	<i>64</i>
2.1. 3. <i>L’arboriculture fruitière... ..</i>	<i>64</i>
2.2. L’élevage	64
2.3. Les autres activités	65
2. 3. 1. <i>La foresterie</i>	<i>65</i>
2.3. 2. <i>La pêche et la transformation des produits halieutiques.....</i>	<i>65</i>
2.3. 3. <i>Le tourisme</i>	<i>66</i>
2.3. 4. <i>L’artisanat</i>	<i>66</i>
2.3. 5. <i>Les activités extractives.....</i>	<i>66</i>
2.4. Eléments de synthèse	67
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	68
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	68
3.2. L’agriculture irriguée.....	70
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L’ÉCONOMIE LOCALE.....	71
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	71
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	72
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	72
6.1. 1. <i>Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>72</i>
6.1. 2. <i>Organisation, fonctionnement et structures d’appui au Conseil Rural</i>	<i>73</i>

6.1.3 Un Conseil Rural en plein dysfonctionnement.....	74
6.2. Les ressources financières de la CR	74
6.2. 1. Les recettes de fonctionnement	75
6.2. 2. Les recettes d'investissement	75
6.3. Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR.....	75
6.3. 1. Les conflits entre agriculteurs et éleveurs	75
6.3. 2. Conflits entre agriculteurs	76
6.3. 3. Conflits relatif aux limites communautaires	76
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	76
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	76
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	77
7.2. 1. Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole	77
7.2. 2. Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole	78
7.2. 3. Importance et distribution des affectations supérieures à 10 hectares	79
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR.....	79
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	80
8.1. Expériences en arrangement foncier	80
8.2. Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness	82
9. CONCLUSION	82

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La communauté rurale de Gandon est située dans l'arrondissement de Rao (qu'elle forme avec les communautés rurales de Ndiébène Gandiole et de Fass Ngom), du département de Saint-Louis. Elle a été créée en 2008 suite à une scission de l'ancienne communauté rurale de Gandon (décret 2008-1495 du 31 décembre 2008 modifiant le décret 2008-74 du 10 juillet

2008). Elle est limitée à l'ouest par la CR de Ndiébène Gandiole, au Nord-Ouest par la Commune de Saint-Louis, au Nord-Est par la communauté rurale Diama (département de Dagana), à l'est par la communauté rurale de Fass Ngom, au Sud par celle de Léona et au Sud-Est par la communauté rurale de Sakal (région de Louga).

A travers son POAS, la CR a institué six (6) zones de gestion :

- ✓ la zone de gestion de Gandon qui correspond à la partie Sud-Ouest de la communauté rurale, elle est limitée par la frontière avec la CR de de Ndiébène Gandiole à l'Ouest ;
- ✓ la zone de gestion de Ndiébène Toubé, qui se situe dans la partie Ouest de la CR et fait frontière avec la commune de Saint-Louis ;
- ✓ la zone de gestion du Gorom Lampsar qui correspond à la partie Nord de la CR et fait office de limites avec le Fleuve Sénégal et la CR de Diama ;
- ✓ la zone du Ndiasew, qui se trouve dans la partie Nord-Est de la CR et fait frontières avec les CR de Diama et de Fass Ngom ;
- ✓ la zone de gestion du Ndialakhar qui occupe la partie Est de la CR et Fait frontière avec la CR de Fass Ngom ;
- ✓ la zone *Dieri*, qui occupe la partie Sud de la CR et fait frontière avec la CR de Ndiébène Gandiole à l'Ouest, la CR de Fass à l'Ouest, les CR de Sakal et Léona au Sud.

La CR est la plus proche voisine de la commune de Saint Louis qu'elle ceinture ; elle est, de ce fait, son arrière-pays immédiat avec une polarisation induite dans beaucoup de domaines (échanges commerciaux, services sanitaires, administratifs, etc.).

1 – PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1 Caractéristiques générales du peuplement et de la population

La communauté rurale compte, selon le décret qui en porte création, 51 villages officiels. A ces villages sont rattachés 41 hameaux, soit au total 92 établissements humains. En considérant les données des deux derniers recensements nationaux de la population de 1988 et de 2002, la population totale de l'ensemble des villages qui constituent la communauté rurale peut être évaluée à 13.424 habitants en 1988 et 24.701 en 2002, soit une augmentation d'un peu plus 54,3% en quatorze ans (tableau 1). Les wolofs constituent l'ethnie dominante (45% de la population), suivis des peuls, 35%, et des maures, 15% ; le reste de la population, 5% est composé de différentes autres ethnies (base de données ARD Saint Louis).

Les femmes prédominent et représentent 51,7% de la population en 2002, soit une proportion nettement supérieure à la moyenne nationale qui est de 50,2%. La répartition de la population par classe d'âge montre que la population de la communauté rurale est très jeune. La tranche d'âge comprise entre 0 à 34 ans représente environ 73,5% de la population totale, contre 26,5% pour les plus de 35 ans, dont une proportion très faible de personnes de plus de 65 ans (PLD, CR de Gandon, 2010).

La population se répartit en 2002 dans 2.299 concessions ou carrés, contre 953 en 1988 (tableau 1). Au vu de l'évolution de la population et des ménages, on observe une diminution des effectifs au sein des habitations. Le nombre moyen de personnes par concession passe 14 en 1988, à 11 en 2002. Les jeunes ménages dès qu'ils en ont les moyens, demandent de plus en plus une affectation de terres à usage d'habitation pour s'installer en dehors de la grande concession familiale.

Tableau 1 : Évolution de la population de Gandon

Années	Nombre de concessions	Effectif population		
		Hommes	Femmes	Total
1988	953	6.431	6.962	13.424
2002	2.299	13.839	14.828	28.667
Estimation 2013	n.d.	17209	17899	35108
Projection 2015	n.d.	18747	19431	38178

Sources : ANSD RPGH 1988 et 2002 et projections démographiques.

Les projections démographiques de l'ANSD estiment la population à environ 38.200 habitants en 2013 et à près de 40.250 habitants en 2015. L'ANSD ne fournit pas pour les projections, des données par village. On trouve dans le PLHA de la CR des estimations et des projections par village qui chiffrent à 32.260 la population de la CR à l'horizon 2015 (PLHA Gandon, 2011).

1.2. Distribution spatiale de la population

La répartition de la population au niveau dans l'espace communautaire et selon les villages n'est pas homogène. La population moyenne par village se chiffre en 2002 à environ à 485 habitants et à 269 habitants si on considère l'ensemble des établissements humains (villages officiels et hameaux). Toutefois, dans les deux cas, ces moyennes cachent de fortes disparités. Certains villages ont une population qui dépasse 1.000 habitants (Ngaye Ngaye, Ndiébene Toubé Oulof, Maka Toubé, Ndiakhère, Makhana), alors que d'autres comme Baïty Dièye, Iba Balla, Iba Peulh, Keur Madiop Bacine, Mbara Sow, etc., sont largement en deçà de 100 habitants.

Tableau 2 : Répartition des villages selon les classes de population

Classe de la population (hbts)		>100	100-200	201-300	301-500	501-750	751-1000	1001-1500	1501-2000	<2000
1988	Nbre localités	21	13	5	8		2	2		
	% de la population	8,1%	16,9%	10,8%	31,3%	-	14,6%	18,3%		
2002*	Nbre localités	11	13	5	6	6	5	3	2	
	% de la population	2,6%	9,4%	6,0%	10,9%	19,2%	20,6%	15,3%	16,0%	
2008**	Nbre localités	4	12	7	5	8	6	6	1	2
	% de la population	0,2%	6,2%	6,30%	7,4%	15,8%	17,9%	26,5%	5,4%	14,3%
2013**	Nbre localités	4	10	6	6	9	5	7	2	2
	% de la population	0,2%	4,9%	4,7%	7,0%	16,8%	13,6%	28,3%	10,2%	14,3%

Source : * Données ANSD et **PLHA CR de Gandon 2011.

La distribution des villages par classe de population (tableau 2) montre que près de 69% villages ont moins de 500 habitants tandis que 5 villages (9,8%) ayant plus de 1.000 habitants, concentrent 31,3% de la population totale. La même situation s'observe en considérant les projections démographiques en 2015 avec une tendance au renforcement de la concentration de la population dans les gros villages. A cet horizon, 1/5^{ème} des villages rassemble 53% de la population.

Les localités de moins de 100 habitants sont pour l'essentiel des hameaux d'éleveurs situés dans la partie sud de la CR et font partie de la zone *Dieri* est à vocation pastorale. En revanche, les plus gros villages se rencontrent aux abords de la route nationale, du fleuve Sénégal ou de ses défluent ainsi qu'à proximité de la ville de Saint-Louis, dont ils subissent les effets de la poussée démographique et de la pression pour le foncier à bâtir.

1.3 Inégalités des densités démographiques et ses implications

La densité moyenne de la population de la CR est de 63 habitants/km². Elle est supérieure à la moyenne régionale (47 hbts/km²) mais très largement en dessous de la moyenne du département de Saint-Louis qui est de 310 hbts/km² en 2010 (données service régional de la statistique, 2010). La concentration de la population dans certains villages s'accompagne d'une distribution très inégale du peuplement dans la communauté rurale. La densité moyenne est ainsi peu représentative et varie suivant les zones POAS de la CR (tableau 3 et carte 2).

Il est à noter que les populations font très souvent référence dans les discussions à trois grandes zones dont les zones POAS constituent en fait des subdivisions : Toubé qui regroupe les zones POAS de Gandon et Ndiébène Toubé ; Ndiawdoune qui comprend Gorom-Lampsar et Ndiassew et Rao qui englobe Ndialakhar et *Dieri*.

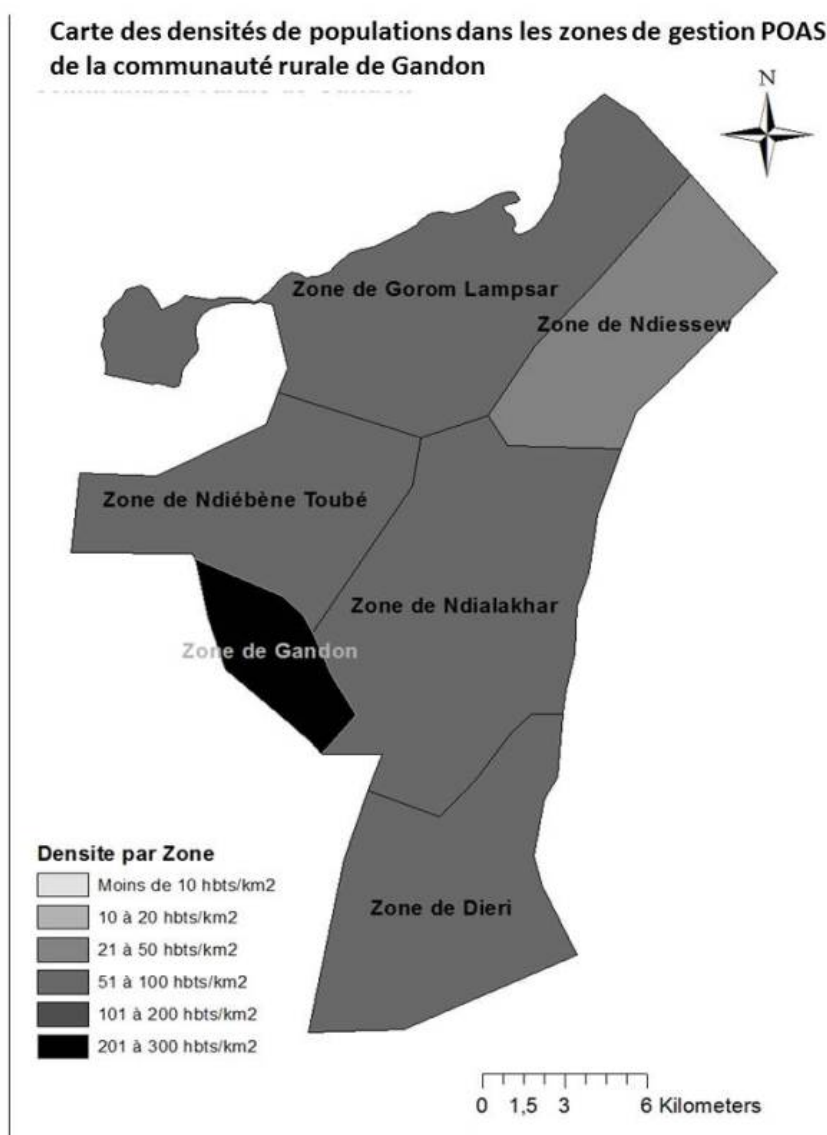
Tableau 3 : Densités moyenne de population dans la CR de Gandon (habitant/km)

Zone de gestion POAS						
Gandon	Ndiébène Toubé	Gorom Lampsar	Ndiassew	Ndialakhar	<i>Dieri</i>	Moyenne CR
271	60	51	43	54	53	63

Sources : ANSD, Recensement 2002 et POAS SAED.

La zone de Gandon concentre de très loin une très large partie de la population avec une densité qui dépasse le quadruple de la densité moyenne de la CR. A coté, les autres zones apparaissent relativement « vides » avec des densités qui se situent en dessous de la moyenne (tableau 3).

Carte 2 : Densités de population selon les zones POAS



2. ACTIVITES ECONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

2.1. L'agriculture

Elles concernent l'agriculture sous-pluie et de décrue, le maraichage et l'arboriculture fruitière et l'agriculture irriguée avec cependant des proportions moindre que celles des autres communautés rurales du Delta. Il n'a été possible de trouver auprès du CADL des statistiques fiables concernant l'importance de ces activités. Les services de la direction régionale du développement rural (DRDR) procède depuis une plus d'une décennie par sondage et n'établit plus des statistiques agricoles au niveau communauté rurale. La base de données SAED sur la culture irriguée n'est pas désagrégée à l'échelle CR.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie et de décrue

L'agriculture sous-pluie se rencontre dans quasiment toute la CR, mais surtout dans les zones de Maka Toubé, mais aussi de Rao et du *Dieri*. Elle est pratiquée par près de 90% des ménages qui s'activent dans le secteur rural (FAO, Ministère agriculture, 1998). Les

principales spéculations cultivées sont l'arachide, le niébé, la pastèque, le mil, etc. cette agriculture est confrontée à l'appauvrissement continue des sols et surtout à la forte variabilité de la pluviométrie, la communauté rurale se situant à la lisière septentrionale de la zone où les cultures pluviales sont possibles.

L'agriculture de décrue est pratiquée essentiellement sur les berges du fleuve Sénégal et des marigots. Elle est cependant en recul à cause de la salinisation des eaux de la zone, surtout depuis l'ouverture de la brèche de la Langue de Barbarie (zone de Ndiébène-Toubé). Les cultures de décrue dans la CR ne couvrent plus que 150 ha environ (SIG -SAED, POAS, 2010).

2.1.2 La culture maraîchère

La culture maraîchère est l'une des sources de revenus les plus importantes des ménages qui la pratique, environ 80,6% de l'ensemble des ménages de la CR (FAO, Ministère agriculture, 1998). La situation géographique de la CR à cheval entre le Delta et la zone des Niayes (Gandiols) en fait une zone favorable avec des conditions pédoclimatiques propice au développement de cette activité. Les espaces de production les plus importants se situent autour des villages de Ndialakhar wolof et peul, de Ndialakhar peuls, de Ndiébène Toubé, de Lampsar, de Ndiawdoune, de Mbakhana, de Mbarigo. Les principales spéculations produites sont l'oignon, la tomate, le chou, le gombo, etc.

L'importance économique et l'attachement des populations à cette activité sont tels que leurs terrains de cultures occupent, pour les zones concernées, une grande place dans les demandes d'affectation et de régularisation foncières auprès du Conseil Rural (PACR, 2010).

La salinisation progressive des sols et surtout eaux de la nappe qui servent à l'arrosage de la plupart des cultures maraîchères (puits, puisards et céanes) est l'une des principales contraintes que rencontrent cette activité. Elle se traduit à la fois par une baisse des superficies cultivées et des rendements. Les producteurs rencontrent par ailleurs d'importantes difficultés d'écoulement des productions résultant de l'enclavement des zones de culture et de l'absence de bonnes pistes de production. Ces difficultés sont aggravées l'inexistence d'infrastructures de stockage appropriées pour les productions dont la majorité sont périssables.

2.1.3. L'arboriculture fruitière

L'arboriculture fruitière est pratiquée par environ 1/4 des ménages et se rencontre notamment à Lampsar, Boudiouch, Rao Gare, Ndiébène Toubé Peulh. Les principales plantations fruitières portent sur les mangues, les papayers, les cocotiers et les agrumes (citronniers, pomelos, ...). Elle rencontre comme le maraîchage, les mêmes difficultés liées à la salinisation des terres et des eaux de la nappe.

2.2 L'élevage

L'élevage est une activité presque aussi importante que l'agriculture dans la CR de Gandon. Il est présent dans tous les villages et occupe plus de 87,5 des ménages qui s'activent le secteur rural dans la CR.

Le cheptel est dominé par la volaille qui représente plus de 31% de l'effectif total. Cela est dû en partie à l'implication de Nombreux GIE et GPF dans cette activité mais aussi la présence de quelques fermes avicoles dans la CR, surtout dans la zone de Boudiouch. Suivant les ovins, plus de 19% de l'ensemble du cheptel, puis les bovins qui sont moins important que dans d'autre CR (15,45%) et pour l'essentiel concentrés dans la zone *Dieri*. L'existence de villages maures dans la CR explique la relative importance de l'effectif des camelins (150 têtes).

Tableau 4 : Composition du cheptel de la CR de Gandon

	Bovins	Ovins	Caprins	Equins	Asins	Camelins	volaille
Nombre	5.200	6.400	11.000	100	156	10500	5.200

Source : POAS Gandon, CADL de Rao

L'élevage est particulièrement important dans les villages de Lampsar, Boudiouck, Rao Gare, de Ndialakhar Peulh, de Mbarigot, Baity Dieye. Il est pratiqué sous une forme sédentaire ou nomade. Les peuls détiennent le plus gros du cheptel, notamment bovin, et pratiquent le nomadisme pastoral et la transhumance en exploitant pâturages et points d'eau naturels. Les wolofs s'adonnent plutôt à l'élevage sédentaire des petits ruminants et volailles où l'on note une très forte implication des femmes dans cette activité.

La CR abrite un important projet d'élevage intensif avec stabulation dans la ferme de Nguiguélakh Peulh. Ce centre pratique un élevage moderne avec stabulation et abrite une fromagerie de chèvre dont la production est écoulée dans les épiceries, superettes et hôtels de Saint Louis.

L'essor de l'élevage se heurte à des difficultés dans les domaines de la santé animale, du foncier pastoral, du financement de l'activité et des équipements de production ainsi que le vol de bétail. En ce qui concerne le foncier pastoral, les principales contraintes abordées par les acteurs sont le rétrécissement des espaces pastoraux et l'obstruction des chemins d'accès aux points d'eau. Pour essayer de trouver des solutions aux diverses difficultés, les éleveurs se sont structurés en deux principales associations : la section communautaire de la Maison Des Eleveurs (MDE) et le Directoire Régional des Femmes en Elevage (DIRFEL).

2.3 Les autres activités

2.3.1 Foresterie

Les ressources forestières communautaires de Gandon sont assez maigres. L'essentiel des espaces boisés sont protégées : forêt classée de Rao de 295 ha, réserve de Gueumbeul (740 ha), Parc de la Langue de Barbarie (1.490 ha pour la partie située dans la CR). Il existe par ailleurs une réserve naturelle communautaire (RNC) de 2.000 ha, des espaces mis en défens et de bois villageois couvrant 3.925 ha (PLD, Gandon). La RNC polarise 7 villages et vise la régénération naturelle de la végétation.

L'exploitation des ressources de ces espaces est soumise à certaines conditions (paiement de taxes au service des Eaux et Forêts ou au Conseil Rural). Environ 38% des ménages de la CR s'adonnent à l'exploitation des ressources forestières. Ils appartiennent aux de Ndiébène Toubé Ouolof, Gandon, Khelcom Diao, Ngaye, Diama Touba, etc. L'exploitation des ressources forestières s'articule principalement autour du bois de chauffe et des fruits-forestiers. De manière générale, on note une dégradation du couvert végétal sous les effets conjugués de la sécheresse, des exploitants clandestins et de la pression des populations (bois de chauffe et de construction) et des éleveurs (surpâturage au sol, pâturage aérien et émondage des ligneux).

Il est à noter la pratique de la chasse autorisée dans les zones amodiées. Il existe deux zones amodiées en activité (René Bancal et Association des Chasseurs et Tueurs du Sénégal - ACTS -) et trois non fonctionnelles (GIE Guiguilakh Wolof, Yves Capitaine et Massar Saleh).

2.3.2. La pêche et la transformation des produits halieutiques

La pêche se pratique dans zones traversées par le fleuve Sénégal et certains marigots ou points d'eau de la CR. Les villages qui concentrent le plus de pêcheurs sont ceux de Bopp Thior,

Lampsar, Makhana, Mbarigot, Ndiaoudoune, Ngaye, Minguegne Boye, Boudiouck, Maka Toubé, Ndiébène Toubé Peulh. Troisième activités dans l'économie locale, la pêche occupe près de 29,5% des ménages. Elle donne lieu dans certains villages comme Boppou Thior, Ndiawdoune, Lampsar, à une activité importante de transformation (salé-séché-fumé) menée par les femmes. Quelque 29 débarcadères sont recensés et reconnus officiellement par le Conseil Rural. Les activités de pêche enregistrent depuis une décennie un recul notable résultant de la diminution de la ressource, que d'aucuns imputent aux effets combinés du barrage de Diama et de l'ouverture de la brèche de Saint-Louis. Cette situation explique dans certains villages, l'émigration des pêcheurs vers d'autres zones de pêche de la Grande et de la petite Côte (Lompoul, Kayar, Mbour...), voire vers l'Europe, en tentant l'aventure par la mer.

2.3.3 Le tourisme

La Communauté rurale de Gandon dispose d'un potentiel touristique non négligeable. Il s'agit au plan naturel de zones d'intérêt cynégétique comme la réserve spéciale de faune de Gueumbeul (RSFG), de l'aire marine protégée, en plus de paysages dunaires remarquables. Elle dispose aussi de zones amodiées pour la chasse. La CR a aussi un patrimoine historique qui renvoie à l'époque coloniale (usine des eaux de Mbakhana, premier dispositif d'approvisionnement en eau de Saint-Louis capitale de l'AOF et sites de la tour de Ndiakhhar, etc.) et un patrimoine culturel marqué par la présence des ethnies maures et peulhs qui ont mis en place des troupes pour la promotion de leur culture. Une des initiatives qui vise à valoriser le tourisme au niveau local est l'exploitation touristique du site de l'usine des eaux de Mbakhana sous le label de « cap sur Tundu Mbakhana ». Des activités d'éco-guidages sont menées par quelques membres du GIE des éco-gardes de la RSFG qui comprend également des membres habitant la CR de Ndiébène Gandiole. Ces activités touristiques connaissent un essor assez limité encore, pour profiter significativement aux populations de la CR.

2.3.4 L'artisanat

Les activités portent dans ce domaine sur l'artisanat, de production et de service. Elles concernent la sculpture, à la couture, la coiffure la menuiserie, le tissage de nattes et de pagnes, la cordonnerie, la forge, la confection d'oreillers et de taies en cuir. Mis à part le regroupement des artisans de Toubé (ART), il n'existe aucune organisation formelle des artisans dans la CR. Chaque artisan s'organise comme il peut pour trouver des clients ou écouler sa production, vendue pour l'essentiel dans la commune de Saint-Louis. Le secteur souffre d'un manque d'espaces ou de cadre de promotion des produits de l'artisanat local. Outre le manque d'organisation par corps de métier, une des faiblesses du secteur artisanal vient de son manque d'intégration avec le tourisme qui pourrait favoriser la promotion et la valorisation des produits de l'artisanat local.

2.3.5. Les activités extractives

Elles portent sur l'exploitation du sel et celle des carrières de coquillages et de sable.

La communauté rurale compte plusieurs sites d'exploitation du sel. La récolte du sel qui est pratiquée par les femmes donne lieu à une intense activité saisonnière et rapporte des revenus complémentaires non négligeables aux ménages. Les exploitantes du sel viennent en majorité des villages de Ngaye Ngaye, Diama Toubé, Ndiakhère, Ngaïna et de Gandon.

Les sites de production sont gérés par des GIE mixtes. Les membres masculins des GIE construisent les diguettes de retenue d'eau pendant la crue et organisent la distribution des parcelles (150 à 300 m²) aux femmes qui récoltent le sel. Les revenus tirés par parcelle varient en moyenne de 75.000 à 100.000 CFA, dont les 2/3 reviennent à l'exploitante et le 1/3 est

partagé entre les membres du GIE et les caisses villageoises pour des réalisations communautaires (PLD Gandon, 2010 ; PACR, 2010).

L'exploitation du sable et des coquillages est destinée principalement aux chantiers de la commune de Saint-Louis. Il existe des carrières de sable dans le *Dieri*. Toutefois, le Conseil Rural ne tire aucun avantage direct de ces activités, la gestion des carrières et des mines ainsi que les autorisations les concernant ne font pas partie des compétences transférées aux collectivités locales. Toutefois, le Conseil Rural gagnerait à s'organiser pour faire payer des taxes de passage ou des droits de stationnement aux camionneurs, mais aussi, à faire preuve de vigilance quant aux impacts environnementaux de l'exploitation des carrières de sables, notamment au niveau des carrières clandestines.

2.4 Éléments de synthèse : domaines d'activités des ménages ruraux de la CR

L'économie de la CR repose essentiellement sur des activités du secteur primaire. Le secteur rural occupe dans l'ensemble, près de 91,5% des ménages qui y tirent principalement leurs revenus. Les principales activités sont l'agriculture, l'élevage, la pêche auxquels s'ajoutent des activités extractives, mais aussi la foresterie, l'artisanat et le tourisme.

Le dernier recensement national de l'agriculture s'est penché sur les activités dominantes dont les ménages ruraux tirent leurs revenus. Les données relatives aux villages de référence correspondant à l'actuelle CR de Gandon sont récapitulées dans le tableau 5 avec une répartition des ménages par type d'activité (FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999).

Tableau 5 : Activités des ménages ruraux de la CR de Gandon

Villages	Nb. de concessions	Ménages Ruraux	Ménages ruraux agricoles	Nombre de ménages pratiquant l'activité					pêche
				Agric pluviale	Prod. Maraich	Product fruitière	Exploit. Forestière	Elevage	
LAMPSAR	90	148	148	140	146	104	41	135	62
MAKHANA	55	74	68	55	62	31	2	56	24
MBARIGOT	66	87	73	66	71	38	0	71	27
NDIAWDOUNE	84	100	76	64	74	37	0	74	69
NGAYE	59	103	103	103	103	7	62	76	60
MINGUEGNE BOYE	46	53	46	44	39	1	0	39	34
BOUDIOUCK	144	197	158	89	156	92	3	137	24
MAKA TOUBE	48	70	60	60	54	8	0	53	29
NDIEBENE TOUBE PEULH	38	66	63	62	18	19	62	62	12
NDIEBENE TOUBE OUOLOF	43	81	80	80	19	6	78	74	15
GANDON	51	68	61	56	42	3	59	52	1
BEKHAR	57	68	58	51	29	3	19	50	4
DIAMA TOUBA	49	72	65	64	31	4	56	48	15
NDIAKHERE	63	89	81	71	39	9	82	66	4
BOPP THIOR	81	100	100	100	100	3	0	60	95
KHELCOM DIAO	54	64	64	64	49	0	64	63	0
BAITY DIEYE	67	71	71	71	55	0	57	70	0
IBA BALLA	67	68	63	62	48	11	21	60	0
RAO GARE	119	143	125	112	110	42	24	115	10
GOUYE TOURE	51	71	70	65	62	4	14	66	6
NDIALAKHAR PEULH	52	75	71	63	55	4	19	67	7
K. MADIOP BACINE	49	78	76	58	73	5	10	71	27
Total	1.433	1.946	1.780	1.600	1.435	431	673	1.565	525
%				89,9%	80,6%	24,2%	37,8%	87,9%	29,5%

Sources : FAO/Ministère agriculture. RNA, 1999.

3. RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES AMENAGEES ET CULTIVEES

3.1 – Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

Dans l'ensemble de la CR les ressources en eau pour l'agriculture irriguée sont constituées du Lampsar (défluent du fleuve Sénégal), le fleuve Sénégal, le Lampsar, le Ngalam, petite partie du Djéuss amont et d'autres petits marigots et, même, le fleuve Sénégal loin en amont du barrage de Diama (eaux et terres salinisées). Il existe, par ailleurs, trente mares temporaires (POAS 2010) exploitables pour les besoins du maraîchage et de l'activité pastorale. Dans la zone du *Dieri*, les agriculteurs ont recours aux puits pour mener leurs activités maraîchères.

Dans la zone du projet se trouvant dans la CR, le potentiel pour le développement de l'agriculture irriguée est constitué par le réseau de marigots se trouvant dans les terroirs de Thianialdé/Ndialakhar/Ngalam (partie de la CR appelée aussi zone des trois marigots).

Tableau 6 : Situation des cours d'eau dans la zone du projet

Cours d'eau	Longueur mini (Km)	Surface lit mineur (ha)	Axe
Le Khant	13	1 570	NE/SW
Le Ngalam	15,4	2 130	NS
Le Ndiassew	11	595	NE/SW
Le Minguène	15	875	NE/SW
Le Sarré	4,5	405	NE/SW
Le Ndigeur	5,1	305	NS
Le Sosso	42	191	NE/SE/N/NE/SW
Total	106	5 980	

Source: POAS 2007

Spécifiquement à la zone du projet dans la CR, la SAED/Secteur Bas delta a indiqué les chenaux en fonction avec les usagers et les superficies concernés.

Tableau 7 : Chenaux en fonction dans la zone du projet

Canaux	Longueur	Nbre OP et autres usagers	Superficie irriguée
Chéanal Toolu		15	50,2 ha
Chéanal Lasso		32	57,5 ha

Source : la SAED/Secteur Bas delta

Il faut noter que, dans la zone du projet, le plan REVA (Ministère de l'Agriculture) a réalisé (par le biais du Génie militaire) le canal du Gandiolais partant du Ngalam à la RN1 (près du village de Gandon) depuis 6 ans environ. Le canal qui a connu un petit début de fonctionnement n'est pas fonctionnel du de problèmes de calibrage et, surtout, de d'appréciation des niveaux périodiques du Ngalam. De plus, le Plan REVA avait appuyé la réalisation de quelques Périmètres Irrigués Villageois (PIV). Récemment, le programme irrigation du MCA a effectué des études (en finalisation) pour l'aménagement du Ngalam comme chenal-adducteur avec un ensemble d'ouvrages hydrauliques et son calibrage pour permettre l'irrigation de 3 000 ha sur les terres dominées (Ngalam/Ndialakhar).

En dehors du Ngalam dont l'utilisation a été essayée (sans succès, pour le moment), les marigots cités dans le potentiel de ressources en eau pour l'irrigation (tableau : situation des cours d'eau dans la zone du projet) n'ont encore jamais été utilisés comme chenaux adducteurs ; aucun programme/projet ne s'y est engagé, et les populations des terroirs n'ont pas réuni les moyens de leur utilisation directe (canaux partant de ces marigots) pour l'agriculture irriguée.

Dans la partie nord de la CR (au nord de la RN2) qui ne fait pas partie de la zone du projet il existe un chenal adducteur (le Lampsar amont) à partir duquel sont irrigués un grand périmètre public (périmètre de Lampsar) par grande station de pompage électrique et de petits périmètres privés (PIP) entre Ndiol (frontière avec la CR de Diama) et le village de Mbarigo ainsi que des secteurs de l'exploitation de GDS. Il faut signaler que ce chenal-adducteur est assez proche de la zone du projet et pourrait, éventuellement, servir à irriguer une petite partie de la zone du projet par un canal traversant la RN2 à l'image de ce qui est réalisé par le PDMAS dans une zone de la CR de Diama voisine de la zone du projet dans Gandon.

3.2 - L'agriculture irriguée

Les cultures irriguées sont assez localisées dans la CR. Elles se développent aux abords du fleuve Sénégal et de ses défluent, notamment dans les parties nord et nord-est de la CR : dans les zones du Gorom-Lampsar, des Trois Marigots et de la vallée du Ndialakhar. L'agriculture irriguée n'atteint pas les mêmes proportions que dans d'autres collectivités du Delta et de la vallée du Sénégal.

Le Lampsar a été le premier périmètre aménagé sur fonds publics sur 114 ha exploités par les villages alentours. Actuellement, les superficies totales aménagées dans la CR sont de l'ordre de 1.400 ha (SAED, POAS de Gandon, 2010). Pour l'essentiel, il s'agit de petits périmètres privés (PIP) avec des superficies moyennes qui dépassent rarement 5 à 10 ha. Le riz constitue la principale spéculation produite dans les périmètres publics, alors que les PIP portent plutôt des cultures de diversification comme la tomate, l'oignon, etc.

La CR accueille aussi une grande entreprise agricole, les Grands domaines du Sénégal (GDS), qui occupent une superficie de 365 ha. Les GDS pratiquent une agriculture irriguée sous serres portant sur des cultures orientées vers l'exportation (maïs doux, tomates cerise, melon, etc.). Le Conseil Rural reçu actuellement, des demandes d'affectation de terres, d'autres entreprises agricoles ou agroindustrielles dont certains de leurs représentants ont été rencontrés à la maison communautaire au cours de la mission. Ces demandes sont en instance de traitement.

La CR compte près de 39 000 ha de terres cultivables dont 10 000 ha se trouvent dans la zone de Ndialakhar selon le POAS (2010) qui estime les terres aménagées à 1 392 ha dont 7% sont en état de dégradation ou abandonnés. L'essentiel des terres mises en valeur par irrigation sont des périmètres irrigués privés (PIP) avec des superficies moyennes qui ne dépassent pas 5 ha. Le riz constitue la principale spéculation dans les périmètres publics, alors que dans les PIP il est plutôt pratiqué des spéculations horticoles (tomate, oignon, etc.).

L'agriculture irriguée est surtout présente dans les zones de Ndiawdoune (partie nord) où on trouve quelques périmètres rizicoles exploités essentiellement par les populations des villages de Lampsar, Ndiawdoune, Mbakhana et Mbarigot ; son installation dans le Ndialakhar/Ngalam (zone la plus indiquée pour le projet) est encore très timide.

Les superficies cultivées lors des 2 années agricoles dans la zone du projet ainsi que les spéculations principales sont les suivantes.

Tableau 8 : Superficies cultivées en 2010/2011 et 2011/2012

Cultures	2010/11 (ha)	2011/12 (ha)
Riz	302	259,5
Tomate	86,4	134,11
Oignon	153,87	64
Autres	28,33	120
Total	570,6	577,61

Source : SAED, secteur Bas Delta

La superficie cultivée en tomate est quasiment le fait de GDS qui pratique aussi comme le maïs doux (85 ha), l'asperge (25 ha), Piment (5,5 ha), et autres spéculations sur environ 100 ha. Ces productions sont destinées à l'exportation.

En perspective, les superficies cultivées dans la zone du projet de la CR devraient s'accroître considérablement du fait des nombreuses affectations de terre que le Conseil Rural y a effectué lors des cinq dernières années. Ces demandes de terre émanant autant des populations locales que de supposés investisseurs nationaux et étrangers ont été motivées par plusieurs raisons dont le mouvement de la GOANA et les projets de création d'infrastructures hydrauliques (chenaux, etc.) qui ont eu une certaine publicité. Par exemple, le programme irrigation du MCA est assez avancé dans ses travaux préparatoires pour le Ngalam.

4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION, DE LEUR VALORISATION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ECONOMIE LOCALE

Les estimations des niveaux de production et leur valorisation concernent les trois spéculations les plus importantes dans la zone du projet située dans la CR et figurant dans les statistiques de la SAED/secteur Bas Delta (les autres spéculations, secondaires dans la zone, sont classées dans une rubrique « autres »). Ces estimations sont faites à partir des superficies cultivées, des rendements moyens (sondages de rendement de la SAED dans la zone) et des prix en cours - Tomate (52 F/k) ; Riz (120 F/k en 2010 et 110 F/k en 2011) ; Oignon (125 F/k en 2010 et 130 F/k en 2011).

Tableau 9 : Les productions des spéculations principales et leurs valeurs

Cultures	Rendement (T/ha)		Production (T)		Valeur	
	2010/11	2011/12	2010/11	2011/12	2010/211	2011/212
Riz	5,8	5	1 751,6	1 297,5	210 192 000	142 725 000
Tomate	43,44	44	3 753,22	5 900,84	195 167 440	306 843 680
Oignon	40	42	6 154,8	2 688	769 350 000	349 440 000
Total					1 174 609 440	799 008 680

Source : SAED/secteur Bas Delta

5. STRUCTURATION DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES D'INTERVENTION ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

Au plan général, plusieurs types d'organisations regroupent les populations de la CR pour leurs activités dans divers secteurs sociaux et économiques.

Selon le PLD de la CR (version provisoire 2010, ARD sur financement PACR), la CR compte 38 GPF affiliés à la Fédération Nationale des Groupements de Promotion Féminine (GPF) par le biais de la fédération locale de la CR qui englobe, à son tour, trois fédérations de zones (les anciennes zones de gestion : Toubé, Rao et Ndiawdoune). Il existe également au niveau de chaque village au moins une association de femmes non affiliée. Les femmes mènent diverses activités dont les plus importantes sont le petit commerce, l'exploitation de sels, la transformation de fruits, légumes et de céréales locales, l'embouche. La relative dynamique organisationnelle, la diversité des activités menées et les appuis de partenaires techniques et financiers n'ont pas induit une amélioration notable de la situation des femmes. La fédération communautaire des GPF a mis place un crédit tournant de 250 000 F CFA/trimestre/GPF pour 50 GPF mais ce montant a été jugé dérisoire par les femmes pour mener une activité rémunératrice importante.

Spécifiquement aux organisations paysannes actives dans l'agriculture irriguée, le résultat du dépouillement de la base de données de la SAED/Secteur Bas Delta donne 243 entités dont 230 «Individuels»/privés.

Deux principales organisations faîtières opèrent dans la CR : l'UGPAR et le Cadre Local de Concertation des Organisations des Producteurs (CLCOP). Des fédérations plus locales existent au niveau des terroirs : Union Toubé/Boudioug, Union des villages de Toubé (9 villages, 2 507 membres, 700 ha affectés par le Conseil Rural et non encore mis en valeur).

6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

L'actuel Conseil Rural élu en mars 2009, après le découpage de l'ancienne communauté rurale de Gandon en 2008, compte 46 conseillers. Le tableau 10 ci-dessous donne les détails concernant sur les caractéristiques de ces membres.

La répartition par âge et par ethnie des conseillers est très loin de traduire les caractéristiques de la population. En effet, les wolofs représentent 45% de la population et 78% des conseillers, les peuls respectivement 35% et 19,5% et les maures, 15% et 2%. Le Conseil Rural compte six femmes (13%) alors ces dernières représentent plus de 52% de la population. Cette sous-représentation des femmes caractérise également les moins de 35 ans qui sont au nombre de 3 (6,5%) au sein du conseil alors qu'ils constituent 73,5% de la population totale.

La répartition par catégories socioprofessionnelles des conseillers est en revanche très diversifiée, malgré une relative prédominance d'actifs du secteur primaire avec 12 agriculteurs et 3 éleveurs (soit respectivement 28,3% et 6,5% de l'effectif total). Les employés des secteurs public et secondaire, de même que les enseignants sont au nombre de 7 (15,21%). On compte 3 transporteurs dont le PCR et le même nombre d'animatrices communautaires et de ménagères. Le reste des conseillers appartiennent à une diversité de secteurs d'activités (élèves/étudiants, secteur informel...). Près des 4/5^{ème} des conseillers sont scolarisés avec des niveaux allant du primaire au supérieur. Cette dernière caractéristique peut constituer un atout non négligeable pour le fonctionnement du Conseil Rural.

Tableau 10 : Caractéristiques des conseillers ruraux de Gandon

	Conseil rural		
	Caractéristiques	Effectif	%
Age	Moins de 35 ans	3	6,5
	35-60 ans	31	67,4
	Plus de 60 ans	12	26,1
	Total	46	100%
Sexe	Femmes	6	13
	Hommes	40	87
	Total	46	100%
Instruction	Scolarisés	36	78,3%
	Non scolarisés	10	21,7%
Catégories socioprofessionnelles	Cultivateurs	13	28,3
	Éleveurs	3	6,5
	Enseignants	6	13
	Professeurs	1	2,2
	Transporteurs	3	6,5
	Mécaniciens	2	4,3
	Ingénieur	1	2,2
	Élèves /étudiants	2	4,3
	Animatrices	3	6,5
	Commerçant	1	2,2
	Employés	7	15,2
	Ménagères	3	6,5
	Retraité	1	2,2
	Électricien	1	2,2
	Total	46	100%
Ethnie	Wolof	36	78,3
	Peul	9	19,5
	Maure	1	2,2
	Total	46	100%

6.1.2 Organisation, fonctionnement et structures d'appui du Conseil Rural

Le fonctionnement du Conseil Rural est articulé autour d'un organe exécutif et d'un organe délibérant. L'organe exécutif est composé du Président du Conseil Rural (PCR) et ses 2 vice-présidents. Il est chargé de la publication et du suivi de l'exécution des lois ainsi que des

décisions du Conseil Rural sous l'autorité du sous-préfet. En tant qu'ordonnateur du budget, le PCR a en charge la préparation et l'exécution du budget.

L'ensemble des 46 membres constitue l'organe délibérant du Conseil Rural. Il est au cœur de la gouvernance locale et traite de toutes les questions relevant du domaine de compétence de la collectivité locale, notamment des questions foncières, d'aménagement du territoire et de développement économique et social. Il est assisté par une assistante communautaire (ASCOM) qui l'appuie dans ses différentes fonctions.

Le Conseil Rural de Gandon a mis en place dix-huit commissions techniques, couvrant l'ensemble des secteurs de développement économique, social et environnemental de la CR. Chaque commission est composée de conseillers ruraux et présidée par l'un d'entre eux. Elle peut s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux ainsi que des personnes ressources pour traiter des différentes questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Dans le domaine foncier, le conseil dispose d'une commission domaniale chargé d'instruire les dossiers d'affectation et de désaffectation foncière, mais les décisions en la matière sont du ressort du conseil qui statue par délibération. Les chefs de villages qui sont des acteurs importants dans la gestion du foncier au niveau de leur terroir, sont membres de droit de la commission domaniale.

Il est à souligner que le Conseil Rural bénéficie dans ses différentes fonctions et tâches de l'assistance des services déconcentrés de l'état, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL). Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (SAED, ANCAR, les services des Pêches, des Eaux et Forêts, de l'Aménagement du territoire, etc.). Le Conseil Rural de Gandon bénéficie dans plusieurs secteurs d'activités de l'appui-conseil de projets (le PACR/FVD financé par l'AFD, le PGIES), de programmes de la coopération décentralisée (SICOVAL) et d'ONG (Plan Sénégal, RADI, CARITAS, Croix Rouge, Compact, Océan, etc.). Les membres des commissions du Conseil Rural ont reçu ces dernières années, notamment du PACR et de la SAED, des formations relatives, entre autres, à l'élaboration et la gestion budgétaire, la gestion foncière et des compétences transférées, la loi sur le domaine national, la Charte du Domaine Irrigué (CDI). Des formations sont en cours dans les domaines de l'informatique, de la comptabilité et la collecte des taxes rurales, de la passation de marchés de services et de travaux, de l'élaboration et gestion de projets.

6.1.3 Un Conseil Rural en plein dysfonctionnement

Le Conseil Rural est totalement bloqué par des tensions politiques et une dégradation générale des relations internes. Ce dysfonctionnement extrême a même entraîné le retrait d'une coopération décentralisée ces derniers mois : le Sicoval, organisation toulousaine de coopération décentralisée, qui intervenait depuis longtemps en appui à la CRG dans la confection et la mise en œuvre de son POAS, a fini par jeter l'éponge face à ces dysfonctionnements depuis plusieurs années et se retire petit à petit tout du moins d'un point de vue appui financier. Les réunions que nous avons tenues se sont déroulées dans une ambiance et une organisation de très mauvaise qualité, et plusieurs fois reportées. La division et l'opposition internes entre les membres du Conseil aboutit à une situation de quasi blocage en ce qui concerne les discussions et négociations dont un projet comme le PDIDAS a besoin. Le comportement des dirigeants du Conseil Rural vis-à-vis des programmes d'investissement est très difficile à interpréter, en tout cas pas raisonnable.

6.2 Ressources financières de la CR

Pour son fonctionnement et ses investissements, la CR dispose de deux principales sources de recettes qui lui permettent d'alimenter ces deux rubriques.

6.2. 1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de la CR de Gandon proviennent de recettes propres que le Conseil Rural tire de recettes fiscales (impôts et taxes), de recettes non fiscales (produits d'exploitation et du domaine) et de recettes diverses (produits divers) d'une part, et d'autre part de fonds de dotation de l'État.

6.2. 2. Les recettes d'investissement

Les recettes d'investissement du Conseil Rural proviennent des Fonds de concours de l'État, Fonds de concours du PNDL, de l'excédent de fonctionnement capitalisé et de la participation des populations locales.

Les éléments qui ont pu être recueillis concernant le budget (tableau 11), montrent une évolution en dents de scie. Le budget du Conseil Rural a connu des hauts et des bas entre 2005 et 2008. Le relèvement du niveau du budget observé en 2008 résulte d'une part, du respect des engagements de l'État et d'autre part, des contributions financières de partenaires tels que le SICOVAL et de programmes de l'État comme le PNDL et le PACR. Pour l'essentiel, le financement du fonctionnement et des investissements de la CR reposent sur des ressources extérieures.

Tableau 11 : Évolution du budget de la CR de Gandon de 2005 à 2008

Années	Montant budget	Dépenses fonctionnement	Dépenses d'investissement
2005	478 400 972	85 774 568	392 626 404
2006	345 733 471	78 329 911	267 403 560
2007	177 954 579	89 730 215	88 224 364
2008	479 367 401	166 534 532	

Source : PLD, CR de Gandon, 2010, Budget Conseil rural de Gandon).

Le budget de la Communauté rurale de Gandon s'est avérée être en baisse entre 2006 et 2007 avant de revenir à un plus de la hauteur de celui de 2005 en 2008. Cette hausse en 2008 est le fait du respect des engagements de l'État mais aussi des partenaires financiers du Conseil Rural. Le potentiel fiscal local est cependant loin d'être recouvré, non seulement en ce qui concerne la taxe rurale, mais également la contribution de certaines entreprises commerciales ou agroindustrielles installées dans le territoire de la CR.

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

6.3.1 Les conflits entre agriculteurs et éleveurs

L'agriculture et l'élevage sont les deux principales formes de mise en valeur des ressources foncières. Ces deux activités partagent les mêmes espaces et leur intégration pose parfois problème. Les cas de conflit soulevés viennent souvent de problèmes liés à une inorganisation de la transhumance, d'une pratique de l'agriculture pluviale itinérante, mais aussi à une diminution de l'espace pastoral et une obturation des couloirs de passage du bétail. La zone de Lampsar en est un bon exemple (réduction des pâturages, rétrécissement des pistes du bétail avec l'avancée des aménagements hydroagricoles vers Téenu Wotté où le couloir de passage traverse une cuvette agricole) ainsi que la zone de la zone de Diougob (accès aux points d'eau pastoraux). La résultante de tous ces facteurs est la fréquence des cas de divagations du bétail dans les champs..

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs qui en résultent sont le plus souvent réglés à l'amiable entre les protagonistes et dépassent rarement le cadre villageois. En effet, les chefs

de village généralement saisis, jouent avec quelques notables des villages, le rôle de médiateurs et amènent bien souvent les protagonistes à négocier. Si les deux parties n'arrivent pas à un accord, elles saisissent le PCR qui, à défaut d'une solution à son niveau, en informe le sous-préfet. Ce dernier donne des instructions au chef du CADL pour tenter une nouvelle médiation ; si le problème persiste, il dresse un procès-verbal du conflit qui est transmis à la Gendarmerie (PACR, 2010). Les cas de conflits les plus violents et les plus fréquents entre agriculteurs et éleveurs sont notés dans les villages de Guiguélakh Peul et de Ndiakhip Peul et font partie des rares différends qui sont portés devant le sous-préfet et parfois à la gendarmerie.

6.3.2 Les conflits entre agriculteurs

Ce type de conflit est rare dans la communauté rurale. Les cas soulignés se rapportent généralement à des transactions foncières entre agriculteurs (prêt, location de champ, etc.). Ces pratiques basées sur des accords tacites et non écrits génèrent des conflits lorsque lors d'une location de moyenne durée, le locataire veut revendiquer des droits sur la terre au moment où le propriétaire veut récupérer sa parcelle. D'un autre côté, il arrive que le locataire refuse l'augmentation du loyer lorsqu'il n'a pas d'autres terres à cultiver.

La salinisation progressive des terres dans certaines parties de la CR amène de plus en plus les propriétaires à vouloir récupérer et exploiter eux-mêmes les parcelles qu'ils ont prêtées ou veulent augmenter le prix du loyer. Ce type de conflit dépasse rarement, contrairement au précédent, le niveau des notables et du chef de village.

6.3.3 Les conflits relatifs aux limites communautaires

La scission de l'ancienne communauté rurale de Gandon en deux nouvelles CR, Gandon et Ndiébène Gandiole, a créé des problèmes du fait de défaut de clarté dans la définition des limites administratives. Le décret de création n'a donné que les noms des villages constitutifs et avec des doubles emplois de nom de villages qui sont situés dans l'un ou l'autres CR. Le 1^{er} décret (décret 2008-749 du 10 juillet 2008) qui a créé la communauté rurale de Ndiébène Gandiole comportait des erreurs, qui vont être rectifiées par un second décret pris 6 mois plus tard (décret 2008-1495 du 31 décembre 2008). Malgré tout, sur le terrain, les deux CR se sont longtemps disputés des terres autour du village de Ngäina. L'alignement de ce village a été effectué par l'ancien Conseil Rural de Gandon juste avant que la collectivité ne soit scindée en deux, et le village rattaché à la CR Ndiébène Gandiole. Malgré tout, le Conseil Rural de Gandon réclamait 200 parcelles dans la zone d'alignement du village, ce que le Conseil Rural de Ndiébène Gandiole a refusé. Le litige n'a été vidé que grâce à la médiation du sous-préfet qui a permis aux commissions domaniales des deux CR de trouver un consensus autour d'une frontière commune approuvée par les deux conseils.

Un autre conflit oppose ces deux communautés au sujet du village de Keur Barka dont la partie Est prévue comme zone d'extension de l'habitat dans le POAS de Ndiébène Gandiole, et serait située dans la CR de Gandon. La zone demeure toujours litigieuse et les bornes qui y indiquaient les limites communautaires de Ndiébène Gandiole auraient été enlevées par des membres du Conseil Rural de Gandon.

7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIERES

7.1 Importance et répartition des affectations selon les usages

La gestion du foncier rural, notamment l'affectation et la désaffectation des terres relèvent de la compétence des conseils ruraux. Les décisions d'affectation font l'objet d'une délibération et sont normalement inscrites dans un livret foncier. L'absence de ce livret ainsi que d'un système

d'archivage des délibérations rendent très difficile l'évaluation du nombre d'affectataires et du volume de terres affectées.

Le PACR qui intervient depuis 2008 dans la CR a réalisé un important travail de reconstitution et de compilation des affectations foncières. Les résultats complétés par nos enquêtes et indiqués dans le tableau 12 permettent d'estimer à 87.629 ha le total des superficies affectées et à 771 le nombre d'affectataires.

Tableau 12 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées et des affectataires dans la CR de (Sources PACR et CR de Gandon + enquêtes février 2013)

	Agricole		Habitation		Élevage		Zones amodiées / aires protégées		Autres		Total	
	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)
Effectifs	552	12799	112	469	5	9,55	26	74265	76	86,7	771	87629,1
%	71,6	14,6	14,5	0,5	0,6	0,01	3,4	84,7	9,9	0,10	100%	100%

Près de plus de 85% des superficies affectées sont destinées à des zones amodiées et bénéficient, en une ou plusieurs délibérations, à 26 affectataires (3,4%). Parmi ceux-ci on peut noter : Yves Capitaine 16.300 ha ; ACTS, 20.000 ha, Bancal, 10.000 ha ; GIE des agriculteurs de Nguigalakh 8.500 ha et 3.500 GIE Yewwu Yette, etc.. Les affectations à usage agricole font environ 12.800 ha (14,6%) pour 552 bénéficiaires⁴. Les terres destinées à l'habitat avec des parcelles variant des 300 m² à 3.600 m², représentent 469 ha (0,5% des superficies), pour 112 bénéficiaires. Dans grand majorité des affectation à usage d'habitation, il s'agit d'alignements et de lotissements dans des villages ou de délibérations collectives portant sur l'affectation de plusieurs dizaines de parcelles à une association de ressortissants d'un village. Les affectations de terres destinées à l'élevage sont insignifiantes, 1/1000^{ème} des superficies et sont destinées pour l'essentiel à un foirail, un aménagement pastoral et à des fermes et poulaillers. Les terres sont également affectées pour d'autres usages de type socioéconomique (mosquées, terrains de sport, écoles, case de santé...), commercial (boutique, dépôts de gaz, ciment...) ou touristique (campement de chasse, projet touristique).

7.2 Les affectations à usage agricole et leur évolution

7.2.1 Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

Les affectations à usage agricole représentent près de 14,6% % des superficies et 71,6% des bénéficiaires. Pour environ 10% de ces terres il s'est agit d'une délibération régularisant pour le bénéficiaire, son occupation antérieure des terres, le plus souvent au titre d'un droit traditionnel.

⁴ Leurs caractéristiques sont analysées plus loin.

Tableau 13 : Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

	Non défini	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2012	Total
Nbre	4	114	15	30	9	39	17	59	16	79	151	7	11	1	552
Sup (ha)	31,3	347,7	24,1	475	35	799,9	431	630,8	809,5	336,2	3594	5017	17,84	250	12799
% sup.	0,2	2,7	0,2	3,7	0,3	6,2	3,4	4,9	6,3	2,6	28,1	39,2	0,1	2,0	100

L'évolution de ces affectations depuis 1999⁵ (tableau 13) montre qu'elles ont été importantes en 2008 et 2009. Elles représentent pour ces deux années, 67% des terres affectées. Cette situation peut être expliquée par le lancement en 2008 par le gouvernement, du programme de la Grande offensive pour l'alimentation et la nourriture abondante (GOANA). À cette occasion, le gouvernement avait instamment demandé aux conseils ruraux d'attribuer des terres aux porteurs de projets qui voulaient contribuer à la réalisation de ce programme. C'est à cette époque qu'on a commencé à s'observer, suite à la crise alimentaire de 2008 dans de nombreux pays du Sud, des acquisitions de terres à grande échelle pour des productions alimentaires ou de biocarburants.

7.2.2 Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole

Les caractéristiques des affectataires sont indiquées dans le tableau 14. La majorité des affectataires (82,4%) n'ont pas de statut juridique et sont bénéficiaires à titre individuel d'une superficie cumulée de 2.095 ha (16,4% des superficies), soit en moyenne 5 ha/affectataire.

Tableau 14: Statut des affectataires de terres à usage agricole

Statut	Assoc	AVD	GIE	GP	GPF	Individ	Société	ONG	OP	Projet	Total
Nombre	10	17	27	2	8	455	13	2	15	3	552
Sup ha	230,5	1525	738,1	52	16,5	2094,9	6114,3	7	421	1600	12799
%	1,8	11,9	5,8	0,4	0,1	16,4	47,8	0,1	3,3	12,5	100%

Les associations villageoises de développement (AVD) et les organisations paysannes (groupements de producteurs ou d'intérêt économique (GIE) représentent 8% des affectataires et bénéficient de 18% des superficies. Pour les GIE, certains sont de type familial avec un nombre très limité de membres, d'autres comptent plusieurs membres dont certains appartiennent à des villages différents. Deux ONG (Caritas et CECI) ont demandé et reçu des terres, moins pour elles-mêmes, que accueillir les réalisations et investissements destinées aux populations qu'elles appuient. Comme cela s'observe très souvent, les femmes accèdent difficilement à la terre, même si la législation foncière ne fait aucune discrimination dans ce domaine. Ainsi dans la CR, 8 groupements de promotion féminine (GPF) bénéficient d'affectations pour une superficie cumulée de 1,6 ha. Sachant que chaque GPF compte plus de 30 membres on imagine aisément l'exiguïté de la superficie qui reviendrait individuellement à chacune d'elles.

Les sociétés et entreprises (ItalSénégal, GDS, SCL, Agro vallée, Agro Figor de Saint Louis.....) constituent 2% des affectataires mais bénéficient d'un peu moins de la moitié (47,8%) des superficies, dont 5.000 ha (39%) pour la seule société ItalSénégal. Près du quart

⁵Les informations recueillies au cours des entretiens révèlent que des affectations ont été faites avant cette date, mais elles n'ont pas pu être reconstituées, faute d'un système d'enregistrement et d'archivage adéquat.

des superficies (22,5%) ont bénéficié à trois programmes de biocarburants (culture de *Jatropha curcas*) initiés à la faveur de la GOANA.

7.2.3 Importance et distribution des affectations supérieures ou égales à 10 ha

Pour les superficies à usage agricole, les affectations de parcelles supérieures à 10 ha sont indiquées dans le tableau 15. La comparaison avec le tableau 14 révèle que la très grande majorité des affectataires ont bénéficié de moins de 10 ha : 436 affectataires (78,9%) sont dans cette situation et ont reçu au total 908 ha, soit en moyenne 2 ha/affectataire.

Tableau 15 : Distribution des affectations supérieures ou égales à 10 ha

	Superficie (ha)										
Taille	10	11	15	20	25	30	35	40	50	60	70
Nombre	46	1	5	15	1	4	1	3	16	1	6
Sup ha	460	11	75	300	25	120	35	120	800	60	420
%	3,9	0,1	0,6	2,5	0,2	1	0,3	1	6,7	0,5	3,5
	Superficie (ha)										
Taille	100	115	150	200	250	300	700	1000	5000	Total	
Nombre	2	1	3	3	2	3	1	1	1	116	
Sup ha	200	115	450	600	500	900	700	1000	5000	11 891	
%	1,7	1	3,8	5	4,2	7,6	5,9	8,4	42	100	

Plus de la moitié (57,7%) des affectations supérieures à 10 ha sont comprises entre 10 et 20 ha et font au total 576 ha (4,8%) et 14% ont bénéficié d'une parcelle de 50 ha. Les affectataires ayant bénéficié de parcelles supérieures ou égales à 100 ha représentent 15 % et détiennent 67% des superficies (7965 ha), les 2/3 ayant des parcelles comprises entre 150 et 300 ha. Les sociétés GDS et SCL sont dans ce cas avec 250 ha chacune. Trois affectations dépassent 300 ha : ItalSénégal 5.000 ha, Programme spécial biocarburant 1000 ha et Union des GIE de Toubé 700 ha.

Actuellement les 2/3 des surfaces affectées ne sont pas exploitées. Les raisons avancées tiennent surtout au manque d'eau (éloignement des sources d'eau – Gorom et surtout Ndialakhar - , absence de chenaux adducteurs) et dans une moindre mesure, au manque de moyens financiers pour les aménagements et les facteurs de production. Beaucoup de personnes et de groupements avaient demandé des terres en 2008, espérant que le gouvernement leur fournirait des moyens dans le cadre de la GOANA. Il en est de même du programme biocarburant (1.000 ha). A noter que la société ItalSénégal n'a pas mis en exploitation des 5.000 ha qu'elle a reçus depuis 2009. Elle aurait renoncé en début 2013 à cette affectation, au moment où le Conseil Rural envisageait une procédure de désaffectation. Cette superficie est en cours d'affectation à la société Senehuile-Senéthanol.

7.3 Localisation des affectations foncières au sein de la CR

La répartition des superficies affectées selon les zones POAS est indiquée dans le tableau 16⁶. Les délibérations de ne mentionnent pas toujours la localisation exacte du terrain affecté. Elles donnent néanmoins, lorsque que l'affectataire a été installé, une idée du village où se situent les terres affectées. Les conseillers ruraux et les animateurs des zones POAS ont une bonne connaissance du terrain qui a permis au cours des enquêtes, de situer approximativement les affectations dans les zones POAS.

⁶ Un tableau récapitulatif des affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

Tableau 16 : Répartition des affectations dans les zones POAS

Zones	Dieri	Gandon	Gorom-Lampsar	Ndialakhar	Ndiassew	Ndiébène Toubé	Non déf,	Total
Nbre affectat°	1	49	234	210	46	11	1	552
Sup (ha)	0,5	40,6	2654	8402,5	454,8	246,6	1000	12799
% sup.	0,004	0,3	20,7	65,6	3,6	1,9	7,8	100

Les zones de Dialakhar et de Gorom-Lampsar concentrent 86% des terres affectées. Cette situation s'explique par les eaux de surface présentes dans ces zones avec les deux cours éponymes. Dans le cadre du PDIDAS, comme le souhaitent du reste les populations, l'aménagement de la vallée du Ndialakhar (curage et calibrage du cours d'eau) et la réalisation d'infrastructures hydrauliques structurantes (chenaux principaux) pourrait permettre de mettre en valeur les terres irrigables de cette zone d'intérêt du projet.

8. RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 – Expériences en arrangement foncier

En 2003, la CR a connu l'installation d'une grande entreprise agricole, les Grands domaines du Sénégal (GDS), qui a bénéficié d'une première affectation de 70 ha (N°04/03, 22 Mai 2003) dans le village de Ndiaoudoune sur un site dunaire. Par la suite, l'entreprise a obtenu une autre affectation (au sud de la RN2, entre village de Mbarigot vers la frontière de la CR avec celle de Diamana), d'abord de 200 ha ensuite 300 ha. Aujourd'hui, elle négocie encore d'autres terres dans la zone du projet.

La société GDS n'a jamais signé de protocole d'accord avec le Conseil Rural, même si elle s'est engagée à faire des actions sociales (construction de salles de classes, soutien à la construction des mosquées, des cases de santé, dans l'organisation des Gamou, etc.) dans les villages impactés et à prendre en priorités des employés dans ces villages. D'après les propos du vice-PCR et du Président de la commission domaniale, le promoteur déposait une demande et discutait directement avec le PCR de l'époque. Au niveau du conseil, il n'y avait pratiquement pas d'objections.

Comme indiqué au chapitre 3, les spéculations pratiquées (maïs doux, tomates, asperge, gombo, etc.) sont destinées à l'exportation ; la GDS emploie un peu plus de 400 ouvriers agricoles par campagnes dont beaucoup de femmes.

Au cours des 4 dernières années, plusieurs projets d'agrobusiness négocient avec le Conseil Rural pour l'affectation de terres. Deux cas ont été renseignés lors de nos investigations.

- ✓ La société ITALSENEGAL (de droit sénégalais –SARL- avec promoteurs d'origine italienne) :

Elle a entrepris un projet agricole de production de Jatropha dans la CR en début 2009. Elle a estimé ses besoins de terre à 5.000 ha et s'engageait à :

- mettre en valeur la terre affectée dans le respect des règles du POAS et de la CDI ;
- verser un appui budgétaire de 20 millions chaque année au Conseil Rural, pendant une durée de cinq ans ;

- consacrer une priorité d'emploi aux populations villages impactés, si les compétences étaient disponibles (plus de 800 au démarrage) ;
- rétrocéder un site de 1000 ha (20%) aménagés à la population, dont le Conseil Rural identifie les producteurs qui devront être bénéficiaire ;
- accorder une part de la production d'énergie aux villages impactés pour leur électrification;
- construire des pistes d'accès et réaliser une adduction d'eau potable ;
- participer aux sociaux de la CR (construction d'écoles ou de salles de classe ou leur réhabilitation et de postes de santé).

Le Conseil Rural a pu encaisser le premier versement de l'appui budgétaire après la signature de la convention. Mais l'entreprise n'a ensuite jamais démarré effectivement.

✓ la Société de Culture Légumière (SCL)

Elle est installée depuis plusieurs années dans la CR de Diamana et cherche à étendre son exploitation dans la CR de Gandon. Le coût annoncé de l'investissement dans les CR de Gandon et de Fass atteindrait les 7 milliards. Le processus de négociation a été lancé en début 2012 par le biais d'un de ses employés. Le promoteur a fait visiter son exploitation dans la CR de Diamana aux élus de Gandon (bureau du Conseil Rural et Président commission domaniale), au sous-préfet, au CADL et chefs des villages ciblés. Une demande d'affectation de 900 ha a été faite. Le Conseil Rural et le promoteur ont demandé à la SAED de faire l'Etat des disponibilités foncières dans la zone ciblée. Sur cette base, le Conseil Rural a affecté 250 ha à la SCL le 30 avril 2012 (délibération N°07/2012) avec possibilités d'extension.

Par la suite des concertations ont été organisées avec les villages concernés pour informer/sensibiliser les populations sur les avantages du projet envisagé par la SCL. Une rencontre a été tenue avec l'ensemble des chefs de services techniques départementaux pour expliquer les détails techniques du projet et les effets attendus. Les services techniques et le sous-préfet ont conseillé la réalisation d'une étude d'impact environnemental du projet ; ce qui a été réalisé sur financement de la SCL. Toutefois, la SCL n'a pas encore signé un protocole d'accord avec le Conseil Rural ou avec les villages impactés par le projet. ;

Les engagements pris par le promoteur, pour le moment, sont entre autres :

- priorité d'emploi aux populations des villages impactés ;
- réalisation de culture fourragère pour les éleveurs et mise à disposition de résidus post-récolte aux éleveurs ;
- réalisation de piste de production et de voies d'accès aux villages impactés, notamment la réhabilitation de la piste de Rao à Ndialakhar ;
- participation aux travaux de construction des écoles, structures de santé, mosquée, aux manifestations religieuses, etc. ;
- électrification des villages et hameaux ;
- un appui budgétaire au Conseil Rural.

Le conseil a perçu une somme de 2,5 millions pour les besoins des frais de bornage, forfaitaire (10 000 FCFA par hectare).

8.2 – Niveau d’acceptation des projets d’agrobusiness

Lors d’une étude récente du Conseil des Organisations Non Gouvernementales d’Appui au Développement (CONGAD)⁷, le président de la commission domaniale de la CR de Gandon a indiqué qu’au lieu d’affecter, d’un coup, de grandes surfaces foncières, il faudra préconiser une approche prudente avec des superficies raisonnables qui pourront être agrandies au cas où, suite à une évaluation, la mise en valeur et le cahier des charges prenant en compte l’intérêt des communautés sont respectés. En fait, suite à une période d’expériences négatives d’affectation des terres à de potentiels investisseurs, le Conseil Rural de Gandon a commencé à les réguler en adoptant une attitude beaucoup plus prudente et raisonnée (plafonnement bas de la superficie à affecter, critère de mise en valeur, conditions de contribution au développement socio-économique de la localité). Cette démarche qui est à confirmer officiellement se fait avec une relative entente avec les populations.

Les travaux du MCA (programme sécurisation foncière)⁸ ont prolongé cette mouvance. Un processus de consultation a été animé sur les principes et procédures d’affectation des terres dans la CR (comme dans 6 autres CR du delta et de Podor). Le tableau suivant donne un aperçu des résultats du processus de consultations associant la taille des affectations à un ordre de priorité des catégories de demandeurs de terre. Les expériences décrites (8.1) et les principes d’affectation de terre retenus par le Conseil Rural (par délibération officielle) lors des travaux du MCA témoignent du bon niveau d’expérience de la CR aux projets d’agrobusiness.

Tableau 17 : ordre de priorité des affectataires de terre dans la CR

Ordre de priorité	Taille affectation
1. Habitant de la collectivité titulaire de titres d’affectation sans installation	<ul style="list-style-type: none">- Individuel et famille : maximum 5 ha- Toute autre affectation : 50 ha maximum
2. Régularisation de terres exploitées sur base coutumière.	
3. Résidents sans terre	
4. PME/PMI de la Collectivité	
5. PME/PMI hors Collectivité	

9. CONCLUSION

La CR de Gandon a une expérience intéressante en arrangements fonciers, mais l’état de déshérence du Conseil Rural actuel (cf. 6.1.3) obère toute possibilité de collaboration solide. Il est en l’état actuel même impossible d’obtenir de la part des représentants des populations une réponse solide et cohérente sur les zones sur lesquelles le PDIDAS pourrait s’installer.

Cependant, la mission a pu évaluer que les zones potentiellement aménageables se situent dans la zone de Ndialakhar, mais il n’est actuellement pas possible d’organiser un processus d’affectation solide dans l’état actuel de fonctionnement du Conseil Rural.

⁷ « Étude sur la gouvernance du foncier agro-sylvo-pastorale dans les régions de Louga, Saint Louis et Matam » - CONGAD, décembre 2012.

⁸ Rapports des ateliers de validation pour chaque localité, détaillant le processus d’allocation de terre validé – MCA/Sénégal – LTS01, Étude d’état des lieux, octobre 2011

Références bibliographiques

- Conseil rural de Gandon, 2010. Plan Local de développement de la communauté rurale de Gandon, 108 pages
- CONGAD, Etude sur la gouvernance du foncier agro-sylvo-pastorale dans les régions de Louga, Saint Louis et Matam - CONGAD, décembre 2012
- Direction des Parcs Nationaux, 2010. Plan de gestion du Réserve Spéciale de Faune de Gueumbeul, 200-2014), 78 pages.
- FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 1999, 376 pages.
- MCA/Sénégal, 2011, Rapports des ateliers de validation pour chaque localité, détaillant le processus d'allocation de terre validé – MCA/Sénégal – LTS01, Etude d'état des lieux, octobre 2011
- PACR, 2010, Typologie des espaces et typologie des situations et pratiques foncières, CR de Gandon. 51pages.
- SAED/PACR, 2010. Plan d'occupation et d'affection des sols de la (POAS), communauté rurale de Gandon.
- SAED, 2007. Plan d'occupation et d'affection des sols de la (POAS), communauté rurale de Gandon
- SEMIS, 2011. PLHA Gandon, Direction de l'hydraulique rurale, PEPAM, Sous-programme PEPAM/IDA, décembre 2011, 32 pages.

**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Keur Momar Sarr**

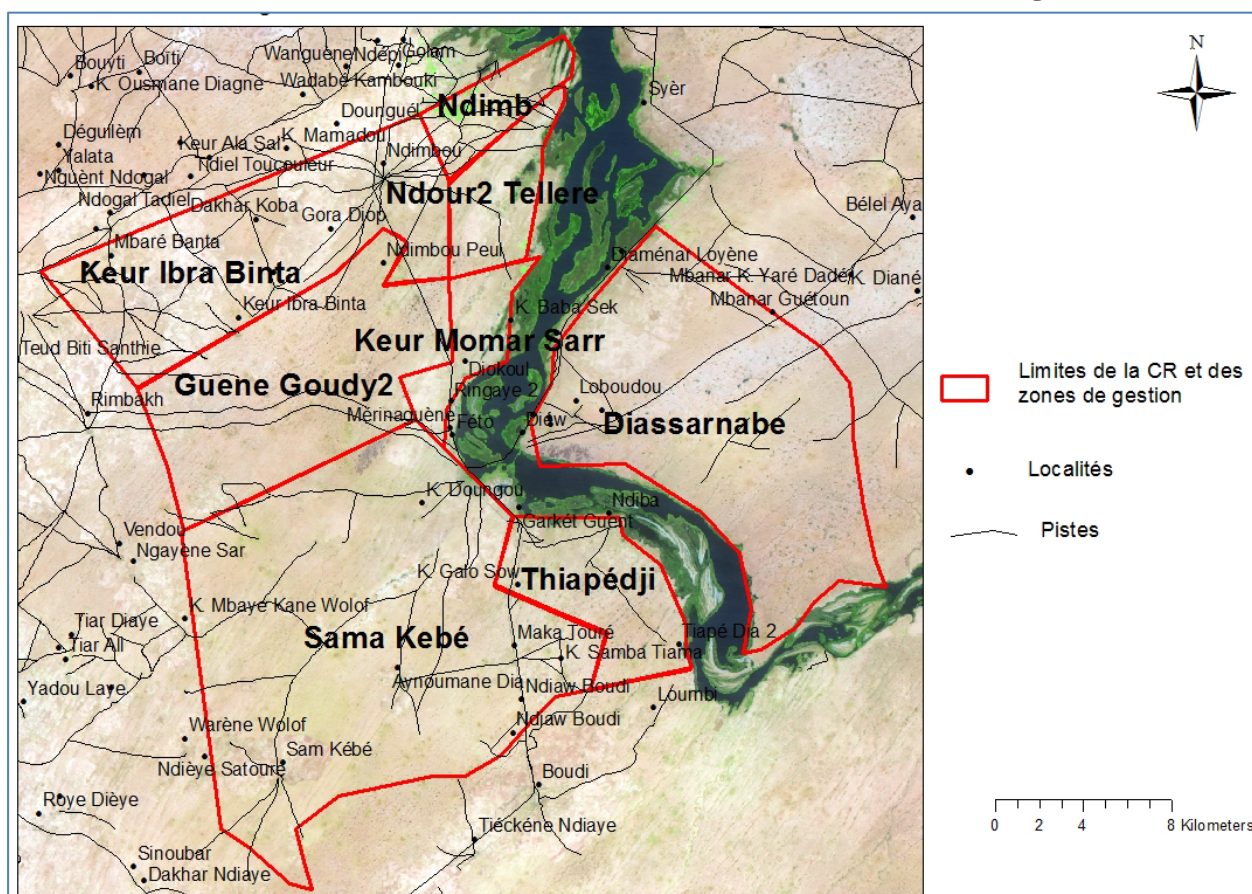
Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	87
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	88
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	88
1.2. Distribution spatiale de la population.....	89
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	90
2.1. L'agriculture	90
2.1. 1. <i>L'agriculture sous pluie et de décrue</i>	<i>90</i>
2.1. 2. <i>Le maraîchage... ..</i>	<i>91</i>
2.1. 3. <i>L'arboriculture frutière... ..</i>	<i>91</i>
2.2. L'élevage	91
2.3. Les autres activités	92
2. 3. 1. <i>La foresterie</i>	<i>92</i>
2.3. 2. <i>La pêche et la transformation des produits halieutiques.....</i>	<i>92</i>
2.3. 3. <i>Le tourisme</i>	<i>92</i>
2.3. 4. <i>L'artisanat</i>	<i>92</i>
2.4. Eléments de synthèse	92
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	93
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	93
3.2. L'agriculture irriguée.....	95
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ÉCONOMIE LOCALE.....	96
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	97
5.1. Les OP de base.....	97
5.2. Les organisatins fédératives.....	98
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	99
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	99
6.1. 1. <i>Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>99</i>
6.1. 2. <i>Organisation, fonctionnement et structures d'appui au Conseil Rural</i>	<i>100</i>
6.2. Les ressources financières de la CR	101
6.2. 1. <i>Les recettes de fonctionnement</i>	<i>101</i>

6.2. 2. <i>Les recettes d'investissement</i>	101
6.3. Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR	102
6.3. 1. <i>Les conflits entre agriculteurs et éleveurs</i>	102
6.3. 2. <i>Les conflits entre pêcheurs, agriculteurs et éleveurs</i>	102
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	103
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	103
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	103
7.2. 1. <i>Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole</i>	103
7.2. 2. <i>Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole</i>	104
7.2. 3. <i>Importance et distribution des affectations supérieures à 10 hectares</i>	104
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR	104
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	105
8.1. Expériences en arrangement foncier	105
8.2. Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness	106
9. CONCLUSION	106

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La CR de Keur Momar Sarr est située dans l'arrondissement du même nom dans le département de Louga (région de Louga). Elle a été créée le 19 mai 1978 par le décret n°78-437. Avec une superficie estimée à 2.727 km², elle occupe 48,3% de la superficie du département de Louga (ANSD, 2009). Elle est limitée au Nord par la CR de Ngnith (Région de Saint-Louis), au Sud par la CR de Nguer Malal (Région de Louga), à l'Est par le Lac de Guiers et la CR de Syer (Région de Louga), à l'ouest par les CR de Fass (Région de Saint-Louis) et de Sakal (Région de Louga).

Dans ses grandes lignes, la CR dispose de vastes terres pour l'élevage et l'agriculture pluviale. Elle recèle aussi de terres irrigables (proches du lac) encore très peu aménagées, occupées par l'agriculture irriguée. Ainsi, les activités productives sont fortement prédominées par l'agriculture pluviale et élevage traditionnel (transhumance). En outre, les réserves sylvo-pastorales de Keur Momar Sarr et de Mpal-Mérinaguène occupent près de la moitié de l'espace.

La CR est organisée selon 8 zones de gestion dont certaines ont une ouverture plus ou moins grande sur le lac avec une partie de *Dieri*, tandis que d'autres sont totalement situées dans le Dièri:

- ✓ **Zone de Ndimb** - Située au nord de la CR (fait frontière avec la CR de Ngnith), la zone dispose d'une petite à moyenne ouverture sur lac avec d'importantes terres de *Dieri* éloignées du lac ;
- ✓ **Zone de Ndour 2 Telléré** – Venant après la zone de Ndimb (direction sud), la zone a une moyenne ouverture sur le lac et une petite partie de terres *Dieri* ; elle est traversée par un marigot intermittent au milieu de la zone, axe nord/sud ;
- ✓ **Zone de Keur Momar Sarr** – La zone est située au milieu de la CR, axe nord/sud après la zone de Ndour 2 Telléré; elle a une petite à moyenne ouverture sur le lac et une importante partie de

terres *Dieri* dont la majorité est occupée par la réserve sylvopastorale de Kër Momar Sarr ; la partie sud/ouest (terres de *Dieri*) est traversée par un marigot intermittent ;

- ✓ *Zone de Kër Ibra Binta* – Située au nord/ouest de la CR et faisant frontière avec la CR de Fass Ngom, la zone (éloignée du lac) est entièrement constituée de terres *Dieri* ;
- ✓ *Zone de Guène Goudy* – Située à l’est de la CR, la zone est entièrement dans le *Dieri* ;
- ✓ *Zone de Sam Kébé* – Située au sud/est de la CR, elle est entièrement dans le *Dieri* ; un marigot intermittent qui se prolonge dans la zone de Kër Momar Sarr la traverse (axe est/ouest) ;
- ✓ *Zone de Thiapèdji* – Elle se situe au sud de la CR (bout du lac) avec une importante ouverture sur le lac ; ses terres de *Dieri* sont peu étendues ; dans sa partie sud il existe un marigot intermittent partant du lac ;
- ✓ *Zone de Diassarnabé Aly* – Située à l’est de la CR et du lac, la zone a une très importante ouverture sur le lac et des vastes terres de *Dieri* ; sa partie sud il existe 5 petits marigots intermittents assez proches du lac.

I – PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1 Caractéristiques générales du peuplement et de la population

La communauté rurale compte, 60 villages officiels auxquels sont rattachés 21 hameaux soit au total, 81 établissements humains. En considérant lors des deux derniers recensements généraux de 1988 et de 2002, le poids démographique des villages qui la constituent aujourd’hui, la population totale de la communauté rurale peut être évaluée à 11.914 habitants en 1988 et 19.803 en 2002, soit une augmentation de 66,22% en quatorze ans (tableau 1). La population est composée en majorité de pular (répartis sur 40 villages), de wolof (sur 41 villages), de maures qui sont minoritaires (à Ringaye Maure, Koffia, etc.) (PLD CR de KMS, 2010). Au niveau départemental, les wolof constituent 71,55% de la population, les pular 24,79, les maure 2,16%, les sérère 0,56%, etc. (ANSD, 2009).

Les femmes prédominent au sein de la population. Elles représentent 52,3% de la population en 2002, soit une proportion largement supérieure à moyenne nationale qui est de 50,2%. La répartition de la population par classe d’âge n’est pas disponible au niveau communauté rurale. En considérant les données au niveau de la région de Louga, on peut estimer que 57% de la population totale ont moins de 20 ans, 37% ont entre 20 et 59 ans, contre 6% pour les plus de 65 ans (ANSD, SES Louga, 2009).

Tableau 1 : Évolution de la population de Keur Momar Sarr (Sources ANSD)

Années	Nombre de concessions	Effectif population		
		Hommes	Femmes	Total
1988	984	5.904	6.256	11.914
2002	1.561	9.737	10.348	19.803
2010		13.429	13.593	27.022
2013		14.593	14.726	29.319
2015		15.396	15.513	30.909

Sources : ANSD RPGH 1988 et 2002 et projections démographiques.

La population se répartit en 2002 dans 1.561 concessions ou carrés, contre 984 en 1988. On observe, en comparant des données de ces deux recensements, que l’accroissement du nombre de concessions s’accompagne d’une relative densification de la population au sein des habitations avec une moyenne de 12,7 personnes/concession en 2002, contre 12,1 en 1988 (tableau 1).

Les projections démographiques chiffrent la population à 23.310 habitants 2011 et à près de 25.248 habitant en 2015 (ANSD ; PLD, CR de KMS -estimation de la pop.-, 2010).

1.2 Distribution spatiale de la population et densités démographiques

La répartition de la population est relativement variable suivant les villages et au sein du territoire de la communauté rurale.

La population moyenne par village se chiffre en 2002 à environ à 244,5 habitants et à 330 habitants si on considère l'ensemble des établissements humains (villages officiels et hameaux). Dans les deux cas cependant, les moyennes cachent de fortes disparités. Des villages ont une population qui dépassent 1.000 habitants (Keur Momar Sarr, Ndimb Mbodjiene), alors que d'autres comme Bafou, Keur Limal, Keur Mélo, Keur Samba Fall, etc. ont moins de 100 habitants. La distribution des villages par classe de population présentée dans le tableau 2 révèle en 2002, que 52 villages (86,7%) ont moins de 500 habitants tandis que 2 villages (3,3%), concentrent 15,8% de la population de la communauté rurale.

La plupart des gros villages se trouve près du lac de Guiers et de la vallée du Ferlo. Cette concentration est le fait de la présence du grand potentiel en eau et en terres fertiles (POAS, SAED, 2011). La population de la communauté rurale reste fortement polarisée par le chef-lieu de la collectivité locale, le village de Keur Momar Sarr. Dans une bonne partie du territoire l'habitat est très dispersé à l'image de la tradition de l'ethnie qui est la plus fortement représentée, les peulhs. Les localités de moins de 100 habitants sont pour l'essentiel de hameaux de pasteurs transhumants (PLD, 2010).

Tableau 2 : répartition des villages selon les classes de population

Classe de la population (habitants)		-100	100-200	201-300	301-500	501-750	751-1000	1001-1500
1988	Nbre localités	27	18	3	9	2	1	
	% de la population	13,10%	27,20%	7,65%	30,36	12,81%	8,89%	
2002	Nbre localités	14	12	14	12	5	1	2
	% de la population	3,41%	10,46%	19,19%	28,19	18,50%	4,42%	15,82

Source : ANSD, RPGH 1988 et 2002.

La concentration de la population dans certains villages s'accompagne d'une distribution très inégale du peuplement dans la communauté rurale (tableau 3). La densité moyenne de 21,5 habitant /km² est très peu représentative de la réalité.

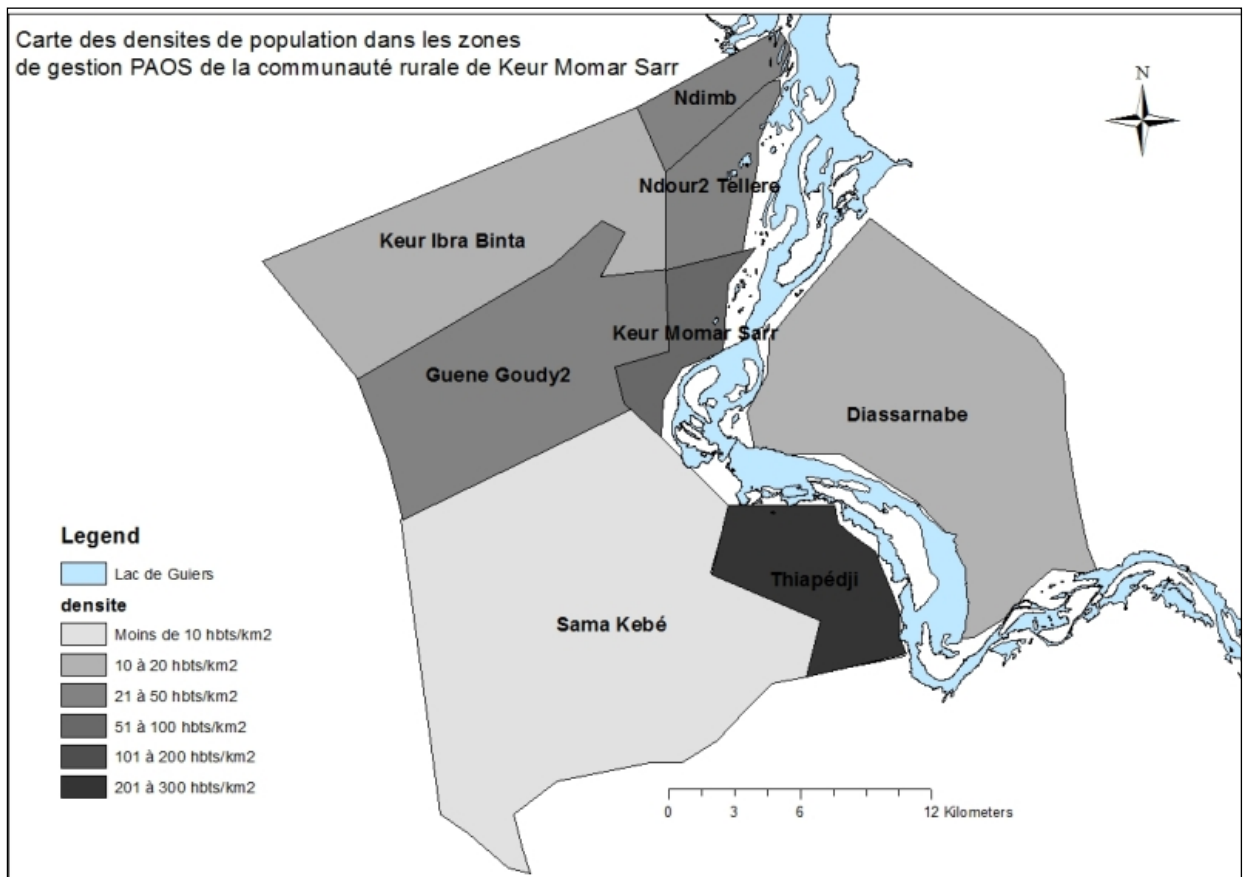
Tableau 3 : Densités moyenne de population dans la CR de KMS (habitant/km²)

Moyenne CR	Zones de gestion POAS							
	Keur M. Sarr	Ndimb	Ndour 2 Tellere	Keur I. Binta	Thiapédji	Sam Kébé	Diassarnabé Ali	Guène Goudy 2
21,5	50,55	33,34	31,40	19,19	23,53	6,67	18,58	22,57
Situation	Centre	Nord	Centre-nord	Ouest	Sud-est	Sud-ouest	Est	Sud-ouest

Sources : ANSD, Recensement 2002 et POAS de la CR de KMS, SAED, 2011.

En considérant la distribution du peuplement au sein de ces zones (tableau 3), cinq zones sur les huit, que compte la CR ont des densités supérieures à la moyenne. Toutefois, les densités démographiques dans les zones Keur Momar Sarr et de Ndimb, dépassent très largement la moyenne de la CR alors qu'elle se situe bien en deçà du quart de la moyenne de la CR dans la zone Sam Kébé.

Carte 2 : densités démographiques des zones POAS de Keur Momar Sarr



Cette situation démographique ainsi que la prédominance des peuls et l'importance du pastoralisme doivent être fortement prises en considération, au-delà des facteurs pédologiques et hydrographiques, dans l'identification et la définition de zones potentiellement aménageables pour l'accueil de l'agrobusiness et le développement de l'irrigation.

2 - ACTIVITES ECONOMIQUES, UTILISATION ET USAGERS DES RESSOURCES NATURELLES

2.1 L'agriculture

L'agriculture constitue après l'élevage, la deuxième principale activité économique des populations de la CR de Keur Momar Sarr. Elle est pratiquée sous plusieurs formes à savoir l'agriculture irriguée, l'agriculture sous pluie, l'agriculture de décrue, le maraîchage et l'arboriculture fruitière. L'agriculture irriguée sera analysée dans le chapitre 3.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie et de décrue

Dans la communauté rurale de KMS, les terres cultivées sous pluies couvrent environ 15.000 ha en année de pluviométrie normale (SIG/SAED, 2010). Elle se pratique aussi bien dans le *Dieri* que dans la zone de transition avec le *Walo*, appelée *Djédjogol*, notamment dans la partie ouest de la communauté rurale dans les zones de Ndimb, de Keur Ibra Binta, de Guene Goudy 2, de Sam Kébé, de Keur Momar Sarr, de Thiapédji et de Diassarnabé Ali, etc. Cette activité occupe près de 94,5% des ménages agricoles des communautés rurales (RNA, FAO, 1998).

Les principales espèces cultivées sont le mil, l'arachide, le béréf, le manioc, le niébé, le maïs, le sésame, le bissap et la pastèque (tableau 4). Outre la baisse et variabilité des pluies, les cultures sous pluies sont confrontées à de nombreuses difficultés comme la baisse de fertilité des sols, la

divagation du bétail et les mésententes sur les modalités de la vaine pâture, la progression des périmètres irrigués sur les terres traditionnelles de cultures pluviales.

L'agriculture de décrue connaît une forte régression depuis la mise en eau des barrages de Diama et de Manantali. Le relèvement du plan d'eau du Lac résultant des effets des barrages a réduit le marnage, submergeant de façon quasi permanente en une bonne partie des terres de décrue. L'agriculture de décrue n'occupe plus que des superficies assez réduites dans la zone de Ndour 2 Telleré, autour du village de Mbrar. La principale spéculation est le maïs (POAS, SAED, 2011).

2.1.2 Le maraîchage

Le maraîchage se pratique sous forme de jardinage autour du Lac de Guiers, notamment dans les villages de Ganket Guent, Diassanabe Ali, Diaminar Keur Kane, Brar, Ndimb Mbodjéne, etc. Le maraîchage occupe plus d'un ménage agricole sur cinq dans la communauté rurale (RNA, FAO, 1998). Les principales espèces cultivées sont l'oignon, la pomme de terre, la tomate, le chou, l'aubergine, la carotte, le piment, le gombo, le navet, le concombre, la salade, la menthe (nana), la citrouille, etc. Les producteurs du secteur organisés en GIE sont regroupés au sein d'une fédération des maraîchers de la communauté rurale de KMS (avec près de 600 membres), qui bénéficie de l'appui de la Fondation des États-Unis d'Amérique pour le Développement Africain (US/AFD) (PLD, CR de KMS, 2010). L'Association Sénégalaise de Recherches d'Études et d'Appui au Développement (ASREAD) bien implantée dans la zone, intervient dans l'appui et l'encadrement des maraîchers des CR de Keur Momar Sarr et Syer. Selon les données recueillies, les producteurs qu'elle encadre dans ces deux CR ont produit en 2012 : 938 t d'oignons, 285 t d'arachide et 3.600 t de manioc.

Les principaux problèmes que rencontre la production maraîchère sont pour l'essentiel, la diminution des terres cultivées sous l'effet conjugué de la salinisation progressives, de la prolifération du typha et des difficultés d'accès à l'eau, La dévastation des champs par les animaux en divagation constitue une autre difficulté que rencontrent les maraîchers, ainsi qu'une source de conflit avec les éleveurs.

2.1.3 L'arboriculture fruitière

L'arboriculture fruitière est faiblement pratiquée dans la communauté. Elle participe de manière très marginale à l'économie des familles qui la pratiquent et qui représentent que 0,7% des ménages agricoles (RNA, FAO, 1998). Les villages où on la rencontre le plus sont Diokoul, Gankette Balla, Ndimb Mbodjéne et de Keur Momar Sarr. Les espèces plantées sont le manguiier, le citronnier, le palmier dattier et le palmier à huile.

2.2. L'élevage

Première activité économique la plus importante dans la communauté rurale de Keur Momar Sarr avec l'agriculture, l'élevage est pratiquée pour toutes ethnies présentes dans le territoire communautaire surtout les peuls. Elle occupe la quasi-totalité des ménages agricoles avec près de 98,6% d'entre eux qui s'exercent à toutes les formes d'élevage (RNA, FAO, 1998). La composition du cheptel en 2001 est indiquée dans le tableau 4. Selon l'agent technique d'élevage, un recensement du cheptel a été effectué en fin 2012, mais les résultats ne sont pas encore disponibles

Tableau 4 : Composition du cheptel de la CR de KMS, en 2011.

Espèces	Bovins	Ovins	Caprins	Équins
Effectifs	21.615	31.200	20.893	6.630
%	26,9%	38,8%	26,0%	8,3%

Le cheptel est dominé par les petits ruminant : les ovins représentent 38,8% du cheptel et les caprins, 26%. Les bovins constituent 26,9% du cheptel et les équins, 8,3%.

L'élevage est principalement traditionnel, avec la transhumance des troupeaux au grès des saisons à la recherche de pâturages et de points d'eau pour le bétail. La communauté rurale compte plus de 30 mares pastorales, utilisables deux à trois mois après l'arrêt des pluies, dans les zones de Thiapédji, Keur Momar Sarr et Sam Kébé. À l'épuisement de ces mares, les éleveurs se rabattent sur les *Toufndé* (points d'abreuvement au niveau du lac). Au total, 34 *Toufndé* ont été recensés autour du lac de Guiers et sur la vallée du Ferlo (POAS, 2011).

L'accès à ces points d'eau est de plus en plus difficile à cause du développement progressif des périmètres irrigués tout autour du Lac, mais aussi, de l'obturation des couloirs de passage et des voies d'accès aux points d'eau du bétail par des ouvrages hydroagricoles. Les principaux pâturages du *Dieri* sont localisés autour des villages de Keur Y. Thillo, Keur A. Dembel, Lathianté, Guene Goudy 2, Loumbol Dady 2, Maka Peulh, Dissarnabé Ali, Mbanar Keur Yoro Tacko, etc.

La communautés rurales compte deux unités pastorales (UP) test mises en place par le PROGERT en partenariat avec le CLCOP et dispose de plan de gestion. Il s'agit des unités de Diassarnabé Aly (21.000 ha pour 15 villages) et Same Kébé (12.000 ha pour 10 villages). Deux autres sont en cours de finalisation, celui de Thiapédji et celui de Keur Ibra Binta.

2.3. Les autres activités

2.3.1 La foresterie

L'exploitation forestière est une activité importante dans la communauté malgré la faiblesse et la fragilité de l'écosystème qui fait partie de la zone sylvopastorale. Elle est caractérisée par l'importance des ressources fourragères, principales base de l'alimentation des troupeaux. La communauté rurale compte deux espaces boisés, mais qui sont classés : les Réserves Sylvopastorales de Mpal-Mérinanguène et de Keur Momar Sarr qui occupent plus près de 62% du territoire communautaire. La foresterie occupe près d'un ménage sur quatre, soit 39,2% des ménages agricoles (RNA, FAO, 1999). Les activités menées portent sur la coupe et la collecte de bois de chauffe, la production de charbon de bois, le ramassage de la paille destinée à l'alimentation du bétail ou à la vente, la coupe du typha utilisés dans la vannerie, mais aussi, la cueillette de fruits forestiers (*Balanites A.* - *soump* -, *Ziziphus M.*, jujubes, etc.).

2.3.2. La pêche et la transformation des produits halieutiques

Troisième activité socioéconomique des populations, la pêche se pratique essentiellement sur le lac de Guiers et la vallée du Ferlo. Les populations les plus impliquées dans cette activité se rencontrent autour de la zone de Diassarnabé Ali (rive Est du Lac), dans les villages de Ganket Guent, Diaminar Keur Kane, Diokoul, Gankette Balla, Keur Samba Thiam, etc. Plus d'une trentaine de débarcadères est recensée dans l'espace communautaire.

Les prises estimées à 7 tonnes par semaine en 2008, sont très variées et concernent près de 35 espèces (*Lates niloticus*, *Tilapia zillii*, *Oreochromis niloticus*, *Sarotherodon galilaeu*, *Aleste baremoze*, etc.) dont certains comme le mulot se font de plus en plus rares. Le prix du Kg de poisson varie de 750 à 2.250 FCFA (PLD, 2010). Une des contraintes majeures à la pratique de la pêche est la prolifération des plantes aquatiques comme le typha, qui envahissent les plans d'eau et obstruent les zones de pêches et les débarcadères. Il s'y ajoute le manque d'organisation et de gestion des débarcadères où coexistent dans le désordre, diverses activités : activités halieutiques, agriculture, abreuvement du bétail, pompage, etc. (POAS SAED CR de KMS, 2011).

En amont de la pêche se développent des activités de transformation du poisson (séché-fumé) menées par les femmes autour des points de pêche. Cette activité reste dans l'ensemble artisanale

même si des efforts sont faits dans la promotion de la pêche avec notamment la création de centre de promotion à Mbane et Guidick qui polarise toute la zone du Lac de Guiers. En outre, des tentatives d'organisation du secteur sont enclenchées par des groupements villageois qui s'activent entre autres dans les activités de transformation des produits du secteur. On dénombre plusieurs groupements d'intérêt économique dans les villages (Gueo, Brar, Mayel Ouolof, Diokoul, Mayel Peul, Ndimba, Guenguet Guint, Keur Mody, Guanguet Balla, Gaouga, Diaminar Loyène et Diaminar Keur Kane, etc.)⁹ (PLD, 2010).

2.3.3 Le tourisme

La chasse est la principale activité qui attire les touristes dans la zone. Elle procure tant bien que mal des revenus au Conseil Rural à travers les taxes versées les responsables des établissements touristiques.

La chasse est une activité qui prend de plus en plus de l'importance dans la communauté avec la création de zones amodiées près du Lac de Guiers et de la vallée du Ferlo. Qui s'est accompagnée de l'installation de deux campements touristiques. La chasse qui est ouverte dans ces zones de décembre à fin avril, accueille des visiteurs aussi bien nationaux qu'étrangers. Les principales espèces présentes et autorisées à la chasse sont : les phacochères, les tourterelles, les pigeons rôniers, les dendrocynnes fauves et veufs, les oies de Gambie (canard armé), les oies d'Egypte, et canards casqués ainsi que certaines espèces migratrices, essentiellement les sarcelles d'été, les canards pilets et les canards souchets, etc. (PLD, CR de KMS, 2010).

2.3.4 L'artisanat

Le secteur de l'artisanat est une activité assez marginale dans l'économie des ménages de la communauté rurale. Il concerne essentiellement l'artisanat de service dont les principaux corps de métiers sont ceux de la maçonnerie, de la mécanique, de la couture, de l'ébénisterie, de la menuiserie métallique, etc. Toutefois, on note la pratique de la tannerie, du tissage de nattes notamment par les femmes maures qui développent par ailleurs un artisanat d'art avec la production de bijoux et d'objets d'apparat.

2.4 Éléments de synthèse : domaines d'activités des ménages ruraux de la CR

L'économie de la communauté rurale repose ainsi principalement sur des activités du secteur primaire. Dans l'ensemble 87,05% des ménages tirent leurs revenus des activités rurales. Ces activités sont l'agriculture, l'élevage, la pêche, la foresterie auxquels s'ajoutent des activités comme la chasse et l'artisanat.

Le dernier recensement national de l'agriculture s'est penché sur les activités dominantes dont les ménages ruraux tirent leurs revenus. Les données relatives aux villages de référence situés dans l'actuelle CR de Keur Momar Sarr sont récapitulées dans le tableau 5 avec une répartition des ménages par type d'activité (FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999).

⁹ L'ensemble de ces GIE forment avec ceux des autres CR de l'arrondissement la Fédération intercommunautaire des Pêcheurs de Gueo.

Tableau 5 : Activités des ménages ruraux de la CR de KMS

Village	Effectif des concessions rurales	Ménages ruraux	Ménages ruraux agricoles	Effectif des ménages ruraux agricoles pratiquant l'activité					Ménages dans l'activité de pêche
				Agriculture pluviale	Prod maraich	Prod fruitière	Forestière	Elevage	
AINOUMANE	80	111	99	99	0	0	0	99	2
KEUR SAMBA THIAM	86	154	149	48	20	0	46	149	5
GANKET GUENT	77	115	83	80	66	0	14	83	42
DIASSANABE ALI (K.ALICOUMBA)	111	168	104	104	61	0	0	104	0
DIAMINAR KEUR KANE	174	426	355	355	43	0	317	352	35
GANKETTE BALLA	65	72	63	63	38	4	48	63	22
KEUR MELO	59	77	72	72	1	0	11	70	0
KEUR MOMAR SARR	94	106	68	68	9	1	9	65	1
DIOKOUL	52	62	60	60	34	8	0	55	24
BRAR	87	110	110	110	93	0	110	110	12
NDIMB MBODJENE	106	170	169	169	68	1	168	169	1
DIOYE DIAOBE	85	118	118	118	0	0	0	109	0
KEUR ALY DEMBEL	64	119	102	102	0	0	0	102	0
BOGAL NDIWENE	96	151	149	149	0	0	7	145	2
GUEDIOUMANE	116	195	174	174	0	0	5	174	1
Total	1352	2154	1875	1771	433	14	735	1849	147
Pourcentage			87,05%	94,5%	23,1%	0,7%	39,2%	98,6%	7,8%

Sources : FAO/Ministère Agriculture. RNA, 1999.

3 - RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVEES

L'essentiel des ressources en eau de la CR est constitué par le lac de Guiers et la vallée du bas Ferlo (étroitement liée au régime du lac), auxquelles s'ajoutent les eaux de ruissellement et les mares pérennes ou temporaires.

3.1 - Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

Les réseaux hydrauliques ne sont pas encore nombreux, comparativement aux autres CR riveraines du lac. Cette situation s'explique par le fait que la progression du front agricole irrigué déclenchée au milieu des années 1990 sur la rive ouest du lac à partir de la zone de Nder (CR de Ngnith), n'a atteint la CR que dans une période relativement récente et encore de manière timide. Cela est dû au fait, entre autres, de la faible intervention de la SAED qui est la principale structure d'appui à l'irrigation dans la vallée du fleuve Sénégal, avec une zone d'intervention qui couvrait

traditionnellement les régions de Saint-Louis (comprenant l'actuelle région de Matam) et le département de Bakel (région de Tambacounda). La situation de la CR de Keur Momar Sarr dans la région de Louga, la plaçait en dehors de cette one d'intervention. Ce n'est que très récemment, qu'elle a étendu son action à cette communauté rurale.

Le récent inventaire effectué par le secteur lac/SAED (janvier 2013) a identifié l'existence de 6 chenaux en activité. Toutefois les données du secteur lac/SAED ne fournissent pas les noms et caractéristiques (longueur, superficies desservies par chaque canal, etc.) de ces canaux. Les enquêtes que nous avons menées récemment courant février, ont pu apporter, pour certains de ces canaux, quelques précisions indiquées dans le tableau 6.

Tableau 6: Chenaux d'irrigation existants dans la CR de Keur Momar Sarr

N°	Chenaux	Longueur (m)	Potentiel (ha)
01	Comité terroir de Ndimb	3 000	100
02	Pathé Diop	-	?
03	Village Iba	?	?
04	Dioumorou Ka/Telléré	1 000	?
05	El Hadj Nging	?	?
06	Diokoul	?	?
07	Gora Sall	1 500	?
08	SEPAM (réseau enterré)	800	300

Source : SAED/secteur lac et nos enquêtes

3.2 - L'agriculture irriguée

L'agriculture irriguée se pratique principalement autour du Lac de Guiers et la vallée du bas Ferlo, qui constituent les principales sources d'eau. Le potentiel de superficies exploitables tourne autour de 1 500 ha selon le POAS de la CR (2011). Mais ce chiffre pourrait être largement dépassé si des investissements sont réalisés pour résoudre le problème d'amenée de l'eau sur les terres sableuses éloignées des rives du Lac de Guiers.

L'agriculture irriguée occupe près de 19,4% des ménages agricoles (soit 418 ménages) (POAS, 2011). Les principaux périmètres irrigués sont localisés dans les zones de Ndimb, de Ndour 2, de Telléré, de Keur Momar Sarr et de Thiapédji (rive Ouest) et Diassarnabé Ali (rive Est). Les superficies mises en valeur tournent autour de 1.500 ha annuellement sur trois saisons (froide, chaude, et hivernage). Les privés constituent les principaux exploitants. Quelques gros investisseurs, qui s'activent dans l'agro-industrie, sont présents dans la communauté rurale (cas de la SEPAM avec 1.000 ha) en plus du projet public de la Ferme pilote d'irrigation de KMS financé et réalisé par les israéliens vers le village de Gankett Guent. La texture poreuse des sols favorise le développement des cultures de diversification et les principales spéculations produites sont la patate douce, le melon et l'arachide.

Les principales contraintes à la pratique de la culture irriguée sont, entre autres :

- le caractère sommaire des périmètres ;
- l'itinérance de la culture avec le déplacement continue des producteurs notamment, les producteurs de patate douce ;
- la forte dénivellation des berges du Lac de Guiers ;
- les baisses fréquentes du niveau d'eau du lac ;

- la salinisation progressive des terres ;
- l'obturation des voies d'accès à l'eau par les plantes envahissantes qui gênent l'installation des unités de pompages.

Les superficies cultivées et les spéculations principales lors des deux dernières années agricoles sont les suivantes.

Tableau 7: superficies cultivées et spéculations principales en 2010/11 et 2011/12

Cultures	Année agricole ¹⁰ 2010/11 (ha)	Année agricole 2011/12 (ha)
Patate	24,5	9
Tomate	81,8	0
Oignon	17,5	0
Arachide	2	90
Total	125,8	99

Source : SAED/Secteur lac de Guiers

Il faut noter que toutes ces cultures sont destinées au marché. En plus de ces spéculations principales, d'autres cultures secondaires se développent, en particulier le melon. Dans les statistiques de la SAED, ces cultures sont classées dans une rubrique « autres » qui est de 40 ha en 2010/11 et 10 ha en 2011/12.

Les dynamiques en cours dans la CR devraient donner une tendance importante à l'augmentation des superficies cultivées. En effet, le front agricole irrigué initié depuis le milieu des années 1990 a atteint les terres de la CR 10 ans plus tard, mais assez timidement jusqu'ici. Des affectations ont été faites, mais peu de projets ont réellement abouti à la mise en valeur. Plusieurs demandes de terres sont adressées au Conseil Rural ou en cours de négociation. Les grands et moyens producteurs de patate de la CR Ngnith sont intéressés par des terres dans la CR de KMS où ils procèdent souvent à des locations de terre dans la mesure où les terres de leur CR ayant servi pour la patate, ne peuvent plus (pour une bonne période) être utilisées pour cette même spéculation.

4 - ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION, DE LEUR VALORISATION ET APPORT DANS L'ECONOMIE LOCALE

En l'absence de dispositif de suivi régulier et officiel des marchés agricoles dans la vallée, la valorisation des productions est basée, ici, sur les prix réellement pratiqués par les producteurs au plan local, en tenant compte du mode de commercialisation des différents produits, des variations inter annuelles des prix et des rendements estimés par la SAED. Ces prix et leur cadre (marché) sont les suivants.

- patate douce – 100 F/k ; commercialisée, essentiellement, bord champ ; une organisation dite de filière (ne mobilise que les producteurs et la SAED) existe et est active dans toute la zone du lac de Guiers ;
- oignon - 125 F/K (2010) et 130 F/K (2011) ; commercialisation, à la fois, bord champ et petits points de regroupement ; le marché est instable avec une filière encore en organisation, l'Association de Producteurs d'Oignon de la Vallée (APOV) négocie annuellement les prix avec l'État et les autres acteurs (commerçants nationaux, importateurs, etc.) ;

¹⁰ L'année agricole comprend les campagnes d'hivernage (juin à novembre), de contre saison froide (novembre à mars) et de contre saison chaude (février à juin) tenant compte des dates de semis et de récolte assez différents selon les exploitants agricoles.

- tomate – 52 F/k ; commercialisé aux deux usines de la SOCAS ; il s’agit d’un marché contrôlé dans le cadre d’une filière bien organisée et stable (industriel, producteurs, banque, transporteurs) où se passent la négociation annuelle des prix et autres éléments de promotion ;
- arachide – 300 F/k (en vert) ; commercialisé bord champ avec un marché libre en rapport au type de produit (arachide en vert) principalement ciblé par les producteurs de la zone du lac. Les intérêts des commerçants semblent prédominants.

Tableau 8 : Productions et valeur des principales cultures

Culture	Rendement moy. (T/ha)		Production (T)		Valeur (F CFA)	
	2010/11	2011/12	2010/11	2011/12	2010/11	2011/12
Patate	35	40	857,5	360	85 750 000	36 000 000
Tomate	30	-	2 454	0	127 608 000	0
Oignon	25	-	437,5	0	54 687 500	0
Arachide	2	2,5	4	225	1 200 000	67 500 000
Total					269 245 500	103 500 000

Les productions de l’agriculture irriguée, bien que très modestes encore, ont un impact non négligeable dans la CR et, même, dans la région de Louga. En effet, le maraîchage irrigué à partir de puisards dans la zone des Niayes à l’extrême ouest de cette région est aujourd’hui confrontée à l’affaissement de la nappe et à l’ensablement des cuvettes cultivées. Aussi, la CR de Kër Momar Sarr constitue, avec celle de Syër qui lui est attenante, la principale zone d’avenir de la culture irriguée de la région de Louga. En plus de l’apport de ces spéculations commerciales sur l’amélioration des revenus des producteurs, l’irrigation sur les bords du lac leur permet, à travers des cultures secondaires (pratiquées à petite échelle ou associées aux cultures principales), de disposer eux-mêmes de produits frais (fruits, légumes, maïs, etc.) et d’approvisionner le marché local.

5 - STRUCTURATION DU MONDE RURAL ET PRINCIPALES STRUCTURES ORGANISATIONNELLES ET D’INTERVENTION

La typologie des organisations paysannes est assez diversifiée dans la CR. On peut distinguer deux niveaux de structuration : les OP de base (niveau village ou intra village), les organisations fédératives (niveau inter villageois, CR et département).

5.1 Les OP de base

Les populations sont d’abord regroupées à l’échelle villageoise dans des organisations de base aux statuts juridiques et domaines d’activité divers: Groupement d’Intérêt Économique (GIE), Section Villageoise de coopérative (SV), Groupement de Promotion Féminine (GPF), Association Sportive et Culturelle (ASC), etc. On compte quelques 92 OP dont les caractéristiques et domaines d’activité sont indiquées dans le tableau 9.

Tableau 9 : Caractéristiques et domaines d'activité des OP de base de la CR

Type	Nombre d'OP	Effectif membres		Domaines d'activité
		H	F	
GIE	43	676	428	Agriculture, élevage, pêche, commerce et artisanat
SV	6	110	02	Agriculture
GPF	36	0	1.192	Agriculture, élevage, artisanat, commerce. Peu fonctionnels. Petits crédits de PAMECAS et MECCAP.
Autres	7	98	60	Maraîchage, agriculture, élevage, commerce
Total	92	884	1.682	

(Sources : PLD, entretien avec CADL + enquêtes)

La forme d'organisation en GIE est plus répandue et on compte un nombre important de groupements féminins (GPF). Les activités des OP sont majoritairement orientées sur le secteur primaire (agriculture, élevage, pêche). Toutefois, les domaines et le nombre d'activités varient selon les OP, certaines ayant des activités plus multisectorielles que d'autres.

- Les GIE interviennent dans des domaines divers : agriculture, élevage, pêche, commerce, artisanat, etc. Selon les services d'appui (en particulier, le CADL), ils sont généralement plus actifs que les autres types d'OP et, parmi eux, les plus actifs interviennent dans les domaines de l'agriculture et de la pêche. Dans le secteur du maraîchage, note l'existence de plusieurs GIE qui sont réunis autour de la Fédération des maraîchers de l'arrondissement de Keur Momar Sarr (FMAKS) qui compte 600 membres.

Cette même dynamique organisationnelle se retrouve dans le secteur de la pêche avec des GIE d'une bonne dizaine de villages regroupés au sein de la Fédération intercommunautaire des pêcheurs de Guéo (FIPG). Les pêcheurs bénéficient aussi activement de l'appui de la Fédération des Associations Paysannes de Louga (FAPAL).

- Les SV qui sont au nombre de 6 regroupent 112 membres dont 2 femmes. Elles s'occupent, exclusivement, d'agriculture.
- Les GPF s'activent dans l'agriculture, le maraîchage, l'élevage, l'embouche ovine, le petit commerce, la transformation des produits laitiers, le tressage de natte à base de typha par les femmes maures, etc. A l'échelle de la CR les GPF sont regroupés au sein d'une Fédération. Toutefois, il est noté qu'une bonne partie des GPF ne sont pas fonctionnels et les quelques rares qui fonctionnent bénéficient de crédit octroyés par des structures comme le PAMECAS ou la MECCAP (PLD, CR de KMS, 2010).
- Les ASC sont actives principalement durant les vacances scolaires et se concentrent à la pratique du sport (particulièrement le football) et le théâtre. Ces associations sont aussi des relais au niveau des villages et des zones pour le Conseil Rural et les différents partenaires au développement, surtout ce qui interviennent dans la santé.

5.2 Les organisations fédératives

Les OP de base sont regroupées au niveau inter villageois et/ou de la CR au sein de différentes organisations faitières.

- Le Cadre local de Concertation des OP (CLCOP) de la CR de KMS regroupe toutes les OP de la CR. Il a été mis en place en 2003 dans le cadre du PSAOP, avec l'appui de l'ANCAR et du Cadre Régional de Concertation des Ruraux (CRCR).
- Le Comité patate qui se veut une organisation inter professionnelle selon ses statuts (en réalité, ce sont les producteurs et la SAED qui s'y activent) et l'UPROL (Union des producteurs du lac) représentée par un collectif dans chacune des rives ouest et est du lac sont des organisations qui coordonnent les activités de leurs membres dans la recherche de moyens,

l'accès aux intrants, l'intermédiation avec la SAED (appuis-conseils techniques) et l'Office du lac (gestion des eaux du lac), etc. Ils les représentent à certaines instances et rencontres au niveau départemental (surtout, pour le département de Dagana).

- Les organisations d'éleveurs sont fédérées au sein de la Maison Des Éleveurs (MDE) qui est structurées au niveau régional (et national) avec une représentation dans la CR.
- L'Amicale Socioéconomique Sportive et Culturelle des Agriculteurs du *Walo* (ASESCAW) qui est une fédération couvrant le delta et l'arrondissement de Kër Momar Sarr a des membres (foyers mixtes : hommes, femmes) quasiment dans tous les villages officiels de la CR.
- Au niveau régional, les producteurs sont regroupés aussi au niveau de la Fédération des Associations Paysannes de Louga (FAPAL).

6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

La CR de Keur Momar Sarr est dirigée par un Conseil Rural de 46 membres, élus à l'issu des élections du 22 mars 2009. Le conseil est très largement dominé par les hommes et ne compte qu'une seule femme. Plus d'un tiers du conseil (36,96%) des conseillers sont des « novices » qui en sont à leur premier mandat et 43,5% (soit 20 conseillers) d'entre eux en sont à leur deuxième mandature. Le reste, soit 8 conseillers, ont fait trois mandats ou plus, dont un qui en est à son septième. Les principales caractéristiques des conseillers sont indiquées dans le tableau 10.

Tableau 10 : Caractéristiques des membres du Conseil Rural de Keur Momar Sarr

	Conseil rural		
	Indicateur	Effectif	%
Age	Moins de 35 ans	00	0
	35-60 ans	34	74
	Plus de 60 ans	12	26
Sexe	Femmes	01	02
	Hommes	45	98
Niveau d'instruction	Primaire	01	2
	Secondaire	05	11
	Supérieur	04	09
	Arabe/Coran	11	24
	Alphabétisation	02	4
	Aucun	23	50
Catégories socioprofessionnelles	Cultivateurs	09	20
	Éleveurs	21	46
	Agro-éleveurs	02	4
	Pêcheurs	01	2
	Enseignants	02	4
	Ménagères	00	0
	Comptables	02	4
	Artisans	00	0
	Autres	09	20
Ethnie	Wolofs	18	40
	Peuls	25	54
	Maures	01	2
	Toucouleurs	01	2
	Sérères	01	2

Source : PLD, complété par nos enquêtes

Le conseil est composé majoritairement de peuls (54%), suivis des wolof, 40%. D'autres ethnies, notamment toucouleur, maure et sérère sont présentes dans le conseil et compte chacune un conseiller (tableau 10). Sur le plan socioprofessionnel, la grande majorité des conseillers s'active dans le secteur primaire : 46% sont éleveurs, 20% agriculteurs, 4% agro éleveurs et 2% pêcheurs. Deux enseignants et deux comptables complètent le tableau socioprofessionnel des conseillers. La situation de la CR dans une région (le Ferlo) à dominante pastorale et peuplée majoritairement de peul, explique la prédominance de ce groupe et de l'activité d'élevage au sein des membres du conseil.

.La moitié des conseillers n'a aucun niveau d'instruction, 24% ont fréquenté l'école coranique/arabe et 22% l'école français, les 20% ayant atteint le niveau secondaire ou supérieur.

6.1.2. Organisation, fonctionnement et structures d'appui du Conseil Rural

Le fonctionnement du Conseil Rural s'articule autour d'un organe exécutif et d'un organe délibérant. L'organe exécutif comprend le Président du Conseil Rural (PCR) et ses 2 vice-présidents. Ce bureau exécutif est chargé de la publication et du suivi de l'exécution des lois ainsi que des décisions du Conseil Rural sous l'autorité du sous-préfet. En tant qu'ordonnateur du budget, le PCR a en charge la préparation et l'exécution du budget.

Le Conseil Rural de 46 membres constitue l'organe délibérant. Il est au cœur de la gouvernance locale et traite de toutes les questions relevant du domaine de compétence de la collectivité locale, notamment des questions foncières, d'aménagement du territoire et de développement

économique et social. Il est assisté par un assistant communautaire (ASCOM) qui l'appui dans ses différentes fonctions et fait office d'agent d'état civile dans la communauté rurale.

Douze commissions techniques ont été mises en place par le Conseil Rural de KMS, pour assurer la gestion des différents secteurs de développement économique, social et environnemental de la CR. Ces commissions, composées de conseillers et présidées par un d'entre eux, peuvent s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux ainsi que des personnes ressources pour traiter des différentes questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Dans la gestion foncière, le conseil dispose d'une commission domaniale et d'urbanisme chargé d'instruire les dossiers d'affectation et de désaffectation foncière, mais les décisions en la matière sont du ressort du conseil qui statue par délibération.

Pour mener à bien ses missions, le Conseil Rural bénéficie de l'assistance des services déconcentrés de l'état, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL). Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (ARD, la SAED, le Trésor, les services des Pêches, des Eaux et Forêts, de l'Aménagement du territoire, etc.). Dans plusieurs secteurs, le Conseil Rural de KMS jouit de l'appui-conseil de plusieurs projets et programmes gouvernementaux (PROGERT, PNDL, ANCAR, PDMAS) ou d'ONG (Plan Sénégal, SOS Sahel, CREPA, ASREAD, PEGRN, PA-GPF, PAJM, CODESEN, ASESCAW, etc.)

6.2 Ressources financières de la CR

Les ressources budgétaires de la CR de KMS sont essentiellement tirées des recettes de fonctionnement et celles d'investissement. Pour l'exercice du budget de 2009, l'ensemble des recettes du Conseil Rural s'élevait à 129.733.317 FCFA, contre 58.345.547 FCFA en 2006 et 102.074.789 FCFA en 2007. Les fluctuations du budget sont principalement dues à l'apport des partenaires financiers et de la consistance des fonds de concours de l'État.

6.2.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de la CR de Keur Momar Sarr sont composées de recettes fiscales (impôts et taxes), de recettes non fiscales (produits d'exploitation et du domaine) et de recettes diverses (produits divers) d'une part, et d'autre part du fonds de dotation de l'État pour le fonctionnement. Elles s'élèvent à 37.926.153 FCFA en 2009 soit 29,2% du budget total du Conseil Rural. Les recettes de fonctionnement de 2009 connaissent une hausse de 37,4% par rapport au budget précédent (2008) et de 33,2% par rapport à celui de l'exercice 2006 (tableau 11).

6.2.2 Les recettes d'investissement

Elles proviennent du Fonds de concours du PNDL, des Fonds de concours de l'État et de l'excédent de fonctionnement capitalisé et la participation des populations locales. Les recettes d'investissement de la communauté rurale s'élèvent pour l'année 2009 à la somme de 91.807.164 FCFA, soit 70,77% du budget total du Conseil Rural. Elles connaissent cependant une baisse par rapport à l'exercice précédente de 13,52%, mais est plus élevé de plus 64,03% par rapport aux recettes d'investissement de 2006.

Tableau 11 : Évolution 2006 – 2009 du budget du Conseil Rural de KMS

Structure du budget	2006	2007	2008	2009
Recettes fonctionnement	25.323.400	24.195.924	23.748.385	37.926.153
Recettes investissement	33.022.147	77.878.865	106.165.645	91.807.164
Total général Recette	58.345.547	102.074.789	129.914.030	129.733.317

Sources: PLD CR de KMS, 2010 (Budgets de la CR).

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

Dans la communauté rurale de Keur Momar Sarr, le niveau de conflictualité est assez élevé. Les cas de conflits les plus récurrents concernent ceux opposant les agriculteurs et éleveurs. Toutefois, autour de la zone du lac des conflits sont notés entre agriculteurs, éleveurs et pêcheurs mais aussi entre agriculteurs (pluviale) et producteurs (périmètres irriguée). Les principales causes de ces conflits sont à chercher dans l'inorganisation de l'espace agro-pastoral et les effets de la dégradation progressive de l'environnement, des ressources naturelles et foncières (POAS CR de KMS, SAED 2011). Le Conseil Rural connaît aussi des litiges sur les limites de ses frontières avec les communautés rurales voisines.

6.3.1 Les conflits entre agriculteurs et éleveurs

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont les plus récurrents dans la communauté rurale. D'un côté, le territoire de la CR soumise à une forte activité pastorale, connaît une grande mobilité du bétail sur toute l'étendue de la communauté rurale, avec des effectifs très importants. De l'autre côté, on assiste à un développement de l'agriculture irriguée, surtout avec des périmètres privés dans les zones situées autour du Lac de Guiers et de la vallée du Ferlo, principales sources d'abreuvement des troupeaux en saison sèche. Ce développement se traduit par une réduction de l'espace pastoral et des entraves au niveau des pistes du bétail et des accès aux points d'abreuvement sur le lac et la vallée du Ferlo. En effet, dans la zone *Walo*, l'expansion incontrôlée des périmètres irrigués et l'agriculture itinérante (surtout avec la patate douce) contribuent à bloquer les couloirs de passages naturels des troupeaux. Une bonne partie des espaces proches du lac ou des ouvertures pour l'abreuvement du bétail est clôturée voire fermée avec l'implantation des exploitations agricoles. Le passage et la divagation du bétail causent souvent des dégâts importants (dégradation des cavaliers des canaux, ensablement des chenaux d'irrigation, destruction des cultures, etc.) qui entraînent des conflits violents. Les conflits résultant de cette situation sont relativement fréquents et gagnent en ampleur dans les zones de Diassarnabé Aly, Thiapédji, Telléré et de Ndimb où l'agriculture irriguée est très développée (POAS, CR de KMS, 2012).

Le bétail est très souvent confisqué en cas de divagation par les agriculteurs ou placé en fourrière. Toutefois, ces conflits sont en général réglés dans le cadre villageois, par le chef de villages et les familles des protagonistes en présence de quelques dignitaires. Le Conseil Rural dispose d'une commission chargée d'arbitrer les conflits dus à la divagation des animaux et d'accès aux ressources (notamment au sein des unités pastorales entre les transhumants). Mais en cas de persistance des litiges, l'affaire peut être portée devant le sous-préfet ou la gendarmerie.

6.3.2 Les conflits entre pêcheurs, agriculteurs et éleveurs

Le lac de Guiers et la vallée du Ferlo, constituent les principales sources d'approvisionnement en eau pour les activités agricoles et pour l'abreuvement du bétail surtout en période sèche. Ils abritent également les principales pêcheries pour les pêcheurs de la zone. Ce multi usage des mêmes ressources avec des activités en compétition, crée des tensions et génèrent parfois des conflits qui résultent de :

- la dégradation du matériel des pêcheurs par le bétail qui est obligé de se rendre sur les débarcadères parfois pour avoir accès aux points plan d'eau,
- au blocage des ouvertures ou débarcadères par les ouvrages hydroagricoles voire même par des producteurs qui cultivent sur les berges du Lac ou qui installent leurs périmètres dans ces zones réservées aux activités de pêches,
- la prolifération du typha qui bloque les voies d'accès et crée une compétition entre agriculteurs, éleveurs et agriculteurs ; chacun de ses usagers cherche à mieux se

positionner et se frayer une ouverture pour exercer son activité parfois au détriment des autres.

7 –IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIERES

7.1 Importance et répartition des affectations selon l'usage prévu

Contrairement aux autres CR de la zone du projet, la CR de Keur Momar Sarr est longtemps restée en dehors de la zone d'intervention de la SAED. Elle ne figure pas non plus parmi les CR qui ont bénéficié de l'appui du programme d'appui aux communautés rurales de la vallée du fleuve Sénégal (PACR). Les données concernant les affectations foncières ne sont pas très accessibles. En plus des problèmes de classement et d'archivage, le Conseil Rural a été réticent pour l'exploitation des registres de délibération, sous prétexte de confidentialité des informations. Les données auxquelles nous avons pu accéder couvrent la période 2007-2010, en plus de l'affectation de 500 ha à la SEPAM en 2003.

Sur cette base (qui n'est donc pas exhaustive) le volume des affectations opérées entre 2003 et 2010 à 3.884,8 ha pour 205 bénéficiaires (tableau 12).

Tableau 12 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées dans la CR de Keur Momar Sarr

Usages	Agricole		Habitation		Autres		Total	
	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)
Affectations	188	3.866,5	3	(500 parcelles)	14	18,3	205	3.884,8
%	91.7	99.5	1.5	?	6.8	0.5	100%	100

Cette superficie est affectée à 99,5% pour un usage agricole (91,7% des affectataires). Trois délibérations concernent des affectations de terres à usage d'habitation. Elles portent au total sur 500 parcelles (deux délibérations de 200 et une de 100), sans que les superficies correspondantes ne soient mentionnées dans le registre des délibérations. 14 affectataires (18,3%) bénéficient de 18,3 ha au total destinés à divers usages : mosquées pour différents villages (6), terrains de football (2), école, centre de santé ; école coranique ; marché, boulangerie, garage.

Malgré la prédominance de l'élevage et de la réputation pastorale de la CR, aucune affectation n'est destinée à un usage des terres pour l'élevage. L'absence de compensation par des aménagements pastoraux et des cultures fourragères du rétrécissement de l'espace pastoral qui résulterait de la forte progression d'un front agricole dans cette CR réputé d'élevage pourrait exacerber les conflits agriculteurs-éleveurs.

7.2 Les affectations à usage agricole et leur évolution

7.2.1 Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

En dehors du connu de la SEPAM en 2003, Les affectations à usage agricole ont eu lieu pour l'essentiel en 2007 et 2008 (tableau 13). Comme pour d'autres CR du Delta, ces années ont connu une ruée sur les terres, suite au lancement du programme de la Grande Offensive pour l'Agriculture et la Nourriture Abondante (GOANA) par le gouvernement qui avait demandé à l'époque aux conseillers ruraux de faciliter l'accès à la terre à tous ceux qui avaient les moyens de la mettre en valeur et de contribuer à la réalisation des objectifs de la GOANA.

Tableau 13 : Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

	2003	2004-2006	2007	2008	2010	2012	Total
Nbre	1	?	13	148	1	25	188
Sup (ha)	500	?	1647	1648.5	10	61	3866.5
% sup.	12.9	?	42.6	42.6	0.3	1.6	100

7.2.2 Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole

La plupart des demandes de terres sont faites par des personnes sans statut juridique particulier. En effet, 175 des 188 affectataires recensés (93%) sont classés « individuel », mais ils ne bénéficient au total que de 20,3% des superficies affectées, soit 786,5 ha (en moyenne 4,5 ha/affectataire). Trois sociétés et un projet cumulent 77,6 % des terres affectées, soit 3.000 ha. Le reste des affectations concernent des associations et OP, 4,3% des affectataires et 2,3% des terres, les groupements des femmes étant les plus mal dotés. A l'exception d'un affectataire (150 ha) qui a prévu comme source d'eau la vallée du Ferlo, tous les autres ciblent les eaux du Lac de Guiers.

Tableau 14: Statut des affectataires de terres à usage agricole

Statut	Association	GIE	GPF	Projet	Individuel	Société	Total
Nombre	2	2	4	1	175	4	188
Sup ha	25	40	15	1.000	786,5	2.000	3.866,5
%	0.6	1	0.4	25.9	20.3	51.7	100

7.2.3 Importance et distribution des affectations supérieures ou égales à 10 hectares

La superficie de 10 ha peut être considérée comme un seuil qui requiert, en cultures irriguées, des investissements importants pour une exploitation intensive qui se veut rentable. Les affectations portant sur une superficie supérieure ou égale à 10 ha représentent près de 88 % des terres et bénéficient à 18 affectataires, 9% du total (tableau 15).

Tableau 15 : Distribution des affectations supérieures ou égales à 10 ha

	Superficie (ha)												
Taille (ha)	10	11.5	15	20	30	35	100	150	250	500	750	1000	Total
Nombre	4	1	1	2	2	1	1	1	1	2	1	1	18
Sup ha	40	11.5	15	40	60	35	100	150	250	1000	750	1.000	3.451,5
%	1.2	0.3	0.4	1.2	1.7	1	2.9	4.3	7.2	29	21.7	29	100

La majorité des affectations (61%) est inférieure à 50 ha et deux sont comprises entre 100 et 150 ha. Les affectations supérieures à 150 ha varient de 250 ha à 1.000 ha sont au nombre de 5 mais bénéficient à 3 affectataires qui ont chacun 1.000 ha. En effet, en dehors du projet Jatropa qui a obtenu 1.000 ha d'un coup en 2008 au plus fort du lancement de la GOANA, le Conseil Rural a procédé par tranches pour les deux autres : la SEPAM deux fois 500 ha en 2003 et 2007 et la Société des nouvelles terres du Djolof (SNTD), 720 ha et 250 ha en 2007. Seule la SEPAM met actuellement en valeur ses terres. Après un début d'exploitation, le projet Jatropa s'est arrêté le projet et la SNTD n'a toujours pas connu un début de mise en valeur.

7.3 Localisation des affectations foncières au sein de la CR

La majorité des superficies affectées¹¹ sont concentrées dans la zone Diassarnabé Aly (tableau 16). Cette zone qui correspond à la partie de la CR située sur la rive est du lac de Guiers présente des densités relativement faibles (10 à 20 habitants/km²) et la plus large ouverture des zones de la

¹¹ Un tableau récapitulant les affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

CR sur le Lac. On y trouve les superficies affectées les plus importantes par bénéficiaire. Elle abrite en effet 55,8% des superficies (2.158 ha) pour moins de 10% du total des affectataires (18), soit en moyenne 120 ha/affectataire. La zone de Keur Momar Sarr vient après (mais loin derrière) avec 10% des superficies (380 ha) pour 35% des affectataires.

Tableau 16 : Répartition des affectations dans les zones POAS

Zones	Diassarnabé Aly	Guène Goudy 2	Keur Ibra Binta	Keur Momar Sarr	Ndimb	Ndour Télééré	Same Kébé	Thiapédia	Non déf.	Total
Nbre affectat°	18	41	2	66	1	16	8	25	11	188
Sup (ha)	2158.5	86	14	380	3	64	36	109	1016	3.866,5
% sup.	55.8	2.2	0.4	9.8	0.1	1.7	0.9	2.8	26.3	100

Il convient toutefois de souligner que le Conseil Rural, notamment sa commission domaniale, n'a pas procédé à l'installation de beaucoup de bénéficiaires sur les terres qui leur ont été affecté. Ainsi, quelques 1.016 ha, soit plus du quart des superficies affectées, n'ont pu être localisées dans aucune des huit zones POAS. Les raisons avancées tiennent au manque de moyens de la CR pour couvrir les frais de déplacement de la commission domaniale, l'absence ou la non manifestation des intéressés après l'affectation ou encore, le décès de certains peu après la délibération d'affectation.

Il est indispensable, dans la perspective du projet PDIDAS, de procéder à une installation et à une localisation plus précise des terres affectées et de leurs bénéficiaires afin d'éviter à la fois des doubles affectations d'une même superficie et revendication foncières lors de l'installation d'investisseurs ou autres acteurs intervenant dans la mise en valeur des terres de la CR.

8. RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 Expérience en arrangement foncier

Deux grandes affectations de 1 000 ha à des agrobusiness ont été faites dans la CR sur la base de contrats tacites entre les intéressés et le Conseil Rural. Il s'agit de la SEPAM et de la Société des Nouvelles Terres du Dioloff. On note aussi des affectations de 100 à 150 ha pour des fonctionnaires de l'État et pour deux marabouts.

La stratégie prudente du Conseil Rural est d'opérer ces affectations progressivement, en plusieurs tranches de 500 ha pour la SEPAM, 250 ha puis 750 ha pour la Société des Nouvelles Terres du Dioloff.

En ce qui concerne la Société des Nouvelles Terres du Dioloff, Le promoteur (national) s'est adressé au village ayant un droit coutumier sur les terres ciblées, qui a accepté, puis au PCR, avant de discuter avec des conseillers et le sous-préfet. Des rencontres populaires avec les conseillers et les villageois de Gankett, Diassarnabé, Loboudou, Ndour. Il semble aussi qu'il y ait eu une intervention politique ainsi qu'un dédommagement des anciens occupants. Les contreparties étaient, principalement, une installation rapide, l'emploi de la main-d'œuvre locale et un appui aux actions de développement social. La société n'a effectué sur le terrain affecté qu'un début d'installation de matériel agricole en 2009. Depuis lors, rien de plus.

Donc seule la SEPAM s'est réellement installée et exploite 300 ha sur les 1000 hectares attribués. En 2003, le promoteur (national) a contacté le PCR pour lui présenter son projet. Le PCR a exposé le projet aux conseillers, puis aux CV concernés, parce que représentant les membres de leurs villages. Il semble que les anciens occupants des terres ont reçu une indemnisation. Les promesses faites à la CR sont entre autres :

- priorité à la main-d'œuvre locale dans le recrutement ;
- création de 720 emplois dont 120 permanents ;
- creusement d'abreuvoir pour le bétail ;
- apport d'eau d'irrigation dans les périmètres des petits producteurs ;
- etc.

Les négociations qui auraient duré environ deux mois ont abouti à l'affectation de la 1^{ère} phase de 500 ha. En 2007, la SEPAM demandé une nouvelle affectation de 500 ha, ce qui fut accepté du fait de son respect de l'engagement à mettre en valeur les 500 ha initiaux. Pour cette extension, d'anciens occupants ont refusé de quitter les lieux alors qu'ils étaient déjà indemnisés, mais demandaient beaucoup plus. Ce problème a été résolu par la saisie de la justice et l'emprisonnement d'une des personnes concernées en 2007. Quelques voix critiquent l'établissement de l'investisseur dans la CR pour relever la faiblesse des salaires payés aux employés locaux (1500 francs CFA par jour pour 600 journaliers), la non construction d'abreuvoirs pour le bétail, etc.

8.2 Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness

Bien que le PCR soit très favorable à l'installation, la majorité des villages y est très réticente. La CR est directement concerné par l'installation actuelle de Senethanol au Ndiael. Elle connaît de plus déjà une installation très importante de privés, qui se combine à une agriculture maraîchère paysanne pour occuper la majorité des terres cultivables riveraines du Lac. Les tensions entre agriculture et élevage sont d'ailleurs très vives, et ce depuis longtemps (conflit avec mort d'homme étant remonté jusqu'au Président de la République dans les années 90). Ces dernières années, ces tensions se sont exacerbées avec l'arrivée d'entreprises agricoles privées, qui s'installent sur les terres coutumières des villages d'agriculteurs, donc sans discussions avec les villages d'éleveurs de l'arrière-pays, et occupent les terres de passages traditionnels des troupeaux. Il est à noter qu'il est bien plus facile pour les villages riverains d'attribuer ces terres-là, que par définition ils n'utilisent pas eux-mêmes.

9. CONCLUSION

En ce qui concerne l'acceptation vis-à-vis du PDIDAS, les réticences sont très vives. Dans une zone où l'agriculture privée de type agribusiness est déjà fortement présente, et avec des fortunes diverses, il est très difficile de convaincre les populations que le PDIDAS n'est pas une forme de plus d'installation de privés : « le projet est motivé par l'agrobusiness ; son titre le montre, le reste... ».

Ayant l'expérience de l'agriculture irriguée et horticole, les populations sont globalement intéressés à un projet qui pourrait appuyer le développement de leurs propres activités dans ce domaine, mais elles restent très méfiantes sur l'intérêt du PDIDAS pour cela : « que fera-t-il réellement pour développer l'agriculture horticole paysanne ? » Autre élément de tension, la prise en compte de l'élevage. Les pasteurs ont l'expérience des effets néfastes d'installation d'agribusiness. Du coup, ils sont aujourd'hui beaucoup plus opposés à ces installations qu'auparavant et beaucoup plus méfiants vis-à-vis de toute promesse, non tenue par le passé. Les populations insistent en particulier sur le respect du Poas. Enfin, la CR étant le siège d'une course à la terre agricole depuis déjà quelques années, tous réclament une clarification des affectations effectuées, une régularisation et une remise à plat des droits fonciers de chacun, avant de procéder à de nouvelles installations.

Au niveau de la localisation de zones potentiellement exploitables, étant donné que les berges du Lac sont déjà en majeure partie occupée, les populations souhaitent que le

PDIDAS participe à la mise en valeur de l'arrière-pays, mais celui-ci est occupé par des populations agro-pastorales réticentes à son installation.

Références bibliographiques

SAED, 2011. Plan d'occupation et d'affection des sols de la (POAS), communauté rurale Keur Momar Sarr, 74 pages.

FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 1999, 376pages.

Plan Local de développement de la communauté rurale de Fass Ngom, 2010-2015. 54 pages.

ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 3^{ème} édition, 2002.

ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 2^{ème} édition, 1988.

ANSD, 2009. Situation Economique et Environnementale (SES) de la région de Louga, 2009, SRSD, Louga, 90 pages.

**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Mbane**

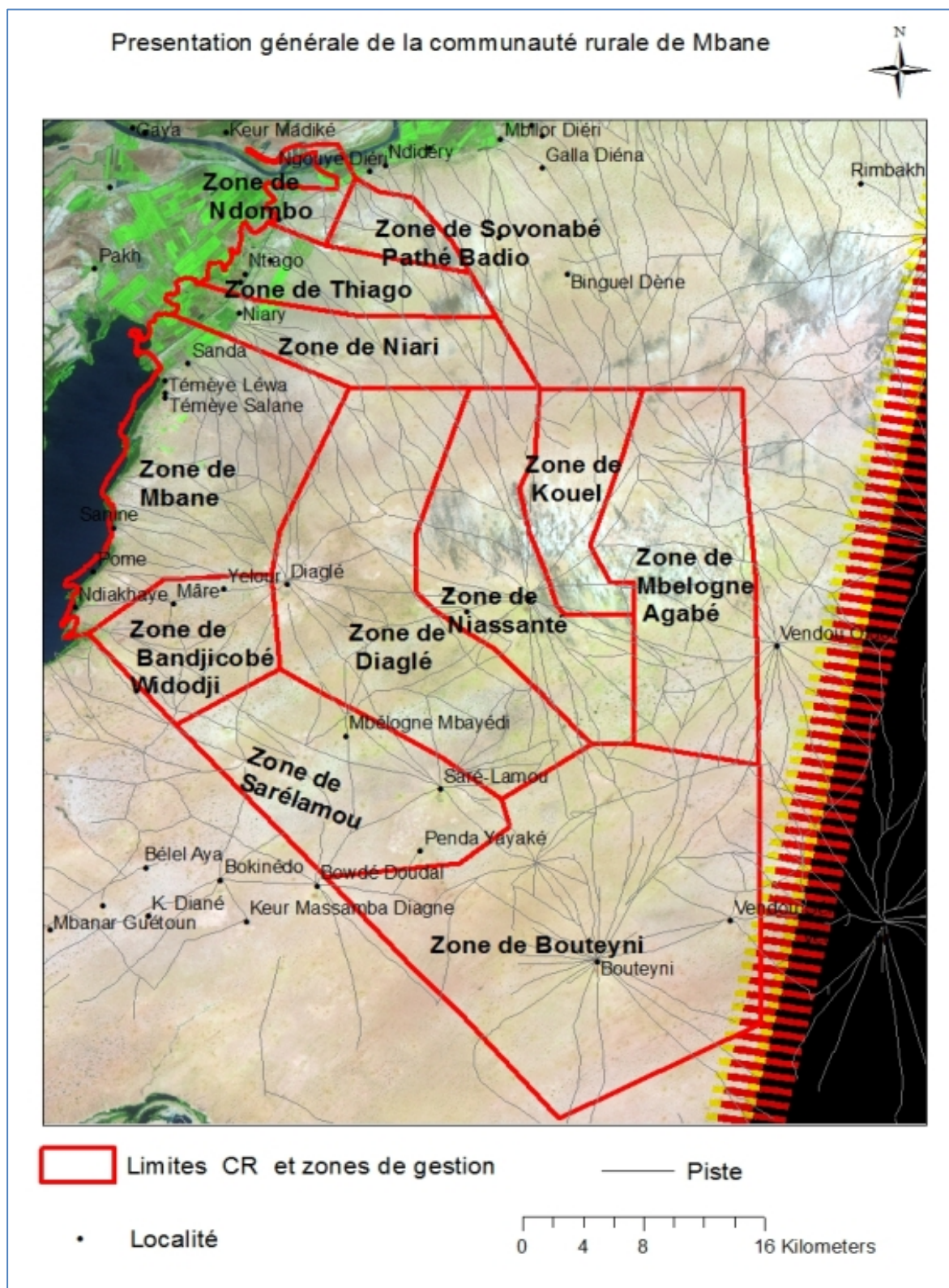
Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	111
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	113
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	113
1.2. Distribution spatiale de la population.....	113
1.3. Inégalités des densités démographiques et ses implications	114
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	115
2.1. L'agriculture	116
2.1. 1. <i>L'agriculture sous pluie</i>	<i>116</i>
2.1. 2. <i>L'aboriculture fruitière... ..</i>	<i>116</i>
2.2. L'élevage	116
2.3. Les autres activités	117
2. 3. 1. <i>La foresterie 114.....</i>	<i>118</i>
2.3. 2. <i>La pêche et la transformation des produits halieutiques.....</i>	<i>118</i>
2.3. 3. <i>Le tourisme</i>	<i>119</i>
2.3. 4. <i>L'artisanat</i>	<i>119</i>
2.4. Eléments de synthèse	120
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	121
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	121
3.2. Infrastructures hydrauliques pour l'agriculture irriguée.....	121
3.3. L'agriculture irriguée.....	121
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ÉCONOMIE LOCALE.....	123
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	124
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	125
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	125
6.1. 1. <i>Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>125</i>
6.1. 2. <i>Organisation, fonctionnement et structures d'appui au Conseil Rural</i>	<i>126</i>
6.2. Les ressources financières de la CR	126
6.2. 1. <i>Les recettes de fonctionnement</i>	<i>127</i>

6.2. 2. <i>Les recettes d'investissement</i>	127
6.3. Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR	128
6.3. 1. <i>Les conflits impliquant le Conseil Rural en tant que protagoniste</i>	128
6.3. 2. <i>Conflits entre agriculteurs et éleveurs</i>	129
6.3. 3. <i>Conflits entre agriculteurs</i>	129
6.3. 4. <i>Conflits entre autochtones et allochtones</i>	130
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	130
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	130
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	131
7.2. 1. <i>Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole</i>	131
7.2. 2. <i>Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole</i>	132
7.2. 3. <i>Importance et distribution des affectations supérieures à 10 hectares</i>	132
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR	133
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	134
8.1. Expériences en arrangement foncier	134
8.2. Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness	134
9. CONCLUSION	135

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La communauté rurale de Mbane, créée en 1980, est située dans l'arrondissement éponyme du département de Dagana. Elle est limitée au Nord par les communes de Ndombo et de Richard-Toll et la communauté rurale de Bokhol, à l'Est par les arrondissements de Thillé Boubacar (département de Podor), à l'Ouest par le lac de Guiers et la Taouey, au Sud par les

arrondissements de Keur Momar Sarr (département de Louga) et de Yang-Yang (département de Linguère).

La CR de Mbane couvre une superficie d'environ 1.906 Km². Elle se situe dans la zone du lac de Guiers entre les latitudes 16,48° et 15,92° et les longitudes- 15,83° et 15,37°, correspondant principalement à la partie Sud de la RN2 sur l'axe Richard-Toll-Dagana.

Corrélativement à la définition de la planification territoriale locale pour une bonne conduite des activités de développement de la communauté rurale, le Conseil Rural, après une concertation avec la population, notamment dans le cadre de l'élaboration du Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS) a défini douze (12) zones de gestion :

- ✓ *la zone de Mbane* - Elle occupe la partie Nord-Ouest de la CR et bénéficie d'une large ouverture sur le Lac de Guiers, qui constitue toute sa limite ouest. L'essentiel des terres est constitué de sols *Dieri*, soit 96% (21.045ha) de l'ensemble de la zone qui couvre 21.910 ha ;
- ✓ *la zone de Sowonabé Pathé Badio* – Elle se situe dans la partie Nord Est de la CR avec une superficie estimée à 3.190 ha. La totalité des sols est constituée de terre *Dieri* et l'élevage est la principale forme de mise en valeur de l'espace ;
- ✓ *la zone de Badjincobé Widodji* - Elle occupe la partie ouest de la CR et fait frontière avec la CR de Syer, même si elle ne bénéficie d'aucune ouverture sur le Lac de Guiers, elle en est très proche, surtout dans sa partie nord-ouest. Toute l'étendue de la zone qui fait près de 8.725 ha est essentiellement couverte de sol *Dieri* ;
- ✓ *la zone de Bouteyni* – Elle se trouve qui se situe dans la Sud de la CR et fait frontière avec les CR de Syer à l'ouest et de Fanaye à l'Est. Cette zone n'a pas d'ouverture sur le lac et est à dominante pastorale. Elle accueille des cultures pluviales (sur environ 300 ha). La totalité de l'étendu de la zone qui fait 46.000 ha est couverte de sol *Dieri* ;
- ✓ *la zone de Diaglé* – Cette zone se trouve au Centre-Ouest de la CR. Elle est couverte sur l'ensemble de son étendu (28.480 ha) par des sols *Dieri*. On note la pratique d'une agriculture pluviale sur environ 1.970 ha (soit 6,9% de la zone) mais les activités pastorales restent largement dominantes dans la zone (plus de 90% de la zone) ;
- ✓ *la zone de Kouel* - Elle correspond à la partie centre Est de la CR et fait frontière avec la CR de Bokhol au Nord. C'est une zone essentiellement pastorale et les sols *Dieri* couvrent la totalité de la zone qui s'étend sur 8.390 ha ;
- ✓ *la zone de Mbélogne Agabé* - Se trouvant à l'est de la CR et limitée par les CR de Fanaye et de Bokhol, elle est entièrement couverte de sol *Dieri* (21.630 ha). La zone quasi-totalement occupée par le pastoralisme, avec une ZAP qui occupe 100% de la zone ;
- ✓ *la zone de Ndombo*, qui correspond à la partie Nord de la CR est fait frontière avec la CR de Ronkh. Une bonne partie de cette a été intégré dans la nouvelle commune de Ndombo. Ce qui reste de cette zone bénéficie d'une large ouverture sur le canal de la Taouey qui la traverse. On y note une grande diversité de type de sol (*Dieri* 120ha, *Fondé* 140 ha, *Hollaldé* 300 ha et faux *Fondé* 10ha). L'agriculture irriguée constitue la principale activité de la zone, avec 319 ha de terres exploitées et/ou aménagées (dans la partie Ouest) soit 14,2% de la superficie de la zone qui fait 2.240 ha ;
- ✓ *la zone de Niary* – Elle occupe la partie Centre Nord de la CR avec une frontière Est qui épouse les limites de la CR de Bokhol. Cette zone est traversée par le Canal de la Taouey à l'ouest, ce qui fait ce qui explique la présence de l'agriculture irriguée dans cette partie avec près de 782 ha de terres aménagées et/ou exploitées. La partie Est est exploitée est utilisé à des fins pastorale sur plus de 50% du la zone qui fait 9.880 ha ;

- ✓ *la zone de Niassanté* - Cette zone correspond à la partie centre de la CR et est principalement réservée aux activités pastorales, l'agriculture pluviale n'occupant que près de 6% des terres de la zone qui s'étend sur 17.370, entièrement constituée de sol *Dieri* ;
- ✓ *la zone de Thiago*, qui se trouve dans la partie Nord-Est de la CR et est traversé par le canal de la Taouey qui offre des opportunités pour la pratique de l'agriculture irriguée (sur environ 545 ha) et une diversité des sols (*Dieri* 20ha, *Fondé* 210 ha, *Hollaldé* 315 ha et faux holladé 115 ha). Cette zone s'étend sur une superficie de 7.315 ha ;
- ✓ *la zone de Sare Lamou* – Elle correspond à la partie Sud-Ouest de la CR et fait frontière avec la CR de Syer. Même si l'agriculture pluviale est y assez importante (1170 ha soit 6,7% de la zone), l'élevage constitue la principale activité de la zone qui est entièrement couvert de sol *Dieri* sur une superficie totale de 17350.

1 – PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population

La population de la communauté rurale se chiffre au dernier recensement général de 2002 à 31.208 habitants, répartis dans 2.594 soit en moyenne 12 personnes/concession. La répartition par âges et par sexe révèle que les femmes prédominent au sein de la population. Elles représentent 51,3% de la population en 2002, soit une proportion nettement supérieure à la moyenne nationale qui est de 50,2%. La répartition de la population par classe d'âge montre que la communauté rurale a une population très jeune. En effet, près de 60% ont moins de 20 ans contre 4,8% pour les personnes âgées de plus de 60 ans. La population est estimée aujourd'hui à 44.000 habitants et dépassera 46.000 en 2015 (ANSD ; tableau 1).

Les peuls, les wolofs et les maures constituent les ethnies dominantes dans la CR. Suivant les villages cependant et la zone, certaines ethnies sont majoritaires. Ainsi, dans les zones proches du lac, les wolofs, principalement des agriculteurs, sont majoritaires contrairement aux zones plus à l'intérieur comme Saowonabé P. Badio, Diaglé, Kouel, etc. où les peuls sont prédominent largement.

Tableau 1 : Évolution de la population de Mbane (Sources SRSD, ANSD répertoire villages 2002 et projections démographiques 2002 – 2015 : * SEMIS, PLHA, 2011)

Années	Nombre de concessions	Population		
		Hommes	Femmes	Total
2002	2.594	15.207	16.001	31.208
2010*	3.066	19.971	20.497	40.468
2013		21.756	22.252	44.008
2015		22.955	23.440	46.395

1.2. Distribution spatiale de la population

La communauté rurale compte, selon le décret qui en porte création, 58 villages officiels. A ces villages sont rattachés 104 hameaux soit au total, 164 établissements humains. La dispersion de l'habitat confirmé par la présence des hameaux, généralement peuplés de peuls, atteste de l'importance des activités pastorales, caractérisées par la transhumance et le nomadisme.

La répartition de la population est relativement variable suivant les villages et au sein du territoire de la communauté rurale. Les villages proches du lac sont les plus peuplés et connaissent une dynamique démographique importante, liée au développement des activités agricoles depuis la mise en service des barrages, avec comme effet d'entraînement un afflux d'immigrés saisonniers.

Selon le dernier recensement général de la population, la population moyenne par village se chiffre en 2002 à environ 564 habitants et à 199,5 habitants si on considère l'ensemble des établissements humains (villages officiels et hameaux). Dans les deux cas cependant, les moyennes cachent de fortes disparités. Certains villages ont une population qui dépassent 1.000 habitants (Dokhlnabé Penda Yayaké, Mbane, Pampinabé 3, Thiago, Lewah Temeye Salane), alors que d'autres comme Diame Diayre, Diameguene, Dialbanabe Bely Namary, etc., ont moins de 100 habitants (tableau 2).

Tableau 2 : répartition des villages selon les classes de population de la communauté rurale de Mbane (Sources : exploitation des données ANSD, Service régional statistique)

Classe de la population (hbts)		-100	100-200	201-300	301-500	501-750	751-1000	1001-1500	1501-2000	+2000
2002	Nbre localités	14	10	9	13	4	4	3		1
	% de la population	1%	7,08%	10%	22%	11,69%	16,28%	20,55%		11,70

La distribution des villages par classe de population révèle ainsi en 2002, que 46 villages (79,3%) ont moins de 500 habitants tandis que 4 villages (6,9%), concentrent 32,5% de la population de la communauté rurale. Selon le PLHA, en 2011, environ 50%, de la population était concentrée dans les localités de plus de 1.000 habitants (soit 13% des localités) alors que les établissements humains de faible taille (moins de 500 habitants) représentant 69% des localités, ne regroupaient que 19% de la population de la CR (SEMIS, 2011).

1.3 L'inégalité des densités démographiques

La concentration de la population dans certains villages s'accompagne d'une distribution très inégale du peuplement dans la communauté rurale. La densité moyenne de 17 habitant /km² est très peu représentative de la distribution du peuplement à l'échelle de la CR. Pour prendre en compte la réalité de la distribution du peuplement, nous avons considéré la répartition des villages et de la population dans les douze zones de gestion de l'espace définies le POAS de la CR (SAED/PACR, 2010). La distribution des densités selon ces zones est indiquée dans le tableau 3 ci-dessous.

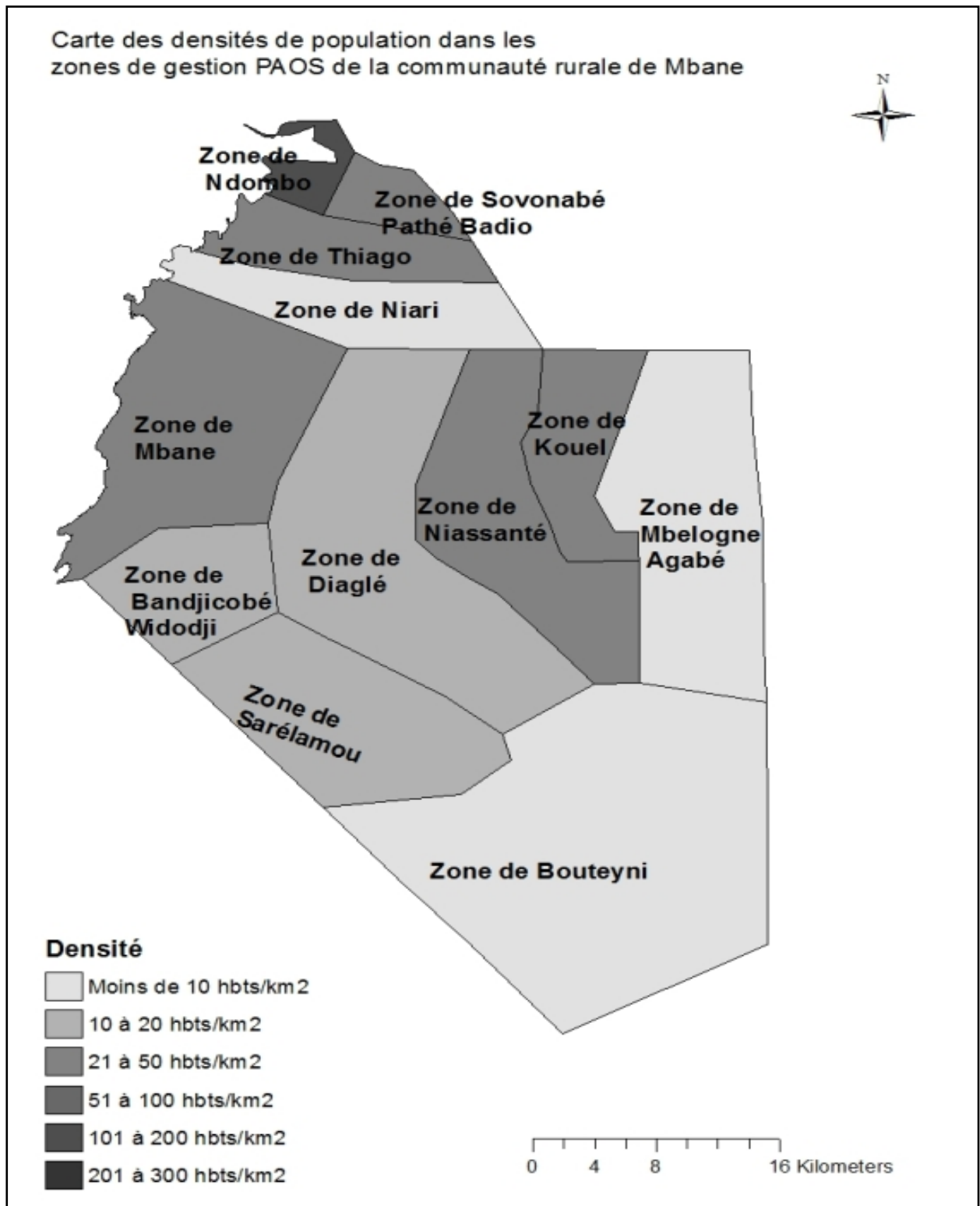
Tableau 3 : Densité moyenne de la population dans la CR Mbane (hbts/km²)

Moyenne CR	Zones de gestion POAS											
	Badji ncoché	Bou teyni	Dia glé	Kouel	Mba ne	Mbélogne Agabé	Ndom bo	Niary	Nias santé	S. Pathé Badio	Thiago	Sare Lamou
17	15	7,3	14,4	26,6	22,5	3,9	148,2	7,3	31,8	31,4	44,8	12,3
Situation	W	Sud	C-W	C-E	N-W	Est	Nord	C-N	C	N-E	C-N-E	S-W

Source : Données ANSD, Recensement 2002 ; SAED, POAS-PACR, 2010.

Les villages riverains au lac de Guiers concentrent le plus de population. La densité démographique de la zone de Ndombo (dont une partie fait partie de l'actuelle commune de Ndombo) dépasse de près de huit fois la moyenne de la CR, soit 148,2hbts/km². Elle est suivie de Thiago qui fait près de 3 fois la moyenne (44,8 hbts/km²). Ces fortes densités s'expliquent par la proximité du Lac et de la Taouey dont les eaux permettent le développement de l'agriculture irriguée, mais aussi, la proximité de la ville de Richard-Toll qui abrite la compagnie sucrière sénégalaise (CSS) ainsi que diverses activités commerciales et de service. Les plus faibles densités (moins de 10 habitants/km²) se rencontrent dans les zones à dominante pastorale peuplée majoritairement d'éleveurs peuls.

Carte 2 : Densités de population selon les zones de gestion



2.1 ACTIVITES ECONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Les activités des populations de la CR de Mbane relèvent principalement du secteur primaire. Elles s'organisent autour de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, auxquels s'ajoutent d'autres activités comme l'artisanat et le tourisme.

2.1 L'agriculture

L'agriculture est la principale activité économique dans la CR de Mbane. Elle est pratiquée sous 3 formes : agriculture irriguée, agriculture pluviale et arboriculture fruitière. L'agriculture irriguée qui est de loin la plus importante, connaît un développement rapide en raison de la proximité et de disponibilité des ressources en eaux du Lac. Elle est traitée plus loin, dans le chapitre consacré aux ressources en eaux et aux infrastructures hydrauliques.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie

Activité saisonnière et traditionnelle, l'agriculture sous-pluie est pratiquée dans les terres sablonneuses du *Dieri* et parfois dans les périmètres en jachère. Elle occupe une bonne partie des ménages ruraux de la communauté rurale (97,6%)¹² surtout dans les zones de Saré Lamou, de Diaglé et de Nguéléfoul. Les principales spéculations cultivées sont le mil, le niébé, l'arachide, les pastèques. Les récoltes sont essentiellement destinées à la consommation familiale. Les rendements sont en général très faibles et les productions très aléatoire à cause de l'irrégularité pluviométrique qui caractérise la zone, mais aussi de l'appauvrissement des sols. Ainsi, pour le mil et l'arachide sont les cultures les plus significatives, les rendements tournent autour de 300 kg à l'hectare (PLD, CR de Mbane 2010).

La CR de Mbane connaît une forte pression foncière avec la venue d'investisseurs aussi bien étrangers que nationaux qui développent des stratégies pour s'octroyer de vastes étendues des terres, à des fins agricoles, entre autres. Cet afflux des investisseurs a donné lieu à de nombreuses affectations de terres qui ont été décriées par les populations et fortement relayées par la presse au cours de ces dernières années. Les terres exploitées traditionnellement en pluviale sont de plus en plus grignotées et/ou aménagées pour l'agriculture irriguée. Cette situation est surtout remarquable dans les zones de Mbane, de Ndombo, de Thiago.

2.1.2 L'arboriculture fruitière

Elle est pratiquée dans certains villages de la CR et se rencontre principalement dans les villages de Ndombo, Diame Guene, Temeye, Ndiakhaye et Mbane, l'arboriculture occupe près de 7,2% des ménages de la communauté rurale (FAO, Ministère Agriculture 1998). Les plantes cultivées dominantes sont les manguiers, les agrumes (citronniers, pomelos...), etc.

2.2. L'élevage et ses difficultés face au développement des infrastructures hydroagricoles

Dans la CR de Mbane, l'élevage constitue une activité très importante des populations. Elle concerne plus de 93% des ménages et presque tous les villages de la CR. Cependant, les parties sud et ouest sont essentiellement pastorales, notamment dans les zones comme Niassanté, Kouel Balandé et Bouteyni où 90 à 100% de la population pratique l'élevage et détient d'importants troupeaux : villages de Bisnabe Boki Dive, Bisnabe Penda Yayake, Belél Ngueloba, Diame Diayre, Bisnabe Diapbobe, etc. (FAO, Ministère Agriculture 1998, SEMIS, 2011). Le développement de cette activité s'explique par les conditions naturelles de ces zones qui en font un espace de repli pour les pasteurs du Ferlo.

Le cheptel de la CR se caractérise par une grande diversité comme le montre le tableau 4. Les bovins constituent en 2009 l'espèce la plus importante, suivis des caprins et des ovins. L'élevage de volailles est pratiqué généralement par les femmes, dans plusieurs ménages.

¹² FAO, Ministère Agriculture 1998. Recensement National Agricole du Sénégal.

Tableau 4 : Évolution du cheptel de la CR de Mbane.

Espèces	2000*	2008**	2009**
Bovins	20 000	42000	43000
Ovins	7 500	37000	38000
Caprins	9 500	42000	42500
Équins	1 150	1660	1800
Asins	5 000	1900	2000
Camelin	45	-	-
Volaille	20 000	13000	13500

Source : SAED POAS Mbane ; **ARD, PLD CR de Mbane, 2010.

La pratique de l'élevage est extensive. Le nomadisme pastoral et la transhumance constituent les principales bases pour satisfaire les besoins en alimentation du bétail, notamment avec la recherche de pâturages naturels et l'exploitation des résidus de récoltes dans champs du *Dieri* et des périmètres irrigués.

Cette forme d'élevage occupe de vastes espaces obligeant le bétail à parcourir de longues distances, suivant les différentes périodes de l'année à la recherche de pâturage naturel et de points d'eau. Le bétail s'abreuve surtout au niveau des mares d'hivernage et des ouvertures sur le Lac (*Toufndés*). Ces derniers constituent les principaux points d'eau du bétail en période sèche. En dehors des mares d'hivernage, la CR compte officiellement quatre ouvertures sur la Lac (autour des villages de Ndiakhaye, de Poma et Saneinte, Mbane et Saneinte Tacque et Singou diéry), deux sur la Taouey (autour des villages de Médina Cheikhou et Diamegueune), deux abreuvoirs aménagés (vers les villages de Tèmeye Toucouleur et de Sand) et deux forages (Saré Lamou et Diaglè) (POAS Mbane, 2005).

L'élevage telle que pratiquée dans la CR connaît de nombreuses difficultés qui handicapent sa pratique. Il s'agit entre autres de la réduction et de l'appauvrissement des pâturages sous les effets combinés de la sécheresse, de la progression des aménagements hydroagricoles, de l'obturation des couloirs de passage des animaux et des points d'abreuvement et des feux de brousse, etc. (PLD, CR de Mbane 2010). Les périmètres irrigués et les chenaux d'irrigation sont pour la plupart aménagés de façon sommaire et implantés sans respect des règles édictées dans le cadre du POAS, obligeant le bétail à faire de grands détours pour accéder aux points d'eau. Pour surmonter ces contraintes, les pasteurs utilisent les chenaux pour abreuver le bétail. Il s'en suit une dégradation rapide de ces infrastructures qui constitue avec la divagation fréquente des animaux dans les champs, des sources quasi permanentes de conflits entre agriculteurs et éleveurs. Il semble prévaloir une situation assez anarchique au niveau de l'occupation de l'espace qui a tendance à alimenter les velléités conflits avec des risques élevés d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs.

Le projet PDIDAS doit accorder une attention particulière à cette situation. Les infrastructures hydrauliques ainsi que les aménagements qu'il vise à promouvoir le PDIDAS doivent prendre en compte l'importance du pastoralisme dans cette CR (comme dans celle mitoyenne de Syer) du reste) Partant, les installations et aménagements qu'il envisage de promouvoir devront également prendre en compte les pratiques pastorales dominantes. Il s'agit notamment dans le cadre du projet, de veiller au respect du POAS, à la préservation des pistes du bétail, à la clôture des périmètres par les irrigants et à l'aménagement, hors des périmètres clôturés, de points d'abreuvements alimentés par dérivation à partir des chenaux principaux.

2.3. Les autres activités

2.3.1 La foresterie

La CR dispose de ressources naturelles surtout ligneuses qui sont exploitées par une partie de la population. Elle compte des espaces boisés dont les produits pourvoient des revenus complémentaires aux ménages concernés. La foresterie occupe un ¼ des ménages répartis principalement dans les villages de Temeye, Bajincobes, Diassarnabe Ballande, Nguelefoul, etc. Les principaux produits tirés de l'exploitation des ressources forestières sont, le *gowé*, le *niandane*, le *bouye* (fruit du baobab), le jujube (du *Ziziphus M.*, le *soump* (du *Balanites A.*), le bois de chauffe, les gousses d'acacia, le typha, etc. Ces produits végétaux, en particulier le *gowé*, sont cueillis, préparés et vendus à des commerçants venus principalement de Dakar et des autres centres urbains du pays. La collecte et le traitement du *gowé* pour en faire des produits comme l'encens, la transformation du typha en nattes ou palissades, etc. sont des activités exclusivement réservées aux femmes. Il s'agit d'activités pénibles ; les femmes collectent les matériaux dans le lac avant de les sécher, puis (pour le *gowé*) de les griller et piler. La confection des nattes est une activité dans laquelle les femmes de l'ethnie maure sont spécialisées.

L'exploitation de ces produits ne fait l'objet d'aucune organisation formelle. Toutefois, les exploitants en majorité des femmes, doivent avoir une autorisation du Service des Eaux et Forêt, auquel ils payent une taxe d'exploitation pour avoir le droit de déplacer les produits vers d'autres localités. Ces activités sont assez rentables selon les femmes, mais les conditions de travail qui se traduisent par un contact permanent avec l'eau, favorisent la propagation des maladies hydriques comme la bilharziose.

2.3.2 La pêche et la transformation des produits halieutiques

La pêche continentale est pratiquée dans le Lac et la Taouey, exclusivement dans les villages autour de ces entités hydrologiques, notamment Ndiakhaye, Temeye, Mbane, Diame Guene. Activité principalement masculine, la pêche occupe près de 5,1% des ménages (FAO, Ministère Agriculture, 1999).

Les techniques de pêche sont rudimentaires avec des engins le plus souvent non-réglementaires. Les techniques de pêche sont différentes selon qu'on soit au niveau de la Taouey où la pêche est pratiquée avec les sennes de plage, ou au niveau du lac de Guiers où elle se fait par contre avec les filets dormants et les « dolinke » (hameçons). La pêche prospère surtout en hivernage et pendant la période des hautes eaux, de juillet à décembre (tableau 5). Les prises sont estimées pour l'année 2012 par le centre de pêche de Mbane à 331 tonnes et une valeur de 205 millions FCFA. Elles sont très largement dominées par le tilapia, plus de 70% des prises, suivi du chinchard et du capitaine.

Tableau 5 : Les mises à terres mensuelles dans la CR de Mbane en 2012

	janv.	fév.	mars	avril	Mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	Anne 2012
Prod (t)	23,01	18,9	17,7	18,9	19,6	21,8	32,0	37,4	31,7	38,5	36,8	34,5	330,9

Source: Centre de pêche de Mbane, 2012

Le secteur a bénéficié de l'amélioration du remplissage du Lac avec la rectification du tracé de la Taouey et la réalisation des barrages de Diama et de Manantali. Il bénéficie par ailleurs de l'appui des deux centres de pêches (Mbane et Guidick) qui interviennent dans les communautés rurales riveraines du Lac (Mbane, Keur Momar et Syer).

Toutefois, il ressort des enquêtes effectuées dans le cadre de l'élaboration du PLD de la CR (2010) que les prises suivent une tendance à la baisse, même si la ressource est disponible dans les eaux. Une des explications à ce handicap est le développement des espèces végétales envahissantes

comme le typha qui, bien qu'il serve de frayère pour les poissons, obstrue les abords des points de pêche, en plus de servir de repaires à des reptiles dangereux pour les pêcheurs. (PLD Mbane, 2010). La pression sur le ressource semble exacerbée ces dernières années par l'afflux de pêcheurs étrangers, surtout maliens, dont près de 500 pêcheurs ont été dénombrés au sein des conseils de pêche de la zone du Lac. Leurs pratiques de pêches sont jugées, par les populations comme par les agents des centres de pêches, peu durable pour une préservation de la ressource.

Avec une importance relative, des activités de transformation du poisson (séché, fumé, salé) sont relevées dans les zones de pêche. Ces produits sont revendus sur le marché local, dans les hebdomadaires (loumas) et au niveau des centres urbains comme Richard-Toll, Ross-Béthio et parfois aux mareyeurs maliens qui les exportent.

En plus d'être la principale source d'irrigation pour les activités agricoles, le lac reçoit tous les effluents des périmètres hydroagricoles et des sociétés établis dans la zone, particulièrement la CSS. Le rejet des eaux de drainage chargées en produits de toutes sortes avec la pression qui s'accroît sur les eaux du lac augmentent les menaces qui pèsent sur la pêche. Les constats sur la dégradation de la qualité et de la quantité des prises sont imputés à ces facteurs qui altèrent la qualité de l'eau au point que la ressource peine à se régénérer correctement (AGRER-SETICO, 2009b).

2.3.3 Le tourisme

Le tourisme est peu développé dans la CR malgré l'existence d'un potentiel culturel et cynégétique non négligeable. En effet, outre les paysages du lac de Guiers et de la Taouey, la CR dispose de sites historiques très importants, reconnus mais qui ne font pas l'objet d'une exploitation. Il s'agit notamment de i) Dogou Bour : place interdite à toute autorité (à 1,5 km de Saneine) ; ii) Dakhar Dahaa, lieu de prière et de vœux sous un arbre situé à 1 km du village de Saneine ; iii) Dakhar El Hadji Malick sous lequel le saint homme de la Tidjania écrivit Taysir, à Ndombo Sandjiry Diop ; et iv) Kan Diack sur les bords du lac, entre NDiakhaye et Malla où réside le mauvais esprit (Rab). Des ressortissants de la CR, de Dagana, de certaines régions du Sénégal et aussi de Nouakchott fréquentent périodiquement ces sites historiques et lieux de prières (PLD Mbane, 2010).

On peut aussi noter l'existence de 25 aires protégées héritées du programme Biodiversité auxquelles s'ajoutent deux zones amodiées pour la pratique de la chasse (sanglier et petit gibier).

Un Programme de Conservation et de Valorisation de l'Aire du Patrimoine Inter Régional du Lac de Guiers (APILG) est en cours de formulation dans le cadre d'une coopération entre les conseils régionaux de Saint-Louis, de Louga et le Luxembourg. Il envisage une conservation de la diversité biologique à travers la préservation, la restauration, et la valorisation des patrimoines naturel, culturel et historique pour l'atteinte des OMD (Coopération Sénégal-Luxembourg, juin 2012)

2.3.4 L'artisanat

L'artisanat est une activité assez développée dans la CR. Le savoir-faire local s'exprime à travers quelques activités de service avec des produits qui intéressent principalement la population locale. Le secteur compte des corps de métiers traditionnels comme la forge, la bijouterie, la cordonnerie, vannerie, la tannerie, la sculpture (laobés), avec entre autres activités, la fabrication de nattes avec le typha, la teinture, le traitement des cuirs et peaux, etc.

Cependant, très peu des produits artisanaux sont vendus en dehors du marché communautaire (PLD Mbane 2010). Les artisans connaissent en effet des difficultés de commercialisation, d'accès aux matières premières, du manque de promotion du secteur, mais aussi, des problèmes de communication liés à l'enclavement de la zone.

2.4 Éléments de synthèse : domaines d'activités des ménages ruraux de la CR

Pour l'essentiel, l'économie de la CR repose sur des activités du secteur rural avec plus de 80% des ménages en qui tirent leurs revenus, l'agriculture et l'élevage étant de très loin les principaux secteurs d'activités des populations. Le tableau 6 tiré du dernier recensement national de l'agriculture (RNA), indique pour les villages couverts par cette étude, les domaines d'activité des ménages ruraux (FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999).

Tableau 6 : Activités des ménages ruraux de la CR de Mbane

Village	Effectif des concessions rurales	Ménages ruraux	Ménages ruraux agricoles	Effectif des ménages ruraux agricoles pratiquant l'activité					Ménage dans l'activité de pêche
				Agricult pluviale	Prod maraich	Prod fruitière	Forestière	Élevage	
NDOMBO	159	183	124	119	88	52	9	73	5
DIAME GUENE	69	72	67	66	59	38	10	60	10
OUROURBE	107	127	69	68	33	0	3	66	1
TEMEYE	145	164	144	135	133	54	42	125	21
BISNABE DIAPBOBE	201	253	148	140	59	0	9	138	6
MBANE	79	90	76	66	71	4	2	65	16
NDIAKHAYE	81	97	87	72	86	13	23	76	54
BAJINCOCES	97	139	74	70	35	0	74	74	0
DIAGLE	68	85	82	82	4	0	0	67	0
DIALNABE BELY NAMARY	65	104	44	44	0	0	44	44	0
DIASSARNA BE BALLANDE	137	182	133	133	0	0	132	128	1
DIAWALEDJI	55	107	85	85	0	0	35	85	0
DIAME DIAYRE	75	143	143	143	0	0	62	139	1
BELEL NGUELOBA	112	203	203	203	0	0	1	201	0
NGUELEFOUL	65	84	73	73	0	0	65	58	0
FOSS NDIKHAIE I	53	80	80	80	0	0	1	80	0
BISNABE PENDA YAYAKE	56	133	133	133	0	0	2	132	0
BISNABE BOKI DIVE	139	303	303	303	0	0	1	300	0
VODABE NIASANTE	43	102	99	99	0	0	48	99	0
SOYONABE 3 (PATHE BADIO)	63	138	71	71	1	0	3	71	0
Total	1869	2789	2238	2185	569	161	566	2081	115
Pourcentage			80,24%	97,6%	25,4%	7,2%	25,3%	93,0%	5,1%

Sources FAO/Ministère agriculture. RNA, 1999.

3. RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES ET SUPERFICIES CULTIVEES EN IRRIGUE

3.1 Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

Les ressources en eau de la CR sont constituées par le lac de Guiers, le marigot de la Taouey reliant le fleuve Sénégal et le lac, les mares pérennes ou temporaires, les eaux de ruissellement.

Située sur la rive est du lac avec frontière nord la Commune de Richard Toll, la CR de Mbane ressort mieux la réalité du complexe fleuve Sénégal-Taouey-lac de Guiers lac-vallée du Ferlo. En effet, le lac est alimenté par le fleuve Sénégal via la Taouey (marigot sinueux dont le tracé a été rectifié à l'aide d'un chenal de 17 km de longueur). Les deux barrages de Richard Toll et de Ndombo ont été construits sur ce chenal pour isoler au besoin le lac du fleuve Sénégal, en particulier si le niveau du fleuve Sénégal baisse ou si la salinité est trop forte (langue salée avant la construction du barrage de Diama). Les apports de la Taouey constituent la principale source d'alimentation du lac de Guiers.

3.2. Infrastructures hydrauliques pour l'agriculture irriguée

Un 1^{er} inventaire de l'étude du schéma directeur d'aménagement hydro-agricole du lac (AGRER/SETICO, 2009)¹³ avait répertorié 113 canaux sur l'ensemble de la zone du lac.

Juste après cette étude un recensement de la SAED/Délégation de Dagana (« Rapport sur la faisabilité de 30 000 ha de manioc dans le Secteur du lac de Guiers avec le Programme de réhabilitation des chenaux » – juillet 2009) indiquait un nombre de 67 canaux d'irrigation dans Mbane ; mais dans ce nombre il y avait probablement des canaux (très peu nombreux) de la CR de Syer. Selon le recensement de la SAED en 2009 les 67 canaux avaient, globalement, une longueur de 28,704 km et un potentiel de terres exploitables de 4 056 ha. Notre dépouillement (janvier 2013) de cette base de données avec les agents du secteur du lac donne retombe sur 67 canaux fonctionnels, après isolement d'un canal (Guidick) ; ce qui doit être une résultante des changements (canaux abandonnés et nouvelles créations).

3.3 L'agriculture irriguée

Les premiers périmètres ont été aménagés par la SAED en 1971. Pendant longtemps, l'exploitation en irrigué par les populations locales s'est limitée à la riziculture et, subsidiairement, à la tomate. Mais depuis les années 90, la patate douce a connu un développement rapide au point de prendre le pas sur la riziculture et de devenir la principale spéculation de la zone par la superficie occupée, le nombre d'actifs concernés et le poids économique. Toutefois, le mode d'utilisation du foncier que sa pratique actuelle entraîne, compromet fortement son intensification et sa prépondérance comme spéculation de l'avenir. Les fortes marges réalisées ont entraîné une augmentation rapide du nombre de producteurs intéressés. Il s'en est suivi une pression foncière de plus en plus forte, accentuée par la pratique d'une agriculture itinérante imposée par le caractère sommaire des aménagements réalisés sur fonds propres et l'infestation systématique par les nématodes. On retrouve également, dans la plupart des villages situés en bordure du Lac, de petites parcelles maraîchères exploitées, individuellement ou en groupes organisés, par les femmes. Mais malgré le dynamisme des productrices, le développement de cette forme d'agriculture se heurte au défaut de moyens, à la faible maîtrise des itinéraires techniques et à la réduction continue des terres exploitables par le développement des végétaux aquatiques, en particulier le typha.

¹³ Rapport étude des ressources en eau du lac de Guiers – AGRAR/SETICO, octobre 2009.

L'étude du schéma directeur d'aménagement agricole du lac explique que l'estimation correcte des superficies exploitées autour du lac n'est pas toujours chose aisée, du fait du perpétuel changement. Des exploitations agricoles se créent et disparaissent très rapidement de façon conjoncturelle. Du fait des remontées salines, certains périmètres sont vite abandonnés à cause de l'absence de drainage et à cause des mauvaises pratiques d'irrigation. La superficie des périmètres irrigués villageois en bordure du lac a été estimée à 4 000 hectares en cultures divers et 1 500 à 1 800 hectares (Secteur Agricole du lac de Guiers/SAED).

Les exploitants ont, surtout, cultivé la patate douce à partir de la fin des années 1990 avant de diversifier les spéculations depuis ces dernières années. La culture irriguée de la patate douce a été l'activité la plus importante en occupant environ 80% des terres et de la force de travail (Étude FNRAA, 2006). Elle occupe l'essentiel des terres irrigables en raison de son caractère itinérant ; ce qui entraîne une grande pression foncière et une diminution progressive de la ressource. Par ordre d'importance, les autres cultures irriguées sont l'oignon, la tomate, raison de manioc.

La Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS) gère un périmètre de près de 8 200 hectares de canne à sucre actuellement en production. Les périmètres de la CSS sont situés au nord du lac de Guiers, de part et d'autre de la Taouey. La CSS dispose de plusieurs stations de pompes à Richard Toll sur la Taouey, sur le lac de Guiers et sur le fleuve Sénégal à Khouma. D'importantes superficies ont été attribuées par la CR à différents privés, en particulier dans le cadre de la GOANA.

Le POAS (2005) estime la superficie totale aménagée à 5 030 ha auxquels s'ajoutent les nouveaux aménagements de la Compagnie Sucrière Sénégalaise (2 000 ha qui étaient en cours d'aménagement). Compte tenu de la nature très sommaire des aménagements qui ne durent pas plus d'une année en cas de non exploitation, la notion de superficie aménagée perd de son sens. La SAED/secteur du lac de Guiers raisonne en termes de potentiel irrigable par les canaux existants.

La situation des superficies exploitées en 2011 et 2012 est la suivante :

Tableau 7: superficies exploitées (ha) en 2011 et 2012

Cultures	Année agricole 2010/11	Année agricole 2011/12
Riz	52	127,9
Patate	85	111,5
Tomate	3	6,5
Oignon	177,2	226,5
Arachide	243,6	164,1
Manioc	89,8	63,2
Autres	457	155,1
Total	1 107,6	1 267,14

Les « autres » spéculations pratiquées sont la pastèque, le chou et d'autres légumes (aubergine, piment, diakhatou, etc.) cultivées en association aux cultures principales. Globalement, les superficies cultivées ont augmenté entre les années agricoles 2010/2011 et 2011/2012.

Les tendances d'évolution des superficies cultivées relèvent, comme dans les autres CR de la zone du lac, de plusieurs paramètres (capacité et durabilité des chenaux, gestion du niveau d'eau du lac, gestion des rotations entre cultures en fonction de celle de la patate douce). La culture de la patate entraîne l'infestation des sols par les nématodes et leur salinisation rapide. De ce fait, les exploitants se déplacent périodiquement sur de nouvelles terres (par location, principalement) pour cette culture qui est ainsi itinérante/extensive et déprédatrice de sols. On observe un recul de la superficie exploitée en patate (par rapport à ce qu'elles étaient quelques années auparavant) alors que les superficies cultivées en arachide et oignon ont progressé et la dépassent sur les deux années agricoles.

4 - ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ECONOMIE LOCALE

Les principales productions de l'agriculture irriguée des exploitants locaux impactent sur les zones de production situées dans les terres proches du lac et de la Taouey. Ces productions, hormis le riz, sont essentiellement destinées à la commercialisation sur le marché national (hors de la zone de production). Après le remboursement du crédit de campagne, une partie de la production de riz est autoconsommée ; l'autre est commercialisée au niveau des unités de transformation du delta et permet de prendre en charge quelques besoins sociaux.

Il faut noter que les estimations de la SAED par sondage de rendement (source des tableaux qui suivent) touchent très peu les exploitations des agrobusiness dont les productions visent, par ailleurs, des marchés particuliers (hôtels, supers marchés ou l'exportation).

Tableau 8 : rendements moyens, productions et valeurs des principales spéculations en 2010/11

Culture	Superf.	Rendement moy. (T/ha)	Production (T)	Valeur
Riz	52	7	364	43 680 00
Patate	85	35	2 975	297 500 000
Tomate	3	30	90	4 680 000
Oignon	177,2	25	4 430	620 200 000
Manioc	89,8	35	3 143	314 300 000
Arachide	243,6	2	487,20	146 160 000
Total				1 426 520 000

Tableau 9 : rendements moyens, productions et valeurs des principales spéculations en 2011/12

Culture	Superf.	Rendement moy. (T/ha)	Production (T)	Valeur
Riz	127,9	7	831,03	91 412 750
Patate	111,5	35	4 460	446 000 000
Tomate	6,5	30	195	10 140 000
Oignon	226,5	25	6 795	951 300 000
Manioc	63,2	35	2 528	252 800 000
Arachide	164,1	2	410,25	123 075 000
Total				1 874 727 750

Les productions agricoles de la CR sont destinées à la consommation et à la commercialisation sur différents types de marchés.

- La production rizicole sert d'abord et principalement à l'autoconsommation des villages, ensuite au remboursement du crédit agricole (pour les exploitants qui ont des relations bancaires) et à l'écoulement sur les marchés locaux de la zone (ville de Richard Toll, surtout) pour avoir un revenu monétaire destiné à satisfaire quelques besoins sociaux (habitat, santé, éducation, etc.).
- La production de tomate bénéficie d'un marché sécurisé (Unités industrielles de la SOCAS) dans le cadre d'une filière assez bien organisée (Comité tomate) ; la majorité de la production est écoulee par ce biais. Une certaine partie est écoulee auprès de commerçants pour la Mauritanie (surcoute) avec un prix plus intéressant pour les producteurs qui arrivent à s'entendre avec ces commerçants.
- Les productions de patate, d'oignon, d'arachide et de manioc sont destinées aux marchés des grandes agglomérations du pays (Dakar, Touba, Saint Louis, etc.).

Ainsi, hormis le riz, les principales productions sont destinées au marché national qu'elles n'arrivent pas à satisfaire de manière régulière et en quantité suffisante, en dehors de l'oignon qui avec les autres zones de production (Niayes) approvisionne le Sénégal de manière relativement conséquente.

Le niveau de production de la CR permet donc d'approvisionner les marchés de la zone, ceux des certaines villes (de manière encore assez faible). Il contribue relativement à l'autosuffisance de la CR en riz et procure aux producteurs des revenus monétaires (il faut dire, insuffisants) pour la prise en charge de certains besoins sociaux.

5. STRUCTURATION DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

La typologie des organisations paysannes, et en général des structures qui interviennent dans l'exploitation des terres du domaine national, est assez diversifiée. Les différents types d'organisation correspondent à autant de statut juridique qu'à une réalité sociale ou à une option de mode de fonctionnement.

Le Groupement d'Intérêt Économique (GIE) - Il est, de loin, le type d'OP prédominant dans l'exploitation des terres du domaine national. Il a été promu en 1984 avec la Nouvelle Politique Agricole de l'État (préfigurant la libéralisation de l'économie agricole du Sénégal) pour des raisons de souplesse d'association (par exemple, 2 personnes peuvent créer leur GIE), d'initiative, de transaction (particulièrement dans le domaine du crédit agricole), etc.

Il peut permettre (avec le potentiel de production de l'irrigation) à certaines catégories de la population (célibataires, petites familles) de subvenir à leurs besoins.

La Section Villageoise de Coopérative (SV) - Le mouvement coopératif sénégalais a émané de l'État dans le cadre sa 1^{ère} politique de développement et en accompagnement de la LDN, les CR, la création de sociétés de développement agricole, etc. Elles étaient créées à l'échelle de la CR. La crise de ce modèle de développement a amené leur réforme en 1983 avec la création, dans chaque coopérative (niveau CR), de Sections Villageoises de Coopérative (SVC) pour plus de fonctionnalité. Les SVC restent membres de la coopérative de la CR qui, elle-même, est liée à un réseau de coopératives aux niveaux départemental, régional pour aboutir à une fédération nationale qui, bénéficie encore d'une relation privilégiée avec l'État (une certaine sécurité institutionnelle). Il arrive que dans une SV on trouve des GIE comme membres.

La CR en compte plusieurs (sections villageoises de Diaglé, Saninte Kao, Fosse Ndiakhaye 1, Ndiellé, Niassinte 1, Niasinte 2, Yellour, Mala Santhie Penda (Gankette), Gad Ndiak Fall, Gad Aziz Samb, Mapodji, Wadané, Niassinté, Saré Lamo).

Le Groupement de Promotion Féminine (GPF) - Il s'agit d'une appellation générique pour désigner les organisations de femmes qui peuvent opérer dans des domaines divers (social, agriculture, artisanat, transformation de produits de la pêche, élevage, etc.). Le GPF n'est pas un statut juridique; de nombreuses organisations de femmes appelées « GPF » ont, par ailleurs, un statut de GIE ou d'association ou n'ont pas de statut. Comme les coopératives, les GPF ont une tutelle institutionnelle nationale qui est le ministère en charge des femmes (qui change quelques fois : ministère du développement social, ministère de la femme, etc.) d'où part un réseau avec des fédérations nationales, régionales, départementales, locales (CR/Commune). A travers les services locaux du ministère en charge des femmes, les GPF bénéficient d'appuis conseils dans des domaines divers.

Généralement les GPF ont une pléthore de membres (quasiment toutes les femmes actives du village en sont membres), disposent d'une superficie réduite ou n'en ont pas ou en loue Ceci est le fait, au niveau des GPF, de la superficie aménagée trop réduite pour permettre à toutes les

adhérentes d'exploiter régulièrement ; qui plus est s'il s'agit d'une exploitation collective recourent à la location ; l'exploitation est souvent collective (sans parcelles individuelles).

Les associations - Les associations constituent un statut juridique que leur confère la loi. Généralement elles ont pour objet la promotion d'une catégorie sociale, mais sans exclusivité ; on peut donc rencontrer une grande diversité parmi elles. Elles relèvent d'un statut antérieur à tous les autres (période coloniale).

Dans beaucoup de villages il existe un périmètre communautaire où l'adhésion est de facto (tous les chefs de ménage ou de famille sont membres), donc un nombre très important d'adhérents.

En outre, on note aussi plan socioculturel voir religieux, l'existence de Dahiras et d'ASC comme l'Association Villageoise de Développement des villages de Ndombo, Diaglè et Thiago, l'Association pour la Rénovation de Mbane et Diaglè, l'Association pour le Développement Intégré de Mbane, etc. (PACR, 2010).

Au niveau de la CR on retrouve des organisations faîtières comme :

- le Cadre Local de Concertation des Organisations de Producteurs (CLCOP) qui compte 160 OP membres,
- l'Amicale Socioéconomique Sportive et Culturelle des Agriculteurs du Walo (ASESCAW),
- l'Union Locale des Groupements de Promotion Féminine (ULGPF) de Mbane, qui compte 93 GPF,
- la Maison des Éleveurs (MDE),
- le Directoire des Femmes en Élevage (DIRFEL), etc.

Les individuels – Il s'agit d'individualités qui, à titre personnel, exploitent des terres affectées par le Conseil Rural ou selon un accès coutumier. Ils sont assez nombreux parmi les exploitants avec souvent de petites superficies.

Les sociétés - Ce type de statut est généralement celui des entreprises/industries/ « agrobusiness » qui sont venus s'installer dans la CR.

Toutes ces formes de structure se retrouvent parmi les exploitants qui utilisent les 63 chenaux répertoriés.

6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

La Communauté rurale de Mbane est dirigée par un Conseil Rural de 46 membres élus à l'issue des élections du 22 mars 2009. Toutefois, il est actuellement dirigé par une délégation spéciale. En effet, il aura cependant des remous politiques, suite à la contestation des résultats des élections amenant un blocage institutionnel de mars 2009 à novembre 2009. Ces problèmes sont toujours d'actualité, la communauté rurale n'est pas dirigée par le conseil élu et la délégation spéciale qui a été mise en place n'a plus mandat pour administrer le Conseil Rural dont la gestion est actuellement du ressort du sous-préfet.

Un regard sur le profil de la composition du Conseil Rural permet de voir que 67% des conseillers n'ont jamais exercé une fonction électorale similaires contre seulement 24% qui en sont à une deuxième mandature. Ce qui en plus de deux mandats représente seulement 8%.

Le conseil est marqué par une très faible représentation des jeunes seulement 2%. Les classe d'âge de 35 à 60 ans représente 85% de l'effectif total et les plus de 60 ans, 13%. Les femmes sont

également peu présentes dans le conseil où elles représentent 11% des membres, même ce chiffre dépasse de loin certaines CR de la zone de la zone du projet.

En outre, il apparaît que 52% des conseillers ont été jusqu'à l'école primaire dont 15% le niveau secondaire et 13% pour le niveau supérieure. Les éleveurs dominent si l'on considère la répartition suivant la situation socioprofessionnelle avec 33% de l'effectif. Suivent les agriculteurs 22%, ensuite des employés (CSS, fonctionnaires, etc.) 20% dont neuf de la Compagnie Sucrière Sénégalaise (CSS). Les enseignants représentent 7%, les commerçants 4% et les chauffeurs 2%. Quant aux conseillères, elles sont toutes des femmes aux foyers (PLD de Mbane, 2010).

6.1.2 Organisation, fonctionnement et structures d'appui du Conseil Rural

Le Conseil Rural de Mbane n'est plus fonctionnel et c'est une délégation spéciale du gouvernement qui gère la communauté.

Le fonctionnement du Conseil Rural était articulé autour d'un organe exécutif et d'un organe délibérant. L'organe exécutif comprend le Président du Conseil Rural (PCR) et ses 2 vice-présidents. Ce bureau exécutif est chargé de la publication et du suivi de l'exécution des lois ainsi que des décisions du Conseil Rural sous l'autorité du sous-préfet. En tant qu'ordonnateur du budget, le PCR a en charge la préparation et l'exécution du budget.

Le Conseil Rural de 46 membres constituait l'organe délibérant. Il est au cœur de la gouvernance locale et traite de toutes les questions relevant du domaine de compétence de la collectivité locale, notamment des questions foncières, d'aménagement du territoire et de développement économique et social. Il est assisté par une assistante communautaire (ASCOM) qui l'appui dans ses différentes fonctions.

Le Conseil Rural de Mbane avait mis en place 13 commissions techniques, couvrant l'ensemble des secteurs de développement économique, social et environnemental de la CR. Chaque commission est composée de conseillers ruraux et présidée par l'un d'entre eux. Elle peut s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux ainsi que des personnes ressources pour traiter des différentes questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Dans le domaine foncier, le conseil dispose d'une commission domaniale chargé d'instruire les dossiers d'affectation et de désaffectation foncière, mais les décisions en la matière sont du ressort du conseil qui statue par délibération. Il dispose aussi une autre commission qui s'occupe des relations avec les chefs de villages, les litiges et conflits.

Il est à souligner que le Conseil Rural bénéficiait dans ses différentes fonctions et tâches de l'assistance des services déconcentrés de l'État, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL). Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (SAED, ANCAR, les services des Pêches, des Eaux et Forêts, de l'Aménagement du territoire, SDDR, Hydraulique, etc.). Le Conseil Rural de Mbane bénéficiait dans plusieurs secteurs d'activités de l'appui-conseil de projets (le PACR/FVD financé par l'AFD, le PGIES), d'industrie notamment la CSS et d'ONG (Ferlo gomme, COOPERA, AECID, etc.)

6.2 Ressources financières de la CR

Pour son fonctionnement et ces investissements, la CR disposait de deux principales sources de recettes qui lui permettent d'alimenter ces deux rubriques. Le tableau suivant (tableau 10) montre l'évolution du budget selon et de ces deux rubriques entre 2006 et 2010.

Tableau 10 : Évolution du budget de la CR de Mbane de 2006 à 2010

Année	Recettes prévues			Recettes réalisées			Taux de réalisation
	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total	
2006	64 729 877	171 783 484	836 513 361	66 036 175	94 217 600	160 253 775	19,2%
2007	95 903 343	710 055 093	805 958 436	10 032 673	128 776 200	138 808 873	17,2%
2008	102 167 300	229 183 337	331 350 637	42 989 912	38 052 681	81 042 593	24,5%
2009	125 381 498	135 318 827	260 700 325	36 827 096	13 023 660	49 850 756	19,1%
2010	168 233 782	201 082 625	369 316 407	57 711 096	137 465 577	195 176 673	52,8

Source : PLD de la CR de Mbane, 2010 (Conseil rural de Mbane)

6.2.1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de la CR de Mbane proviennent de recettes propres que le Conseil Rural tire de recettes fiscales (impôts et taxes), de recettes non fiscales (produits d'exploitation et du domaine) et de recettes diverses (produits divers) d'une part, et d'autre part de fonds de dotation de l'État pour le fonctionnement. L'évolution du budget de la CR est synthétisée dans le tableau qui suit (tableau 11).

Tableau 11 : Évolution des recettes de fonctionnement de la CR de 2006 à 2010

Année	Fonds de dotation	Produits fiscalité locale	Total
2006	6.531.906	59.504.269	66.036.175
2007	7 076 344	2 956 330	10.032.674
2008	9 921 300	66 400 740	76.322.040
2009	10 306 300	16 414 690	26.720.990
2010	11 000 000	33 587 649	44.587.649

Source : PLD de la CR de Mbane, 2010 (Conseil rural de Mbane)

L'analyse de l'évolution des recettes de fonctionnement montre que celles-ci fluctuent d'une année à une autre. Toutefois, excepté l'année 2007, les recettes fiscales dominent le budget de fonctionnement de la CR.

6.2.2. Les recettes d'investissement

Pour assurer ses investissements, le Conseil Rural dispose d'autres recettes, autres que celles destinées à son fonctionnement, qui proviennent des Fonds de concours, des excédents de fonctionnement capitalisés et de la participation des populations. La répartition de ces différents apports se décline comme indiqué dans le tableau qui suit (tableau 12).

Tableau 12 : Évolution des recettes d'investissement de la CR de Mbane de 2006 à 2010

Année	Autres fonds de concours	Excédent capitalisé	Total
2006	94 217 600	-	94.217.600
2007	97 480 200	31 296 000	128.776.200
2008	4 720 553	-	4.720.553
2009	8 000 000	-	8.000.000
2010	4 000 000	146 588 124	150.588.124

Source : PLD de la CR de Mbane, 2010 (Conseil rural de Mbane)

Dans les recettes destinées aux investissements de la CR, la part des fonds de concours connaissent une baisse remarquable depuis 2008. Quant aux excédents capitalisés, ils n'ont eu aucun apport pour les années 2006, 2008 et 2009, même si elles atteignent les 146.588.124 FCFA en 2010. Les recettes d'investissement ne connaissent pas une hausse constante même si elle est passée de 94.217.600 FCFA en 2006 à 150.588.124 FCFA en 2010 soit une hausse de plus de 62%. Elle n'atteint que 4.720.553 FCFA en 2008 et 8.000.000 de FCFA en 2009.

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

Le niveau de conflictualité est assez élevé dans la CR de Mbane et les types de conflits nombreux : conflits impliquant le Conseil Rural comme protagoniste, conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflits entre agriculteurs, conflits entre autochtones et allochtones (PACR, 2010).

6.3.1 Les conflits impliquant le Conseil rural en tant que protagoniste

Les conflits impliquant le Conseil Rural sont de plusieurs ordres. Parmi ceux-ci, on peut noter les problèmes de limites territoriales, une des conséquences des décrets qui créent les collectivités locales en général. En effet, ces décrets ne font que lister les villages qui constituent les CR sans pour fixer les limites de façon précise. Il en résulte des conflits, qui dans le cas de Mbane l'opposent à plusieurs CR limitrophes. Il en est ainsi à propos de la frontière avec la CR de Keur Momar Sarr (département de Louga). Dans ce cadre, une commission interrégionale (comprenant les services du cadastre, les conseils régionaux, les collectivités locales et les sous-préfets des arrondissements respectifs) a été créée pour trouver une solution à ce différend. Après des négociations ce problème a refait surface, au moment de la mise en valeur de terres dans la zone litigieuse. Mbane a été également en conflit avec la CR de Syer à propos d'une zone située entre les deux collectivités. Les terres en question seront finalement attribuées à la Gendarmerie nationale pour la construction d'un Haras. Le même type de conflit de frontière territoriale oppose Mbane à la CR de Bokhol, autour notamment du village de Mbelenti Pom, de même qu'avec la commune de Richard-Toll, etc.

Sur un autre registre, le Conseil Rural qui a été élu en 2009 a entretenu des rapports conflictuels avec les exploitants agricoles privés qui ont eu à bénéficier de largesses de l'ancien conseil. Les contentieux portent sur la désaffectation de terres attribuées dans le cadre de la GOANA par l'ancien conseil et dont le volume dépasse selon le nouveau conseil, le disponible foncier de la CR. C'est le cas de la société de plantation verte attributaire de 20.000 ha et qui s'est vue désaffectée au motif que les concernées étaient à la fois situées dans le bail d'OSBI et dans une zone densément peuplée (PACR, 2010).

Le nouveau Conseil Rural a également connu aussi des problèmes avec l'autorité administrative, en l'occurrence le sous-préfet qui a refusé d'approuver une bonne partie des décisions de désaffectation sous prétexte qu'elles n'étaient pas conformes à la loi (non-respect du délai de mise ne demeure d'une année). Les tensions avec le représentant de l'État vont conduire à la

suspension du Conseil Rural et à placer la CR sous délégation spéciale. Des menaces ont été émises à l'endroit du sous-préfet sous couvert d'anonymes et le préfet a fini par être affecté dans une autre collectivité locale.

Enfin, le conseil a eu des conflits avec certains chefs de villages, notamment avant 2008. Ce fut le cas avec celui de Saneinte qui a eu à contester, en tant que membre de la commission domaniale, la décision d'affectation de terres à des non-résidents, considérant qu'il n'a jamais été informé d'une quelconque opération de prospection, voire d'installation dans son village (PACR, 2010).

6.3.2 Les conflits entre agriculteurs et éleveurs

La fréquence de ces conflits est la plus élevée dans la CR de Mbane. Ces conflits surviennent quasiment toute l'année et se multiplient surtout en saison sèche. Ils prennent des proportions parfois très alarmantes entre octobre et novembre, période de récolte des cultures pluviales dont les champs ne sont pas clôturés et de recherche de points d'eau pour les troupeaux. Dans le *Walo*, c'est en période de contre-saison, au moment où les points d'eau du *Dieri*, commencent à s'épuiser que les conflits s'annoncent. Les causes de ces conflits sont entre autres la divagation des troupeaux, que ne peuvent maîtriser les jeunes bergers inexpérimentés, l'occupation des couloirs de passage du bétail par les aménagements hydroagricoles. L'accès des transhumants au Lac de Guiers et à la Taouey est menacé par les dernières affectations de terres du conseil rural qui risquent de fermer les voies d'accès aux points d'eau (PACR, 2010). Par ailleurs, les possibilités de pâturages post cultureux s'amenuisent. En effet, la période de vaine pâture se situait entre janvier et juillet, soit entre la fin de la campagne d'hivernage et le début de la suivante. La double culture irriguée tend à faire disparaître cette pratique.

Parmi les conflits les plus remarquables on peut citer le cas entre les wolofs du village Diaglè et les peuls du village de Mar. Suite à la divagation d'un troupeau conduit par un jeune berger peul, les agriculteurs de Diaglè ont saisi le troupeau, frappé le berger et demandé un dédommagement. Les proches du berger ont payé la somme demandée pour la libération du berger et du troupeau. En réaction, les peuls de Mar soutenus par des peuls d'autres villages ont boycottés le marché hebdomadaire de Diaglè. Les zones les plus conflictuelles de la CR sont celles de Saré Lamou, Diaglè, Penda Yayaké. Ces conflits sont cependant moins fréquents dans la zone Bouteyni qui exclusivement sylvo-pastorale.

Le Conseil Rural dispose d'une commission pour régler les conflits qui avec l'appui du PCR joue un grand rôle dans leur gestion à l'amiable. Elle évalue les dommages et fixe les amendes dans les cas où les dommages sont jugés mineurs. Tout éleveur fautif dont le troupeau est mis en fourrière doit en plus de dédommager le cultivateur, verser une amende au Conseil Rural pour la libération de son troupeau. A l'échelle de l'arrondissement, le sous-préfet a créé par arrêté une commission locale sur la divagation des animaux. Elle est composée du chef du CADL, du chef de la brigade des Eaux et Forêts, du conseiller agricole et rural (CAR) de Mbane, de l'agent de la SAED et des représentants des producteurs locaux (agriculteurs et éleveurs). Elle procède au constat et à l'estimation des dommages occasionnés par les divagations. Les frais de déplacement sont à la charge de l'agriculteur qui a subi la divagation, il paie le carburant. Faute de règlement à l'amiable, la victime dépose une plainte à la gendarmerie avec la copie du procès-verbal de constat. Les parties peuvent aussi saisir directement la gendarmerie où un règlement à l'amiable est aussi possible avec le retrait de la plainte. Toutefois, il est très rare que le conflit atteigne le stade de contentieux judiciaire (PACR, 2010).

6.3.3 Les conflits entre agriculteurs

Des conflits impliquant des agriculteurs sont notés sur toute l'étendue de la CR et relèvent de plusieurs facteurs : non-respect d'un contrat de partenariat ou de location, refus de restituer à son propriétaire une parcelle qui a été prêtée ou louée, etc. Mais ces conflits dépassent rarement le cadre du village, voire du Conseil Rural. Ce type de conflits naît aussi de problèmes d'héritage

suite au décès du chef de la famille affectataire d'une terre initialement détenue en vertu du droit coutumier. Ainsi à Madina Baidy où un conflit foncier de cette nature oppose des membres d'une même famille (PACR, 2010).

Les conflits entre agriculteurs résultent parfois d'une erreur du Conseil Rural ou d'une contestation de ses décisions. En effet, il peut arriver qu'un terrain soit affecté à deux exploitants ou groupements. Cette source de conflit est devenue récurrente avec la situation foncière créée suite aux attributions décidées dans le cadre de la GOANA. Ces conflits ont été notés dans les zones de Diaglè, de Ndiakhaye, de Louguéré Bailo..., et portent souvent sur des terres affectées et non mises en valeur ou laissées en jachère (PACR, 2010). Une contestation des décisions du Conseil Rural a été à l'origine d'un conflit opposant les villageois de Madina Cheikh. L'affectation de terres dans ce village à certains d'entre eux par l'ancien Conseil rural a rencontré l'opposition de villageois qui n'ont pas bénéficié de ces attributions, considérant qu'il y eu un favoritisme d'un côté et une discrimination à leur endroit.

Ces conflits entre agriculteurs finissent rarement devant la gendarmerie ou la justice. Ils sont le plus souvent réglés à l'amiable, des compromis sont généralement trouvés entre les protagonistes avec le concours des chefs de villages, du PCR, du CADL, voire du sous-préfet.

6.3.4. Les conflits entre autochtones et allochtones

Ce genre de conflits concerne deux catégories d'allochtones : les membres d'un autre village et les investisseurs étrangers ou nationaux. Ils sont le fait d'affectations de terres sur les emprises coutumières d'un village ou de ses membres. L'exemple le plus marquant est celui du conflit opposant la Section villageoise de Louguéré au le Foyer des jeunes de Ndiakhaye. Le conflit porte sur l'affectation depuis 1991 à la Section villageoise de Louguéré, de terres situées dans le village de Ndiakhaye. Le conflit a été particulièrement vif, lorsque les membres du Foyer de Ndiakhaye qui n'avaient pas réagi au creusement du canal, se sont opposés à la mise en valeur du périmètre. Un règlement à l'amiable permis de mettre fin à la tension.

Les conflits peuvent opposer les villageois à d'autres catégories d'allochtones comme les entreprises étrangères, surtout lorsque la procédure d'affectation n'est pas transparente. En effet, certains investisseurs étrangers peuvent par des procédés divers, s'accorder les faveurs du Conseil Rural qui s'empresse de leur affecter de vastes étendues sans pour autant en aviser la population locale. De même, des investisseurs traitent directement avec des chefs de villages et signent avec eux des protocoles pour l'exploitation de terres du village et certains habitants du village, surtout des jeunes, s'y opposent, quand ils sont au courant.

Dans ces registres, s'inscrit le conflit qui oppose les habitants du village de Mar à la société indienne SENEGINDIA SARL autorisé à s'installer sur 5.000 ha sur un site litigieux et qui occupe 50 ha sur les 100 ha d'une aire de mise en défens attribuée au village. Constatant son installation, les jeunes ont mené actions dénoncer le protocole d'accord paraphé entre la Société et le chef de village et s'opposer à cette installation. Le Conseil Rural qui n'était pas avisé du protocole d'accord s'est ensuite saisi du dossier et a demandé aux indiens d'arrêter les défrichements, ce qui fut fait, mais la société a pu poursuivre l'exploitation es arachide de la partie défrichée (PACR, 2010).

7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIERES

7.1 Importance et répartition des affectations foncières selon les usages prévus

Avec la promulgation de la loi sur le domaine national (loi 64-46 du 17 juin 1964), tous les droits coutumiers sur les terres ont été supprimés et un régime de la domanialité des terres a été instauré. Dans les zones de terroirs des communautés rurales, l'affectation et la désaffectation des sont du ressort des conseils ruraux sous le contrôle des sous-préfets (décret 72-1288). L'affectation doit

être faite aux membres de la communauté rurale (seuls ou regroupés) et en fonction de leur capacité de mise en valeur. Ces dispositions sont très peu respectées dans la réalité et toutes les études montrent que le droit coutumier demeure toujours pour les populations et pour les conseillers ruraux qui la prennent souvent en compte dans leurs décisions (PACR, 2010, MCA-CIRAD-FIT-SONED, 2011).

L'actuelle CR de Mbane date de 2008 à la suite de l'érection de Gaé en commune et de Bokhol en communauté rurale (décrets n° 2008-748 et 2008-749 du 10 juillet 2008). De ce qui reste de l'ancien découpage de la communauté rurale de Mbane, les anciens conseils ruraux ont affecté entre 1984 et 2008 près de 207.177 hectares (soit 207,2 km²) de terre, ce qui dépasse de loin la superficie de la communauté rurale estimée à près de 192,5 Km² (total zone POAS).

Le PACR a réalisé en 2011-2012 un important d'exploitation des archives de la l'ancienne et l'exploitation de ces données complétées et recoupées avec celle obtenus par nos enquêtes (tableau ci-dessous), auprès du conseil. Il en ressort que le Conseil Rural a attribué à 957 affectataires une superficie de 207.177 ha, pour des usages agricoles (pour 99,5% des superficies affectées), pour l'habitat (près de 0.07%) et 0,43% pour des usages divers comme les équipements communautaires, infrastructures socioéconomiques (magasin de stockage, mosquée, école, etc.).

Tableau 13 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées et des affectataires dans la CR de Mbane (Sources PACR + enquêtes février 2013)

Usages	Agricole		Habitation		Autres		Total	
	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)
Affectations	692	206.072	1	4	264	1101	957	207.177
%	72,3	99.5	0.1	0.07	27.6	0.43	100	100

7.2 Les affectations à usage agricole et leur évolution

7.2.1 Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

L'essentiel des affectations foncières (72% des terres affectées a été fait en 2007 et 2008 par les anciens conseils ruraux. Ces affectations opérées de manière anarchique et incontrôlée ont abouti au « scandale foncier » qui a secoué la communauté rurale ces trois dernières années. Le PCR du conseil élu en 2009 a voulu assainir la situation en procédant à une désaffectation, mais le sous-préfet n'a pas entériné la décision, considérant qu'une mise en demeure de un aurait dû être adressée aux affectataires. Il s'en est suivi « un bras de fer » qui a entraîné un blocage institutionnel de la CR. Le Conseil Rural a fini par être été dissout et remplacé par une délégation spéciale qui a pris fin il y a un an, sans qu'un nouveau conseil ne soit élu. Le nouveau sous-préfet règle les affaires courantes. Aucune délibération foncière, ni discussion sérieuse ne peut avoir lieu actuellement concernant le foncier à Mbane. Cette situation rend actuellement très difficile, un dessin quelconque des contours possibles du projet PDIDAS dans cette communauté rurale.

Tableau 14 : Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
Nombre	1	10	4	9	1	17	10	78	3	25	4
Sup ha	15	337	255	98	30	178	30101	1057	475	3570	5460
%	0.07	0.16	0.12	0.05	0.02	0.09	14.61	0.51	0.23	1.73	2.65
Taille	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2010		Total	
Nombre	26	102	6	47	2	104	242	1		692	
Sup ha	1967	4065	425	8813	35	61245	87846	100		206072	
%	0.96	1.97	0.21	4.28	0.02	29.72	42.63	0.05		100%	

Le dépouillement des données disponibles montre que depuis l'élection du Conseil Rural en 2009, une seule affectation foncière a été faite en faveur de la société SNA, pour 100 ha en 2010. La vacance et l'instabilité du Conseil Rural pour des raisons politiques constitue une des principales raisons qui expliquent cette situation.

7.2.2 Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole

Tableau 15 : Statut des affectataires des terres à usage agricole

Statut	Association	AVD	Coopérative	GIE	GPF	Individ	Société	OP	Program.	Gp Vil.	Etabl. Pub.	Total
Nombre	15	47	3	30	9	552	23	10	1	1	1	692
Sup ha	4080	3109	420	6610	260	43825	146.485	233	30	20	1000	206072
%	1.98	1.5	0.20	3.2	0.13	21.27	71,1	0.11	0.01	0.01	0.5	100%

L'essentiel des affectataires de terres à usage agricole bénéficie à des sociétés : 71% des surfaces pour seulement 3,3% des affectataires (tableau 15). Elles sont suivies par des personnes physiques sans statut juridique (seul ou en tant que chef de ménages), qui constituent 79,7% de l'effectif des affectataires pour seulement 21,3 % des superficies. Les GIE représentent 4,3% de l'effectif des affectataires de terres à usage agricole et bénéficient de 3,21% des superficies. Les groupements de promotion féminine (GPF) qui constituent la principale voie d'accès des femmes à la terre sont peu nombreux (9 GPF) probablement en raison de l'implication des épouses des éleveurs dans cette activité, sont très faiblement dotés en terres, avec seulement 0,13% des surfaces affectées. Les autres affectataires sont les associations (1,98% des superficies), les organisations de développement villageois (1,51%), des OP (0,11%).

7.2.3 Importance et distribution des affectations supérieures ou égales à 10 hectares

Dans le dépouillement et l'analyse des affectations pour usage agricole, un focus a été fait sur celles qui font plus de 10 ha et leurs bénéficiaires (tableau 16).

Tableau 16 : Distribution des affectations foncières selon la superficie

	Taille des parcelles affectées																	
Sup.	10	12	14	15	16	20	25	27	30	40	50	55	60	70	75	80	83	100
Nbre affect. et %	216	2	3	40	1	78	5	1	46	9	55	1	2	6	1	1	1	57
	34,6	0,3	0,5	6,4	0,2	12,5	0,8	0,2	7,4	1,4	8,8	0,2	0,3	1,0	0,2	0,2	0,2	0,2
Tableau suite																		
Sup.	113	140	150	200 à 300	310 à 400	500	600 à 800	1000	20000 à 2500	3200	5000	6000	8000	30000	50000	Total		
Nbre affect. et %	1	1	6	33	11	16	3	14	5	1	3	1	1	2	1	624		
	0,2	0,2	1	5,3	1,8	2,6	0,5	2,2	0,8	0,2	0,5	0,2	0,2	0,3	0,2	100%		

Les affectations portant sur une superficie supérieure ou égale à 10 ha sont au nombre de 624, soit 90,2% de l'ensemble des affectations à usage agricole. Les superficies les plus couramment affectées sont de 10 ha et 20 ha qui représentent respectivement 34,6% et 12,5% des superficies affectées, soit environ la moitié. Les superficies de 50 à 100 ha représentent 1/10ème des affectations, avec une très nette prépondérance des parcelles de 50 ha. Pour l'essentiel, ces surfaces se rapportent respectivement à des petits périmètres villageois conçus par la SAED dans les années 70 et 80, et à celle d'une unité autonome d'irrigation (UAI) dans les aménagements intermédiaires. À l'opposé, 14 affectataires ont reçu 1.000 ha et 8 ont bénéficié de 8.000 ha à 50.000 ha. La liste des affectataires avec les superficies affectée est indiquée en annexe.

Un nombre très réduit d'affectataires, 18 au total soit 2,9%, ont été installés par la commission domaniale de la CR sur les terres affectées. Dans les archives foncières de la CR, une bonne partie des données sur l'installation des affectataires ne sont pas disponibles. Les enquêtes ont révélé que la quasi-totalité des affectations faites en 2008 n'ont pas fait l'objet d'installation par la commission domaniale. L'importance des affectations foncières enregistrées traduit la convoitise qu'ont suscitée les terres de la communauté rurale de Mbane pendant la GOANA et qui relève plus du marquage foncier et de la spéculation, que d'une réelle volonté de mise en valeur des terres. Il est indispensable de procéder dans le cadre du PDIDAS, à un état des lieux exhaustif des affectations, des installations et des affectataires.

7.3 Localisation des affectations foncières au sein de la CR

L'ineffectivité des installations foncières et l'indisponibilité d'une cartographie des affectations permettant une localisation précise des terres affectées aussi bien au niveau communautaire que de l'arrondissement rendent difficile, voire aléatoire toute tâche de repérage sur le terrain. En outre une bonne partie des terres n'est pas exploitée.

L'analyse des données collectées dans la base de données des délibérations (PACR), complétée avec les enquêtes auprès de la représentation locale et des animateurs des comités de zone POAS¹⁴, permettent d'avoir une idée assez approximative des zones et parfois des villages où les terres ont été affectées (tableau 17).

Tableau 17 : Répartition des affectations dans les zones POAS

	Ind.	Bandjin cobé	Boute yni	Diaglé	Kouel	Mbane	Niari	Niassa nté	Saré Lamou	Sowonabé P, Badio	Thiago	Total
Nombre	3	288	2	45	1	224	22	5	3	7	92	692
Sup ha.	3250	51541	25	11917	1000	51152	1575	385	1415	307	83505	206072
%	1.58	25.01	0.01	5.78	0.49	24.82	0.76	0.19	0.69	0.15	40.52	100

Dans la communauté rurale, trois zones concentrent l'essentiel des affections foncières : la zone de Thiago qui est traversée par le canal de la Taouey, 40,5, celle Badjincobé qui est assez proche du Lac 25,1% et la zone de Mbane qui bénéficie d'une large ouverture sur le lac de Guiers, 24,8%, soit au total les 9/10^{ème} des terres affectées. Elles font partie des espaces les plus peuplés de la CR et la proximité de la ville agroindustrielle de Richard-Toll offre une bouché important pour les productions agricoles.

Ces trois zones sont du reste « plus que saturées ». car selon le dépouillement des délibérations, les superficies qui y seraient affectées dépassent la superficie des zones elles-mêmes. Cette situation aberrante est la conséquence des attributions foncières effectuées de façon aveugle, l'affectation d'une même parcelle à plusieurs personnes et à la non installation des affectataires par la commission domaniale de la CR. Des terres seraient disponibles dans les autres zones, mais dans de nombreux cas, elles sont relativement éloignées du Lac et de la Taouey. L'amenée d'eau et leur mise en valeur nécessitent en conséquence des investissements lourds qui dépassent les moyens des populations (longs canaux revêtus pour limiter les infiltrations, tuyaux enterrés, stations de pompage...). Le projet PDIDAS pourrait jouer un rôle important dans ce domaine, dans le financement d'équipements hydrauliques structurants pour la mise en valeur de ces terres.

¹⁴ Un tableau récapitulant les affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

8. RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 – Expériences en arrangement foncier

La demande de terres par des promoteurs d'agrobusiness a été marquée avant les années 1990 par les expériences d'OSBI et les extensions de la CSS. Aujourd'hui, un nombre significatif d'agrobusiness est installé dans la CR.

Dans la période récente, un seul cas d'arrangement a été relevé au cours des enquêtes de terrain. Il s'agit de l'accord passé entre la Société SNA avec le Conseil Rural. Les informations sur les termes de cet accord restent encore à clarifier puisque qu'aucune des personnes interrogées n'a été en mesure de donner des informations claires à ce sujet.

Il semble, d'après nos entretiens, que la SNA serait une société américaine à laquelle le Conseil Rural de Mbane aurait affecté 100 ha en 2010 dans le village de Poma (zone de Mbane). La société avait commencé à aménager la terre et a exploité la moitié de la superficie affectée (50 ha) en maïs. Le contrat passé entre les deux parties n'a pas été mis à la disposition de l'ASCOM, ni du chef du CADL. Ce dernier affirme, cependant, que le SNA aurait versé une somme comme intéressement financier. Le Président de la commission domaniale affirme que la société SNA s'était aussi engagée à fournir des GMP à la CR.

Toutefois, SNA n'exploite plus depuis 2012 et les responsables de la CR n'ont pas eu d'explications sur l'arrêt des activités.

8.2 – Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness

Les populations ne sont pas opposées à l'installation de programmes d'agrobusiness. Les projets sont bienvenus pour aider la communauté à disposer de moyens de mise en valeur de la terre. Les villages ont généralement affirmé qu'ils disposent de terres pouvant accueillir le projet. Le partenariat avec l'agrobusiness proposé par le projet les intéresse si « nous reprenons nos terres si l'investisseur quitte ». L'implication effective de l'État est rassurante.

Les populations insistent cependant sur la nécessaire prise en compte de la question de l'élevage. L'activité d'élevage qui n'est pas appuyée («amul ndey, amul baay» littéralement, elle n'a ni mère, ni père, autrement dit elle ne bénéficie d'aucun appui/défenseur) connaît beaucoup de difficultés ; les animaux sont souvent pris en fourrière en l'absence de périmètres irrigués clôturés.

Ensuite, des appuis sont à assurer aux populations pour leur permettre de mettre la terre en valeur de manière durable :

- du fait qu'ils manquent de moyens, les producteurs doivent aussi être appuyés en termes d'accès au crédit, au matériel agricole, aux marchés, etc ;
- des contraintes et besoins sont la maîtrise de l'eau (variation du niveau du lac, qualité des stations de pompage, recours à des pompes de relais pour alimenter les canaux éloignés) posant une question d'efficience. Il faut mettre en place des chenaux qui vont loin à l'intérieur des terres ainsi que des pistes de production ; permettre l'accès au matériel agricole (tracteurs, etc.) ; agir sur le coût des intrants trop élevé et le typha qui empêche la mobilisation de l'eau, etc.

Enfin, des craintes sont soulevées, appuyées par les observations suivantes :

- « Tout est informel ici. Les projets (agrobusiness) font ce qu'ils veulent ». Ils ne respectent même pas les lois et règlements en vigueur ;
- « Il faut prendre en compte les générations futures. Les investisseurs ne cherchent que leurs intérêts ». Il est nécessaire de constituer une réserve foncière pour les villages ;

l'essentiel des terres a été affecté à des riches. Très peu de ces terres affectées par le Conseil Rural (avant 2009) ont été exploitées ;

- Qu'est-ce que le projet fera des terres exploitées et des 3 ha qui ont affectées à chaque chef de famille, les réponses à ces questions constituent une condition pour confirmer l'accord de principe sur le projet ?

Les nombreuses expériences d'installation d'agrobusiness enregistrées peuvent être considérées comme signe d'ouverture, mais cependant plusieurs sont encore peu concluantes. Des expériences d'installation d'agrobusiness (Toll John, SNA, Fakhri) sur des terres du village de Sanente ont échoué après une période relativement courte d'exploitation. Une négociation serait actuellement engagée avec un partenaire porteur de projet, mais elle reste à confirmer. La présence de deux projets d'agrobusiness est notée dans le terroir villageois de Seing Dièri : SANOCI (1 000 ha) depuis 3 ans et Ferlo-gomme (150 ha) depuis 2003. Les projets tardent cependant à se concrétiser.

Plus globalement, pour beaucoup de villages l'arrivée d'investisseurs peut être bénéfique, mais ils doivent s'installer sur les « terres hautes ». Ces perceptions sont ainsi résumées par ces propos recueillis : « On peut fonder de l'espoir sur le projet, la situation actuelle (manque de moyens, exode rural obligé, etc.) commande d'adhérer au projet ; mais il faudra vérifier (être vigilant) la sincérité des propositions ». « Les terres disponibles sont celles situées « en haut » (les plus éloignées du lac), les terres proches du lac (tāk) sont pour nous ».

9. CONCLUSION

La CR de Mbane est actuellement dans une situation institutionnelle et politique très tendue, où aucun projet n'est possible. Cependant, si cette situation se règle, la zone peut être ouverte à une installation raisonnable et réfléchie d'agrobusiness, selon des critères clairs d'inclusivité et de durabilité. La riche expérience en la matière de la CR aidera une démarche participative à mettre en œuvre des arrangements et des investissements durables.

Comme ailleurs, les zones potentiellement concernées sont les terres sablonneuses hautes de l'arrière-pays, actuellement occupées par les agro-pasteurs et qu'il faudra prendre en compte. Cela concerne particulièrement les besoins d'abreuvement, actuellement fournis par l'accès au lac.

Références bibliographiques

- AGRER-SETICO, 2009a : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport définitif. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMA, SAED, 61 p.
- AGRER-SETICO, 2009b : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport Etude des Ressources en Eau du Lac de Guiers. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMA, SAED, 61 p.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 2ème édition, 1988.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 3^{ème} édition, 2002.
- ARD de Saint-Louis, 2010. Plan Local de développement de la communauté rurale de Mbane, Conseil rural de Mbane 2010-2015, PACR-VFS, 109pages.
- D'Aquino P, Seck S. M., Cissokho A., 2000 : De l'irrigation administrée à une gestion concertée du territoire : le Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS), une démarche pour une évolution des modes de prise de décision. P. d'Aquino, S. M. Seck, A. Cissoko. In Pour un développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne – Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal-, Editions PSI/WECARD-CORAF, Dakar, juin 2000, p 358 – 374.
- FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 1999, 376 pages.
- PACR-VFS, 2010. Typologie des zones et typologie des situations et pratiques foncières, Communauté Rurale de Mbane. Rapport Final. PACR-VFS, Saint-Louis : Mars 2010, 76 pages.
- SAED, 2005. Plan d'occupation et d'affectation des sols de la (POAS), communauté rurale de Mbane. 51 pages.
- SEMIS, 2011. PLHA Communauté rurale de Mbane, Direction de l'hydraulique rurale, PEPAM, Sous-programme PEPAM IDA, décembre 2011, 38 p.

ANNEXE 1
Liste des chenaux dans la CR de Mbane

N°	Chenaux	Longueur(m)	Potentiel (ha)
1	Ousseynou Thiam	80	45
2	Ousmane Sarr	130	30
3	Niaw Diop	50	20
4	Limale Diop	1 100	50
5	Foyer Saninte	91,5	50
6	Elhadji Gaye	330	40
7	Ibrahima Sarr	70	15
8	Mankeur Sarr	95	30
10	Elhadji Thiam	90	25
11	Cheikh Diop	75	20
12	Djiby Bousso	90	30
13	Mankeur Fall	130	20
14	Sohibou Sow	105	15
15	Ahmet Ba Fall	105	70
16	Aïssatou Diallo	102	15
17	Cheikhou Seck	150	50
18	Diokere	100	50
19	Mademba Gueye	205	150
21	Saer Thioubou	140	25
22	Elimane Gaye	100	10
23	Adama Gueye	90	10
24	Mor Gueye	205	20
25	Ndiaga Gueye	780	80
26	Djeler	1 300	800
27	Ibrahima Gaye	700	70
28	Ousmane Badji	250	70
29	Belel Ndendi	800	35
30	Ibrahima Sall	1 000	150
31	Gora Thiam	70	25
32	Cheikh Sall	300	50
33	Samba Thioubou	800	100
34	Bira Fall Gueye	200	50
35	Ismael Ndiaye	1 600	45
36	Baba Wade	180	15
37	Mayoro Diaw	101	17
38	Elhadji Sall	1 500	60
39	Souleymane Sarr	150	60
40	Cheikh Wade	80	40
41	Koute Sarr	100	10
42	GPF Mbane	100	6
43	Section Mbane	100	100
44	Projet Ndiouféne	200	15

45	Man sa Bopp	1 500	65
46	Souleye Diouf	60	15
47	Aly Magaye	60	15
48	Oumy Diaw	100	25
49	Balla Sarr	100	50
51	Falli Wade	100	10
52	Abdou Diop	90	30
54	Issa Wade	170	30
55	GPF Syer	80	10
56	Karim Gueye	1 200	200
57	Magueye Boh	3 000	100
58	Papa Gueye	2 000	100
59	Moussa Ndiongue	100	20
60	Ndiogou nder	100	15
61	Regroupement des Femmes de Mbane	1 000	15
62	Mbodj Diagne	100	18
63	Mane Diop	100	50
64	Toll Jom	200	100
66	SOTRACOM (Cheikh Lö)	1 200	500
67	Témèye Agro	3 500	1000
Total		28 704,5	4 956

Source : SAED, 2009, **complétée**.

**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)
Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Ndiébène Gandiol**

Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	142
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	144
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	144
1.2. Distribution spatiale de la population.....	145
1.3. Inégalités des densités démographiques et ses implications	145
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	146
2.1. L'agriculture	146
<i>2.1. 1. L'agriculture sous pluie</i>	<i>146</i>
<i>2.1. 2. La culture maraîchère et l'arboriculture fruitière... ..</i>	<i>146</i>
2.2. L'élevage	148
2.3. Les autres activités	148
<i>2. 3. 1. La foresterie</i>	<i>148</i>
<i>2.3. 2. La pêche et la transformation des produits halieutiques.....</i>	<i>149</i>
<i>2.3. 3. Le tourisme</i>	<i>149</i>
<i>2.3. 4. Les activités extractives</i>	<i>150</i>
2.4. Eléments de synthèse	150
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	151
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	151
3.2. L'agriculture irriguée.....	151
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ÉCONOMIE LOCALE.....	152
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	152
5.1. Les cadres de concertation et organisations communautaires.....	152
5.2. Les organisations de base.....	152
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	153
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	153
<i>6.1. 1. Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>153</i>
<i>6.1. 2. Organisation, fonctionnement et structures d'appui au Conseil Rural</i>	<i>155</i>
6.2. Les ressources financières de la CR	155

6.2. 1. <i>Les recettes de fonctionnement</i>	155
6.2. 2. <i>Les recettes d'investissement</i>	156
6.3. Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR.....	157
6.3. 1. <i>Les conflits entre agriculteurs et éleveurs</i>	157
6.3. 2. <i>Conflits entre agriculteurs</i>	157
6.3. 3. <i>Litige foncier entre les CR de Ndiébène Gandiole et Gandon</i>	157
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	158
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	158
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	159
7.2. 1. <i>Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole</i>	159
7.2. 2. <i>Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole</i>	159
7.2. 3. <i>Importance et distribution des affectations supérieures à 10 hectares</i>	159
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR.....	160
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	161
8.1. Expériences en arrangement foncier	161
8.2. Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness	161
9. CONCLUSION	162

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La communauté rurale (CR) de Ndiébène Gandiol est située dans l'arrondissement de Rao du département de Saint Louis. Elle a été créée en 2008 suite à une scission de la communauté rurale de Gandon (décret 2008-1495 du 31 décembre 2008 modifiant le décret 2008-747 du 10 juillet 2008). Elle est limitée à l'ouest par le Fleuve Sénégal et l'Océan Atlantique, à l'Est par la Communauté Rurale de Gandon, au Nord par la Commune de Saint Louis et au sud par la Communauté Rurale de Leona (Région de Louga). Elle couvre une superficie de 20900 hectares (20,9 km²).

Pour la conduite des activités développement local, l'organisation de l'espace et la gestion des ressources naturelles, le Conseil Rural a divisé le territoire communautaire en six zones de gestion dans le cadre de l'élaboration des POAS :

- ✓ zone de Gantour – Elle regroupe les villages situés à l’Est de la Communauté Rurale qui fait frontière avec la CR de Gandon (à l’Est) et la CR de Léona (au Sud). Elle a une superficie estimée à 5960 ha (soit 28,5% du territoire communautaire), dont 4% (soit 254 ha) est occupé par la Réserve de Gueumbeul. Avec principalement deux types de sols, du *Dieri* (96%) et du *Hollaldé* (4%), la zone est assez loin des principales sources d’eau de la région. L’agriculture pluviale, dont les mises en valeur atteignent (375 ha soit 6%) et l’élevage (notamment sur une zone pastorale qui fait 1.179 soit 20%) constituent les principales activités ;
- ✓ zone de Keur Barka – Elle constitue l’essentiel de la partie Nord de la CR dont elle occupe 14,5% du territoire (soit 3.034 ha) et fait frontière avec la commune de Saint-Louis au Nord et la CR de Gandon à l’Est. Cette zone à une ouverture sur le fleuve Sénégal et diversité de sols (*Dieri* 36%, *Hollaldé* 15% et *Fondé* 9%) permettant la culture sur les berges en décrue (sur près de 9% du territoire), la pratique de la pêche sur dont les emprises sont estimées à 911 ha soit 30% de la zone, d’une agriculture pluviale (sur près de 95 ha), etc. C’est aussi une zone de production maraîchère (104 ha concernés) alimentée pour l’essentiel à partir des eaux de puits, toutefois la salinité gagne de plus en plus ces terres et contraint à l’abandon de plusieurs champs. En plus, la proximité de la zone avec la commune de Saint-Louis induit une avancé du front urbain entraînant des lotissements qui empiètent sur les anciens champs ;
- ✓ zone de Ndiébène Gandiole – Elle se situe au centre Ouest de la CR dont elle occupe 12,5% du territoire (soit 2.619%). Avec principalement deux types de sols, du *Dieri* (1.487 ha) et du *Hollaldé* (390 ha), on note comme principale activité l’agriculture pluviale sur près de 129 ha de la zone et du maraîchage (parfois en décrue) sur près 381 ha. Cette zone est fortement touchée par le sel et l’avancée de la mer, entraînant entre autres effets la salinisation des sols et la menaces de villages entières (surtout avec l’ouverture de nouvelles brèches dans la zone). La zone concentre l’essentiel des mares de sel de la CR (récoltés par les femmes) ;
- ✓ zone de Ricotte – Située au centre de la CR, elle s’étend sur près de 2.937 ha soit (14% du territoire de la CR). Essentiellement couvert de deux types de sols (*Dieri* 2.292 ha et *Hollaldé* 595 ha), il apparait que l’agriculture pluvial et le maraîchage soient les principales activités en plus de l’élevage (zone essentiellement peuplé de peuls) ;
- ✓ zone de Mouït – Elle correspond à la partie Ouest de la CR dont elle occupe près de 5,9% du territoire communautaire. Une bonne partie de la zone, soit 46% est sous l’emprise du Parc de la langue de Barbarie (PNLB). Son ouverture sur le fleuve et l’existence de nombreux bras permettent le développement de la pêche dont les emprises sont évaluées à 248 ha (soit près de 20% du territoire communautaire). le maraîchage (avec un peu d’agriculture pluviale) malgré la salinisation progressive des terres qui sont près du fleuve est très développé dans la zone. Les principaux types de sols sont le *Dieri* (1.001 ha) et le *Hollaldé* (15 ha) ;
- ✓ zone de Dégou Niééy – Elle regroupe les localités qui se trouvent au Sud de la CR et fait frontière avec la Communauté Rurale de Léona (Région de Louga). Important foyer de production maraîchère (16% du territoire soit 398 ha), cette qui s’étend sur près de 4.713 ha soit 22,5% du territoire communautaire a comme principale type de sol du sable (couvrant près de 90% du territoire). Toutefois, près de 21% de la zone (soit près de 518 ha) est occupée ou est sous l’emprise du PNLB, qui occupe toute la partie ouest (jouxant le Fleuve Sénégal) de la zone.

Dans le territoire de la CR deux parties se distinguent, de part et d’autre de la route nationale n° 1 (RN1).

La zone des Niayes située à droite de la RN1 en partant de Saint Louis et qui est sous influence maritime (zones de gestion de Ndiébène, de Kër Baka et de Mouït). Les terres y sont salinisées avec une accentuation induite par la brèche ouverte sur la mer en 2003 qui fait reculer les cultures maraîchères, principale production agricole de cette partie de la CR.

La deuxième partie de la CR est située à gauche de la RN1 en provenance de Saint Louis. Globalement, c'est une zone de *Dièri* avec des sols sableux à sablo-argileux (*Dior*, *Dek-Dior* et *Fondé*) exploitées pour l'agriculture pluviale et l'élevage. Elle correspond aux zones de gestion de Ricotte, Deegou Nieve et Gantour.

Les activités productives des populations sont très diversifiées. En plus des cultures maraichères, il y a l'élevage, la pêche, l'agriculture pluviale, l'exploitation du sel et des carrières.

En perspective, la reprise du canal du Gandiolais par le MCA pourrait avoir un certain impact en termes d'agriculture irriguée. Le canal qui part du Ngalam aboutit à la RN1 (près du village de Gandon). Réalisé par le plan REVA (Ministère de l'Agriculture) grâce au Génie militaire par depuis 6 ans environ, il n'est pas fonctionnel du fait de problèmes de calage au niveau d'eau du Ngalam. L'aménagement du Ngalam comme chenal-adducteur avec un ensemble d'ouvrages hydrauliques et son calibrage pour permettre l'irrigation de quelques terres de la CR, surtout si le canal venait à être prolongé au-delà de la RN1.

Comme la CR voisine de Gandon, Ndiébène Gandiole est une très proche voisine de la commune de Saint Louis avec laquelle elle a une frontière (au nord de la CR). Elle est, de ce fait, polarisée par cette ville dont elle constitue un arrière-pays immédiat ; ce qui induit des relations dans beaucoup de domaines (commercialisation des productions maraichères et halieutiques, services sanitaires, administratifs, etc.).

1. PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1 Caractéristiques générales du peuplement et de la population

La communauté rurale de Ndiébène Gandiole, née du redécoupage de la CR de Gandon, compte 29 villages officiels auxquels sont rattachés 17 hameaux soit au total, 46 établissements humains. La CR est peuplée principalement de trois ethnies. Les wolofs constituent l'ethnie majoritaire avec près de 45% de la population ; ils sont surtout présents dans les villages situés à l'ouest de la CR, notamment dans les zones de Keur Barka, Ndiébène Gandiole, Gantour et Mouït. Les peuls font 35% de la population se rencontrent surtout dans les zones de Ricotte, Gantour et Dégou Niééy. Les maures, près de 15% de la population, sont surtout présents dans la zone de Dégou Niééy.

La création de la CR est postérieure aux recensements généraux de la population et de l'habitat (RPGH). Cependant, en considérant les données de ces recensements pour les villages qui la constituent, la population de la communauté rurale peut être estimée à 9.310 habitants en 1988 et 15.506 en 2002. Cette population se répartit en 2002 dans 1.111 concessions ou carrés, contre 828 en 1988 (tableau 1). Selon les projections du PLHA de la CR, la population se chiffre à quelques 16.300 habitants¹⁵ en 2011 et atteindrait 17.737 en 2015 (SEMIS, 2010).

¹⁵ D'après le recensement administratif effectué par le Conseil Rural en 2010, la CR compte une population totale de 20.000 habitants, dont 52,4% de femmes et 47,6% d'hommes (PLD Ndiébène Gandiole, GERAD, 2010).

Tableau 1 : Évolution de la population de Ndiébène Gandiole et projections démographiques

Années	Nombre de Concessions	Effectif population		
		Hommes	Femmes	Total
1988	828	4.350	5.011	9.310
2002	1.111	7.347	8.159	15.506
2011				16.322
2015				17.737

Source ANSD

En considérant les données du RGPH de 2002, les femmes constituent 52,6% de la population, soit une proportion nettement supérieure à moyenne nationale qui est de 50,2%. La répartition de la population par classe d'âge n'est pas disponible au niveau communauté rurale. En se basant sur les données au niveau du département de Saint-Louis, on peut estimer que 55,6% de la population totale ont moins de 20 ans, 40,5% ont entre 20 et 64 ans, contre 3,9% pour les plus de 65 ans.

1.2. Distribution spatiale de la population

La répartition de la population est relativement variable suivant les villages et au sein du territoire de la communauté rurale. La population moyenne par village se chiffre en 2002 à environ à 535 habitants et à 340 habitants si on considère l'ensemble des établissements humains (villages officiels et hameaux). Dans les deux cas cependant, les moyennes cachent de fortes disparités. Certains villages ont une population qui dépasse 1.000 habitants (Ndiébène Gandiole, Mouït et Tassinère), alors que d'autres comme Ndoye Peulh, Keur Bernard, ou Pelour 2, ont moins de 100 habitants (tableau 2).

Tableau 2 : répartition des villages selon les classes de population de la communauté rurale de Ndiébène Gandiol (Sources : exploitation des données ANSD, Service régional statistique)

Classe de population (hbts)		< 100	101 - 200	201- 300	301- 500	501- 750	751- 1000	1001- 1500	1501- 2000	>2000
2002	Nb localités	4	8	1	9	2	1	2	1	1
	% de la population	2%	8%	1,7%	25,2%	9,6%	5,9%	16,3%	11,6%	19,7%

La distribution des villages par classe de population présentée dans le tableau 2 révèle en 2002, que 22 villages (37%) ont moins de 500 habitants tandis que 5 villages (17%), concentrent de la population de la communauté rurale. Les localités de moins de 100 habitants sont pour l'essentiel de hameaux de pasteurs transhumants situés dans la partie est de la CR..

1.3 L'inégalité des densités démographiques et ses implications dans la perception des populations

La répartition spatiale de la population montre que les localités les plus peuplées se trouvent dans les zones de Ndiébène Gandiole et Mouït (Ndiébène Gandiole, Mouït et Tassinère), noyau historique de la CR, à proximité de la route principale qui traverse la communauté rurale. Cette concentration de la population dans certains villages entraîne une distribution très inégale du peuplement dans la communauté rurale. La densité moyenne de la population est de 74 habitants/km². Elle est supérieure à la moyenne régionale (47 habitants/km²), mais très largement en-dessous de la moyenne du département de Saint-Louis qui est de 310 habitants/km² en 2010 (SRSD, 2010). Toutefois, la densité moyenne de 74 habitant /km² cache des disparités que révèle

la distribution de la population dans les six zones de gestion de l'espace définies le POAS de la CR, illustrée par le tableau 3 et la carte 2.

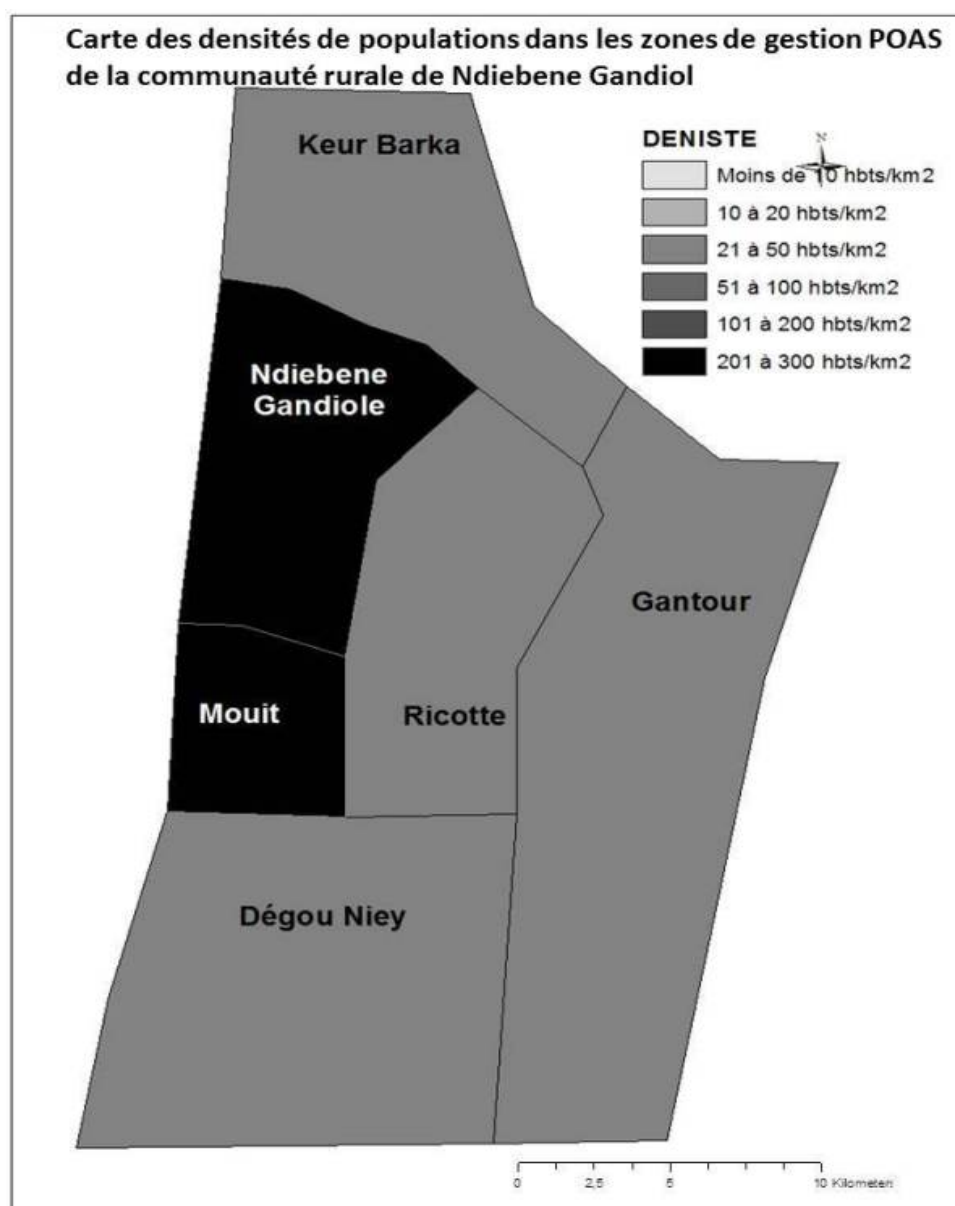
Tableau 3 : Densités moyenne de population dans la CR de Ndiébène Gandiole (habitant/km²)

Moyenne CR	Zones de gestion POAS					
	Gantour	Keur Barka	Ndiébène Gandiole	Ricotte	Mouït	Dégou Niééy
74	38	45	226	40	261	30
Localisation des zones dans la CR	Est	Nord	Centre-ouest	Centre	Ouest	Sud

Sources : Données ANSD, Recensement 2002 ; SAED/PACR, POAS 2010.

Les densités démographiques dans les zones de Ndiébène Gandiole et Mouït sont trois fois supérieures à la moyenne de la CR, alors qu'elles se situent autour ou en deçà de la moitié de la moyenne de la CR dans les quatre autres zones. La pression foncière est moins forte dans ces 4 zones et en particulier, dans celles de Gantour et Deggou Nieey.

Carte 2 : Densités de population selon les zones de gestion



2. ACTIVITES ECONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Ces activités s'organisent autour de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, auxquels s'ajoutent d'autres activités comme la foresterie, l'extraction du sel et le tourisme.

2.1 L'agriculture

L'agriculture est la principale activité économique. Elle est pratiquée sous trois formes : agriculture pluviale, agriculture maraîchère et arboriculture fruitière. L'agriculture irriguée telle que pratiquée dans les aménagements hydroagricoles dans les autres CR du Delta est quasi inexistante à Ndiébène Gandiole.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie

Elle est pratiquée sur les terres sableuses du *Dieri*, notamment autour des villages de Ndiébène Gandiole, Ndeguette, Darou Mboumbaye, Ndiolé, Mouït, Keur Bernard, etc. Elle concerne environ 58,2% des ménages (tableau 4) répartie dans la grande majorité des villages de la CR. Les principales cultures portent sur le niébé, l'arachide, le manioc, le sorgho, et les pastèques. Cette agriculture connaît depuis quelques décennies un recul marqué en raison de la faiblesse des précipitations et de l'appauvrissement des sols. Les superficies concernées sont de l'ordre de 3% du territoire communautaire (soit près de 604ha), celles qui sont cultivées sont relativement modestes (moins de 500 ha) et les rendements assez faibles (tableau 4).

Tableau 4 : Superficies et productions des cultures pluviales en 2009 dans la CR de Ndiébène Gandiole

Cultures	Niébé	Arachide	Manioc	Sorgho	Pastèques	Total
Sup (ha)	266	192	3	2	2	465
Prod (t)	52	58	10	0,6	16	

Sources CADL de Rao

2.1.2. La culture maraîchère et l'arboriculture fruitière

La CR englobe le Gandiolais, prolongement nord de la zone des Niayes qui constitue une des plus importantes zones de production maraîchère du pays. Les cultures maraîchères bénéficient de conditions pédoclimatiques très favorables résultant d'un climat sous influence océanique, de sols sableux et sablo-argileux dans les dépressions inter dunaires et d'une nappe phréatique peu profonde. Le maraîchage constitue l'activité agricole la plus importante pour les populations de la CR (notamment dans les zones de Dégou Niééy, de Mouït et de Ndiébène Gandiole). La quasi-totalité des ménages (95%) pratique cette activité qu'on rencontre dans tous les villages. Les cultures maraîchères sont irriguées par arrosage à partir de puits peu profonds. Les principales spéculations sont l'oignon, la tomate, le chou, le gombo, le navet, la carotte et le piment, Malgré l'importance du maraîchage, les données statistiques concernant les superficies et les productions sont très rares, les services de l'agriculture ne faisant plus d'évaluation au niveau communauté rurale. Les estimations cultivées par spéculation selon les estimations du PLD sont indiqués dans le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Superficies cultivées en maraîchage dans la CR de Ndiébène en 2006-2007

Cultures	Oignon	Tomate	Choux	Gombo	Navet	Carotte	Piment	<i>Diakhato</i>	Pomme de terre	Total
Sup. (ha)	205	73	60	30	25	19	15	12	10	449

Sources GERAD, PLD Ndiébène Gandiole, 2010

L'arboriculture est pratiquée dans plusieurs villages (Ndeguette, Ngaina, Mouït, de Gouye Reine, etc.) et concerne environ un quart des ménages. Les plantes cultivées dominantes sont les manguiers, les agrumes (citronniers, pomelos...) et le papayer.

L'arboriculture fruitière et le maraîchage sont confrontés à de nombreuses difficultés liées à l'enclavement des zones de production résultant de l'inexistence ou de la mauvaise qualité des pistes de production, du manque d'infrastructures de stockage et de conservation. Avec l'ouverture du canal de délestage (embouchure artificiel) dans la nuit du 3 au 4 octobre 2003, la durée de séjour des eaux douces fluviales est fortement réduite. Les intrusions marines devenues plus massives et fréquentes contaminent progressivement la nappe phréatique, rendant l'eau de nombreux puits et *céanes*, impropre à l'arrosage des cultures.

Le manque d'eau douce affecte déjà les champs, les vergers et l'AEP des villages. Les effets de la dynamique fluvio-maritime qui s'accroissent dans la zone avec la montée du niveau de la mer, risquent d'affecter à terme, l'ensemble de nappe du Gandiolais et de condamner tout le maraîchage dans la CR de Ndiébène Gandiole

2.2. L'élevage

Second domaine d'activité des populations après l'agriculture, l'élevage occupe près de 83% des ménages (FAO, Ministère Agriculture 1998). L'élevage est pratiqué surtout dans la zone *Dieri* à l'Est de la CR et vers le Sud autour des villages de villages de Rimbakh, Darou Mboumbaye, Tougue Peul, Ngaina, Ndeguette, de Ricotte, etc. Le cheptel est dominé par les petits ruminants (ovins, caprins) suivis des bovins (tableau 6). La présence de familles maures apparentées à des éleveurs mauritaniens explique la présence de quelques camélidés dans la CR. Quelques ménages pratiquent de l'embouche ovine ainsi qu'un élevage de volailles locales.

Tableau 6 : Cheptel de la CR de Ndiébène Gandiole

Bovins	Ovins	Caprins	Équins	Asins	Camelin	Volaille
21.000	20.000	23.000	2.500	1.500	15	20.000

Source : Service régional de l'élevage de Saint-Louis.

L'élevage est pratiqué de manière extensive marquée par le nomadisme et la transhumance. Les pasteurs peuls constituent la principale ethnie qui pratique cette forme d'élevage. Parmi eux, certains sont pratiquent cet élevage en association avec l'agriculture (pluviale ou maraîchère).

Les éleveurs parcourent parfois de longues distances à la recherche de pâturages et de points d'eau, surtout en saison sèche. Le bétail s'abreuve dans les mares d'hivernage, au nombre de 19, réparties entre les zones de Gantour, de Ricotte, de Dégou Niééy et de Ndiébène Gandiole et au niveau de quelques ouvertures sur les cours d'eau (*toufndés*), 4 au total entre la zone de Ndiébène Gandiole (3) et la zone de Mouït (1). La salinisation des eaux des surface en dehors de l'hivernage et la contamination progressive de la nappe rend de plus en plus aigües, es difficultés d'abreuvement du bétail en saison sèche. Les éleveurs de la CR sont ainsi obligés de conduire le bétail dans les CR voisines (Diam, Gandon...) accroissant ainsi dans ces zones, la charge pastorale ainsi que les risques de conflits dans ces zones où le développement des périmètres commence à réduire les parcours pastoraux.

2.3. Les autres activités

2.3.1 La foresterie

La communauté rurale dispose d'assez maigres ressources forestières communautaires. Certains espaces boisés y sont classés, notamment le parc national de la Langue de Barbarie (PNLB) et la réserve spéciale de faune de Gueumbeul (RSFG). Les ressources forestières sont exploitées

surtout pour le bois de chauffe (villages de Ngaina, Darou Mboumbaye, Dégou Niayes, etc.) et pour la cueillette de fruits-forestiers (villages de Pelour 1, Keur Bernard, Rimbakh, Guingue, Ndiébène Gandiole, Ndiolé Gandiole). L'exploitation forestière est pratiquée par environ un quart des ménages.

Tableau 7 : Forêts classés et aires protégées dans la CR de Ndiébène Gnadiol

Type d'aire protégée	Superficie (ha)	Zone de gestion concernée
PNLB	1.242	Ndiébène Gandiole, Mouït et Dégou Niééy.
RSFG	1.149	Keur Bernard, Gantour

Sources Service régional des eaux et forêts.

2.3.2 La pêche et la transformation des produits halieutiques

La pêche est le troisième secteur d'activité dans l'économie locale. Elle concerne près de deux ménages sur cinq (plus de 38% des ménages). Elle est pratiquée dans presque tous les villages et singulièrement dans les secteurs de Ndiébène Gandiole et Mouït, du fait de la présence du fleuve Sénégal et de la proximité de la frange maritime. Elle est la principale activité dans certains villages comme Keur Bernard, Tassinère et Pilote Barre. La zone du Gandiolais compterait 450 pêcheurs professionnels et 150 embarcations motorisées (GERADS, PLD 2010).

La pêche donne lieu à une importante activité de transformation du poisson (salé-séché, fumé) menée par les femmes, surtout dans les villages riverains du fleuve (Doune Baba Dièye, Tassinère, Pilote Barre, Darou Mboumbaye, Bernard). Dans certains villages comme Pilote Barre, les femmes transformatrices se sont regroupées au sein d'une organisation professionnelle pour promouvoir leurs activités.

Selon certains pêcheurs, la pêche génère des revenus substantiels dans les ménages concernés. Elle connaît cependant depuis une décennie, une baisse d'activité liée aux effets combinés du barrage de Diama et du canal de délestage qui ont entraîné une diminution de la ressource ainsi que la disparition de certaines espèces. Aussi les zones de pêches de Cayar, de la petite Côte et de la Casamance constituent de plus en plus les zones d'émigration des jeunes pêcheurs de la CR, dont certains n'ont pas hésité, il y a quelques années, à tenter l'aventure de l'émigration clandestine vers l'Espagne par la mer.

2.3.3 Le tourisme

Le Gandiolais est avec le Parc du Djoudj et la ville de Saint Louis,, une des principales zones touristiques du Delta. Les paysages dunaires, les plans d'eau et sites d'oiseaux aquatiques (pélicans, reposoir d'oiseaux du site de Maroum Dieuleuk), tout comme les sites historiques (bâtiments anciens du site de Balakos, canons à Gouye Reine, phare de Gandiole) participent du patrimoine touristique de la CR. De nombreux campements se sont installés pour valoriser ce patrimoine (Zébrabar, Keur Aminata Diallo, Résidence Océane-Savane, Téranga, etc.) à côté des parcs et réserves classés (RSFG, le PNLB...). L'implication des populations dans la gestion des parcs s'est traduite par la création d'un corps d'écogardes originaires des villages riverains du PNLB et du RSFG dont l'association s'investit dans la préservation du site touristique.

Toutefois, cet écosystème fragile, déjà affecté par la salinisation progressive, est sous la menace des effets pervers de la brèche ouverte dans la Langue. Actuellement, la Langue de Barbarie ainsi que la partie ouest de la CR sont menacées par l'ouverture spontanée de deux nouvelles brèches, qui exposent encore plus, la partie fluvio-maritime de la CR aux effets de la houle.

Il est cependant à noter que l'importance des parcs et réserves dans le périmètre de la CR, réduit l'espace communautaire contrôlé par le Conseil Rural dans la mesure où la gestion des aires protégées relève de structures de l'État. Les problèmes de matérialisation précise des limites de

ces espaces sont souvent à l'origine de conflits de compétences entre populations locales et agent des services des Eaux et Forêts. 2.3.3. *Les activités extractives*

2.3.4 *Les activités extractives*

Les conditions hydrologiques et morpho-pédologiques de la CR favorisent le développement d'activités extractives à travers l'exploitation du sel marin d'une part, des mines et carrières de sables et coquillages, d'autre part.

L'exploitation de sel est une activité ancienne. Dans le passé, le Gandiolais approvisionnait en sel la ville de Saint Louis, les escales du fleuve, des villages du Ferlo ainsi que du Mali. L'exploitation du sel constitue encore une activité importante dans l'économie locale de la CR qui compte plusieurs sites de production dans sa partie occidentale : Niakou, Degue, Mame Biram Boye, M'botou, Keur Barka, Ngaina et Guembeug. La production annuelle est estimée à environ 1.000 tonnes. L'extraction du sel est principalement réalisée par les femmes qui exploitent des sites appartenant à des familles auxquelles elles paient une redevance en nature pour l'accès à la ressource. Le sel est aujourd'hui vendu à 1.500 FCFA la bassine (environ 30 kg) à des commerçants « *banas-banas* » qui vont le revendre dans d'autres zones du pays (GERADS, 2010, Enquêtes diagnostic programme Negos-GRN, 2011). Le sel, jugé de faible qualité, faute de moyens de traitement (iodisation) et de conditionnement satisfaisants, est surtout utilisé dans la transformation des produits halieutiques (salage du poisson).

L'exploitation des carrières. Comme beaucoup de zones du département de Saint Louis, la CR de Ndiébène Gandiole dispose de carrières de coquillages et de sables. La gestion de ces carrières et les autorisations pour leur exploitation relèvent cependant des compétences du conseil régional de Saint-Louis. La CR n'en bénéficie qu'à travers les taxes de stationnement payées par les véhicules qui transportent le minerai. Toutefois, l'exploitation incontrôlée de ces carrières induit des impacts environnementaux non négligeables, tant au point de vue du paysage (excavation, abrasion des dunes, développement de l'érosion éolienne) que de la santé des populations (production de poussières, effets accrus des vents de sable).

2.4 **Éléments de synthèse : domaines d'activité des ménages ruraux de la CR**

Les activités du secteur primaires constituent essentiellement la base de l'économie de la CR de Ndiébène Gandiole. En effet, plus de 86% des ménages tirent leurs revenus du secteur rural. Le dernier recensement national de l'agriculture s'est penché sur les activités dominantes dont les ménages ruraux tirent leurs revenus. Les données relatives aux villages de référence situés dans l'actuelle CR de Ndiébène Gandiole sont récapitulées dans le tableau 8 avec une répartition des ménages par type d'activité (FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999).

Tableau 8 : Activités des ménages ruraux de la CR de Ndiébène Gandiole

Villages	Nb. de concessions	Ménages ruraux	Ménages ruraux agricoles	Nombre de ménages pratiquant l'activité					Nombre ménage dans la pêche
				Agric. pluviale	Prod Maraîch.	Product. fruitière	Exploit. forestière	Elevage	
Keur Bernard	68	84	46	34	44	17	19	41	48
Ndiébène Gandiole	184	234	174	160	148	14	21	128	85
Ndiol Gandiole	73	111	106	32	104	13	39	99	26
Tassinère	81	99	31	2	29	6	1	22	23
Mouit	117	142	136	32	126	40	1	95	47
Gouye Reine	30	60	60	8	60	19	0	55	2
Darou Mboumbaye	48	88	88	44	88	3	76	57	18
Degou Niayes	30	57	57	22	57	13	48	39	31
Lahrar 2	48	57	50	4	50	19	3	49	31
Ndeguette	71	127	124	94	122	66	40	123	13
Gantour	48	81	77	32	77	6	6	70	20
Ngaina	63	133	133	123	133	54	48	124	36
Guembeug 1	77	112	105	104	99	7	1	79	73
Total	938	1.385	1.187	691	1.137	277	303	981	453
			100%	58,2%	95,8%	23,3%	25,5%	82,6%	38,2%

Sources FAO/Ministère agriculture, RNA, 1999

3 – RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES ET SUPERFICIES CULTIVEES EN IRRIGUE

3.1 Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

Les ressources en eau de la CR sont constituées du fleuve Sénégal, de marigots et mares temporaires. Selon le POAS de la CR, le fleuve Sénégal longe l'ouest du territoire sur environ 19 km ; les mares temporaires non salées occupent environ 400 ha et quelques marigots permanents aux eaux saumâtres couvrent environ 1 300 ha. Lorsqu'elles sont douces, ces eaux de surface sont utilisées pour les activités de maraîchage, mais aussi pour l'approvisionnement en eau des ménages, l'abreuvement du bétail. Les eaux salées abritent des activités de pêche et donnent lieu après évaporation, à l'exploitation du sel et.

Il n'existe pas dans la CR, de chenaux adducteurs et d'infrastructures hydrauliques pour l'agriculture irriguée. Les cultures maraîchères sont pratiquées avec l'utilisation de puits.

3.2 - L'agriculture irriguée

L'agriculture irriguée telle que pratiquée dans le Delta du fleuve Sénégal est inexistante dans la CR en raison de son éloignement des eaux douces du fleuve.

Le maraîchage constitue l'activité agricole prépondérante dans la de la CR et occupe une très large majorité des ménages dans de nombreux villages. Elle est pratiquée aux bords du fleuve Sénégal et des marigots sur une superficie de l'ordre de 700 ha (POAS), mais l'essentiel des superficies cultivées dans la CR est irriguée à partir des eaux souterraines grâce à des puits.

Depuis l'ouverture du canal de délestage de la Langue de Barbarie, l'invasion des eaux marines affecte des eaux de surface et contaminent les nappes, compromettant de plus en plus le développement des cultures maraîchères.

4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ECONOMIE LOCALE

La principale production maraîchère de cette zone du Gandiolais porte sur l'oignon. Son impact est particulièrement important dans l'économie de la CR et les revenus des ménages. Cependant, à l'échelle de la CR, les données sur le volume de la production et sa valeur ne sont pas disponibles au niveau de la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR) qui s'occupe de l'appui-conseil aux producteurs. Les productions maraîchères de la CR sont confrontées à des difficultés (voire, à un net recul) causées principalement, par la salinisation progressive des terres et des eaux.

5. STRUCTURATION DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES D'INTERVENTION ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

La structuration du monde rural de la CR s'articule autour de trois principales entités : les cadres de concertation qui interviennent au niveau des programmes de développement aux échelles villageoise et communautaire, les organisations qui s'investissent dans la gestion des ressources naturelles et les organisations de producteurs.

5.2 Les cadres de concertation et organisations communautaires

Divers cadres de concertation et organisations communautaires existent dans la CR et interviennent dans les processus du développement local. Parmi eux on compte :

- le comité élargi de planification qui supervise, en particulier, la mise en œuvre du PLD après avoir participé à son élaboration et à sa validation ;
- les Comités Villageois de Développement (CVD) et les Comités Inter Villageois de Développement (CIVD) qui sont, comme dans certaines autres CR, un support du Conseil Rural qui s'est investi dans leur mise en place comme principal canal pour la prise en compte des demandes des populations. Les CVD sont composés de représentants des organisations de base des producteurs (agriculture, pêche, élevage, GPF,...), des divers centre d'intérêt du village (santé, éducation domaines, artisanat, culte, etc.), ainsi que de personnes ressources. Les CIVD, au nombre de six coordonnent les CVD des villages dans chaque zone de gestion ;
- le Cadre Communautaire de Concertation (CCC) constitué de deux représentants de chaque CVD et de personnes ressources choisies, anime et coordonne les CVD au niveau de la CR.

5.2 Les organisations de base

- *Le GIE des éco-gardes*

Depuis le début des années 1990, la Direction des parcs et aires protégées a entamé une démarche de cogestion des ressources naturelles pour intégrer les populations locales dans les activités de suivi et de conservation. Ainsi, un corps des éco-gardes a été créé et travaille avec les agents du Parc National de la Langue de Barbarie et s'est constitué en GIE en 2001 avec 10 membres (6 hommes et 4 femmes) habitant les villages de Tassinère, Ndiébène, Mouït, Mboumbaye et Deegou Niayes. Leurs activités sont la conservation (reboisement, aménagement, suivi des oiseaux et des tortues, éducation environnemental, etc.) et les l'éco-tourisme (guide, ballade, hébergement, restauration, etc.). Le GIE a mis en place un système de micro crédit au niveau de six villages dont

les profits sont ainsi répartis: 15% au fonctionnement du système, 50% aux salaires des éco gardes et 35% à l'amortissement du matériel du GIE. Pour être membre du GIE, il faut être résident de la CR et accepter de faire du bénévolat pendant 2 ans.

- *Le Comité Local de gestion de la Biodiversité*

Ce comité joue le rôle d'interface entre le parc et les villageois. Le comité polarise tous les GIE des villages de la périphérie du Parc et gère un système de crédit solidaire comme accompagnement aux activités de gestion de la biodiversité. Les décisions prises en son sein sont répercutées au niveau des populations locales à travers les comités villageois.

- *Le Comité de veille du plan d'eau de Gueumbeul*

Il fédère les pêcheurs des six villages polarisés par la réserve de Gueumbeul. Sa création répondait à l'origine au souci de mieux gérer les trois ouvrages hydrauliques (Bount Batt, Albar et Ndiakhère) de la cuvette de Gueumbeul. En 2009 il a été muté en Comité de Veille élargi aux chefs de villages, aux présidents de CR (Ndiébène et Gandon) et aux autorités administratives. Sa mission a été élargie et englobe l'ensemble de la gestion de la réserve.

- *Les sections villageoises de coopérative*

Leur existence est notée dans une dizaine de villages de la CR. Les sections villageoises, qui ont une vocation essentiellement agricole, œuvrent pour la promotion de l'agriculture, principale activité de l'économie locale.

- *Les Groupements d'Intérêt Économique*

La communauté rurale de Ndiébène Gandiole compte environ 15 GIE répartis dans les villages de Mouït, Pilote Barre, Ndiébène Gandiole, Tougue Peul, Gantour et Lahrar. Il s'agit de groupements mixtes (femmes et hommes) qui mènent des activités génératrices de revenus. Les principales activités développées sont l'embouche, le petit commerce, la transformation et la commercialisation du sel, l'agriculture, le maraîchage, l'aviculture, etc.).

- *Les Groupements de Promotion féminine (GPF)*

Les femmes de Ndiébène Gandiole sont organisées en plusieurs GPF et participent tant bien que mal au développement local. Environ 70 GPF existent dans la CR au niveau villageois et une fédération les regroupe tous au niveau de la zone du Gandiolais. Les activités des femmes des GPF portent sur le petit commerce, l'extraction de sel, la transformation de fruits, légumes et céréales locales et la transformation de produits halieutiques.

6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

Le Conseil Rural de la CR de Ndiébène Gandiole élu en 22 mars 2009 est composé de 36 membres. Les conseillers ruraux sont issus de 12 villages et plus de la moitié vient de Ndiébène Gandiole (13 conseillers) et de Tassinère (7 conseillers). Ndiébène Gandiole est de loin la localité la plus peuplée de la CR. Le village de Tassinère, chef-lieu de la CR et village d'origine du PCR est important au plan démographique et surtout, du point de vue de ses équipements (poste de santé, école secondaire, préscolaire, primaire et coranique). Les villages de Mouït et de Pilote comptent chacun 3 conseillers, Ricotte et Gouye Reine 2 conseillers. Les 6 conseillers restants viennent chacun d'un village.

Les membres du Conseil Rural s'activent surtout dans le secteur primaire qui prédomine dans l'économie locale. Les cultivateurs représentent en effet, 44,4% de l'exécutif local et 11,1% sont des pêcheurs. Malgré l'importance des Peuls au sein de la population (environ 35%), on ne compte aucun conseiller se définissant comme éleveur à titre principal. Les enseignants constituent un groupe socioprofessionnel non négligeable au sein du Conseil Rural où ils représentent environ 14% de l'effectif. Compte tenu de leurs activités et niveaux de formation, les enseignants pourraient jouer un rôle important dans le fonctionnement du conseil et la promotion d'une bonne gouvernance locale. Les autres catégories socioprofessionnelles du Conseil Rural sont des artisans, des ménagères, des opérateurs économiques et des employés du secteur tertiaire. Les principales caractéristiques des membres du conseil sont résumées dans le tableau ci-dessous (tableau 9).

Tableau 9 : Caractéristiques des conseillers ruraux de Ndiébène Gandiole

	Conseil rural		
	Indicateur	Effectif	%
Age	Moins de 35 ans	3	8,3
	35-60 ans	29	80,6
	Plus de 60 ans	4	11,1
	Total	36	100%
Sexe	Femmes	5	14
	Hommes	31	86
	Total	36	100%
Niveau d'instruction	Primaire	10	27,8
	Secondaire	8	22,2
	Supérieur	3	8,3
	Arabe/Coran	9	25
	Aucun	6	16,7
	Total	36	100%
Catégories socioprofessionnelles	Cultivateurs	16	44,4
	Pêcheurs	4	11,1
	Enseignants	5	13,9
	Ménagères	4	11,1
	Artisans	3	8,3
	Autres	4	11,1
	Total	36	100%

Source : PLD 2010 et enquêtes auprès du Conseil rural de Ndiébène Gandiole.

Le Conseil Rural est largement dominé par les hommes qui représentent 86% du total des membres. Cette situation résulte ici, comme ailleurs dans le pays, du fait que les hommes jouent les premiers rôles dans les partis politiques dont sont issus les conseillers et des traditions socioculturelles qui marginalisent les femmes dans les fonctions de direction. Les 4/5^{ème} des conseillers sont d'âge adulte et 8% ont moins de 35 ans. Un quart des conseillers a fréquenté l'école arabe ou coranique et 16% n'ont aucune instruction. Il est important de noter que près des 3/5^{ème} des conseillers ont fréquenté l'école française, dont 30% ont atteint le niveau secondaire ou

supérieur, ce qui peut être un avantage pour la connaissance des textes et l'accès à l'information indispensables à la conduite des affaires de la CR.

6.1.2 Organisation, fonctionnement et structures d'appui du Conseil Rural

Le fonctionnement du Conseil Rural est articulé autour d'un organe exécutif et d'un organe délibérant. L'organe exécutif comprend le Président du Conseil Rural (PCR) et ses 2 vice-présidents. Ce bureau exécutif est chargé de la publication et du suivi de l'exécution des lois ainsi que des décisions du Conseil Rural, sous l'autorité du sous-préfet. En tant qu'ordonnateur du budget, le PCR a en charge la préparation et l'exécution du budget.

Le Conseil Rural de 36 membres constitue l'organe délibérant. Il est au cœur de la gouvernance locale et traite de toutes les questions relevant du domaine de compétence de la collectivité locale, notamment des questions foncières, d'aménagement du territoire et de développement économique et social. Il est assisté par une assistante communautaire (ASCOM) qui l'appuie dans ses différentes fonctions.

Le Conseil Rural de Ndiébène Gandiole a mis en place 20 commissions techniques, couvrant l'ensemble des secteurs de développement économique, social, culturel et environnemental de la CR. Chaque commission est composée de conseillers ruraux et présidée par l'un d'entre eux. Elle peut s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux ainsi que des personnes ressources pour traiter des différentes questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Dans le domaine foncier, le conseil dispose d'une commission domaniale chargée d'instruire les dossiers d'affectation et de désaffectation foncière, mais les décisions en la matière sont du ressort du conseil qui statue par délibération.

Les chefs de villages sont dans la pratique des acteurs incontournables dans la gestion du foncier et le processus de prise de décision concernant leurs villages¹⁶. Auxiliaires de l'Etat et premiers représentants officiels des populations, ils sont souvent sollicités pour la médiation sociale (conflits fonciers, familiaux, etc.) et participent à certaines prises de décisions dans la CR. Ils sont membres de droit de la commission domaniale quand les terres sollicitées se trouvent dans le terroir de leur village.

Il est à souligner que le Conseil Rural bénéficie dans ses différentes fonctions et tâches de l'assistance des services déconcentrés de l'état, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL). Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (SAED, ANCAR, les services des Pêches, des Eaux et Forêts, de l'Aménagement du territoire, etc.). Le Conseil Rural de Ndiébène Gandiole bénéficie dans plusieurs secteurs d'activités de l'appui-conseil de projets (le PACR/FVD financé par l'AFD, le PGIES), de programmes de la coopération décentralisée (Sicoval) et d'ONG (Plan Sénégal, RADI, CARITAS, Croix Rouge, Compact, Océan, etc.).

6.2 Ressources financières de la CR

Elles proviennent de deux principales sources : les recettes de fonctionnement et les recettes d'investissements.

6.2.1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de la CR de Ndiébène Gandiole proviennent de recettes propres que le Conseil Rural tire de recettes fiscales (impôts et taxes), de recettes non fiscales (produits d'exploitation et du domaine) et de recettes diverses (produits divers) d'une part, et d'autre part, de fonds de dotation de l'État pour le fonctionnement.

- Les recettes propres

¹⁶ Certains chefs de village sont en même temps conseillers ruraux.

Elles sont constituées de 3 principales rubriques, qui déclinent comme suit en 2009 :

- *les recettes fiscales*, elles représentent 73% (soit 10,3 Millions de FCFA) du budget prévu en 2009. Ces recettes sont constituées par *les impôts locaux* comme la patente, la taxe rurale, le minimum fiscal, les licences, les impôts fonciers bâtis et la quote-part de la CGU. L'autre constituante des recettes fiscales est la taxe fiscale composée de la taxe sur la publicité, des taxes sur les spectacles, de la taxe sur l'électricité consommée et de la taxe sur l'eau ;
 - *les produits d'exploitation du domaine*, ils représentent la deuxième part avec 22% (soit 3.155.000 FCFA) du total des recettes fiscales. Ces recettes qui sont alimentés par le droit d'alignement et de bornage et, les produits de l'expédition des actes de l'état civil. Quant au produits domaniaux estimés ils sont constitués par les droits d'occupation du domaine public, les droits de place, les permis de stationnement sur la voie publique, les locations de souks, le droit de fourrière;
 - *et des produits divers*, avec 4% (600.000 FCFA) des recettes de la CR en 2009, elles sont très faibles. Ces recettes proviennent pour l'essentiel des amendes correctionnelles ou simples polices et recettes éventuelles ou imprévues.
- Le fonds de dotation de l'État

Ce Fonds (Fonds de dotation de la Décentralisation – FDD-) est destiné à aider les collectivités locales pour une meilleure prise en charge des compétences qui leurs sont transférées par l'État. Il s'élève à environ 7,45 millions de FCFA en 2009 pour le Conseil Rural de Ndiébène Gandiole.

6.2.2. *Les recettes d'investissement*

Pour assurer ses investissements, le Conseil Rural dispose d'autres recettes, autres que celles destinées à son fonctionnement, qui proviennent du Fonds de concours du PNDL et des Fonds de concours de l'État, soit un total prévisionnel de 54.700.000 FCFA en 2009.

- Le fonds de concours du PNDL (Programme national de développement local)

Le Fonds de concours du PNDL, alimenté par les bailleurs de fonds de l'État du Sénégal, représente la principale source des recettes d'investissement de la CR. Il s'élève à 44.730.000 FCFA, soit 82% de l'ensemble des recettes d'investissement de la CR proviennent de ce fonds.

- Le fonds de concours de l'État

Ce Fonds a été créé par l'État du Sénégal pour soutenir les collectivités locales dans la mise en œuvre de leurs compétences en matière d'aménagement du territoire et de développement local. Il est constitué des recettes du Conseil Rural provenant du Fonds d'équipement des collectivités locales (FECL). Il s'élève à 5.000.000 FCFA.

Les autres recettes d'investissements de la CR proviennent de l'excédent de fonctionnement capitalisé et de la participation des populations locales. Le détail des recettes d'investissement pour 2009 est indiqué dans le tableau 10.

Tableau 10: Répartition des recettes d'investissement de la CR

Rubriques	Montants (en FCFA)	%
Excédent de fonctionnement capitalisé	2 485 000	5%
Fonds de concours de l'Etat (FECL)	5 000 000	9%
Autres Fonds de Concours (Participation Pop)	2 485 000	5%
Autres Fonds de Concours (PNDL)	44 730 000	82%
Total recettes d'investissement	54 700 000	100%

Source : PLD, 2010 (Budget CR 2009).

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

Le niveau de conflictualité est relativement faible dans la CR de Ndiébène Gandiole. Les rares conflits soulignés relèvent de trois types : conflits entre agriculteurs et éleveurs, conflits entre agriculteurs et conflits relatifs aux limites communautaires.

6.3.1 Les conflits entre agriculteurs et éleveurs

En raison de l'importance des cultures maraîchères et fruitières, les agriculteurs protègent de façon générale leurs champs avec des haies vives (arbres, cactus, figuiers de barbarie, euphorbes...). Bien que cette pratique limite dans une large mesure les conflits résultant de la divagation du bétail, il existe des conflits opposant agriculteurs et éleveurs au sein de la CR.

La salinisation croissante des terres et des eaux de surface depuis l'ouverture du canal de délestage oblige les agriculteurs à déplacer leurs champs jadis proches des cours d'eau et à grignoter ainsi sur les espaces pastoraux. Ce rétrécissement des pâturages conduit les éleveurs à se rapprocher de plus en plus des champs qui font parfois l'objet de dégâts par les animaux, engendrant des conflits avec les paysans. De tels cas sont notés autour des villages de Gantour, Dégou Niaye, Deguette, Lakhrar, etc.

Ces conflits sont réglés dans la majorité des cas auprès des chefs de village, assistés de notables. En leur présence, une négociation entre les protagonistes permet généralement de trouver une solution à l'amiable avec un dédommagement fondé sur une estimation des dégâts acceptée par les parties. Il n'a été noté qu'un seul conflit entre agriculteurs et éleveurs dans la zone de Gantour, qui a dépassé ce cadre de règlement pour faire intervenir la gendarmerie (GERADS, 2010).

6.3.2 Les conflits entre agriculteurs

Ces conflits surviennent suite à des transactions foncières (prêt, location) et lorsque l'une des parties ne respecte pas ses engagements. Ce type de conflit est cependant très rare dans la CR où les pratiques courantes permettent de les limiter. En effet, de telles transactions se font surtout entre parents et/ou amis et en cas de location, le locataire doit payer le montant du loyer avant de cultiver.

6.3.3 Litige foncier entre les CR de Ndiébène Gandiole et Gandon

La CR de Ndiébène Gandiole a été créée en 2008 par redécoupage du territoire de Gandon. Les décrets créant les deux nouvelles CR ne donnent comme d'habitude que la liste des villages qui les constituent sans précision, ni matérialisation des limites des deux territoires. Il est fréquent en milieu rural qu'un village ait tout ou partie de son terroir ou de ses terres situées loin du village lui-même et parfois dans une autre CR.

Un litige lié aux limites territoriales oppose Ndiébène Gandiole et Gandon et porte sur des terres du village de Ngaina. Ce village dont l'alignement avait été réalisé par La CR de Gandon appartient aujourd'hui de la CR de Ndiébène. Pour Ndiébène, tout le terroir villageois de Ngaina

relève de la CR alors que Gandon soutient que 200 parcelles de ce village sont situées dans sa CR. Le litige persiste toujours sans pour autant donner lieu à un conflit ouvert entre les deux communautés rurales.

Il en est de même pour le village de Keur Barka appartenant à la CR de Ndiébène Gandiole, dont la zone d'extension pour l'habitat prévue dans le cadre du POAS est considérée comme faisant partie de la CR de Gandon par son Conseil Rural. Partant, les panneaux marquants les limites de la zone et mis en place par le Conseil Rural de Ndiébène Gandiole ont été tout bonnement enlevés par des conseillers de Gandon. Le recours des deux CR au sous-préfet de Rao qui assure leur tutelle, au CADL qui les appuie et aux services du cadastre qui sont compétents en matière de lotissement et de délimitation des terrains, pourrait aider à résoudre cette question.

7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIERES

7.1 Importance et répartition des affectations foncières selon les usages prévus

La situation foncière à Ndiébène Gandiole est en partie héritée de l'ancienne communauté rurale de Gandon à laquelle elle appartenait jusqu'à sa création en 2008 (décret 2008-1495 du 31 décembre 2008 modifiant le décret 2008-747 du 10 juillet 2008).

A son installation, le Conseil rural de Ndiébène Gandiole avait décidé, sur proposition du PCFR de suspendre toutes affectations foncières, pour avoir une bonne vue sur le disponible foncier de la communauté rurale et une parfaite maîtrise de l'assiette foncière, avant de procéder à des affectations foncières. Le conseil comptait sur l'élaboration du POAS pour avoir une bonne maîtrise de l'espace communautaire, clarifier ses limites frontalières avec les collectivités locales voisines, avec les aires protégées et identifier les titres privés sur son territoire. Toutefois, même si le POAS a été réalisé, la question de la définition des limites des aires protégées, des titres privés qui existent dans la CR (titres fonciers de Keur Bernard, l'Université des métiers, etc.), le domaine public de l'Etat (maritime et fluvial), reste toujours posée.

La situation des affectations foncières dans l'actuelle CR de Ndiébène Gandiole peut être faite grâce au travail, d'exploitation et de reconstitution archives réalisé par le PACR en remontant depuis l'époque de l'ancien conseil de rural de Gandon. L'exploitation de ces résultats combinée avec nos enquêtes auprès du Conseil Rural, montrent qu'une superficie de près de 259 ha a été affectée dans la CR de Ndiébène Gandiole, pour 233 bénéficiaires (tableau 11). Les dates de délibération révèlent que toutes ces affections ont été faites sous la gestion de l'ancien Conseil Rural de Gandon. La faiblesse des affectations foncières à Ndiébène Gandiole, comparativement à toutes les autres CR de la zone du projet, s'explique largement par la quasi inexistence d'eau douce de surface et le gel des affectations depuis 2008. Le nouveau Conseil Rural n'a fait que deux délibérations d'affectation en 2013 dont les détails ne sont pas disponibles. Elles portent pour l'essentiel sur des régularisations d'occupation et des attributions de terres à usage d'habitation.

Tableau 11 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées et des affectataires dans la CR de Ndiébène Gandiole

Usage	Agriculture		Habitation		Elevage		Tourisme		Autres équipements		Total	
	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)	Nb.	Sup. (ha)
Effectifs	65	137,2	122	47,6	2	1	8	39,1	36	33,9	233	258,7
%	27,8	53	52,4	18,4	0,9	0,4	3,4	15,1	15,5	13,1	100	100

Sources PACR + enquêtes février 2013

A peine 140 ha, soit 53% des affectations sont destinés à des usages agricoles, suivent l'habitat (18,8%). Les réceptacles touristiques occupent 15,1% des superficies affectées et les équipements communautaires et infrastructures socioéconomiques, 13,1% (mosquée, école, poste de santé, etc.). On compte deux affectations pour l'élevage (poulaillers) pour seulement 1 ha des superficies affectées.

7.2 Les affectations à usage agricole et leur évolution

7.2.1 Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

Les affectations pour l'agriculture réalisées par les équipes successives de Gandon ont été effectuées entre 1999 et 2008, dont 1/5^{ème} des surfaces en 1999 et près des 2/5^{ème} en 2006.

Tableau 12 : Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

Année	1999	2000	2001	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total
Nbre	10	7	9	18	2	5	6	2	6	65
Sup (ha)	28,9	15,1	7,4	14	1,5	6	52,7	2	9,6	137,2
% sup.	21,1	11	5,4	10,2	1,1	4,4	38,4	1,5	7	100

Le conseil a fait récemment des délibérations régularisant des terrains à usage agricole dans la zone de Dégou Niéey et des recasement de sinistrés suite à l'avancé de la mer et aux effets de la brèche, mais nous n'avons pas pu disposer de ces données détaillées de ces délibérations.

7.2.2 Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole

La grande majorité des affectataires de terres à usage agricoles sont sans statut juridique particulier. Ce sont des individuels qui seuls, en famille ou en tant que chef de ménage, ont sollicité une affectation de terres ; ils représentent plus de 95% des affectataires pour 62,5% des superficies attribuées (tableau 13). On note une seule association et un seul GPF affectataire de moins de 1,5 ha au total, les enquêtes révélant la faiblesse des moyens des ces organisations pour s'investir dans l'agriculture dans les conditions de faibles disponibilités d'eau de surface accessible. Une seule société, l'Institut Hippocampe Serigne Touba, est inventoriée dans la zone ; elle dispose d'une affectation de 50 ha non mise en valeur depuis 2006.

Tableau 13 : Statut des affectataires des terres à usage agricole

Statut	GPF	Individ	Société	Association	Total
Nombre	1	62	1	1	65
Sup ha	1	86,16	50	0,04	137,2
%	0,01	62,6	37,2	0,01	100

7.2.3 Importance et distribution des affectations supérieures ou égales à 10 hectares

Dans la CR de Ndiébène Gandiole, très peu d'affectation pour usage agricole dépassent les dix hectares. En effet, on en compte seulement trois, dont une de 10 ha, une de 12 ha et seulement une de 50 ha. Tous ces affectataires, sont des nationaux dont un seul est un non-résident de la communauté rurale (affectataire de 50 ha). Toutefois, il n'y a aucune information concernant leur installation sur le terrain affecté par la commission domaniale de la CR.

Tableau 14 : Distribution des affectations foncières selon la superficie

	Ensemble parcelles			Parcelles ≥ 10				Total
Sup. (ha)	< 10 ha	≥ 10 ha	total	10	12	50	Ind	
Nombre parcelles	59	6	65	1	1	1	3	6
%	90,8	9,2	100	16,6	16,6	16,6	50	100

Les affectations dans la CR portent généralement sur de petites superficies. La prédominance des parcelles de taille inférieure à 10 ha (voire 2 ha dans beaucoup de cas) correspond aux surfaces généralement mise en valeur pour les activités maraîchères qui constituent la principale forme d'agriculture du Gandiolais. La position de la CR à l'extrême su du Delta, l'absence de cours d'eau douce et de chenaux hydrauliques ne favorisent pas le développement de l'irrigation sur des superficies importantes dans la zone.

7.3 Localisation des affectations foncières au sein de la CR

Comme pour la quasi-totalité des collectivités locales en zone rurale, il y a une absence de cartographie au niveau de la CR et même de l'arrondissement qui puisse permettre de repérer sur le terrain les affectations foncières. Les délibérations du conseil n'indiquent pas de façon précise la localisation des terres affectées et ces terres ne sont souvent mises en valeur pour permettre leur repérage sur le terrain.

A partir des villages où se situent les terres qui ont été affectées et que nous avons pu identifier avec les compléments apportés par les enquêtes de terrain¹⁷ (Conseil Rural et animateurs POAS), nous avons pu faire une localisation grossière des terres affectées dans les zones POAS présentée dans le tableau 15.

Tableau 15 : Répartition des affectations dans les zones POAS

Zone POAS	Dégou Niéy	Keur Barka	Mouït	Ndiébène Gandiole	Ricotte	Total
Nombre	21	3	15	21	5	65
Sup ha.	30,6	2,4	23,1	78,9	2,25	137,2
%	22,3	1,72	16,84	57,5	1,64	100

Il apparaît ainsi que près des 3/5 des terres affectées se situent dans la zone de Ndiébène Gandiole, cette zone aussi la plus peuplée de la CR et plus du 1/5 (soit 22,5%) dans la zone de Dégou Niéy qui est le plus grand foyer de production maraîchère de la CR. Ces deux zones sont pour l'essentiel constituées de bonnes terres (sableuses, sablo-limoneuses ou argileuses) et situées au-dessus d'une nappe peu profonde. Toutefois, ces terres et ces eaux sont de plus en plus gagnées par la salinisation progressive, tout comme dans la zone de Mouït (17% des terres affectées) où ces phénomènes sont plus marqués. Les zones de Keur Barka et de Ricotte comptent très peu d'affectations foncières, avec respectivement 1,7% et 1,6% des terres attribuées.

Toutefois, à la lumière des enquêtes de terrain, il apparaît que l'occupation coutumière prédomine largement dans la CR.

¹⁷ Un tableau récapitulatif des affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

8. RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 Expériences en arrangements fonciers

La CR n'a aucune expérience en arrangement foncier, mais elle émet de premiers avis et propositions diverses, qui soulignent sa perception du PDIDAS comme un programme d'appui au développement de la zone :

- aménager vallée de Ndialakhar (demande formulée par tous les villages) ;
- régler les difficultés de commercialisation de l'oignon, arrêter l'importation sur une bonne période après la récolte de l'oignon local ;
- veiller à la question des impacts environnementaux du projet ;
- préciser les modalités de coopération avec les investisseurs ;
- accompagner le projet par la réalisation d'infrastructures de base et d'équipements sanitaires (écoles, centres de santé, ambulance, eau potable, etc.), création de pistes de production, la mise en place de magasins de stockage ;
- consulter et impliquer les populations, car le Conseil Rural a octroyé de façon abusive des terres à des étrangers sans l'aval des populations ;
- le projet doit avoir des retombées pour les populations locales, faire une discrimination positive au profit des jeunes comme main d'œuvre ;
- le projet doit avoir des composantes visant à résoudre les difficultés d'accès à l'eau potable à cause de la salinisation des terres ;
- la démarche annoncée du projet et qui est basée sur les concertations à la base est salubre ; il n'y a pas besoin d'avoir peur si tout est transparent ;
- adhésion des populations au projet du fait que les moyens des agriculteurs sont très faibles pour pouvoir exploiter les terres ;
- le projet doit prendre en compte le POAS, aménager des parcours de bétail et régler les relations entre l'agriculture et l'élevage.

Craintes et questionnements :

- « attention Fanaye » : en raison des événements qui ont eu lieu dans cette CR autour du foncier, il convient de bien choisir les investisseurs, de consulter les populations et de prendre en compte leurs intérêts (préoccupation exprimée dans tous les villages) ;
- beaucoup de projets sont passés sans résultats, il faut des investisseurs sérieux ;
- la cohabitation du projet avec les exploitations familiales est-elle possible ? question que posent plusieurs personnes.

8.2 Le niveau d'ouverture aux projets d'investisseurs

Il n'y a pas d'expériences connues d'installation d'agri business dans la CR. Les élus et les représentants des zones présentent les terres de la CR comme encore vierge dans ce domaine, comparativement aux CR voisines comme Gandon ou Diamo.

Les populations sont cependant disposées à accueillir le projet, selon des conditions à discuter avec elles. Les impacts environnementaux résultant de l'ouverture par l'État du canal de délestage de la Langue de Barbarie inquiètent fortement les villageois. La salinisation des terres et des nappes réduisent les possibilités agricoles et d'alimentation en eau potables de populations, rendant très difficiles leurs conditions de vie. **Le PDIDAS est perçue comme étant la seule possibilité pour corriger ces impacts négatifs et sortir la CR de son état sinistré**, en amenant de l'eau douce pour l'irrigation et l'AEP, et grâce à une combinaison de ses efforts avec ceux du MCA pour une remise en état et un prolongement du canal du Gandiolais en partant du Ngalam.

Une zone, appelée «Wàg », est unanimement indiquée comme site privilégié pour l'accueil du PDIDAS. Il s'agit d'une bande de terres partant du Ndiakhar vers le terroir de Ndiéling Mbaou ; c'est une sorte de « no mans land », avec très peu de villages et d'exploitations agricoles. En outre en termes de droits traditionnels, cette bande de terres est commune aux villages des zones de gestion qui la bordent et qui la cogèrent au plan foncier.

9. CONCLUSION

Cette CR représente la situation la plus favorable pour l'installation du PDIDAS.

Tout d'abord, sa population et son Conseil Rural sont vraiment intéressés par le programme. Le Conseil Rural montre d'ailleurs un mode de fonctionnement de qualité (comme en atteste le très faible niveau de conflictualité et la façon de la traiter), qui augure de l'établissement d'accords solides et inclusifs. C'est la seule CR où nous n'imaginons aucune difficulté dans l'acceptation sociale.

Ensuite, vu l'état sinistré de l'agriculture sur la CR, l'installation du PDIDAS aura un impact remarquable sur son développement agricole. Politiquement, cela permettra en outre à l'État d'atténuer les dommages collatéraux de l'ouverture du canal de délestage sur la langue de barbarie, qui a entraîné une salinisation croissante des terres et des eaux de surface.

Enfin, la position géographique de la CR fait que la contrainte d'enclavement, pour le dégagement des productions agricoles est l'une des plus faibles des huit CR.

Références bibliographiques

- AGRER-SETICO, 2009a : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport définitif. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- AGRER-SETICO, 2009b : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport Etude des Ressources en Eau du Lac de Guiers. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 3^{ème} édition, 2002.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 2^{ème} édition, 1988.
- CSE/UNOSAT, s. d. c: Caractérisation de la zone et des sites du projet. Projet biodiversité Mauritanie-Sénégal. Projet RAF/98/g31. Unité de coordination régionale. Dakar Centre de Suivi Ecologique/Genève UNOSAT, 252 p.
- D'Aquino P, Seck S. M., Cissokho A., 2000 : De l'irrigation administrée à une gestion concertée du territoire : le Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS), une démarche pour une évolution des modes de prise de décision. P. d'Aquino, S. M. Seck, A. Cissoko. In Pour un développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne – Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal-, Editions PSI/WECARD-CORAF, Dakar, juin 2000, p 358 – 374.
- Diouf N. C. & Samba Y. N. 2010. Typologie des zones et typologie des situations et pratiques foncières dans la Communauté Rurale de Ndiébène Gandiole. Rapport Final. PACR-VFS, Saint-Louis : Août 2010, 99p.
- Direction des Parcs Nationaux, 2010. Plan de gestion du Parc National de la Langue de Barabarie, 200-2014), 74 pages.
- Direction des Parcs Nationaux, 2010. Plan de gestion du Réserve Spéciale de Faune de Gueumbeul, 200-2014), 78 pages.
- FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 1999, 376 pages.
- Faye Papa, Samb Adja C., Diop Djibril, 2011. Le foncier de la terre et du sel à Ndiébène Gandiole. Des régulations entre traditions et modernité ; Rapport Diagnostic, Programme NEGOS-GRN, IPAR, 69 pages.
- GERAD, 2010. Plan Local de développement de la communauté rurale de Ndiébène Gandiole, GERAD/PACR, 87 pages.
- MCA, CIRAD, FIT, SONED, 2011a : Frontières administratives et classification des terres. Rapport sur les institutions, acteurs, systèmes et pratiques actuels de l'administration foncière. Dakar, MCA, septembre 2011, 94 p.
- MCA, CIRAD, FIT, SONED, 2011b: Evaluation des outils et pratiques existants de gestion foncière. Rapport sur les systèmes d'administration des terres MCA, Dakar, 83 p.

SAED, 2010. Plan d'occupation et d'affection des sols de la (POAS), communauté rurale de Ndiébène Gandiole.

SEMIS, 2011. PLHA Ndiébène Gandiole, Direction de l'hydraulique rurale, PEPAM, Sous-programme PEPAM/IDA, décembre 2011, 26 pages.

Service régional de la Statistique et de la démographie – SRSD - (2010) : Situation économique de la région de Saint-Louis. Edition 2009. Saint-Louis, 132 p.

**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique**
Zones de Gandon et du lac de Guiers

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Ngnith**

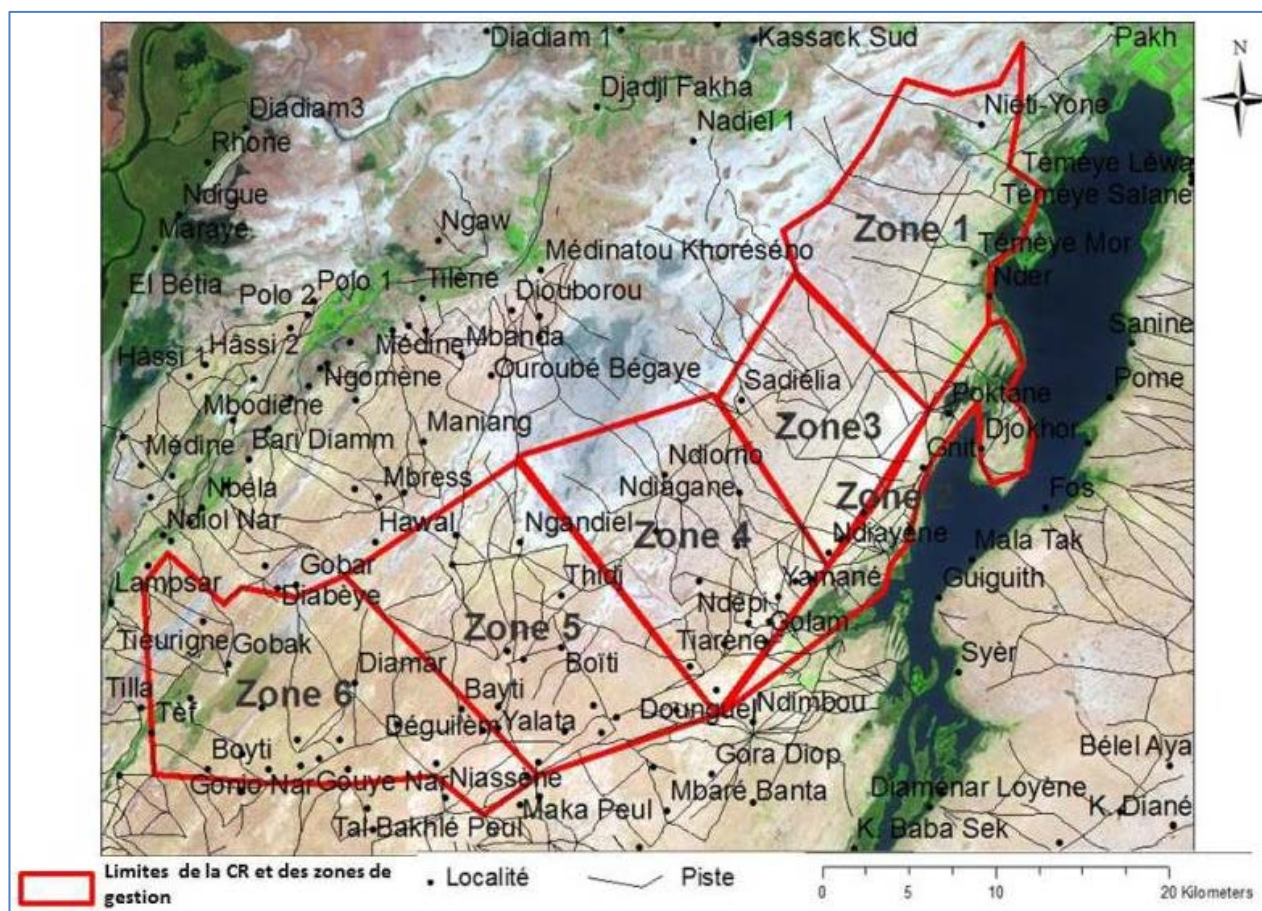
Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	168
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	169
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	169
1.2. Distribution spatiale de la population.....	170
1.3. Inégalités des densités démographiques et ses implications	170
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	172
2.1. L'agriculture	172
<i>2.1. 1. L'agriculture sous pluie</i>	<i>172</i>
<i>2.1. 2. L'arboriculture fruitière... ..</i>	<i>172</i>
2.2. L'élevage	172
2.3. Les autres activités	173
<i>2.3. 1. La foresterie</i>	<i>173</i>
<i>2.3. 2. La pêche et la transformation des produits halieutiques.....</i>	<i>174</i>
<i>2.3. 3. Le tourisme</i>	<i>175</i>
<i>2.3. 4. L'artisanat</i>	<i>175</i>
2.4. Eléments de synthèse	175
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	176
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	176
3.3. L'agriculture irriguée.....	177
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ÉCONOMIE LOCALE.....	179
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	179
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	180
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	180
<i>6.1. 1. Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>180</i>
<i>6.1. 2. Organisation, fonctionnement et structures d'appui au Conseil Rural</i>	<i>181</i>
6.2. Les ressources financières de la CR	182
<i>6.2. 1. Les recettes de fonctionnement</i>	<i>182</i>
<i>6.2. 2. Les recettes d'investissement</i>	<i>183</i>

6.3. Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR.....	183
6.3. 1. <i>Les conflits entre agriculteurs et éleveurs</i>	<i>183</i>
6.3. 2. <i>Conflits entre affectataires.....</i>	<i>184</i>
6.3. 3. <i>Conflits relatifs aux limites communautaires</i>	<i>184</i>
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	185
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	185
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	186
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR.....	187
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	188
8.1. Expériences en arrangement foncier	188
8.2. Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness	188
9. CONCLUSION	189

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La CR de Ngnith est située dans l'arrondissement de Ndiaye du Département de Saint-Louis. Elle a été créée suite à la scission de l'ancienne CR de Ross-Béthio, dont le chef-lieu a été érigé en commune, donnant naissance aux CR de Diama et de Ngnith (décret n° 2008-748 du 10 juillet 2008). Elle est limitée au Nord par la CR de Ronkh, au Sud-Ouest par la CR de Fass (département de Saint-Louis, arrondissement de Rao), au Sud par la CR de Keur Momar Sarr (région de Louga), à l'Est par le Lac de Guiers et la CR de Mbane et à l'Ouest par la CR de Diama.

Couvrant 848.5 kilomètres carrés (ou 84 000 ha, environ) la CR est située dans la zone du Lac de Guiers entre les latitudes 15,99° Nord et 16,38° Sud et les Longitudes 16,24° ouest et 15,84° Est.

Relativement à la planification locale, à la conduite des activités de développement et à la gestion de l'espace et des ressources, le Conseil Rural a institué six (06) zones de gestion qui se suivent dans l'axe nord/sud de la CR, et généralement du lac au *Dieri*.

- ✓ zone 1 (Nder) – Elle est située au nord/nord-ouest de la CR et fait frontière avec les CR de Ronkh et de Diama. Elle a une importante ouverture sur le lac et bénéficie du marigot de Niéty Yoon (frontière avec Ronkh) qui permet d'irriguer certaines terres de la partie nord de la zone, en plus du lac. La partie proche du lac, polarisée par le village de Nder, est occupée par nombreux périmètres hydro-agricoles villageois et privés. L'essentiel de la partie *Dieri* (sols *Dek dior* et *Dior*) est occupée par la réserve de Ndiel (12 900 ha dans la zone qui a une superficie totale de 18 772 ha) ;
- ✓ zone 2 (Diokhor Ile) – Au sud/est de la zone 1, elle correspond à l'Ile de Diokhor et à l'espace qui y donne accès. La zone est bien fournie en périmètres hydro-agricoles villageois et individuels. La forêt classée de Nayré y occupe aussi 410 ha ;

- ✓ zone 3 (Ngnith) – La zone qui a une petite ouverture sur le lac (au sud de Diokhor Ile) s'étend plutôt sur de vastes terres de *Dieri* où la réserve du Ndiael occupe 9 486 ha (la zone a une superficie totale de 13 472 ha). La partie proche du lac (vouée à l'agriculture par le POAS) est peu aménagée, l'agriculture pluviale y est encore dominante ; la forêt classée de Nayré y occupe aussi 530 ha ;
- ✓ zone 4 (Diokhor Kaw) – Avec une petite ouverture sur le lac, les terres de la zone se prolongent dans le *Dieri* où la réserve de Ndiael occupe 7 500 ha (superficie totale de la zone : 10 460 ha) ;
- ✓ zone 5 (Mbayène) – La zone a une bonne ouverture sur le lac. Dans la partie proche du lac Les terres occupées par l'agriculture irriguée sont assez importantes (1 492 ha). Dans la vaste partie Dièri de la zone, la réserve de Ndiael occupe 6 380 ha; l'autre partie du *Dieri* est retenue comme Zone Agro-Pastorale à priorité Élevage ;
- ✓ zone 6 (Thiagnaldé/Ndogal) – La zone se trouve entièrement dans le *Dieri* et fait frontière avec la CR de Fass.

1. PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population

La communauté rurale (CR) de Ngnith compte, selon le décret qui en porte création, 45 villages officiels, auxquels sont rattachés 31 hameaux soit au total, 76 établissements humains. Cette importance des hameaux, généralement peuplés par des peuls traduit une dispersion de l'habitat qui va généralement de pair avec la pratique d'un élevage extensif, nomade ou transhumant.

La CR a été créée postérieurement aux deux derniers recensements généraux de la population. En considérant ces recensements de 1988 et de 2002 et les villages qui la constituent aujourd'hui, la population totale de la communauté rurale peut être évaluée à 5.772 habitants en 1988 et 13.366 en 2002, soit une augmentation de 69,8% en quatorze ans (tableau 1). La population se répartit en 2002 dans 959 concessions ou carrés, contre 537 en 1988. On observe, en comparant des données de ces deux recensements, que l'accroissement du nombre de concessions s'accompagne d'une densification de la population au sein des habitations avec une moyenne de 13,9 personnes/concession en 2002, contre 10,75 en 1988. Les villages les plus peuplés sont généralement ceux (28 villages) riverains du lac ; les diverses potentialités des terres proches du lac (terres irrigables, eau, ressources ichtyologiques) ont favorisé la création ou l'agrandissement des villages de cette zone.

Tableau 1 : Évolution de la population de Ngnith et projections démographiques

Années	Nombre de concessions	Effectif population		
		Hommes	Femmes	Total
1988	537	2.890	2.882	5.772
2002	959	6.600	6.766	13.366
2010	nd.	7.754	7.646	15.401
2013	nd.	8.447	8.303	16.747
2015	nd.	8.912	8.745	17.657

Source ANSD

Les ethnies dominantes dans la CR sont les wolofs, les peuls et les maures. Chaque village est souvent peuplé d'une ethnie majoritaire, voire d'une seule ethnie. Les wolofs (agriculteurs) sont

majoritaires dans les zones de Ngnith et de Nder tandis que les peuls (pasteurs ou agropasteurs) sont majoritaires dans la zone de Yamane. La répartition par âges et par sexe révèle, selon le dernier recensement de 2002, une population composée en majorité de femmes et largement dominée par les jeunes. En effet, la tranche d'âges 0-35 ans représente près de 78% de la population, tandis que les femmes représentent 52% de la population, soit une proportion sensiblement supérieure à moyenne nationale qui est de 50,2%. Selon les projections démographiques de l'ANSD, la population serait aujourd'hui de 16.747 habitants et atteindrait 17.657 en 2015, soit un triplement depuis 1988. Cette évolution démographique s'accompagnerait d'un renversement du sexe ratio en faveur des hommes () si les tendances migratoires observées en 2002 se maintenaient.

1.2. Distribution spatiale de la population

La répartition de la population est relativement variable suivant les villages et au sein du territoire de la communauté rurale. La population moyenne par village se chiffre en 2002¹⁸ à environ 297 à habitants et à 175,9 habitants si on considère l'ensemble des établissements humains (villages officiels et hameaux). Dans les deux cas cependant, les moyennes cachent de fortes disparités. Un seul village, celui de Ngnith, a une population qui dépasse largement les 1.000 habitants, alors que d'autres comme Khouma Guedj, Ndournabé Diagane 1, Keur Yoro Guédal ou Dissarnabé Déguéne ont moins de 100 habitants.

Tableau 2 : répartition des villages selon les classes de population de la communauté rurale de Ngnith

Classe de la population (nombre habitants)		-100	100-200	201-300	301-500	501-750	751-1000	1001-1500	1501-2000	+2000
1988	Nombre localités	33	6	4	2	-	-	-	1	-
	% de la population	13%	17%	21%	15%	-	-	-	34%	-
2002	Nombre localités	22	11	5	3	3	1	-	-	1
	% de la population	5%	16%	13%	12%	21%	8,5%	-	-	25,5%

Sources : exploitation des données ANSD, Service régional statistique

La distribution des villages par classe de populations présentée dans le tableau 2 révèle en 2002, que 41 villages (89,1%) ont moins de 500 habitants tandis que 2 villages (4,3%), concentrent 33,7% de la population de la communauté rurale, dont 18,6% de la population pour le seul village de Ngnith

1.3 L'inégalité des densités démographiques et ses implications dans la perception des populations

La concentration de la population et des établissements humains est plus importante dans les villages périphériques du lac de Guiers et elle diminue à mesure qu'on s'en éloigne. La distribution de la population est ainsi très inégale dans le territoire communautaire où la densité moyenne de 15,7 habitant /km² est ainsi peu significative à l'échelle de la CR. Pour prendre en compte la réalité de la distribution du peuplement, nous avons considéré la répartition des villages et de la population dans les six zones de gestion de l'espace définies le POAS de la CR (SAED/PACR, 2010). La distribution des densités selon ces zones est indiquée dans le tableau 3 ci-dessous.

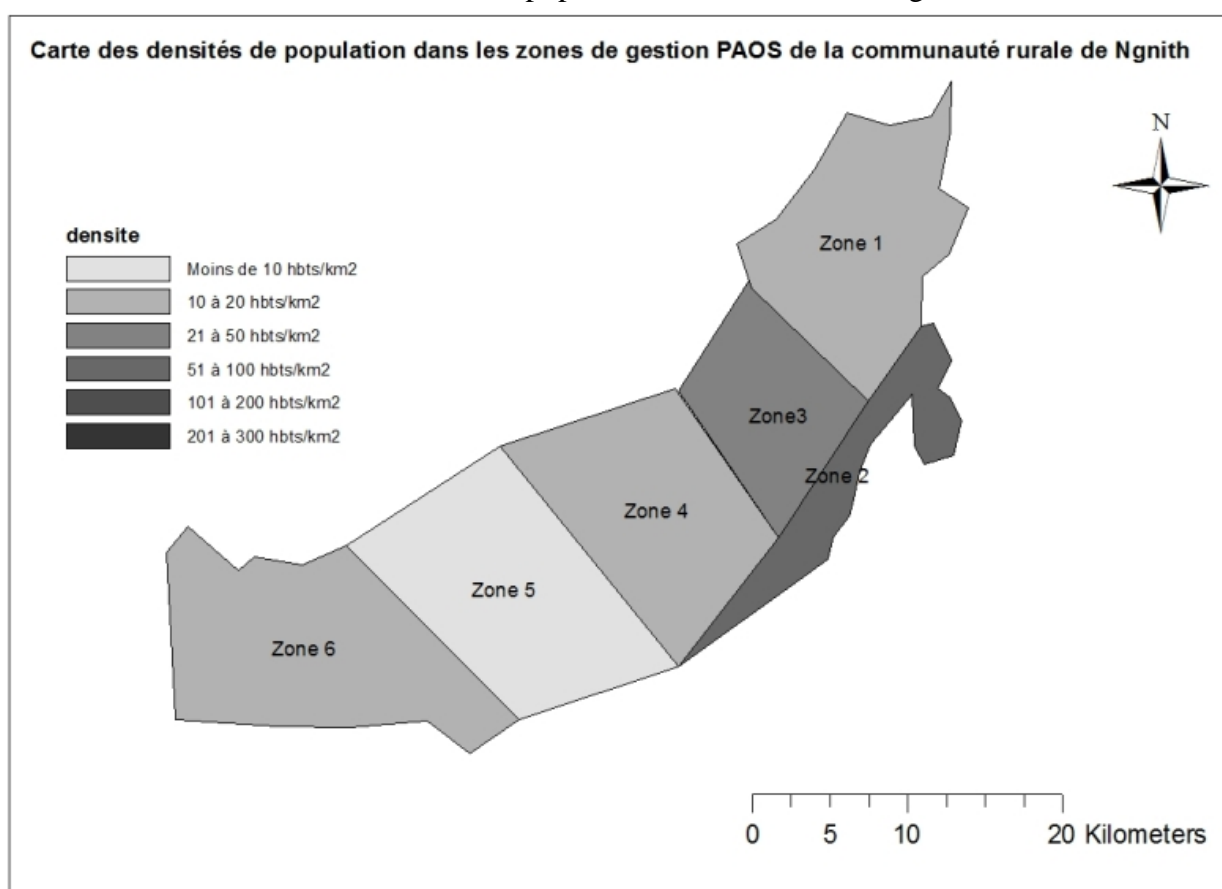
¹⁸ Les projections démographiques de l'ANSD ne donnent pas ni le nombre de villages, ni la population par village et les recensements du Conseil Rural et des chefs de villages (cahiers de population) ne sont pas à jour.

Tableau 3 : Densités moyenne de population dans la CR de Ngnith (habitant/km²)

Moyenne CR	Zone de gestion POAS					
	Zone de Nder	Zone de Diokhor	Zone de Ngnith	Zone de Ndiokhor Kaw	Zone de Yamane	Zone de Thiagnaldé
15,7	9,7	64,7	21,9	16,4	8,1	17,6

Source : Données ANSD, Recensement 2002 ; SAED/PACR, POAS 2010.

Les densités démographiques de la zone de Diokhor dépassent le triple de la moyenne de la CR qui est sensiblement identique à celles de Diokhor Kaw et de Thiagnaldé. A l'opposé, les densités sont très faibles dans les zones de Nder et de Yamane. Cette distribution spatiale de la population mérite d'être prise en considération, au-delà des facteurs pédologiques et hydrographiques, dans l'identification et la définition de zones potentiellement aménageables pour le développement de l'irrigation, l'importance des hameaux et de l'élevage se traduisant dans les faibles densités observées dans certaines zones.

Carte 2 : Densités de population selon les zones de gestion

La tendance est très forte chez la majorité de la population de considérer les terres des zones proches du lac, comme saturées, fortement appropriées et pouvant être plus aisément mise en valeur (proximité de l'eau, sols plus lourds, possibilité d'irrigation gravitaire). Dès lors elles privilégient, pour l'accueil des investisseurs, les terres des zones plus éloignées et sableuses. Elles considèrent en effet que ces terres sont à la fois comme « vides d'hommes » et plus favorables à l'irrigation par aspersion ou au goutte à goutte, dont les coûts d'investissements dépassent leurs moyens. Une telle tendance minimise les usages pastoraux de l'espace et marginalisent les peuls qui constituent le second groupe démographique de la CR. La réduction de l'espace de repli pastoral que constituait la réserve du Ndiael, aujourd'hui occupée par les aménagements de Senhuile-Senéthanol rend encore plus aigüe la problématique de l'élevage dans la CR.

2. ACTIVITES ECONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Les activités des populations de la CR de Ngnith relèvent principalement du secteur primaire. Elles s'organisent autour de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, auxquels s'ajoutent d'autres activités comme l'artisanat et le tourisme.

2.1 L'agriculture

L'agriculture est la principale activité économique. Elle est pratiquée sous 3 formes : agriculture irriguée, agriculture pluviale et arboriculture fruitière. L'agriculture irriguée qui est de loin la plus importante, connaît un développement rapide en raison de la proximité et de disponibilité des ressources en eaux du Lac. Elle est traitée plus loin, dans le chapitre consacré aux ressources en eaux et aux infrastructures hydrauliques.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie

Elle est pratiquée dans les terres exondées et sablonneuses du *Dieri*, et parfois dans les aménagements hydroagricoles abandonnés ou laissés en jachère. Elle s'observe surtout dans la zone de Thiagnaldé autour des villages de Ndogal Tédiel, Gogno, Tédiel Toucouleur, Maka Ndandaré et Ndiamar et dans les zones de Diokhor Kaw et Yamane, le long de la route Keur Momar Sarr - Ngnith (villages de Golom, Keur Sabakhao, Yamane, Diokhor Kaw, Pénène, Ndieumeul). Malgré les aléas de la pluviométrie l'agriculture sous pluie est encore pratiquée par environ 69% des ménages, répartis dans 15 villages (FAO, Ministère Agriculture 1998).

Les principales spéculations cultivées portent sur l'arachide, le niébé, le mil et la pastèque. Les cultures sous pluies couvrent une superficie d'environ 500 ha en 2009 (POAS de la CR de Ngnith, SAED, 2010).

Dans la communauté rurale de Ngnith, l'agriculture sous pluies est de plus en plus bouleversée par l'avancée des périmètres irrigués qui gagnent progressivement les terres dans lesquels elle est traditionnellement exercée. Les terres sableuses sont de plus en plus convoitées et occupées par des périmètres le plus souvent privés, irrigués par aspersion ou au goutte à goutte pour des productions horticoles. Ceci particulièrement le cas dans les zones de Yamane et surtout de Diokhor.

2.1.2 L'arboriculture fruitière

L'arboriculture est pratiquée dans certains villages de la CR (Ngnith, Diokhor, Ndiorno...) et concerne 9% des ménages. Les plantes cultivées dominantes sont les manguiers, les agrumes (citronniers, pomelos...), le papayer, etc.

2.2. L'élevage et ses difficultés face au développement des infrastructures hydroagricoles

L'élevage est le second domaine activité des populations après l'agriculture. Il occupe environ 67% des ménages et se retrouve dans tous les villages de la CR (FAO, Ministère Agriculture 1998).

Cette activité surtout pratiquée dans le *Dieri*, notamment la partie ouest de la CR. Le cheptel est dominé par les petits ruminants (ovins et caprins) suivis des bovins (tableau 4). La présence de familles maures apparentées à des éleveurs mauritaniens explique la présence de camélidés dans la CR. Quelques ménages pratiquent de l'embouche ovine ainsi qu'un élevage de volailles.

Tableau 4 : Cheptel de la CR de Ngnith

Bovins	Ovins	Caprins	Équins	Asins	Camelin	Volaille
21.000	20.000	23.000	2.500	1.500	15	20.000

Source : Service régional de l'élevage de Saint-Louis.

Pour l'essentiel, l'élevage reste une activité traditionnelle et extensive pratiquée surtout par des peuls. Une partie des peuls se consacre exclusivement à l'élevage alors qu'une autre partie, tout en l'exerçant, l'associe à l'agriculture irriguée. Le nomadisme pastoral et la transhumance prédominent dans les pratiques d'élevage. L'alimentation du bétail est principalement basée sur les pâturages naturels et les résidus de récoltes ? Les éleveurs parcourent parfois de longues distances à la recherche de pâturages et de points d'eau. Le bétail s'abreuve surtout au niveau des mares d'hivernage et des ouvertures sur le Lac (*Toufndés*). Les populations ont identifié 13 *Toufndés* et 41 mares temporaires dans la CR qui se situent en majorité dans les zones 1 et 6, Nder et Thiagnaldé. Du fait du tarissement plus ou moins rapide des mares, « les Toufndés sont la principale source d'eau pour le bétail en saison sèche. Toutefois, l'accès à ces points d'eau est gêné par la prolifération de la végétation aquatique envahissante, la proximité des habitations et l'obturation des couloirs d'accès par l'installation anarchique des périmètres agricoles » (POAS Ngnith, 2010).

Le développement de l'élevage se heurte à une diminution constante de l'espace pastoral, résultat de deux facteurs principaux : i) la baisse constante de la pluviométrie qui a entraîné l'appauvrissement progressif du potentiel fourrager du *Dieri*, ii) le développement de l'agriculture irriguée qui a éliminé l'essentiel des pâturages traditionnels en zone irriguée. Les aménagements hydroagricoles (périmètres et chenaux) contraignent éleveurs et bétail à faire des détours de plus en plus grands pour contourner les aménagements et infrastructures hydroagricoles qui obstruent progressivement les couloirs de passage et d'accès aux points d'abreuvement du bétail. Il en résulte des divagations fréquentes dans les champs et la destruction ou l'ensablement des canaux d'irrigation utilisés comme recours par les éleveurs pour l'abreuvement de leurs bêtes.

Cette situation qui résulte en grande partie du non-respect des règles du plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS) crée des tensions assez vives et augmente les risques de conflits au sein de la CR. Pour les populations, et les éleveurs en particulier, le zonage du territoire et les règles du POAS doivent être réaffirmés par le Conseil Rural et respectés par tous les acteurs intervenants dans la CR. Le PDIDAS doit jouer un rôle dans ce sens. Les installations et aménagements qu'il envisage de promouvoir devront également prendre en compte les pratiques pastorales dominantes. Il s'agit notamment dans le cadre du projet, de veiller à la préservation des pistes du bétail, à la clôture des périmètres par les irrigants et à l'aménagement, hors des périmètres clôturés, de points d'abreuvements alimentés par dérivation à partir des chenaux principaux.

2.3. Les autres activités

2.3.1 La foresterie

Les ressources forestières exploitées sont le bois de chauffe et la production de charbon de bois ainsi que la cueillette de fruits forestiers. L'exploitation forestière est pratiquée par environ 10 % des ménages ruraux la population (villages de Ngnith, Dialbanaba principalement). Malgré l'importance des espaces naturels boisés, la CR dispose de très faibles ressources forestières communautaires qui subissent une forte pression anthropique. Pour cause, la majorité des zones humides et des espaces boisés y sont classées. Il s'agit de forêts classées, des zones d'intérêt cynégétique (ZIC), de la zone sylvopastorale et de la Réserve du Ndiael, qui couvrent au total plus de 36.000 ha (tableau 5).

Tableau 5 : Forêts classées et aires protégées dans la CR de Ngnith.

Type d'aire protégée	Superficie (ha)	Zone de gestion concernée
Forêt classée	940	1
ZIC de Trois marigots Nord	4 571	6
ZIC lac de Guiers ouest	4 992	1
Zone Sylvo-Pastorale	501	6
Réserve spéciale du Ndiael	36 263	1,3,4,5 et 6

Sources Service régional des eaux et forêts.

La Réserve du Ndiael qui est loin la plus importante couvre 43 % du territoire communautaire (POAS de la CR de Ngnith, SAED, 2010). Cette réserve créée en 1965 (décret n° 65.053 du 2 février 1965) pour protéger sur une assiette foncière de 26.550 ha, l'avifaune du delta du fleuve Sénégal, est érigée en site Ramsar depuis 1977. Elle a été déclassée par l'État en 2002 et 20.000 ha ont été affectés à l'entreprise Senhuile-Sénéthanol pour la production d'éthanol, d'huile de soja et de patate douce (décrets n°2012-366 et 2012 – 367 du 20 mars 2012). Ces décrets ont été abrogés en 2012 par le décret 2012-822 du 6 août 2012, suivi d'un autre décret affectant les terres au même projet actuellement en phase d'exploitation.

2.3.2 La pêche et la transformation des produits halieutiques

La pêche vient en troisième position après l'agriculture et l'élevage. Elle est de type continental et exclusivement pratiquée sur le Lac de Guiers. Elle est pratiquée exclusivement par les hommes (jeunes et moins jeunes) et concerne selon le dernier recensement agricole 7,2 % des ménages dans 8 villages de la CR, avec de forts effectifs dans les villages de Thilène et Diaguambal. Les localités situées dans l'Ile de Diokhor polarisent cependant la majorité des actifs du secteur avec près de 60% des ménages de la zone qui pratiquent cette activité. L'amélioration des conditions de remplissage du Lac (réhabilitation du pont-barrage de Richard-Toll, rehaussement des digues, création des barrages de Dama et Mantali) a favorisé l'augmentation des ressources halieutiques avec plus de 35 espèces de poisson répertoriées. Deux centres de pêches, Guidick et Mbane, appuient les populations de l'ensemble des communautés rurales riveraines du Lac (Mbane, Keur Momar Sarr et Syer). Malgré tout, les méthodes de pêche restent encore rudimentaires et très souvent non-réglementaire (mailles des filets, techniques de pêche prohibées, etc.).

L'accroissement des ressources halieutiques du Lac et les revenus tirés de la pêche ont encouragé la venue de nombreux migrants, notamment des maliens. Selon les populations locales, ces migrants exploitent jusqu'aux tous petits poissons, qu'ils font sécher avant de les exporter dans leur pays. Quelques groupements de femmes se livrent à des activités de transformation du poisson (séché, fumé, salé) dont les productions sont revendus au niveau local, à Richard-Toll, à Ross-Béthio et parfois aux mareyeurs maliens pour l'exportation.

A la forte pression de pêche s'ajoute le rejet des effluents de drainage de la CSS et des différents périmètres irrigués qui aggrave la menace pour la pratique durable de la pêche sur le Lac. La prolifération du typha constitue une autre contrainte forte. En effet, l'envahissement des berges du lac par les plantes aquatiques a conduit à la fermeture ou à l'enclavement de sites de débarquement, provoquant l'abandon de l'activité par un nombre croissant d'actifs, la diminution des prises (que l'absence de statistiques fiables ne permet guère d'apprécier) et la raréfaction de certaines espèces de poissons qui trouvent refuge dans la ceinture de végétaux aquatiques. Les pêcheurs soulignent une tendance marquée depuis plusieurs années à la capture de poissons de petite taille, qu'ils attribuent à des difficultés de régénération de la ressource dues à la pollution du lac (AGRER-SETICO, 2009b).

2.3.3 Le tourisme

La communauté rurale compte deux réceptifs avec les campements de Nder et de Ngnith établis près du Lac sur des dunes de sables fins. Mais dans l'ensemble, son potentiel touristique est très peu mis en valeur. La CR compte en effet des zones humides et espaces classés ou protégés qui peuvent être valorisés au plan écotouristique, comme la réserve du Ndiael et les zones d'intérêts cynégétiques des Trois marigots et du Lac de Guiers. Il en est de même de certaines buttes dunaires sur la rive ouest et du plan d'eau du Lac lui-même. La communauté rurale compte par ailleurs de nombreux sites historiques liés à l'ancien royaume du *Walo* et à l'histoire des *Linguère* du village de Nder.

Un Programme de Conservation et de Valorisation de l'Aire du Patrimoine Inter Régional du Lac de Guiers (APILG) en cours de formulation dans le cadre d'une coopération entre les conseils régionaux de Saint-Louis et de Louga et le Luxembourg envisage une conservation de la diversité biologique à travers la préservation, la restauration, et la valorisation des patrimoines naturel, culturel et historique pour l'atteinte des OMD (Coopération Sénégal-Luxembourg, juin 2012)

2.3.4 L'artisanat

L'artisanat est un secteur qui a du mal à se développer dans la zone. Il existe un savoir-faire local qui s'exprime par la production de divers objets traditionnels relevant de la poterie et de la tannerie, mais surtout de la vannerie (production de nattes).

La collecte et le traitement du *gowé* pour en faire des produits comme l'encens, la transformation du typha en nattes ou palissades, etc. sont des activités pratiquées exclusivement réservée aux femmes. Il s'agit d'activités pénibles ; les femmes collectent les matériaux dans le lac avant de les sécher, puis (pour le *gowé*) de les griller et piler ; la confection des nattes est une activité dans laquelle les femmes de l'ethnie maure sont spécialisées. Ces activités sont assez rentables, mais les conditions de travail entraînent l'apparition de maladies hydriques comme la bilharziose. En plus, les femmes qui l'exercent sont confrontées aux règlements (« tracasseries ») du service des Eaux et Forêts.

Les principaux problèmes du secteur de l'artisanat sont entre autres, la commercialisation, l'accès aux matières premières (nécessité d'autorisation du service des Eaux et Forêts pour les tresseuses de nattes, difficultés de ravitaillement en matière première, etc.). L'écoulement des produits rencontre également d'importantes difficultés à cause de l'enclavement de la zone et du manque de promotion du secteur touristique.

Les divers corps de métiers dans le domaine de l'artisanat dans la CR sont : les tailleurs, les sculpteurs, les soudeurs, les tresseuses de nattes, les menuisiers, les teinturiers, etc.

2.4 Éléments de synthèse : domaines d'activités des ménages ruraux de la CR

Dans l'ensemble, près de 78% des ménages tirent leurs revenus du secteur rural. Le dernier recensement national de l'agriculture s'est penché sur les activités dominantes dont les ménages ruraux tirent leurs revenus. Les données relatives aux villages de référence situés dans l'actuelle CR de Ngnith récapitulées dans le tableau 6, donnent une répartition des ménages par type d'activité (FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999).

Tableau 6 : Activités des ménages ruraux de la CR de Ngnith

Données sur les ménages agricoles d'après le recensement National Agricole 1998														
Village de référence		Effectif des concessions rurales	Effectif des chefs de ménage ruraux			Effectif des chefs de ménage ruraux agricoles			Effectif des ménages ruraux agricoles pratiquant l'activité :					ménage ruraux dans l'activité de pêche
			Hom	Fem	Total	Hom	Fem	Total	Agric pluviale	Pro. maraichère	Prod. fruitière	Expl. forestière	Elevage	
1	NDIORNO	100	104	18	122	76	12	88	85	19	1	1	82	1
2	NDIORNO	99	104	6	110	89	4	93	93	38	4	7	85	11
3	ODABE NAVARI	69	55	15	70	29	5	34	93	19	7	0	31	2
4	ALVATHIAM	95	230	1	231	95	1	96	93	11	0	0	89	3
5	NDOGAL NIASSENE	65	78	8	86	78	8	86	86	0	0	0	86	0
6	GADE AMAR FALL	77	71	18	89	77	18	95	89	0	0	0	88	0
7	DIALBANABE	65	79	6	84	71	6	77	83	0	0	83	82	0
8	DIASSARNA BE	106	198	4	202	59	1	60	53	22	1	7	59	0
9	NDER	83	176	2	178	70	1	71	34	57	0	0	69	0
10	DIALANG	76	81	6	87	81	6	87	55	87	6	6	63	0
11	GNITH	90	99	20	119	99	19	118	112	111	61	67	114	41
12	GNITH	86	87	11	98	86	8	94	85	79	48	0	85	11
13	DIOKHOR I	75	75	11	86	51	10	61	52	44	34	6	49	0
14	DIOKHOR II	74	83	9	92	83	9	92	90	84	0	3	89	51
15	DIOKHOR II	105	132	0	132	132	0	132	132	126	2	1	126	9
Total		1265	1652	135	1786	1176	108	1284	1235	697	164	181	1197	129
		%				91,6	8,4	71,9	69,2	39	9,2	10,1	67	7,2

Sources FAO/Ministère agriculture, RNA, 1999

3. RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES ET SUPERFICIES CULTIVEES EN IRRIGUE

3.1 Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

L'essentiel des ressources en eau de la CR est constitué par le lac de Guiers auquel s'ajoutent les eaux de ruissellement et les mares pérennes ou temporaires.

Depuis le milieu des années 1990 les terres de la CR ont été investies par un front agricole irrigué qui a progressé du nord au sud (d'abord, de la zone de Niéti Yoon à celle de Nder, ensuite de Nder à la frontière avec la CR de Kër Momar Sarr). Ainsi, les terres de la CR qui sont proches du lac sont jalonnées de canaux d'irrigation réalisés par les paysans, les « investisseurs » locaux et nationaux ; quelques fois par une l'association des deux types d'irrigants.

Un premier inventaire effectué lors de l'étude du schéma directeur d'aménagement hydro-agricole du lac (AGRER-SETICO, 2009) avait répertorié 113 canaux sur les deux rives de la zone du lac. Seulement cet inventaire ainsi que ceux de la SAED qui l'ont suivi n'ont pas donné la distribution des canaux par CR. Les enquêtes menées aujourd'hui avec la SAED/Secteur lac ont permis de recenser 89 canaux dans la seule CR de Ngnith (voir annexe). Le classement de ces chenaux selon leurs longueurs est indiqué dans le tableau 7 ci-dessous.

Tableau 7 : Classement des chenaux selon la longueur

Longueur	Moins de 100 m	100 à moins de 500 m	500 m à moins de 1km	1km	2,5 km	5 km	Total
Nombre	21	44	16	4	3	1	89

La gestion des chenaux (FNRAA-SAED, 2006) équipés d'un GMP en tête de réseau est souvent collective avec diverses formes liées à l'entretien du réseau principal d'irrigation, la prise en charge des pompistes, etc. La rémunération de ces services est répartie entre les différents bénéficiaires au prorata des superficies respectives. Cependant, l'entretien des canaux secondaires et la gestion des motopompes de reprise sont individuels. En ce qui concerne les « groupe moto pompe » (GMP), en plus de la gestion individuelle, il existe un système de location à 150 000 F/ha ou d'utilisation en association moyennant une redevance pour l'amortissement évaluée entre 80 000 et 100 000 FCFA/ha.

Pour cette dernière forme, il s'agit de l'utilisation en commun d'un GMP par plusieurs producteurs dont le propriétaire. En plus de la prise en charge du carburant consommé pour l'irrigation de sa parcelle, le producteur payait au propriétaire une redevance de 120 000 F/ha pour l'amortissement du GMP.

3.2 L'agriculture irriguée

Les populations du nord de la CR (en association avec celles exploités avec les populations de la CR de Ronkh) ont connu l'irrigation à partir de 1957 du périmètre public de Colонат/Nder qui, aujourd'hui, couvre 2 000 ha (POAS). D'autres périmètres publics ont été créés par la suite, notamment pour la Section Villageoise de Coopérative de Malla en 1985 (40 ha) et pour celle de Mbayène en 1996 (220 ha).

D'autres types d'AHA mis en place dans la CR, ce sont les périmètres irrigués privés (PIP) ont été installés à partir du milieu des années 1990. Ils sont caractérisés par un aménagement sommaire et une absence de système de drainage ; ils se retrouvent un peu partout dans la zone proche du lac avec une prolifération des canaux d'irrigation creusés de manière anarchique.

Les données de la SAED reprises par le POAS (2010) estiment la superficie totale aménagée à 3 500 ha, soit 13 % du domaine irrigué de la CR. Toutefois, il n'y a que 2 500 Ha environ qui sont emblavés annuellement. Par exemple, pour la campagne 2009-2010, près de 1 700 Ha de terres ont été exploités. Cependant, compte tenu de la nature très sommaire des aménagements qui ne durent pas plus d'une année en cas de non exploitation, la notion de superficie aménagée perd de son sens. La SAED/secteur du lac de Guiers raisonne en termes de potentiel irrigable par les canaux existants.

Les irrigants ont, surtout, cultivé la patate douce à partir de la fin des années 1990 avant de diversifier les spéculations depuis ces dernières années. La culture irriguée de la patate douce a été l'activité la plus importante en occupant environ 80% des terres et de la force de travail (MARF FNRAA). Elle occupe l'essentiel des terres irrigables en raison de son caractère itinérant ; ce qui entraîne une grande pression foncière et une diminution progressive de la ressource. Par ordre d'importance, les autres cultures irriguées sont l'oignon, la tomate, raison de manioc.

Les membres des EXAF font aussi des prestations de services agricoles. Il s'agit de la main d'œuvre agricole devenue payante avec, surtout, le développement de la culture de la patate douce. Durant la période de plantation entre décembre et mars, les femmes sont engagées comme main d'œuvre à côté d'ouvriers agricoles («sourga») venus de l'extérieur du terroir. De même, en phase de récolte, les femmes sont dans la récolte et le conditionnement. La journée de travail est payée 1000 F CFA. Cette activité est une source non négligeable de revenus (MARF FNRAA).

Concernant les modes d'exploitation et de faire valoir, on distingue les formes suivantes.

- les exploitations individuelles qui sont conduites par les chefs d'EXAF en utilisant en priorité la main d'œuvre familiale avant de recourir aux prestations extérieures ;
- le fermage qui consiste en une association entre un propriétaire terrien et un détenteur de capitaux. Le contrat qui les lie est le plus souvent informel, mais les modalités (rôles et attributions) sont définies dès le départ ;
- la location de parcelles qui est également organisée à travers un contrat tacite.

Au niveau des infrastructures et équipements, la gestion est collective. Il s'agit de la mise en place des chenaux (source d'alimentation principale), de l'entretien du réseau principal d'irrigation, des pistes de production et de la prise en charge des pompistes. La rémunération de ces services est répartie entre les différents bénéficiaires au prorata des superficies respectives. Cependant, l'entretien des canaux secondaires et la gestion des motopompes sont individuels. En ce qui concerne les "groupe moto pompe" (GMP), en plus de la gestion individuelle, il existe un système de location à 150 000 F/ha ou d'utilisation en association moyennant une redevance pour l'amortissement évaluée entre 80 000 et 100 000 FCFA/ha (MARF FNRAA). La situation des superficies exploitées en 2011 et 2012 est la suivante.

Tableau 8 : Superficies cultivées et spéculations en 2010/11 et 2011/12

Cultures	Sup.(ha) 2010-2011	Sup. (ha) 2011-2012
Patate	40	101
Tomate	910,38	638,80
Oignon	190,80	96,40
Manioc	35,95	116,50
Arachide	205,17	60,60
Autres	61,46	64,20
Total	1.443,76	1.077,5

Source, SAED/Secteur Lac.

Globalement, les superficies cultivées ont diminué entre les campagnes 2010/2011 et 2011/2012, poursuivant une tendance observée depuis quelques années. Cette évolution à la baisse résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : la capacité et la durabilité des chenaux creusés, la gestion du niveau d'eau dans le lac, les difficultés d'accès aux intrants en amont et d'écoulement des productions en aval, la gestion des rotations entre cultures en fonction, surtout, de celle de la patate douce. En effet, les conditions locales de la culture irriguée de la patate entraînent l'infestation des sols par les nématodes et leur salinisation rapide. De ce fait, les exploitants se déplacent périodiquement sur de nouvelles terres. Une telle situation est tout à fait à l'antipode de l'intensification recherchée à travers le développement de l'irrigation. Elle se traduit en effet par des cultures itinérantes, donc extensives avec des effets importants en matière de dégradation des sols. A ces difficultés s'ajoutent aujourd'hui¹⁹ des problèmes d'irrigation de plus en plus aigus résultant de la baisse importante du niveau du lac.

¹⁹ Entretiens en décembre 2012.

4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ECONOMIE LOCALE

L'agriculture irriguée est, de loin, le secteur d'activité le plus important. Elle est largement dominée par la culture de la patate douce en termes de source de revenus, de satisfaction de la demande alimentaire, de populations impliquées et de source d'emplois pour les jeunes et les femmes.

Les productions estimées des spéculations les plus importantes et leur valorisation sont les suivantes.

Tableau 9 : Spéculations, rendements moyens, productions et valeurs de la production en 2010/2011 et 2011/2012.

Spéculations	Rendement moy. (T/ha)		Production (T)		Valeur (x 1000 FCFA)	
	2010/2011	2011/2012	2010/2011	2011/2012	2010/2011	2011/2012
Riz	7	6,5	280	656,5	33 600	72 215
Patate	35	40	31 863,30	25 552	3 186 330	2 555 200
Tomate	30	30	5 724	2 892	14 158 560	150 384
Oignon	25	30	898,75	3 495	112 343	454 350
Manioc	35	40	7 180,95	2 424	1 795 237	606 000
Arachide	2	2,5	122,92	160,5	33 876	48 150

Prix : Patate – 100 F/kg ; Manioc – 250 F/kg ; Riz-120 F/g en 2010 et 110 F/kg en 2011 ; Oignon-125 F/kg en 2010 et 130 F/kg en 2011 ; Tomate – 52 F/kg ; Arachide – 300 F/kg (en vert).

Il convient de souligner que l'élevage qui est une activité importante dans la CR représente potentiel économique important. Seulement, les activités d'élevage sont orientées vers l'accroissement de la taille des troupeaux plus que vers leur valorisation commerciale et économique.

5. STRUCTURATION DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES D'INTERVENTION ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

Au plan général plusieurs types de structures organisationnelles s'occupent des différents secteurs (sociaux, économiques et techniques, productives). Cette diversité est reflétée par les données du tableau ci-dessous.

Tableau 10 : Les organisations des populations de la CR

Type d'organisation	Nombre	Remarques
GPF	71	dont 70 sans statut juridique
GIE	07	Disposant de statut juridique
Groupements divers	57	Généralement sans statut juridique
ASC	33	
AEP	17	
Comités de santé	05	
Total organisations de base	190	
Organisations fédératives	CLCOP	
	Comité patate	
	UPROL	
	EGED	

Source PLD, 2010 complétée.

Spécifiquement aux organisations paysannes actives dans l'agriculture irriguée, le résultat du dépouillement de la base de données de la SAED/Secteur du lac donne un nombre de :

- 118 OP de base et fédération d'OP exploitant directement des terres,
- 3 firmes agricoles dont West African Farm (WAF) affectataire de 200 ha.

La société agroindustrielle Senehuile-Senéthanom s'est installée dans le territoire de la CR, mais sur des terres situées dans la réserve du Ndiael et relevant de la gestion de l'État initialement classées. Ces terres ont été déclassées et affectées à ladite société en 2012, provoquant la colère et le soulèvement d'une partie de la population locale, singulièrement les éleveurs peuls. La présence quasi permanente de la gendarmerie sur le terrain révèle que la situation n'est pas totalement apaisée.

6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

La Communauté rurale de Ngnith est dirigée par un Conseil Rural de 46 membres élus (depuis les élections du 22 mars 2009). Il est constitué à 96% d'actifs du secteur rural dont 60% d'agriculteurs, des éleveurs et des agro-éleveurs, 6% des enseignants, le reste est constitué de pêcheurs et d'autres catégories socioprofessionnelles. Les principales caractéristiques des membres du conseil sont résumées dans le tableau ci-dessous (tableau 11).

Tableau 11 : Caractéristiques des conseillers ruraux de Ngnith

	Indicateur	Effectif	%
Age	Moins de 35 ans	6	13%
	35-60 ans	40	87%
	Plus de 60 ans	0	0%
Sexe	Femmes	2	4%
	Hommes	44	96%
Niveau d'instruction	Primaire	4	9%
	Secondaire	1	2%
	Supérieur	0	0
	Arabe/Coran	37	80%
	Aucun	4	9%
Catégories socioprofessionnelles	Agriculteurs	28	61%
	Eleveurs	13	28%
	Agroéleveur	3	7%
	Agent SDE	1	2%
	Enseignant	1	2%

Source : PLD 2010 et enquêtes auprès du Conseil rural de Ngnith

Le Conseil Rural est largement dominé, comme partout ailleurs dans le pays, par les hommes qui constituent 96% des conseillers. Cette situation est en partie liée à la faible implication des femmes dans l'activité politique et à des pesanteurs d'ordre socioculturel. La répartition par âge révèle la faible représentation des jeunes (moins de 35 ans) qui font 13% des conseillers alors qu'ils constituent 78 % de la population totale. Environ 1/10^{ème} des conseillers ont fréquenté l'école française, tandis que 87% ont étudié l'arabe. De nombreux conseillers éprouvent d'énormes difficultés à participer activement dans la gestion administrative et financière des affaires locales, ce qui constitue un handicap dans la gouvernance locale.

6.1.2 Organisation, fonctionnement et structures d'appui du Conseil Rural

Le fonctionnement de la CR repose sur un organe délibérant, un organe exécutif et sur des commissions.

L'organe délibérant est constitué par l'ensemble des 46 membres du conseil. Il se réunit plusieurs fois dans l'année, en session ordinaire, et chaque fois que de besoin en session extraordinaire. Ses membres discutent des problèmes de développement et de toutes questions pour lesquelles la CR a compétence et prend ses décisions par délibération. Ces décisions sont soumises à l'approbation du sous-préfet qui représente l'État et exerce un contrôle de légalité.

L'organe (bureau) exécutif est composé de 3 personnes : le président du Conseil Rural (PCR), et ses 2 vice-présidents. Il est chargé de l'administration au quotidien de la CR, de la publication et de l'exécution des décisions issues des délibérations du conseil. Le PCR en tant qu'ordonnateur du budget, assure la gestion du cycle budgétaire (préparation, ordonnancement des dépenses et exécution des recettes). Le PCR en particulier et le conseil en général, sont épaulés par une assistante communautaire (ASCOM) dans l'exécution de leurs différentes missions. Elle joue un

rôle particulièrement important dans la préparation des différents dossiers et les relations avec les services de l'État (Services du Trésor, des Domaines,...) et les divers partenaires de la CR.

Le Conseil Rural de Ngnith a mis en place 19 commissions techniques qui couvrent l'ensemble des secteurs de développement économique, social et environnemental de la CR. Chaque commission est composée de conseillers ruraux et présidée par l'un d'entre eux. Elle peut s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux ainsi que des personnes ressources pour traiter des différentes questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Dans le domaine foncier, le conseil dispose d'une commission domaniale chargé d'instruire les dossiers d'affectation et de désaffectation foncière et de formuler des propositions au conseil qui est seule habilité, en la matière, à prendre les décisions par délibération.

Les chefs de villages sont dans la pratique des acteurs incontournables dans la gestion du foncier et le processus de prise de décision concernant leurs villages²⁰. Auxiliaires de l'état et 1ers représentants officiels des populations, ils sont souvent sollicités pour la médiation sociale (conflits fonciers, familiaux, etc.) et participent à certaines prises de décisions dans la CR. Ils sont membres de droit de la commission domaniale quand les terres sollicitées se trouvent dans le terroir villageois.

Depuis le renforcement de la décentralisation en 1996, les communautés rurales (tout comme les autres collectivités locales, communes et régions) ont reçu des compétences dans neuf domaines²¹ (loi 96-07 du 22 mars 1996). Toutefois, l'exercice des compétences relatives au domaine, et notamment à la gestion du foncier, semblent prendre prédominer dans ses activités.

Il est à souligner que le Conseil Rural bénéficie dans ses différentes fonctions et tâches de l'assistance des services déconcentrés de l'état, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL). Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (SAED, ANCAR, les services des Pêches, des Eaux et Forêts, de l'Aménagement du territoire, etc.). Le Conseil Rural de Ngnith bénéficie dans plusieurs secteurs d'activités de l'appui-conseil de projets (le PACR financé par l'AFD), d'ONG (Plan Sénégal, RADI, etc.) et de certaines entreprises d'agrobusiness installées dans son territoire (WAF).

6.2 Ressources financières de la CR

Elles proviennent de deux principales sources : les recettes de fonctionnement et les recettes d'investissements.

6.2.1. Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement de la CR de Ngnith sont issues de recettes fiscales que le Conseil Rural tire des impôts et taxes, de recettes non fiscales (produits d'exploitation et du domaine) et de recettes diverses dont les fonds de dotation de l'État pour le fonctionnement. Pour l'année 2009, le montant de ces recettes se chiffre à 32.250.000 FCFA, répartis comme indiqué dans le tableau 12 ci-dessous.

²⁰ Certains chefs de village sont en même temps conseillers ruraux.

²¹ Domaines ; Environnement et gestion des ressources naturelles ; Santé, population et action sociale ; Jeunesse, sport et loisirs ; Culture, Éducation, Planification, Aménagement du territoire ; Urbanisme et habitat.

Tableau 12 : les recettes de fonctionnement du budget de la CR de Ngnith en 2009

Rubriques	Montant FCFA	%
Recettes fiscales	23.000.000	65
Recettes non fiscales	900.000	3
Recettes diverses	11.350.000	32
Total	35.250.000	100

Source : Budget CR de Ngnith, 2009.

Les recettes de fonctionnement proviennent largement des recettes fiscales représentent plus de 65% cette rubrique, suivies des recettes diverses 32% contre seulement 3% pour les recettes non fiscales. Les recettes fiscales incluent les frais de bornage des terres affectées.

6.2.2. Les recettes d'investissement

Pour assurer ses investissements, le Conseil Rural dispose d'autres recettes, autres que celles destinées à son fonctionnement, qui proviennent du fonds de concours du PNDL, des Fonds de concours de l'État et de ressources provenant de certains projets, comme le PACR, soit un total de 65.000.000 FCFA en 2009 (tableau ci-dessous).

Tableau 13 : Recettes d'investissement du budget de la CR de Ngnith en 2009

Origine des ressources	Montant FCFA	%
PNDL	20.000.000	31
PACR	40.000.000	61
Fonds de Dotation	5.000.000	8
Total	65.000.000	100

Source : Budget CR de Ngnith, 2009.

Les recettes d'investissement proviennent en majorité du fonds de concours du PACR qui représente plus de 61% de budget, ensuite le fonds de concours du PNDL (31%). Le fonds de dotation de l'État ne représente que 8%, soit 5.000.000 de FCFA. La provenance de projets et programmes de plus de 90% des ressources destinées aux investissements de la CR, révèle la très forte dépendance de la CR, ses difficultés à assurer les fonctions qui lui sont transférées, et par conséquent, la fragilité des bases de son développement.

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

Le niveau de conflictualité dans la CR est assez élevé. Ces conflits sont de divers ordre et proviennent le plus souvent de dysfonctionnement dans la gestion du foncier (héritage de l'ancienne CR de Ross-Béthio), l'organisation de l'espace et son partage par les différentes activités voire des problèmes de reconnaissance ou d'appartenance à des localités.

6.3.1 Les conflits entre agriculteurs et éleveurs

La cohabitation de l'agriculture et de l'élevage dans la CR de Ngnith est très souvent conflictuelle. Ce problème se pose beaucoup plus autours des zones près du Lac de Guiers. Dans la zone du *Dieri* également, notamment dans la zone du Thianialdé où la taille des superficies exploitées en agriculture pluviale créé souvent des conflits avec les éleveurs qui la considèrent comme une zone à vocation pastorale. Cette situation est aussi accrue par l'accroissement des aménagements hydroagricoles qui empiètent progressivement sur les zones de pâturage naturel et les couloirs de passage du bétail. A ces facteurs s'ajoutent « la culture itinérante de la patate douce » qui occupe

parfois ces mêmes zones. Il s'ensuit une obturation des couloirs pastoraux et des voies d'accès aux points d'abreuvement. Le manque de clôture des champs et périmètres ainsi que le défaut de surveillance du bétail, voire des actions délibérées de certains éleveurs favorisent la divagation des animaux et la dévastation des cultures.

Les dégâts au champ par le bétail en 2012 a nécessité la médiation de la commission domaniale et du comité inter villageois de développement (CIVD). Les protagonistes ont accepté un règlement à l'amiable au terme duquel l'éleveur a indemnisé l'agriculteur pour un montant de 60 000 francs. Dans le même registre, un cultivateur de Ngnith était opposé l'hivernage dernier à un éleveur de Howandou qui aurait coupé ses pastèques et fait paître ses bovins dans son champ. Devant le refus de l'éleveur de reconnaître les faits pour un règlement à l'amiable, l'agriculteur a fait constater les dégâts par le chef du CADL et a porté plainte contre l'éleveur sur la base du procès-verbal dressé par le CADL qui en a fait un procès-verbal et avec ce document il a porté une plainte contre X. Le conflit est aujourd'hui porté au niveau de la gendarmerie.

Ce type de conflit est le plus souvent réglé auprès des chefs de village, en présence des notables. Les négociations dans ce cadre, entre les protagonistes, permet généralement de trouver une solution à l'amiable avec un dédommagement fondé sur une estimation des dégâts acceptée par les parties. À défaut, le problème est vidé au niveau du Conseil Rural, avec l'assistance parfois du CADL, voire du sous-préfet. La gendarmerie vient en dernier recours. Toutefois, les pasteurs se plaignent parfois de l'impartialité et du manque d'équité de ces cadres de règlement des conflits qui semblent privilégier les agriculteurs (POAS de la CR de Ngnith, 2010).

6.3.2 Les conflits entre affectataires du domaine national

Ces conflits sont souvent le fait d'erreurs commises dans la gestion foncière de l'ancienne CR de Ross-Béthio. En effet, ils découlent du défaut de suivi des attributions foncières, du non-respect des procédures d'attribution, des doubles affectations, ainsi que de la non installation effective sur les parcelles affectées, de nombreux attributaires par la commission domaniale.

Ainsi à Naéré (zone de Nder), l'association EGED était attributaire de terrain en 1997. En 1998, les populations de Naéré se sont opposées à cette décision du Conseil Rural, considérant qu'elle portait sur leurs ancêtres. Après une vaine tentative de règlement à l'amiable pendant plusieurs années, la décision d'affectation a été suspendue en 2002 par le sous-préfet.

Dans la même zone, les villages de wolof de Naéré et maure de Darou Salam se sont affrontés jusqu'à occasionner des blessés. Un terrain affecté en 1998 à un villageois de Darou Salam était réclamé par un habitant de Naéré auquel il avait été affecté au préalable. Le conflit qui a fini par impliquer les deux villages a conduit à la suspension depuis 2011,

Ces conflits résultent également du fait que la majeure partie des terres est détenue par une minorité qui n'a toujours pas la possibilité de l'exploiter entièrement. Et dans le contexte particulier de la zone caractérisé par des aménagements "spontanés", ils se créent souvent des situations confuses qui nourrissent les contestations et les affrontements entre affectataires (PACR, 2011).

6.3.3 Conflits relatifs aux limites communautaires

Cette catégorie de conflits présente trois cas de figure dans la CR de Ngnith : conflits entre villages de CR différentes, conflits entre villages de la CR de Ngnith et conflits entre la CR de Ngnith et d'autres CR limitrophes.

Le premier cas renvoie à des problèmes identitaires et d'ancrage territorial. Il concerne les villages de Niassène, Maka Nandary, Mbayti, Gouynabé, Alwathiam. Ces villages ont tendance, selon le cas et leurs sensibilités, à se considérer comme rattachés à la CR de Ngnith ou à celle de Diama. Le cas le plus patent est celui du parc de vaccination situé dans le village de

Niassène rattaché légalement à la CR de Ngnith. Pour certains villages, surtout peuls, puisse que cette infrastructure a été construite sous la mandature de l'actuel PCR de Diamo, qui fut celui de Ross-Béthio, c'est son autorité qui doit prévaloir dans ce parc (PACR, 2011).

Dans le cas des conflits entre villages de la CR, les principales causes sont dues aux manquements dans la gestion foncière de l'ancienne CR de Ross-Béthio en dehors de facteurs comme le déplacement des villages agropasteurs. Ce type de conflit implique les villages de Naéré Peul et Darou Salam, Dental et Diokhor Kaw.

Dans le conflit entre les villages de Naéré et Darou Salam, les habitants de Naéré détenteurs d'une délibération de 800 hectares ne peuvent s'installer car cette affectation porte sur un terrain « appartenant » à Darou Salam depuis des générations. Si les villageois de Darou Salam revendiquent le respect de leurs droits coutumiers, ceux de Naéré font prévaloir la prééminence de la loi sur le domaine national en vertu de l'acte délivré par le Conseil Rural. Mais un des éléments du problème est que le village de Naéré peuplé de peuls agropasteurs est itinérant. En plus dans beaucoup d'autres villages d'agropasteurs certains chefs de village ne résidaient pas dans les villages où leur autorité était reconnue et acceptée par tous (PACR, 2011).

Le troisième cas concerne les conflits autour des limites entre la CR de Ngnith et celles alentours. A l'est de la CR, l'imprécision des limites avec la CR de Diamo est source de litige entre les deux CR. Comme les décrets créant les collectivités locales n'indiquent que la liste des villages ou des quartiers qui les constituent, l'absence de marquages des limites au sol a engendré des contestations autour du tracé exact de la frontière communautaire qui est apprécié de façon différente dans les deux CR (PLD de Ngnith, 2010). Un conflit de limite se pose également entre Ngnith et la CR de Ronkh

La zone litigieuse se situe à la frontière sud de la CR de Ronkh, autour des villages de Bountou Ndieugue 1 et Bountou Ndieugue 2, qui appartiennent à la CR de Ronkh où ils payent l'impôt. Les représentants de Ngnith estiment que ces villages en question se trouvent dans leur. De fait, ces deux villages se trouvaient bien à l'intérieur de la CR de Ronkh et se sont déplacés à une certaine période sur leur site actuel. Il reste, au vu des textes, que les deux villages en question ne figurent pas dans le décret créant la CR de Ngnith (MCA, CIRAD, FIT, SONED, 2011). La succession des découpages et redécoupages des collectivités locale dans cette partie du Delta (création des communes de Rosso et de Ross Béthio, des CR de Ronkh, de Diamo et Ngnith) et l'absence de marquage au sol des limites territoriales sont à l'origine de ces différents litiges.

7. OUVERTURE DE LA CR A L'ACCUEIL D'INVESTISSEURS DANS LE SECTEUR AGRICOLE

7.1 Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu

Rappelons que la loi sur le domaine national (loi 64-46 du 17 juin 1964) a supprimé les droits coutumier et instauré le régime de la domanialité des terres. Dans les zones de terroirs des communautés rurales, l'affectation et la désaffectation des sont du ressort des conseils ruraux sous le contrôle des sous-préfets (décret 72-1288). L'affectation doit être faite aux membres de la communauté rurale (seuls ou regroupés) et en fonction de leur capacité de mise en valeur. Ces dispositions sont très peu respectées dans la réalité et toutes les études montrent que le droit coutumier demeure toujours pour les populations et pour les conseillers ruraux qui la prennent souvent en compte dans leurs décisions (PACR, 2010, MCA- CIRAD-FIT-SONED, 2011).

La communauté rurale de Ngnith a été créée en 2008, a hérité l'essentiel de sa situation foncière actuelle de l'ancienne communauté de Ross Béthio qui avait affecté près de 30.000 ha à plus de 790 affectataires entre 1987 et 1998 (d'Aquino et al, 2000). Le PACR a réalisé en 2011-2012 un

important d'exploitation des archives de la l'ancienne CR de Ross Béthio pour reconstituer les affectations foncières situées dans le territoire de l'actuelle CR de Ngnith.

Les résultats de ce travail, complétés par nos enquêtes auprès du Conseil Rural²², indiquent que 13.077, 8 ha sont affectés dans la CR au bénéfice de 506 affectataires (tableau 14). Les 9/10^{ème} des superficies sont destinées à un usage agricole, 7,3% à équipements communautaires et infrastructures socioéconomiques (mosquée, bois villageois, parc de vaccination...) et 0,13 % à l'habitat.

Tableau 14 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées et des affectataires dans la CR de Ngnith (Sources PACR + enquêtes février 2013)

Usages	Agricole		Habitation		Autres		Total	
Affectations	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)
	468	12.102	13	16,8	25	959	506	13.077,8
%	92,5	92,5	2,6	0,2	4,9	7,3	100	100

7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution

La grande majorité (97%) des affectations répertoriées a été réalisée au temps de la CR de Ross Béthio, avant l'arrivée de l'actuelle équipe du Conseil Rural. A partir de 2000, le Conseil Rural de Ross Béthio avait, devant la pression des demandes de terres, suspendu jusqu'en 2007 les affectations, pour procéder à la demande des populations concernées, à des régularisations. Il s'agissait en fait de légitimer par des délibérations, la reconnaissance de l'occupation de terres par des individus ou familles, occupation à titre de propriétaires traditionnels, d'héritiers ou d'ayants droits. Ces régularisations n'ont pas été alors comptabilisées à l'époque comme des affectations. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, où grâce à l'action du PACR, beaucoup de CR du Delta enregistrent ces régularisations au même titre que les affectations.

Tableau 15 : Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

	NSP	1997	1998	1999	2000	2007	2008	2011	2012	Total
Nbre	34	82	51	86	40	64	98	1	12	468
Sup (ha)	994	2.237	1.145	2.263	1.613	2.126	1.405	200	119	12.102
% sup.	8,2	18,5	9,5	18,7	13,3	17,6	11,6	1,7	1,0	100

L'évolution des affections à Ngnith révèle que depuis son installation en 2009, le Conseil Rural n'a pas procédé à des affectations de terres jusqu'en 23 mars 2011 avec la délibération attribuant 200 ha à West Africa Farms. La raison avancée par le PCR est que « le foncier est sensible et donc méritait une véritable attention ». Depuis lors le conseil a effectué 12 affectations pour une superficie totale de 119 ha.

La grande majorité des affectataires n'ont pas de statut juridique ont fait des demandes à titre individuel (seul ou en tant que chef de ménage) : ils représentent 88% des affectataires et 77% des superficies. Les GIE représentent 5% des affectataires (7% des superficies) et les sociétés occupent 3,3% des superficies et représentent 0,4% du nombre des affectataires. Pour les femmes, on note à la fois la faiblesse du nombre de leurs organisations (GPF, 1,3%) et des superficies affectées (0,9%).

²² Notamment le président de la commission domaniale et l'assistante communautaire (ACOM)

Tableau 16 : Statut des affectataires des terres à usage agricole

Statut	AVD	GIE	GPF	Individ	Société	OP	Program .	Gpt Vill .	Total
Nombre	15	25	6	410	2	1	2	7	468
Sup ha	905	840	110	9.352	400	80	250	165	12.102
%	7,5	6,9	0,9	77,3	3,3	0,7	2,1	1,4	100

Dans les affectations à usage agricole, nous nous sommes intéressés à celles portant sur une superficie supérieures à 10 ha et à leurs bénéficiaires.

Tableau 16 : Distribution des affectations foncière selon la superficie

	Taille des parcelles affectées													Total
Sup.	10	11	15	18	20	25	30	40	50	60	80	100	200	
Nbre affect.	5	1	5	1	18	1	4	3	22	3	1	3	3	70
et %	7,1	1,4	7,1	1,4	25,7	1,4	5,7	4,3	31,4	4,3	1,4	4,3	4,3	100
Installées	1	0	2	0	10	0	1	2	10	2	0	1	2	31

Les affectations portant sur une superficie supérieur ou égale à 10 ha sont au nombre de 70, soit 15% de l'ensemble des affectations. 67% des affectataires sont de la communauté rurale, 31,5 % sont des nationaux vivant hors de la CR et on compte un seul étranger.

Les affectations les plus courantes portent sur 20 ha (25,9%) et 50 ha (31,4%), superficies qui en gros correspondent respectivement à celle des petits périmètres villageois conçus par la SAED dans les années 70 et 80, et à celle d'une unité autonome d'irrigation (UAI) dans les aménagements intermédiaires. Moins de la moitié des affectataires (44%) ont été installés par la commission domaniale, c'est-à-dire que leurs parcelles ont été clairement identifiées et localisées et ont pour source d'eau le lac ou des chenaux. Deux des trois affectataires de 200 ha ont été installés (WAF et EGED, une association regroupant des producteurs des CR de Ngnith, Keur Momar Sarr et de la commune de Ross Béthio). Le troisième dont l'affectation remonte à plusieurs années n'a pas été installé et la CR n'a pas d'informations le concernant.

7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR

L'absence d'une cartographie quelconque au niveau de la CR et de l'arrondissement ne permet pas une localisation précise des terres affectées. Il s'y ajoute, comme indiqué plus haut, que la majorité des affectataires ne sont installés et beaucoup n'ont pas mis en valeur leurs terres, ce qui ne permet pas de les repérer sur le terrain.

Toutefois, le dépouillement des délibérations²³ donne une idée du village où se situe les terres affectées et les conseillers ruraux et les animateurs des zones POAS ont une bonne connaissance du terrain ayant permis au cours des enquêtes, de situer les affectations dans les zones POAS. Le tableau 17 présente les résultats de cet exercice.

²³ Un tableau récapitulatif des affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

Tableau 17: Répartition des affectations dans les zones POAS

	Zone 1 Nder	Zone 2 Diokhor	Zone 3 Ngnith	Zone 4 Diokhor Kaw	Zone 5 Yamane	Zone 6 Thiagnaldé	Total
Nombre	265	16	76	41	49	21	468
Sup ha.	7.821	170	1 .064	898	1.349	800	12.102
%	64,6	1,4	8,8	7,4	11,1	6,6	100

Les 2/3 des superficies affectées se trouvent dans la zone de Nder. La proximité du lac qui facilite l'irrigation et permet de réduire la longueur des chenaux rend cette zone plus attrayante pour les populations locales et les agriculteurs. En plus la zone de Nder compte de gros villages, Nder et Témèye, ce qui rend disponible une main d'œuvre à proximité. Les zones de Yamane et de Ngnith comptent chacune plus de 1.000 ha affectés qui se localisent au plus près du Lac. Pour les conseillers ruraux, les zones de Nder et de Ngnith sont « saturées » lorsqu'on considère les terres proches du lac. Au-delà, les terres des terres sont disponibles mais nécessitent pour leur mise ne valeur, des canaux d'amenée sur 5 km ou plus, voire aussi d'importants travaux de terrassement pour certaines parties.

8. RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 - Expériences en arrangements fonciers

L'expérience WAF

Les populations ou villages du terroir de Yamane ont expérimenté, de manière plutôt officielle en association avec le conseil rural, l'allocation négociée de terres à un projet d'agrobusiness à travers l'exemple du projet de WAF. Dans ses grandes lignes l'expérience s'est déroulée de la manière qui suit.

A travers des discussions entre des leaders locaux et les promoteurs du projet, des consultations plus élargies (4 villages concernées par le site identifié Yamane, Khondental, Wodabé Alwatiamé, Ndépi Sow) ont eu lieu. Par la suite, un projet de protocole a été élaboré et a été soumis au Conseil rural par le biais des deux élus résidents de Yamane. Le conseil a consulté le Sous-préfet et il a été retenu de signer un contrat écrit entre le conseil rural et WAF. Ainsi, une délibération du Conseil rural (23 mars 2011) a affecté 200 ha à WAF et la commission domaniale a procédé à l'installation de WAF (12 avril 2011). Pour les besoins de l'affectation, des terres ont été désaffectées à 20 personnes. Un contrat fut signé (avril 2011) par le PCR, WAF et le Sous-préfet. Les clauses de ce contrat prévoient une priorité d'embauche à la CR, un appui budgétaire, un poste de santé à Yamane, l'aménagement de 200 ha attenant au périmètre de WAF, la mise à disposition de GMP, une contribution au Gamou annuel, etc.

Aujourd'hui, une partie de la population de Yamane affirme le non-respect des promesses et réclame ses terres. Il est reconnu, néanmoins, que le projet a fait des réalisations (qui n'étaient pas incluses dans le protocole²⁴) au bénéfice de la population (réfection d'une salle de classe, l'équipement en 70 tables-bancs, ordinateur pour enseignants, jeu de maillot pour équipe de football) à côté du recrutement de la main-d'œuvre locale (500 selon PCR et 100 selon la population).

²⁴ En fait, le contrat est qualifié de confidentiel par ses auteurs et n'a, donc, jamais été vu par les populations concernées.

L'expérience Sen Ethanol

Parallèlement à l'expérience de WAF, il faut noter que les populations de la CR vivent celle de Sen Ethanol qui se pose de manière très différente : affectation par l'État de la zone périphérique de la réserve spéciale de Ndiaél à l'entreprise Senhuile, enlevant aux habitants de 37 villages d'éleveurs dont 34 dans la CR de Ngnith pâturages et pistes de bétail tout en menaçant leur habitat. Les populations fustigent le fait de ne jamais avoir été consultés ni informés de l'arrivée de ce projet, ils ont juste constaté le début des travaux d'aménagement de terre. Il s'en suit une révolte et la mise en place du Collectif pour la défense des intérêts des habitants du Ndiaél.

À Thiamène (village de la zone périphérique de la réserve du Ndiaél), les éleveurs voient dans l'arrivée des investisseurs, un processus d'extinction de l'élevage et de leur civilisation elle-même, parce qu'ils ne peuvent cohabiter avec les exploitants agricoles vu la saturation des terres et l'obstruction des voies d'accès à l'eau.

Même le Conseil rural n'a pas été associé dans la mise en place du projet ; les représentants de l'Etat lui ont fait savoir que la gestion des terres concernées n'est pas de son ressort. Néanmoins, Selon le PCR, L'Etat (ministère de l'intérieur et ministère de l'agriculture) a tenté de discuter avec le conseil rural pour expliquer l'importance du projet et les contreparties qui seront faites à la population :

- appui budgétaire de 800 millions par an à la CR ;
- culture fourragère pour le bétail ;
- développement d'une nouvelle variété de patate à cultiver par les agriculteurs locaux et le rachat de la totalité des productions ;
- construction d'écoles, de poste de santé, etc.

8.2 Le niveau d'ouverture aux projets d'investisseurs

La CR de Ngnith a hérité de Ross Béthio une situation foncière difficile. Il y a une situation anarchique liée à une gestion patrimoniale et clientéliste par le bureau de l'ancienne CR de Ross Béthio qui ne consultait pas le conseil rural, les chefs de village CADL ainsi que les organisations paysannes. En conséquence, les affectations étaient souvent faites sur des terrains déjà occupés (double affectation).

Il faut ajouter à cela :

- Les transactions illégales (location, vents) entreprises par les populations sur le domaine national, souvent pour attirer des détenteurs de moyens afin de réunir les conditions pour aménager des terres et installer des canaux d'irrigation (Président de l'UPROL).
- L'absence de désaffectation des terres non mises en valeur.
- La salinisation des sols et l'infestation par les nématodes qui réduit fortement le potentiel foncier exploitable de la CR.

Les populations (agriculteurs comme éleveurs) estiment « qu'il ne reste plus un seul millimètre de terre dans la zone » ; ce qui est en contradiction avec le grand espace vierge dans la CR. Les terres sont vendues mais la location est plus importante encore en tant que phénomène courant et banalisé dans la zone. Même si l'origine de ce phénomène n'avait pas pour objectif premier la recherche du gain mais plutôt l'attraction des investisseurs afin de réunir les moyens suffisants pour aménager des terres et installer des canaux d'irrigation à partir du lac selon le président de l'UPROL. Aujourd'hui il constitue la voie toute tracée pour des propriétaires terriens de se faire du profit. A cela s'ajoute l'adoption de la filière patate douce dans presque toute la zone. C'est une culture itinérante qui demande une mobilité périodique et saisonnière. Elle exige également d'autres espaces vierges chaque saison.

L'absence de désaffectation est aussi un fait réel dans la CR. Les rares cas qui sont cités ne sont même pas évidents car aucune archive ne peut en fournir les preuves. La mise en valeur, en tant

que condition de l'affectation est ignorée. Il n'est pas rare de voir d'importantes superficies attribuées dont le tiers demeure inexploité. La transaction foncière (vente, location) constitue également une illégalité non sanctionnée et elle demeure très courante.

Le premier facteur limitant est la salinisation des sols qui réduit fortement le potentiel foncier de la communauté rurale. Elle affecte généralement et surtout les terres de la zone classée à priorité agricole. D'après les riverains du lac de Guiers, c'est la Compagnie Sucrière Sénégalaise qui en est le principal responsable car drainant ses eaux usées pleines de produits toxiques dans le lac. Le deuxième facteur limitant est la baisse de la pluviométrie d'année en année avec pour conséquences la rareté de l'eau, la baisse de la culture sous pluie, l'exode rural mais aussi le déplacement du bétail vers les zones où l'élevage pose souvent des difficultés. La troisième contrainte naturelle est liée au développement du typha qui empêche l'accès à certaines parties du lac non seulement pour le bétail mais aussi pour les pêcheurs. Ces derniers affirment que ces herbes occupent jusqu'à 200m de large à partir des rives du lac. Par conséquent, la capture des poissons devient impossible car les espèces se réfugient dans cette végétation aquatique. Par ailleurs, nous pouvons ajouter à ces limites naturelles les attaques des oiseaux granivores qui ont fini par rendre impossibles certaines cultures comme le mil ou le sorgho, mais aussi celles des nématodes (des vers qui attaquent les cultures comme la patate et les autres racines sous terre).

Le niveau d'ouverture aux investisseurs peut être apprécié à travers un ensemble complexe d'éléments notés lors des consultations.

- L'expérience négative des projets et de la mauvaise gouvernance des CR

Elle a été exprimée de la manière suivante :

« Les promesses divergent toujours avec les faits ; les villageois auraient été «trompés» une ou plusieurs fois ; la crainte par rapport au projet est qu'à la longue l'investisseur finit toujours par s'approprier la terre. En outre, il y a eu beaucoup de promesses d'inclusivité, de transparence et d'intérêt partagé de la part des projets ; mais très souvent les populations sont prises de court par le déroulement de ces projets qui mettent en place des dispositions contraires aux intérêts des villageois ; ces derniers ne trouvent aucun recours. On a même averti que si le déroulement du projet ne correspondait pas aux promesses, le village s'opposera à sa continuation... L'ancien Conseil Rural de Ross Béthio avait affecté toutes les terres».

- La persistance du droit coutumier et, sur cette base, le positionnement stratégique de la société locale par rapport à la compétition foncière.

Dans tous les villages consultés un point de vue récurrent rend compte de la persistance du droit coutumier : « les hautes terres (éloignées) relèvent de la CR, les terres proches du lac appartiennent aux populations du village ».

- La surenchère

À mettre dans le cadre de la négociation, mais elle témoigne, cependant, d'une ouverture non encore assumée.

- Des positions plus raisonnées et volontaires et des questionnements pertinents

Le village de Mbayène a indiqué précisément que 600 ha correspondant à ses terres traditionnelles situés «en haut» (à distance des berges du lac) sont disponibles pour le projet et a fait savoir qu'il n'exclut pas l'agrobusiness, que son accord de principe pour le projet est basé sur le manque de moyens pour l'exploitation des terres. Autres avis et questions notés dans les villages consultés dans la CR : « Le mode actuel d'utilisation de l'eau n'est pas efficient; nous perdons trop d'argent ; le projet nous aidera à régler ce problème. L'attitude frileuse n'est pas une solution ; il nous faut régler ce pourquoi on nous trompe ».

9. CONCLUSION

Cette CR est peut-être celle qui possède la plus riche expérience en agribusiness horticole. Les capacités techniques des populations dans ce domaine sont donc importantes, et leurs propositions de conditionnalités sont très précises et pertinentes, au point qu'elles devront être diffusées aux autres CR.

Cependant, la zone accessible depuis le lac est déjà fortement occupée par les entreprises d'agribusiness et les terres qui restent sont aux mains d'exploitation familiales qui ont pour projet de développer des cultures horticoles, donc qui ne sont pas intéressées par céder leurs terres à de nouveaux privés.

Restent, comme ailleurs dans beaucoup d'autres CR, ces terres hautes de l'arrière-pays, occupées par des populations agropastorales peu intéressées mais sur lesquelles le Conseil Rural et les villages agricoles souhaiteraient voir s'installer le PDIDAS. Celui-ci doit donc être très prudent par rapport aux tensions sociales qu'il peut provoquer, et qui pourraient facilement se transformer en tensions ethniques.

Cependant, l'intérêt de cette CR pour le développement des cultures horticoles pourrait être mis à profit pour développer un programme d'appui conjoint à l'agribusiness et l'agriculture familiale en horticulture, selon une approche systémique intégrant les deux activités dans des filières horticoles, certaines à vocation d'exportation et d'autres à vocation d'alimenter le marché local. C'est ce que les livrables suivants développeront.

Références bibliographiques

- AGRER-SETICO, 2009a : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport définitif. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- AGRER-SETICO, 2009b : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport Etude des Ressources en Eau du Lac de Guiers. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 3^{ème} édition, 2002.
- BEREF, 2010. Plan Local de développement de la communauté rurale de Ngnith, 87 pages.
- d'Aquino P, Seck S. M., Cissokho A., 2000 : De l'irrigation administrée à une gestion concertée du territoire : le Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS), une démarche pour une évolution des modes de prise de décision. P. d'Aquino, S. M. Seck, A. Cissoko. In Pour un développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne – Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal-, Editions PSI/WECARD-CORAF, Dakar, juin 2000, p 358 – 374.
- FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 1999, 376 pages.
- MCA, CIRAD, FIT, SONED, 2011a : Frontières administratives et classification des terres. Rapport sur les institutions, acteurs, systèmes et pratiques actuels de l'administration foncière. Dakar, MCA, septembre 2011, 94 p.
- MCA, CIRAD, FIT, SONED, 2011b: Evaluation des outils et pratiques existants de gestion foncière. Rapport sur les systèmes d'administration des terres MCA, Dakar, 83 p.
- PACR, 2010. Typologie des espaces et typologie des situations et pratiques foncières Communauté Rurale de Ngnith. Rapport Final. PACR-VFS, Saint-Louis : Décembre 2010, 39 p.
- SAED, 2010. Plan d'occupation et d'affectation des sols de la (POAS), communauté rurale de Ngnith.

ANNEXE

N°	Chenaux	Longueur (m)	Potentiel (ha)
1	Idy Sène	500	80
2	Mamadou Ndiongue	200	8
3	Ousmane Lo	200	6
4	Demba Gueyetou	400	20
5	Abib Diop	100	5
6	Malick Ndiaye	800	15
7	Amamdou Gueye	100	3
8	Maguette Wade	100	2
9	Moussé Diop 1	100	4
10	Ndiaga Diop	100	3
11	Famille Boyely	40	1
12	Ali Mbaye 1	200	10
13	Bassirou Seck 1	200	7
14	Ali Mbaye 2	150	4
15	Bassirou Seck 2	300	5
16	Oumar Seck	100	5
17	Madieyna Seck 2	100	10
18	Ass Seck	200	7
19	Bacar Guèye 1	300	10
20	Bacar Guèye 2	50	3
21	Sérigne Mbaye 1	500	15
22	Birima Seck 1	50	3
23	Fatou	20	2
24	Birima Seck 2	30	4
25	Alassane Seck	30	4
26	Birima Seck 3	400	20
27	Mama Ba	400	30
28	Ndiaga Pène	300	10
29	Mbaye Saliou	300	7
30	Saliou	200	4
31	Mama Guèye	200	5
32	Moussa Pène	300	7
33	Elhadji Abdou Péne	400	7

34	Famille Pène	100	3
35	Bah Yaye	400	6
36	Mawade Ndiaye	300	5
37	Mama Ndiaye	300	7
38	Maguette Péne	200	4
39	Moussa Bèye	700	20
40	Pape Niang	200	5
41	Fary Diaw	100	3
42	Mawade Guèye	100	4
43	Daouda Faye	100	3
44	Ba et Frères	50	100
45	Maguèye Thiam 1	200	8
46	Magueye Thiam 2	30	8
47	Magueye Thiam 3	100	15
48	Magueye Niang	100	6
49	Malick Péne 1	6	2
50	Malick Péne 2	15	4
51	Ali Guèye	15	10
52	Ndiémé	600	11
53	Racine Guèye	150	50
54	Ndiagne Xer	2 500	250
55	SV	50	40
56	Adama Guèye	30	3
57	Moustapha Pène	50	2
58	Abdoulaye Wade	50	4
59	Mame Abdou Mbaye	2 500	80
60	Bacara Diouma Gueye	300	15
61	Elhadji	500	10
	Guerek (5 chenaux)	550	80
62	Guérék 1		
63	Guérék 2		
64	Guérék 3		
65	Guérék 4		
66	Guérék 5		
67	Yoro Diaw Seck	30	6

68	Malick Fall	25	2
69	Ibrahima Mbaye	35	24
70	Iba Dial	25	2
71	Bour Guewel	50	14
72	Canal Thiaré	1 000	300
73	Mama Guèye	500	50
74	Ousseynou Ngèr	100	20
75	Baye Seck 1	600	40
76	Canal Nguèrène	500	50
77	Atoumane Ngèr	500	50
78	Modou Diop Nger	900	60
79	Bouya Fall	900	60
80	Baye Seck 2	500	50
81	SV Mbayène 1	5 000	500
82	SV Mbayène 2	2 500	400
83	Adama Sarr	900	50
84	Aziz Mbaye	1 000	150
85	Mayel	300	100
86	Bouyo Thioub	700	100
87	Ndiaye Sarr Diaw	500	30
88	Ablaye ndiaye	300	10
89	Niama Ka	20
90	Ousseynou Diop	100	3
91	Maodo Sall	800	4
92	Mousse Diop 2	300	20
93	Alassane Diaw	30	7
94	Samba Aïcha Hanne	1 000	30
95	Madieyna seck 1	200	3
96	Samba	1 000	40
	Total	40 961	3 379



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
PDMAS Programme de Développement
des Marchés Agricoles du Sénégal



**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)**
**Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique**
Zones de Gandon et du lac de Guiers

**Diagnostic territorial sommaire de la Communauté Rurale
de Syer**

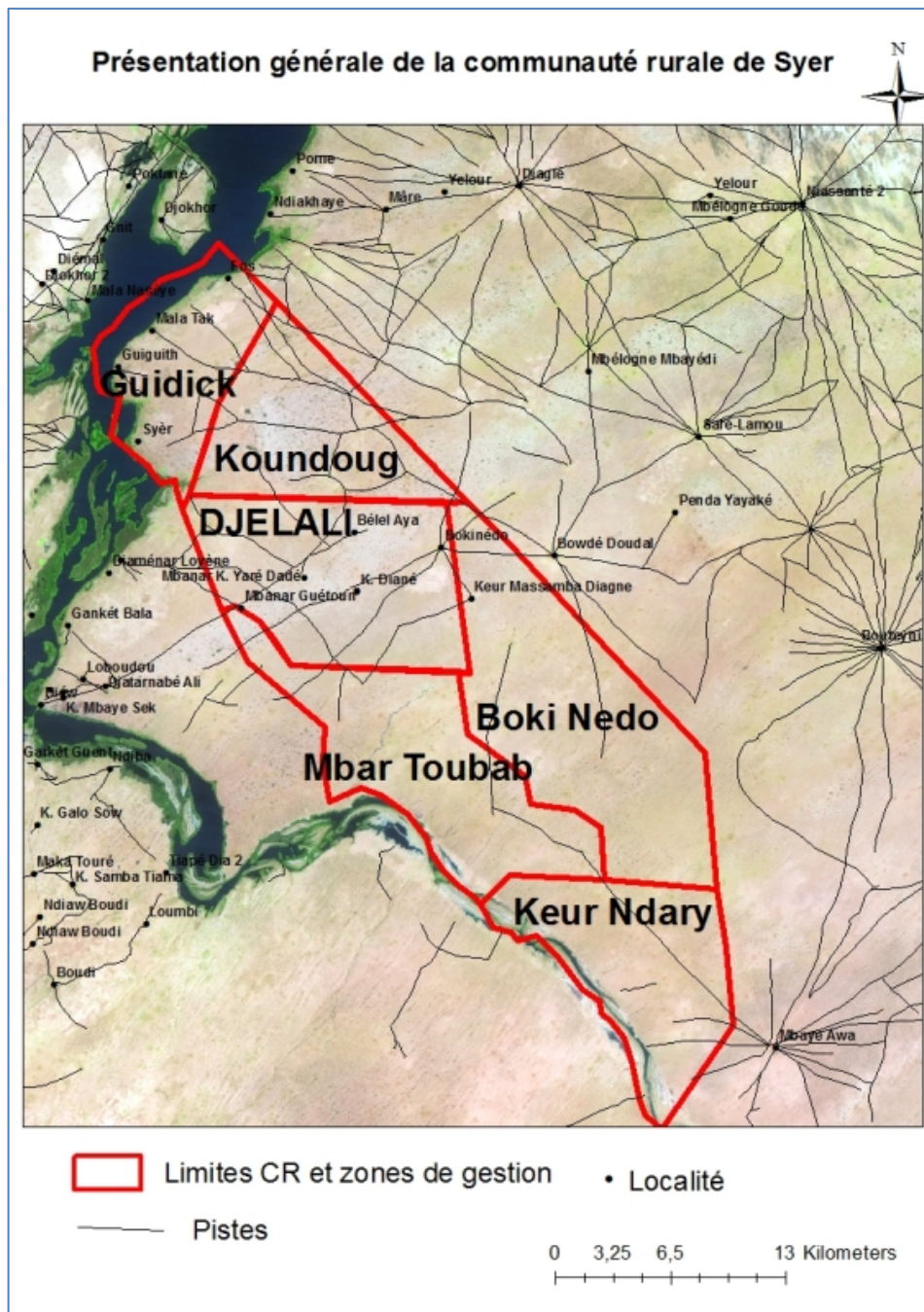
Sommaire

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ RURALE.....	199
1. PEUPLEMENT ET POPULATION.....	200
1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population.....	200
1.2. Distribution spatiale de la population.....	201
1.3. Inégalités des densités démographiques et ses implications	202
2. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES.....	203
2.1. L’agriculture	203
<i>2.1. 1. L’agriculture sous pluie</i>	<i>203</i>
<i>2.1. 2. La production maraîchère...</i>	<i>203</i>
2.2. L’élevage	203
2.3. Les autres activités	204
<i>2. 3. 1. La foresterie</i>	<i>204</i>
<i>2.3. 2. La pêche et la transformation des produits halieutiques.....</i>	<i>204</i>
<i>2.3. 4. L’artisanat</i>	<i>205</i>
2.4. Eléments de synthèse	205
3. RESSOURCES EN EAU, RÉSEAUX HYDRAULIQUES, SUPERFICIES CULTIVÉES EN IRRIGUÉ.....	206
3.1. Ressources en eau et infrastructures hydrauliques.....	206
3.3. L’agriculture irriguée.....	207
4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L’ÉCONOMIE LOCALE.....	208
5. STRUCTURES DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURES ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES	209
5.1 Les organisations intervenant dans le domaine social et du développement en général.....	209
5.2 Les organisations dans le secteur productif.....	209
6. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITÉ AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ RURALE	210
6.1. Le Conseil Rural et son fonctionnement	210
<i>6.1. 1. Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres</i>	<i>210</i>
<i>6.1. 2. Organisation, fonctionnement et structures d’appui au Conseil Rural</i>	<i>211</i>
6.2. Les ressources financières de la CR	212
6.3. Les conflits fonciers et d’utilisation de l’espace dans la CR.....	213

6.3. 1. <i>Les conflits entre agriculteurs et éleveurs</i>	213
6.3. 2. <i>Conflits entre la Société AGRINA et les habitats des villages de Foss et Lawasse</i>	213
7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIÈRES	214
7.1. Importance et répartition des affectations foncières selon l'usage prévu	214
7.2. Les affectations à usage agricole et leur évolution	214
7.2. 1. <i>Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole</i>	214
7.2. 2. <i>Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole</i>	215
7.2. 3. <i>Importance et distribution des affectations supérieures à 10 hectares</i>	215
7.3. Localisation des affectations foncières au sein de la CR	216
8. RÉCEPTIVITÉ ACTUELLE DE LA CR FACE À L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS	216
8.1. Expériences en arrangement foncier	216
8.2. Niveau d'acceptation des projets d'agrobusiness	217
9. CONCLUSION	218

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNAUTE RURALE (CR)

Carte n°1 : Présentation de la Communauté Rurale et de ses zones de gestion Poas



La communauté rurale (CR) de Syer est située dans l'arrondissement de Keur Momar Sarr du département de Louga. Elle a été créée le 19 mai 1978 par le décret n°78-437 du 19 mai 1978. Occupant une superficie estimée à 827,7 km², elle représente près de 28,7% du territoire de l'arrondissement de Keur Momar Sarr. Elle est limitée au Nord par le Lac de Guiers, au Sud par la communauté rurale de Mboula (département de Linguère), à l'Est par la communauté rurale de Mbane (département de Saint-Louis), à l'ouest par les communautés rurales de Keur Momar Sarr, Nguer Malal et de Gandé du département de Louga.

En fait, la CR a des terres très vastes, mais son ouverture sur le lac est relativement modeste par rapport aux autres CR riveraines de cette grande source d'eau ; la majeure partie des terres est située dans le *Dieri*, en bordure de la région sylvopastorale du Ferlo. Cependant, une bonne partie

du Bas Ferlo (marigot remis en eau suite à la mise en service des barrages de Diama et de Manantali) touche des terres au sud de la CR et pourrait servir à leur irrigation.

Le POAS de la CR récemment élaboré a structuré le territoire selon six zones de gestion pour la gestion et le développement des terroirs :

- ✓ Mbar Toubab – A l'est de la CR, cette vaste zone de gestion (la plus grande avec 19 300 km carré) est entièrement située dans le *Dieri* et touche le Ferlo. C'est une zone quasi exclusivement pastorale.
- ✓ Djélali – La zone est longée par le Bas Ferlo sur toute sa partie ouest ; il existe donc quelques possibilités d'irrigation des terres riveraines de ce marigot en fonction de la gestion des eaux du lac (soutien de son alimentation à partir du pont-barrage de Kër Momar Sarr). En plus, il y a quatre marigots intermittents partant du lac vers l'intérieur des terres. La superficie de la zone est relativement importante (14 900 ha).
- ✓ Kër Ndari – Elle constitue le sud de la CR, après la zone de Djélali. Comme cette dernière, elle est aussi entièrement longée à l'ouest par le Bas Ferlo avec, de même, quelques marigots intermittents partant du lac. La superficie de la zone est de 12 200 ha.
- ✓ Guidick – Bien qu'étant la moins étendue (9 400 ha) des zones de gestion, elle occupe, seule, toute l'ouverture de la CR sur le lac et couvre, ainsi, les terres irrigables de la CR. La pression foncière y est beaucoup plus importante que dans les autres de gestion.
- ✓ Koundoung – Elle est située dans le *Dieri* à l'est de la zone de gestion de Guidick, mais sa partie sud/ouest s'approche du lac. Une petite portion de ses terres peut être irriguée à partir du lac si des canaux d'une bonne longueur sont réalisés. La superficie de la zone est assez modeste (10 600 ha).
- ✓ Syer/Boki Nédo – A la suite de la zone de gestion de Guidick vers le sud/est, elle s'étend largement dans le *Dieri* vers la zone de Mbar Toubab et la région sylvopastorale. Cependant, la partie nord/ouest de cette zone de gestion à la superficie assez importante (15 400 ha), s'approche du lac, ce qui permet l'irrigation d'une petite portion de terres si des canaux d'une bonne longueur sont réalisés.

1 – PEUPLEMENT ET POPULATION

1.1. Caractéristiques générales du peuplement et de la population

La communauté rurale est caractérisée par une population relativement faible et un habitat fortement dispersé. Elle compte 30 établissements humains dont 23 villages officiels et 7 hameaux rattachés. La population totale se chiffre à 6.276 habitants en 2002 contre 3.950 en 1988, soit une augmentation de 70,3% en quatorze ans (tableau 1). La population se répartit en 2002 dans 612 concessions (en moyenne 11 personnes/concession). Les peuls constituent l'ethnie majoritaire, suivis des wolofs beaucoup moins nombreux et qui se sont installés tardivement dans la CR, notamment dans les villages alentours du Lac de Guiers où ils pratiquent des activités agricoles.

Tableau 1 : Évolution de la population de Syer et projections démographiques

Années	Nombre de concessions	Effectif population		
		hommes	Femmes	Total
1988	405	1.952	1.998	3.950
2002	612	3.319	3.461	6.780
2013	n.d.	4.557	4.619	9.176
2015	n.d.	4.808	4.866	9.674

Source ANSD

Les caractéristiques démographiques révèlent une légère prédominance des femmes qui représentent 50,4% de la population. La répartition de la population par classe d'âge n'est pas disponible au niveau CR. En se référant à celle du département de Louga dont fait partie la CR, 57% de la population auraient moins de 20 ans et 37% entre 20 et 59 ans (ANSD, SES, Louga, 2009). Les projections démographiques de l'ANSD fixent à 9.176 habitants en 2013 et à 9.674 en 2015.

1.2. Distribution spatiale de la population

La population moyenne par village se chiffre en 2002 à environ à 292,4 habitants et à 224,2 habitants si on considère l'ensemble des établissements humains (villages officiels et hameaux). Dans les deux cas cependant, les moyennes cachent de fortes disparités, même si aucun des villages n'atteint la barre des 1.000 habitants. Certains village seulement dépassent le cap des 500 Habitants (Mbelogne Boulbé, Syere 3, Keur Ndary), alors que d'autres comme Biguene 1, Keur Sidy Gallo, Gad Bokineo, n'atteignent même pas les 100 habitants.

Tableau 2 : répartition des villages selon les classes de population de la communauté rurale de Syer

Classe de la population (hbts)		-100	100-200	201-300	301-500	501-750	751-1000
1988	Nbre localités	9	8	2	2	2	0
	% de la population	13,9%	25,6%	13,3%	20,3%	26,9%	0
2002	Nbre localités	4	7	7	2	3	0
	% de la population	7,4%	16,6%	30,2%	14,2%	31,6%	0

Sources : exploitation des données ANSD, Service régional statistique

La distribution des villages par classe de population présentée dans le tableau 2 révèle en 2002, que la quasi majorité des villages, 21 au total (soit 91,3%), ont moins de 500 habitants tandis que 2 villages (8,7%), concentrent 31,6% de la population de la communauté rurale.

L'histoire et l'évolution du peuplement de la communauté rurale expliquent les faibles démographiques effectifs des villages, dont une bonne partie de la population n'a commencé à se sédentariser qu'avec l'avènement des barrages de Diama et de Manantali. Les peuls qui forment l'ethnie majoritaire de la communauté rurale s'adonnent principalement aux activités pastorales, se déplaçant selon les disponibilités en eau et en pâturages, ont ainsi besoin d'espaces plus ou moins vastes pour leurs pratiques pastorales. Le relèvement du niveau du Lac et la remise en eau d'une partie de la vallée du Ferlo suite aux barrages ont permis un développement de l'agriculture irriguée et de la pêche. Ces nouvelles opportunités ont créé des conditions favorables à la concentration des populations au niveau des villages proches du Lac de Guiers, comme à Guidick

ou Syer 3 (POAS, SAED, 2010). Les localités de moins de 100 habitants restent pour l'essentiel, peuplées de pasteurs transhumants.

1.3 L'inégalité des densités démographiques et ses implications dans la perception des populations

La densité moyenne de 8,20 habitant/km² est très variable au regard de la distribution de la population selon les zones de la CR. La concentration de la population qui est plus forte dans les localités proches du Lac de Guiers et du Ferlo a tendance à baisser à mesure qu'on s'en éloigne. Le tableau 3 donne une idée des densités démographiques selon les zones POAS de la communauté rurale.

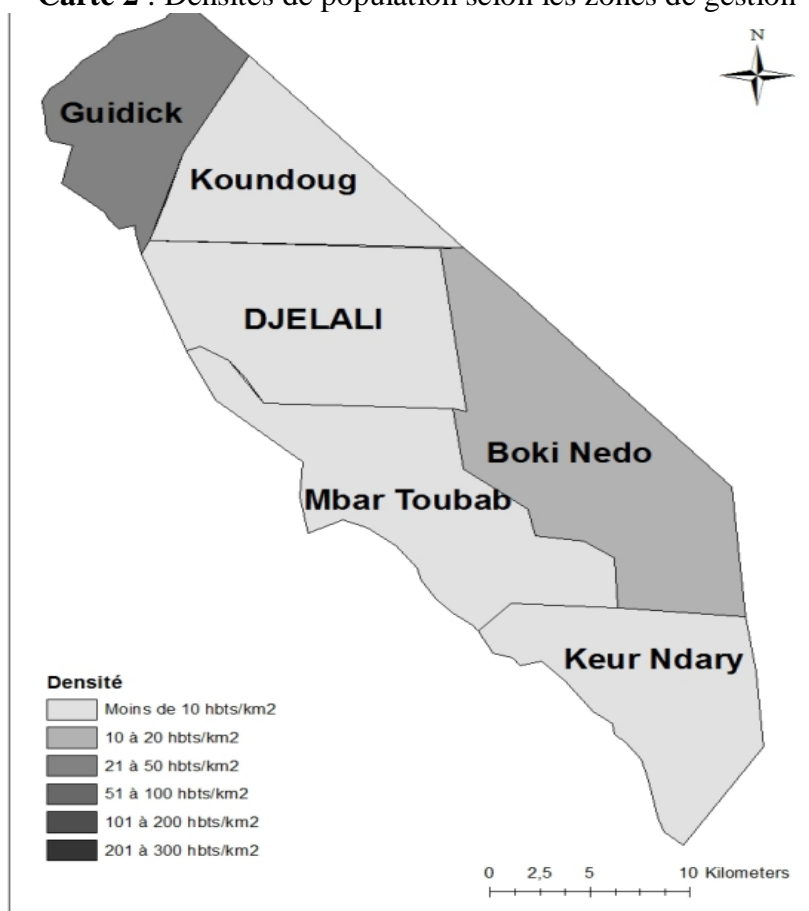
Tableau 3 : Densité moyenne de population dans la CR Syer (habitants/km²)

Moyenne CR	Zones de gestion POAS					
	Mbar Toubab	Djelali	Keur Ndary	Guidick	Koundoug	Syer Boki Nédo
8,20	7,93	0,76	4,46	20,04	4,72	10,27

Sources : Données ANSD, RPGH, 2002 ; SAED, POAS Syer, 2010.

La densité démographique dans la zone de Guidick qui jouxte le lac de Guiers, dépasse le double de la moyenne de la communauté rurale. La zone de Syer Boki Nédo qui a une densité de 10 habitants/km² abrite un forage (village de Boki Nédo) qui polarise un grand nombre de pasteurs. Toutes les autres zones de gestion ont des densités en deçà de la moyenne, en particulier la zone de Djélali qui compte moins d'un habitant/km² (tableau 3).

Carte 2 : Densités de population selon les zones de gestion



2. ACTIVITES ECONOMIQUES ET UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

Les principales activités de la population de la CR de Syer relèvent du secteur primaire. Il s'agit essentiellement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, auxquels s'ajoutent d'autres activités comme l'artisanat et le tourisme.

2.1 L'agriculture

Comme dans la majorité des CR de la zone, l'agriculture est la première activité économique dans la CR. Elle est pratiquée sous 3 formes : agriculture irriguée, agriculture pluviale et maraîchage, l'arboriculture fruitière étant très marginale. L'agriculture irriguée n'est significative que dans la zone alentour au Lac de Guiers. Elle est traitée plus loin, dans le chapitre consacré aux ressources en eaux et aux infrastructures hydrauliques.

2.1.1 L'agriculture sous-pluie

L'agriculture pluviale occupe une place importante dans les activités économiques des populations de la CR de Syer. Elle se pratique plus singulièrement dans la zone du *Dieri*, surtout dans les terroirs des villages de Mbar Toubab, Gade Taganide, Guidick, Al Segou, Bolele Goudy Cherif). Les principales spéculations sont le mil qui occupe 27% des terres cultivées en pluvial, le sorgho 18%, l'arachide 25%, le niébé 18% et le béréf (PLD, CR de Syer, 2012).

Les principales contraintes à la pratique de l'agriculture pluviale sont entre autres, l'irrégularité de la pluie, la dégradation progressive des terres, les divagations du bétail qui causent des dégâts surtout en période de récolte, les problèmes de commercialisation liés à l'enclavement de la zone.

2.1.2. La production maraîchère

La pratique du maraîchage a commencé à se développer depuis la mise en place des barrages de Diama et de Manantali qui ont relevé le niveau du Lac de Guiers et de la vallée du Ferlo. Environ 1/5^{ème} des ménages pratique cette activité (FAO, Ministère Agriculture, 1998). Elle se pratique en contre saison sur une superficie estimée à 100 ha, autour des villages de Foss 1, Nguidick, Bolele Goudy Chérif, etc. (PLD, Syer, 2012). Les principales productions concernent l'oignon, la pomme de terre, la tomate, le chou, l'aubergine, la carotte, le piment, le gombo, le navet, la citrouille, etc. La production maraîchère souffre du caractère sommaire des aménagements hydroagricoles, de l'inadaptation de l'irrigation gravitaire aux sols filtrants, de la prolifération du typha dans les plans d'eau et de la salinisation progressive des terres, notamment aux abords du Lac, dans les périmètres sans système de drainage.

2.2. L'élevage

L'élevage est la deuxième activité économique dans la CR de Syer. Il est pratiqué par les peuls et dans une moindre mesure, par les wolofs dans une moindre mesure. Cette activité est principalement exercée de manière extensive dans toute la zone *Dieri* de la communauté rurale, suivant un calendrier pastoral²⁵, particulièrement dans les zones Mbar Toubab et de Djélali. Les plus grands foyers de pasteurs de la CR sont Gade Taganide, Guidick, Mbar Toubab, Al Segou et Bolele Goudy Cherif. L'élevage occupe plus de 95% des ménages (FAO, Ministère Agriculture 1998) de la CR et participe fortement à l'économie des ménages, avec la vente des animaux et surtout des produits laitiers (lait frais, caillé, beurre de vache) commercialisés par les femmes..

Le cheptel relativement important et diversifié, est dominé par les petits ruminants. Il compte environ 22.000 ovins, 16.000 caprins et autant de bovins (tableau 4). Le cheptel asin et équin qui

²⁵ Les quatre saisons du calendrier pastoral sont : Nungu, Dabbunde, Ceedu et Tchetcelle.

regroupe au total 21.000 têtes joue un rôle important dans le transport des hommes et des biens qui se fait par charrettes et à dos d'animaux, la CR étant peu dotée en moyens de communication.

Tableau 4 : Cheptel de la CR de Syer

Espèce	Bovins	Ovins	Caprins	Équins	Asins
Effectifs	16000	22000	16000	5000	16000

Source : Agent Technique d'élevage de l'arrondissement de Keur Momar Sarr, 2010

La communauté rurale compte plus de 30 mares temporaires réparties dans les zones de Djélaly, de Keur Ndary, de Koundoung et de Syer 1. Elles constituent la principale source d'abreuvement du bétail en hivernage et pendant les premiers mois de la saison sèche. Après leur tarissement, les eaux du Lac et de la vallée du Ferlo accueillent le bétail au niveau des quelques 17 *Toufndé* identifiés dans les zones Guidick et Koundoung (POAS, Syer, 2010). À l'intérieur des terres, il n'existe que trois forages dans la CR, nombre dont l'insuffisance entraîne un accroissement de la pression sur les ressources autour des points d'eau.

Pour promouvoir le secteur de l'élevage et améliorer les races locales, les éleveurs de la CR bénéficient de l'appui du Fond d'appui à la stabulation (FONSTAB). Ce fond vise l'intensification des productions animales en facilitant l'accès des éleveurs au crédit pour mettre le bétail en (semi) stabulation et acquérir des aliments (concentré, fourrage) pour le bétail.

Cependant, malgré le poids important de l'élevage dans l'économie locale, la CR ne dispose pas de couloirs officiels de passage du bétail. L'accès au Lac de Guiers et à la vallée du Ferlo, qui sont les principaux lieux d'abreuvement du bétail en saison sèche, est rendu difficile par l'implantation des périmètres qui obstruent les voies de passage des animaux, mais aussi par la prolifération du typha qui bouche les principaux points d'abreuvement. Ce faisant, les troupeaux se déplacent vers des zones où ils côtoient d'autres usages et usager de l'eau (irrigation, usages domestiques, pêche), causant sur leur passage, des dégâts qui engendrent des conflits très fréquents avec les autres usagers.

2.3. Les autres activités

2.3.1 La foresterie

L'exploitation forestière est une activité assez courante dans la CR et bénéficie de ressources forestières relativement importantes mais très sensibles. Les ressources végétales de la CR sont caractérisées par une savane arbustive d'une part et par d'importance ressources fourragères, source principale de l'alimentation des troupeaux. Les espèces ligneuses sont dominées par *Balanites aegyptiaca* (soump), *Acacia radiana* (seing), *Ziziphus mauritiana* et quelques reliques de *Calotropis procera*.

Ces espèces font l'objet d'une exploitation intensive de la part des ménages concernés. Les feuilles du *Balanites aegyptiaca*, sont exploitées l'alimentation du bétail et les fruits donne de l'huile de *soump* qui est commercialisée. Les feuilles d'*Acacia radiana* et les fruits et les écorces l'*Adansonia digitata* (baobab) sont utilisés comme fourrage pour les bovins. Les fruits de ce dernier sont vendus et/ou consommés par la population locale. Outre ces activités de cueillette des fruits de forestiers, les principales activités de foresterie concernent le bois de chauffe et la production de charbon de bois. La foresterie occupe 44,9% des ménages de la CR, soit plus de deux sur cinq (Ministère de l'agriculture, FAO, 1998)

2.3.2 La pêche et la transformation des produits halieutiques

La pêche est pratiquée dans le lac de Guiers et la vallée du Ferlo. Elle occupe 6,8% des ménages agricoles de la CR, essentiellement concentrés dans les villages de Guidick, de Gade Taganide, de

Foss, de Malla et de Syer. Il a été identifié dans la CR, 28 débarcadères de pêche (POAS CR de Syer, 2010). Les espèces répertoriées sont assez variées : *Lates niloticus*, *Tilapia zillii*, *Oreochromis niloticus*, *Sarotherodon galilaeu*, *Aleste baremoze*, etc.). Selon certaines sources, les prises peuvent rapporter plus de 50% des revenus de certains ménages pratiquant la pêche (PLD, 2012). Les pêcheurs ont constitué diverses organisations, dont la plus importante est l'association des pêcheurs de Syer qui compte plus de 80 membres. Ils bénéficient de l'encadrement et de l'appui du centre de promotion de la pêche basé à Guidick qui intervient avec celui de Mbane, auprès de tous les acteurs de la pêche autour du Lac de Guiers.

En amont de la pêche se développent des activités de transformation des produits halieutiques réalisées par les femmes. Le poisson est transformé en poisson séché ou fumé, vendu sur le marché local et dans les marchés hebdomadaires. Ces femmes sont organisées en GPF ou GIE au niveau villageois pour bénéficier de crédit auprès des institutions financières de micro crédit ou de l'appui des partenaires de la collectivité locale.

Comme pour l'ensemble des zones riveraines du Lac, les activités de pêche rencontrent des difficultés liées à la prolifération continue des plantes aquatiques, le typha en particulier qui colonise les plans d'eau, encombre les voies d'accès à l'eau et rend difficile l'usage des engins de pêche. L'usage de filets prohibés et la forte pression de pêche qui réduit les taux de reproduction de la ressource constituent une autre difficulté de l'activité.

2.3.3 L'artisanat

Il se pratique sous forme d'artisanat d'art, de production et de service. Les corps de métiers s'activant dans ce secteur sont entre autres, ceux de la menuiserie (ébéniste et métallique), de la mécanique rurale (principalement pour les engins agricoles), de la maçonnerie, de l'électricité, etc. Les femmes s'investissent plus dans la couture, la coiffure, la teinture et la savonnerie. Il est aussi noté dans les zones alentours du Lac de Guiers, le tressage des nattes surtout par les femmes maures, qui utilisent le typha comme matière première.

2.4 Éléments de synthèse : domaines d'activités des ménages ruraux de la CR

Dans l'ensemble 88,1% des ménages tirent leurs revenus des activités rurales qui constituent la base de l'économie de la communauté rurale. Ces activités sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la pêche, la foresterie auxquels s'ajoutent des activités comme l'artisanat. Le dernier recensement national de l'agriculture (RNA) organisé par le Ministère de l'agriculture et la FAO a déterminé le poids des ménages tirant une partie de leurs revenus des activités dominantes dans la CR (tableau 5).

Tableau 5 : Activités des ménages ruraux de la CR de Syer

Village	Effectif des concessions rurales	Ménages ruraux	Ménages ruraux agricoles	Effectif des ménages ruraux agricoles pratiquant l'activité					Ménage dans l'activité de pêche
				Agricult pluviale	Prod maraich	Prod fruitière	Forestière	Elevage	
GADDE BOKKINEDO	35	49	49	49	0	0	25	48	0
AL SEGOU	62	100	95	95	0	0	10	95	0
GADE TAGANIDE	107	215	215	215	0	0	109	213	2
MBAR TOUBAB	81	142	133	133	0	0	0	133	0
BOLELE GOUDY CHERIF	50	167	79	79	3	0	72	79	0
FOSS 1	59	75	72	72	72	1	0	39	0
NGUIDICK	95	134	134	134	85	11	133	131	51
TOTAUX	489	882	777	777	160	12	349	738	53
%			88,1%	100%	20,6%	1,5%	44,9%	95,0%	6,8%

Sources FAO/Ministère agriculture. RNA, 1999

3. RESSOURCES EN EAU, RESEAUX HYDRAULIQUES ET SUPERFICIES CULTIVEES EN IRRIGUE

3.1 Ressources en eau et infrastructures hydrauliques

Les ressources en eau de la communauté rurale de Syer sont constituées par le lac de Guiers, le Bas Ferlo, un ensemble de marigots intermittents sur les terres non éloignées du lac et 30 mares temporaires recensées dans le cadre du POAS.

Pour les besoins de sécurisation des ressources en eau des périmètres rizicoles autour du lac, la digue de Keur Momar Sarr a été mise en place en 1956 pour limiter l'écoulement de l'eau vers la vallée du Ferlo. L'érection de cette digue a asséché la zone du bas Ferlo pendant près de 50 ans. Ce n'est qu'avec la mise en service du barrage de Diama qu'il a été partiellement remis en eau. Le volume d'eau s'écoulant annuellement vers le bas Ferlo est estimé à 220 752 000 m³. (AGRER/SETICO, 2009)²⁶.

Les recensements récents de la SAED (2009/10) concernant les réseaux hydrauliques pour l'agriculture irriguée sur la rive ne font différencier pas leur localisation dans les CR de Mbane (où se trouve l'essentiel des canaux) et de Syer.

Les informations recueillies auprès du président de l'Union des Producteurs de la Rive Est du Lac de Guiers (UPREL) et de ses responsables de zone indiquent qu'il y a environ 12 chenaux relativement importants dans la CR de Syer. Ces infrastructures sont réparties par l'UPREL selon trois secteurs :

- Malla/Guidick : 4 canaux, dont le canal Ismaïla Ndiaye long d'un km et celui de Bira Fall (résident de la rive ouest), créé à l'origine par ce dernier sur près d'un kilomètre et prolongé par les exploitants locaux avec des canaux secondaires pour irriguer leurs périmètres ;

²⁶ Rapport étude des ressources en eau du lac de Guiers – AGRER/SETICO, octobre 2009.

- Guidick/Syer : 3 canaux dont un d'une longueur d'un kilomètre qui arrive jusqu'à la piste latéritique fait environ 1km ; Les deux autres canaux ont, chacun, une longueur de 500 à 600 mètres.
- entre Syer et la frontière avec la CR de Keur Momar Sarr : 5 petits canaux de moins de 500 mètres.

Selon les informations recueillies, tous les canaux ont été réalisés par des exploitants locaux, sans l'intervention d'aucun investisseur. Le projet AGRINA, le plus en vue des projets agrobusiness installés dans la zone, pompe directement dans les eaux du Lac.

Les canaux les plus importants ont été renforcés en 2008/2009 dans le cadre d'un programme spécial du Ministère de l'Agriculture pour l'appui aux exploitants de la vallée, pour un peu plus de 400 millions de F CFA.

3.2 L'agriculture irriguée

Les potentialités en terres pour l'agriculture sont importantes du fait que très peu de terres irrigables sont encore aménagées. Le front agricole irrigué qui s'est ouvert vers la fin des années 1990 dans l'actuelle CR de Ngnith en s'étendant à celle de Mbane, a faiblement touché la CR de Keur Momar Sarr et n'a pas encore atteint celle de Syer. Les superficies sous irrigation sont jusqu'ici très marginales. La SAED estime la superficie aménagée à 670 ha (1% de la superficie de la CR), dont 646 dans la zone de gestion Guidick (POAS, 2010). Toutefois, des signes avant-coureurs de l'implantation de l'irrigation se manifestent à travers les demandes de terres de plus en plus importantes, de la part de candidats divers (promoteurs de projets agrobusiness, populations locales, fonctionnaires, Union des producteurs de la Rive Est du Lac de Guiers, Comité patate).

Les acteurs de cette irrigation sont essentiellement des exploitations agricoles familiales (seules ou regroupées) et des individuels locaux. Les aménagements sont autofinancés par leurs exploitants. Ils sont réalisés de façon très sommaire, sans système de drainage, ni compactage des canaux, ni endiguements. L'irrigation s'effectue avec un ou une batterie de groupes motopompes (GMP) installés sur le Lac. Des GMP de reprise sont quelques fois installés à l'aval des premiers, lorsque les périmètres sont éloignés ou le terrain un peu accidenté.

Tableau 6: superficies exploitées (ha) en 2010/11 et 2011/12

Cultures	Année agricole 2010/11	Année agricole 2011/12
Patate	21,5	34,8
Tomate	4,5	0
Oignon	79	22
Arachide	47	42
Manioc	16	22,25
Autres	48	18,7
Total	216	139,75

Source : SAED/Secteur lac ; enquêtes de terrain.

Les principales spéculations des cultures irriguées sont la patate douce, l'arachide et le manioc. Les superficies cultivées lors des deux dernières années sont indiquées dans le tableau 6. Les superficies cultivées sont très faibles, comparativement aux autres CR riveraines du Lac, la SAED venant à peine d'intervenir dans la zone. On notera l'absence de la riziculture (spéculation peu

connue dans la CR) liée l'une part à la faible étendue des sols lourds et d'autre part, au manque de moyens des populations pour financer les aménagements hydro-agricoles nécessaires.

4. ESTIMATION DES NIVEAUX DE PRODUCTION ET DE LEURS APPORTS DANS L'ECONOMIE LOCALE

Selon le PLD, l'agriculture dans toutes ses composantes procure dans la CR, des richesses estimées à 207.890.000 de FCFA (PLD, CR de Syer, 2012). L'agriculture pluviale, les cultures maraîchères sur les berges, la pêche, l'agriculture de décrue et l'artisanat (exploitation du typha et du gowé) restent très importants dans la constitution du revenu des ménages.

Pour les cultures irriguées pourraient jouer un rôle important et constituer un facteur d'entraînement de l'économie locale, si les investissements nécessaires sont consentis dans la réalisation d'infrastructures hydrauliques et de systèmes adéquats d'irrigation. Les niveaux de la production irrigués sont encore insuffisants, quoique leur valeur soit estimée à plusieurs millions de francs (tableau 7).

Tableau 7 : rendements moyens, productions et valeurs des spéculations principales en 2010 et 2011

Cultures	Rendement moy. (T/ha)		Production (T)		Valeur (F CFA)	
	2010/11	2011/12	2010/11	2011/12	2010/11	2011/12
Patate	35	40	752,5	1 392	75 250 000	139 200 000
Tomate	30	30	135	0	7 020 000	0
Oignon	25	30	1 975	484	246 875 000	62 920 000
Manioc	35	40	560	940	140 000 000	235 000 000
Arachide	2	2,5	96	46,75	28 800 000	14 025 000
Total					517 945 000	451 145 000

Prix – Patate : 100 F/k ; Manioc : 250 F/K ; Tomate : 52 F/k, Oignon : 125 F/K (2010) et 130 F/K (2011) ; Arachide 300 F/k (en vert)

On peut par ailleurs rappeler les résultats de l'étude CIRAD/Domino (2007a et 2007b) dont l'échantillon d'enquête comportait des ménages issus de la CR de Keur Momar Sarr, dont les quelques caractéristique des exploitations et revenus sont les suivantes:

- ✓ sous système agriculture de rente/élevage sédentaire : le revenu annuel moyen agricole des ménages est de 1 700 000 F CFA (1 150 000 F CFA en mauvaise année). Les charges se chiffrent à un peu moins de 500 000 F CFA. Le disponible foncier moyen de ces ménages est de 6,34 ha dont 23% sont emblavés en contre saison, 41% de la superficie étant occupés par la patate, 27% par la pastèque, 23% par l'arachide, le reste par des spéculations marginales ;
- ✓ sous système élevage : le revenu annuel moyen de l'élevage des ménages de ce sous système est de 218 424 F CFA, les charges se chiffrant à 72 922 F CFA. Ils ont en moyenne 3 bovins, 9 ovins et 7 caprins ;
- ✓ sous système agriculture vivrière et élevage sédentaire : le revenu annuel moyen agricole des ménages de ce sous-système se situe autour 375 000 F CFA (290 000 F CFA en mauvaise année). Les charges s'élèvent à 60 000 F CFA. Le disponible foncier moyen de ces ménages est de 5,43 ha (96,67 % en pluvial), le mil et le niébé occupent respectivement 40% et 26% des emblavures. Ils ont en moyenne 3 bovins, 16 ovins et 9 caprins.

5. STRUCTURATION DU MONDE RURAL, PRINCIPALES STRUCTURE ET ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES AGRICOLES

Les populations locales sont regroupées au sein de cadres et d'organisations socio-professionnelles qui interviennent dans divers domaines d'activités économiques et sociales. Ces organisations sont de variées au regard de leurs statuts juridiques, catégories sociales concernées, domaines d'intervention et de leur échelle d'intervention (échelles villageoise, inter villageoise et de la CR). On peut distinguer les organisations s'occupant de questions sociales et du développement global des villages ou de la CR de celles orientées directement sur des activités génératrices de revenus (particulièrement dans le domaine des productions agricoles).

5.1 Les organisations intervenant dans le domaine social et du développement en général

Dans cette catégorie on trouve :

- ✓ *les cadres de concertation* : il s'agit de structures en rapport avec le Conseil Rural comme relais pour son travail de planification du développement local: les Comités Villageois de Développement (CVD), les Comités Inter Villageois de Développement (CIVD) et le Cadre Communautaire de Concertation (CCC) à l'échelle de la CR. Toutefois, dans la CR, ces structures sont en léthargie ; le Conseil Rural ne semble pas avoir les moyens pour animer le CCC ;
- ✓ *les Association des Parents d'Élèves (APE)* : elles sont au nombre de onze dans la CR. Elles se chargent d'assurer la collecte des cotisations destinées à faire fonctionner et entretenir les écoles, accompagner les élèves en difficultés mais aussi, apprécier le programme pédagogique et l'assiduité des enseignants ;
- ✓ *les Associations des Usagers du Forage (ASUFOR)* : la CR en compte trois, dirigées chacune par un bureau élu par la population pour assurer la supervision et le contrôle du fonctionnement des forages (tarification de l'eau, entretien et réparation des réseaux, enregistrement des demandes de branchement, etc.). Ces structures jouent un rôle important dans cette CR à dominante pastorale, où les forages constituent un équipement capital pour les populations et le bétail ;
- ✓ *les comités de santé* : ces comités se rencontrent dans toutes les zones qui disposent d'une structure sanitaire. Beaucoup d'entre eux ne sont pas fonctionnels en raison de difficultés et blocages liés à des questions de renouvellement de leur bureau ;
- ✓ *les Association Culturelle et Sportive (ASC)* : elles sont principalement constituées de jeunes. On en dénombre dix dont seuls trois sont reconnues par les instances sportives départementales. Les ASC s'investissent dans l'organisation manifestations culturelles, sociales et sportives (tournois sportif, théâtres, assainissement...), ainsi que dans des activités de sensibilisation, notamment dans le domaine de la santé.

5.2 Les organisations dans le secteur productif

Ces organisations plutôt orientées dans les activités productives ou génératrices de revenus, comprennent :

- ✓ *les Groupements d'Intérêt Économique (GIE)* : un nombre de quarante-trois GIE est répertorié dans la CR. Ils interviennent principalement dans le secteur de l'élevage et sont le plus souvent financés par des institutions de micro-finance comme le MECCAPP ou le PAMECAS ;
- ✓ *les Groupements de Promotion Féminine (GPF)* : au nombre de trente-quatre, ils sont présents dans tous les villages de la CR et coordonnés au niveau communautaire par une fédération. Les GPF ont des activités assez diversifiées portant sur l'agriculture, l'élevage, la

transformation du poisson, l'embouche ovine, le commerce, etc. Ils sont appuyés dans leurs activités par des institutions de micro-finance ;

Il faut souligner l'existence d'organisations fédératives professionnelles locales dont les interventions ont un certain impact sur les organisations de base et les activités productives, agricoles notamment. Il s'agit de l'Union des Producteurs de la Rive Est du Lac de Guiers (UPREL) et du Comité National Inter professionnel des producteurs de patate douce (habituellement appelé Comité patate). Ces organisations fédératives couvrent l'ensemble de la rive est du lac et interviennent dans des domaines cruciaux pour l'agriculture irriguée, comme l'amélioration/extension des chenaux, l'approvisionnement en intrants agricoles, l'intermédiation sur les marchés et avec les services techniques et administratifs, etc. Ils jouent aussi un rôle important de lobbying/plaidoyer, de représentation et de défense des intérêts des producteurs.

2 FONCTIONNEMENT DU CONSEIL RURAL ET CONFLICTUALITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE RURALE

6.1 Le Conseil Rural et son fonctionnement

6.1.1 Composition du Conseil Rural et caractéristiques de ses membres

Le Conseil Rural de Syer est dirigé par une équipe de 36 membres élus lors des élections locales du 22 mars 2009. La majorité des conseillers en est en son premier mandat (58% des conseillers), 15,5% en sont à leur deuxième exercice, le reste des conseillers (26,7%) en sont à au moins trois élections. Les principales caractéristiques des membres du conseil sont résumées dans le tableau 8. La répartition des conseillers selon leur secteur d'activité montre que 72,2% des actifs évoluent dans le secteur primaire, avec une majorité d'éleveurs 50% ; les agriculteurs représentent 16,6% des conseillers et les pêcheurs, 5,5%. Le reste est constitué de transporteurs (11%, de ménagères (8,4%), de pêcheurs (5,5%).

Tableau 8 : Caractéristiques des conseillers ruraux de Syer

	CONSEIL RURAL		
	Indicateur	Effectif	Fréquence(%)
Sexe	Femmes	4	11%
	Hommes	32	89%
	Total	36	100%
Niveau d’instruction	Conseillers instruits	9	25%
	Arabe/Coran	16	44,4%
	Aucune instruction	11	30,6%
	Total	36	100%
Catégories socioprofessionnelles	Agriculteurs	6	16,6%
	Éleveurs	18	50%
	Pêcheurs	2	5,5%
	Transporteur	4	11,1%
	Ménagères	3	8,4%
	Autres	3	8,4%
	Total	36	100%
Répartition par zone	Bokinédo	5	13%
	Diélaly	2	3%
	Guidick	11	33%
	Koundoung	8	23%
	Mbar toubab	5	13%
	Keur Ndary	5	13%
	Total	36	100%

La majorité du conseil est dirigé comme partout dans les autres communautés rurales par les hommes (89%). La faible représentativité des femmes est due la faible implication des femmes dans l’activité politique et à des pesanteurs d’ordre socioculturel. Le taux de scolarisation des membres du conseil est relativement faible. Seul ¼ des conseiller a fréquenté l’école et 30% n’ont aucune instruction. Ainsi, un nombre restreint de conseillers autour du PCR se charge de diriger le conseil, ce qui a des effets sur la bonne gouvernance de la CR. En effet, nombreux sont les conseillers qui sont très loin d’avoir les capacités de participer activement à l’administration et la gestion des affaires locales.

6.1.2 Organisation, fonctionnement et structures d’appui du Conseil Rural

Le Conseil Rural s’appuie dans son fonctionnement sur deux organes principaux : un organe exécutif et un organe délibérant. L’organe exécutif comprend le Président du Conseil Rural (PCR) et ses 2 vice-présidents. Ce bureau exécutif est chargé de la publication et du suivi de l’exécution des lois ainsi que des décisions du Conseil Rural sous l’autorité du sous-préfet. En tant qu’ordonnateur du budget, le PCR a en charge la préparation et l’exécution du budget.

L’organe délibérant du Conseil Rural est constitué des 36 conseillers réunis. Il est au cœur de la gouvernance locale et traite de toutes les questions relevant du domaine de compétence de la collectivité locale, notamment des questions foncières, d’aménagement du territoire et de développement économique et social. Il est assisté par un assistant communautaire (ASCOM), qui

l'appuie dans ses différentes fonctions et fait en même temps office d'agent d'état civil dans la communauté rurale.

Huit (8) commissions techniques ont été mises en place par le Conseil Rural de Syer, pour assurer la gestion des différents secteurs de développement économique, social et environnemental de la CR. Ces commissions, composées de conseillers élus et présidées par l'un d'entre eux, peuvent s'adjoindre les compétences des services techniques locaux ou régionaux ainsi que de personnes ressources pour traiter des différentes questions relatives à son secteur et proposer des solutions au conseil. Dans la gestion foncière, le conseil dispose d'une commission domaniale chargé d'instruire les dossiers d'affectation et de désaffectation foncière, mais les décisions en la matière sont du ressort du conseil qui statue par délibération.

Dans l'exercice de ses missions, le Conseil Rural bénéficie de l'assistance des services déconcentrés de l'État, notamment la sous-préfecture et le centre d'appui au développement local (CADL). Il peut également mobiliser les services techniques départementaux ou régionaux (ARD, SAED, les services du Trésor, des Pêches, des Eaux et Forêts, du Cadastre, des Impôts et domaines, etc.). Dans plusieurs secteurs, le Conseil Rural de Syer jouit de l'appui-conseil de projets gouvernementaux (PROGERT, du PNDL, de l'ANCAR, etc.), d'ONG (Plan Sénégal, ASREAD, etc.).

6.2 Ressources financières de la CR

La communauté rurale de Syer tire essentiellement ces ressources des recettes de fonctionnements et des recettes d'investissements. La moyenne des recettes budgétaires des exercices allant de 2005 à 2009 tourne autour de 56.638.000 de FCFA. Cette moyenne cache cependant de variations suivant les années dont le plus élevés a été l'exercice 2009, avec 70.595.000 de FCFA, soit 125% de la moyenne. Le budget 2009 a enregistré une hausse de 16,5% par rapport à l'exercice précédente (tableau 9).

Tableau 9 : Évolution des recettes budgétaires du Conseil Rural de Syer 2005 – 2009

Recettes en milliers de FCFA	2005	2006	2007	2008	2009	Moyenne
RECETTES DE FONCTIONNEMENT						
A- Recettes propres	7 549	3 469	3 746	3 304	3 487	4311
<i>Recettes fiscales</i>	2 889	1 091	904	1 922	1 783	1718
<i>Revenu des domaines, patrimoine et autres recettes de prestation</i>	4 660	2 378	2 842	1 382	1 704	2593
B- Fonds de Dotations de l'État	6 062	6 062	7 103	9 921	10 306	7891
Total	13 611	9 531	10849	13 225	13 793	11.850
RECETTES D'INVESTISSEMENTS						
Fonds concours de l'État et du PNDL	45 639	45 276	27 099	47 364	56 802	44 436
l'excédent de fonctionnement capitalisé et la participation des populations locales.	-	-	-	-	-	-
Total	45 639	45 276	27 099	47 364	56 802	44 436
RECETTES TOTALES	59 250	54 806	37 949	60 589	70 595	56 638

Source : PLD de la CR de Syer, 2012 (Budget du Conseil Rural).

L'évolution de la structure du budget depuis 2005 montre qu'en moyenne, 78,5% des ressources proviennent des Fonds de concours de l'État et du Programme national de développement local. Les ressources tirées des recettes de fonctionnement (21,54% du budget en moyenne), sont pour

l'essentiel alimenté par les Fonds de dotation de l'État octroyés dans le cadre de l'appui à la décentralisation, avec un apport moyen annuel sur les cinq ans de 66,6% (soit 7.891.000 de FCFA). Le reste (34,4% soit 4.311.000 de FCFA) provient de recettes propres issues des recettes fiscales (impôts et taxes) et des recettes non fiscales.

6.3 Les conflits fonciers et d'utilisation de l'espace dans la CR

Le niveau de conflictualité est assez élevé dans la communauté rurale de Syer. Les conflits sont de divers ordres. Ils ont pour principales causes, l'inorganisation de l'espace agro-pastoral et les effets de la dégradation progressive de l'environnement, des ressources naturelles et foncières. La fréquence des conflits est surtout plus élevée dans la zone alentour du lac de Guiers, espace que se partagent plusieurs activités (agriculture, élevage, pêche).

6.3.1 Conflits entre agriculteurs et éleveurs

Ce type de conflit est récurrent dans la CR de Syer. Il se produit en toutes saisons avec une plus grande fréquence en période sèche. Les zones où ils se produisent le plus sont situées aux alentours du lac de Guiers, notamment à Guidick et à Bokinédo. En effet, dans cette zone, le bétail s'abreuve au niveau des mares temporaires les zones de Djélali, Keur Ndary, Koundoung, Mbar Toubab et Syer 1 (Bokinédo), en hivernage. Mais ces points d'eau tarissent rapidement, au bout de 2 à 3 mois après l'hivernage, entraînant un retour précoce du bétail vers les principales ouvertures du Lac et de la vallée du Ferlo. La pratique courante dans la CR, d'une agriculture itinérante (même irriguée) qui néglige les itinéraires et besoins d'espace de l'activité pastorale, dont elle occupe les parcours naturels et les accès aux cours d'eau (SAED, POAS, 2010). Cette situation favorise l'intrusion des troupeaux dans les champs, engendrant de nombreux conflits.

Dans la zone de Guidick, des paysans affirment au cours des enquêtes être victimes chaque année de dégâts du bétail dans leurs champs. Par exemple, M. I. W. agriculteur du village de Syer 3, indique qu'il lui arrive presque chaque année d'être en conflit avec des éleveurs pour des cas d'intrusion de troupeau dans ses champs. Le dernier en date remonte à l'hivernage 2012 et a été réglé comme à chaque fois, à l'amiable avec l'éleveur en présence des chefs de villages. Pour ce dernier cas, il a été indemnisé à hauteur de 60.000 F CFA par l'éleveur après discussions.

6.3.2 Conflit entre la Société AGRINA et les habitants des villages de Foss et Lawasse

Ce conflit implique les habitants de deux villages de la CR de Syer, Foss (habité par des wolofs) et Lawasse (habité par des peuls), à la Société AGRINA Sénégal. Cette dernière est une société sénégalaise, avec comme promoteur un sénégalais du nom de M. S., résidant à Dakar. Le conflit porte sur un terrain affecté à la Société dans le village de Foss. L'affectation remonte à 1996 selon le registre foncier de la Communauté rurale et porte sur 5.000 ha. Moins de 200 ha sont réellement cultivés en maraîchage, le reste n'a jamais été mis en valeur et depuis 2012 toute l'exploitation est à l'arrêt.

Les populations, agriculteurs comme éleveurs de Lawasse et Foss, n'ont pas approuvé cette affectation d'une grande surface sur « des terres de leurs villages ». Elles ont commencé à protester de façon ouverte depuis 2000 en s'adressant successivement au PCR, au Sous-préfet, au Préfet et enfin au Gouverneur, mais leurs requêtes n'ont jamais eu de suite. En 2008-2009, l'empiètement de quatre pivots d'irrigation installés par le promoteur sur une piste de bétail des éleveurs de Foss et des champs d'agriculteurs de Foss, envenime la situation. Il s'y ajoute que le promoteur a réalisé un aménagement très controversé pour protéger son exploitation ; il consiste en un canal mais dans lequel le bétail fait parfois des chutes mortelles. Les retards de paiement de la main d'œuvre recrutée au niveau local, constitue un autre grief des populations.

Un règlement à l'amiable du conflit a été tenté et aurait débouchés sur des accords tacites selon lesquels le promoteur se serait engagé à libérer la piste de bétail, à clôturer son exploitation de

grillage, à recruter et à payer à temps la main-d'œuvre locale. Mais ces accords n'ont pas été respectés, semble-t-il, par le promoteur. Les populations de Lawasse lui ont alors intenté un procès en 2011, au tribunal régional de Louga. En 2012, le juge a déclaré que le tribunal régional était incompétent dans le domaine des conflits fonciers et renvoyé les protagonistes à la Cour suprême. Le conflit est toujours en instance.

7. IMPORTANCE ET SITUATION DES AFFECTATIONS FONCIERES

7.1 Importance et situation actuelle des terres affectées dans la CR

La CR de Syer n'a pas bénéficié comme les autres CR de la zone du projet, de l'appui du PACR et de la SAED pour améliorer sa gestion foncière et le tenue des documents y afférant. Les enquêtes que nous avons menées nous ont permis de reconstituer et d'exploiter les archives sur les affectations qui ont été effectuées entre 1992 et 2013. Il est à noter que les documents comportent de nombreuses lacunes, la destination des terres demandées n'est pas toujours indiquée, de même que leur localisation. Des recoupements et informations complémentaires ont permis de combler certaines lacunes, mais dans plusieurs cas, les données restent approximatives. Sur cette base, les résultats montrent que les différents conseils ruraux qui se sont succédés ont entre 1992 et 2013 ont affecté plus de 75.088 ha de terres dans la CR de Syer (tableau 10).

Tableau 10 : Importance et répartition par types d'usage des superficies affectées et des affectataires dans la CR de Syer (enquêtes février 2013)

Usages	NSP		Agricole		Habitation		Autres		Total	
Affectations	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)	Nombre	Sup. (ha)
	30	27.850	983		47.410	0.12	5	128	1.022	75088
%	2,9	37,1	96,2	62,7	0,4	0,0	0,5	0,2	100	100

Les terres affectées pour un usage agricole représentent 62,7% de la superficie et bénéficient à 983 affectataires (96% du total). Les superficies destinées à recevoir des équipements communautaires, infrastructures socioéconomiques (écoles, mosquée, centre de santé, magasins...) représentent 128 ha (0,2%) et l'habitat moins de 1 ha. Pour près des 2/5èmes des superficies affectées, les usages prévus ne sont pas mentionnés. Aucune affectation n'a été opérée pour un usage agricole. On le comprend bien après avoir entendu certains éleveurs et des conseillers ruraux s'interroger ainsi : « *pourquoi demander des terres pour l'élevage dans une zone dont la vocation naturelle est pastorale* » ?

7.2 Les affectations à usage agricole et leur évolution

7.2.1 Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

L'essentiel des attributions foncières pour usage agricole a été fait en 1994 en termes de nombre d'affectataires (30,8%), mais le plus gros des superficies a été affecté en 2007 avec 63,7% des superficies (tableau 11). Les conseils ruraux successifs ont procédé presque à chaque année à des affectations, mais pour des superficies moyennes assez modestes. Trois années ont connu des affectations de vaste superficies dont une de 30.000 ha et à chaque fois pour un seul bénéficiaire (tableau 11).

Tableau 11: Importance et évolution des affectations de terres à usage agricole

	1992	1994	1995	1996	1999	2003	2007	2008	2010	2013	Total
Nbre	173	303	3	1	273	1	1	24	203	1	983
Sup (ha)	827	1812	40	5000	1460	500	30000	951	520	6000	47110
% sup.	1.8	3.8	0.1	10.6	3.1	1.1	63.7	2.0	1.1	12.7	100%

L'affectation pour un usage agricole de telles superficies à un individu ou à une société, peut être porteuse de conflits. En effet, elle entraîne inévitablement dans une zone pastorale comme Syer, un changement dans le mode d'occupation du sol qui crée des perturbations dans le fonctionnement du pastoralisme.

7.2.2 Caractéristiques et statut des affectataires de terres à usage agricole

Comme dans toutes les CR de la zone du projet, une très large majorité des affectataires à Syer n'ont pas de statut juridique. En effet, plus de 94% des affectataires sont des personnes qui, seules ou en tant que chef de famille, ont introduit des demandes et obtenu des terrains. Cependant, ces affectataires dont la majorité habite la CR ne bénéficient que de 9,6% des superficies affectées. Dans la majorité des cas, ces affectations à des individus ressortissants de la CR, portent sur des superficies de 2 à 5 ha, et plus rarement 10 ha, et correspondent à une sorte de « légitimation » des assiettes foncières des exploitations familiales.

Les GIE représentent plus de 3,8% des affectataires pour 1% des superficies. Pour les femmes, on note à la fois la faiblesse du nombre de leurs organisations 2 GPF (soit 0.2%) et des superficies affectées (0,09%). Les sociétés au nombre de 4 soit (0.4% des affectataires) occupent plus de 88% des superficies : il s'agit de : AGRINA, 5.000 ha en 1996 ; Ferlo Gomme SARL, 500 ha en 2003 ; Société des terres neuves Djolof 30.000 ha en 2007 et ROVIC GROUP, 6.000 ha en 2013.

Tableau 12 : Statut des affectataires des terres à usage agricole

Statut	Associat ion	Etab. Public	GIE	GPE	GPF	Indivi duel	ONG	Société	Total
Nombre	2	1	37	2	8	928	1	4	983
Sup ha	50	500	477	15	44	4514	10	41500	47110
%	0.11	1.06	1.01	0.03	0.09	9.58	0.02	88.09	100

7.2.3 Importance et distribution des affectations supérieures ou égales à 10 hectares

Les affectations portant sur une superficie supérieure ou égale à 10 ha sont au nombre de 109, soit plus de 11% de l'ensemble des affectations à usage agricole. La grande majorité des affectataires sont des nationaux qui résident dans la communauté rurale, mais on compte plusieurs nationaux non-résidents de la CR et quelques étrangers.

Tableau 13 : Distribution des affectations foncières selon la superficie

	Taille des parcelles affectées															Total
Sup.	10	12	15	16	20	25	30	40	45	50	100	500	5000	6000	30000	
Nbre affect.	78	3	3	1	3	1	4	1	1	3	6	2	1	1	1	109
et %	71	2,7	2,7	1	2,7	1	3,7	0,9	0,9	2,7	5,5	1,8	0,9	0,9	0,9	100

En considérant la taille des parcelles affectées, 10 ha constituent la superficie qui est la plus couramment affectée par le Conseil Rural, 71,5% des affectataires. Très peu d'affectataires (10%) bénéficient de plus de 50 ha mais ils cumulent plus de 91 % des superficies et parmi eux, 3 disposent de 87% du total des superficies affectées.

7.3 Localisation des affectations foncières au sein de la CR

Comme partout dans les zones de terroirs, la CR de Syer ne dispose pas d'une cartographie des terres affectées permettant une localisation précise des affectations foncières. S'y ajoute, le défaut d'installation systématique des affectataires sur les sites qui leurs sont attribués ; les données disponibles au niveau de la CR ne permettent pas de localiser les 2/3 des superficies affectées.

De ce qui a pu être localisé²⁷, il apparaît que l'essentiel des terres affectées est concentré dans les zones de Guidick et Djélaly, avec dans chaque cas, plus de 15% des terres attribuées (tableau 14). Ces deux zones sont plus ou moins ouvertes sur le Lac de Guiers et disposent de terres lourdes favorables à l'irrigation gravitaire ainsi que de grands canaux réalisés par les populations. En dehors de Boninédo, les autres zones comptent peu de terres affectées, mais il convient de rappeler que 66% des terres affectées pour usage agricole n'ont pas pu être localisées dans une zone POAS.

Tableau 14 : Répartition des affectations dans les zones POAS

	Non determine	Bokinédo	Dielaly	Guidick	Koundoung	Mbar Toubab	Keur Ndary	Total
Nombre	167	187	369	243	12	5	0	983
Sup ha.	31179	1220.5	7425	7181.5	65	39	0	47110
%	66.18	2.59	15.76	15.24	0.14	0.08	0	100

8. RECEPTIVITE ACTUELLE DE LA CR FACE A L'ACCUEIL DE L'AGROBUSINESS ET AUX PROJETS HORTICOLES DANS LE CADRE DU PDIDAS

8.1 - Expériences en arrangements fonciers

Jusqu'ici, peu de projets agrobusiness de grande envergure en sont arrivés à une installation définitive sur les terres de la CR. Nos investigations permettent de faire cas de deux exemples : AGRINA Sénégal établie depuis plusieurs années et ROVIC Group en cours d'installation.

8.1.1 AGRINA Sénégal

Le projet est installé à Foss par un promoteur sénégalais. Une superficie de 5 000 ha lui a été affectée depuis 1996 telle qu'inscrite dans le registre foncier de la CR. Actuellement 200 ha sont exploités en diverses cultures horticoles. Le reste des terres n'est pas aménagé. Depuis 2012, toute exploitation est à l'arrêt, suite à un conflit opposant le promoteur aux populations des villages de Lawasse (éleveurs) et de Foss (agriculteurs). Ces villages rebiffés (après coup ?) par l'ampleur de l'affectation (selon un de nos informateurs –élu local et habitant de Lawasse) auraient commencé à protester depuis 2 000 en s'adressant aux autorités : Président de la CR, Sous-préfet, Préfet et Gouverneur. Entre 2008 et 2009, le conflit s'exacerbe du fait de l'empiétement sur une piste de bétail et sur des champs pour la mise en place de 4 pivots. En outre, dans son affectation, la société aurait isolé 100 ha grâce à un canal qui cause préjudice au bétail (chutes fréquentes des animaux occasionnant leur perte) ; il lui est aussi reproché des problèmes de paiement de la main-d'œuvre locale qui est recruté.

²⁷ Un tableau récapitulant les affectataires de plus de 10 ha a été réalisé, mais il ne peut être communiqué pour des raisons évidentes de confidentialité

Un règlement à l'amiable a été tenté avec des accords tacites (libération de la piste de bétail, clôture adéquate du périmètre, recrutement supplémentaire de main-d'œuvre locale) non respectés. La population de Lawasse aurait ensuite intenté un procès au Tribunal régional de Louga en 2011. En 2012, le tribunal régional (après 3 audiences) se déclare incompétent dans le domaine des conflits fonciers et renvoie les protagonistes à la Cour Suprême. Le conflit est toujours en suspens.

8.1.2 *ROVIC Group*

Il s'agit d'un groupe franco-espagnol qui a sollicité une affectation de 6 000 ha en octobre 2012 auprès du Conseil Rural. Il est déjà installé au Sénégal (Mbour) dans les domaines de l'apiculture, de la culture du soja et du maïs.

Le PCR a demandé à la commission domaniale de faire un travail préparatoire (vérifier la disposition des populations à accueillir le projet) dans la zone de Djélali. Les populations se sont déclarées favorable au projet du fait qu'elles ne disposent pas de moyens pour l'exploitation des terres qui sont disponibles.

Ainsi en début octobre 2012, le PCR a convoqué une réunion du Conseil Rural pour l'informer sur le projet de Rovic group. Par la suite, il a été demandé au groupe de mandater un de ses consultants au Sénégal pour prendre contact avec la population. Un facilitateur de ROVIC GROUP au Sénégal a aussi exposé le projet et ses besoins en terres devant le Conseil Rural. Déclarant qu'aucun village ou hameau ne sera déplacé, il a, notamment, indiqué qu'il est prévu un cahier de charges comportant, entre autres, sur les points suivants :

- clôture de la superficie affectée et mise en place de points d'eau,
- aménagement d'une piste de production,
- production d'énergie pour l'électrification de la zone du projet,
- construction d'un centre de santé
- construction d'un centre de recherche agronomique et de formation,
- aménagement de 50 ha pour la production fourragère pour les éleveurs,
- Le recrutement de personnel local si les qualifications existent

Ainsi, à une 5^e réunion (29 janvier 2013) du Conseil rural, une délibération a été faite l'unanimité moins une voix pour l'affectation des 6 000 ha en faveur de ROVIC Group.

8.2 - Niveau d'ouverture aux projets d'investisseurs

De part ces expériences, les populations en tirent une position actuelle assez contrastée :

- les populations riveraines du Lac, qui sont en majorité des agriculteurs, seraient plutôt favorables mais l'expérience traumatisante de l'« affaire de Foss », comme on appelle ici le conflit avec l'entreprise AGRINA Sénégal, douche les enthousiasmes ;
- les populations de l'intérieur, qui sont essentiellement agropastorales, sont pour leurs parts beaucoup plus réticentes, car elles ont vu les premiers agribusiness installés leur couper sauvagement les pistes à bétail sans respect du Poas (cf. AGRINA), ou occuper les terres pastorales sans prise en compte de leurs activités (cf. Senethenal-Ndiael).

Plus globalement, les populations consultées ont émis des craintes liées à l'avenir des terres (statut) qui seraient mises à disposition du projet. Dans le passé certains projets ont bénéficié de terres, mais n'ont jamais respecté leurs engagements et n'ont pas eu de suite. Elles en concluent que les promoteurs de projets « ne cherchent que leurs intérêts et que leurs promesses ne sont faites que pour accéder aux terres ».

Les populations se préoccupent aussi de leur propre accès aux terres : beaucoup de demandes de terre ont été faites par les populations du village, trop peu ont été satisfaites (environ 6), alors que

le Conseil Rural a affecté des superficies importantes à plusieurs étrangers dont un américain et un israélien (100 ha, chacun). En outre, il y a grande nécessité de constituer une réserve foncière pour le village.

Enfin, les populations mettent l'attention sur les relations entre l'agriculture et l'élevage. Plus particulièrement, dans cette communauté rurale les relations tendues entre ces deux communautés ont des relents d'opposition ethnique.

9. CONCLUSION

En termes de potentialités pour le PDIDAS, la CR de Syer peut être divisée en trois zones concentriques autour du Lac :

- ✓ Les berges du Lac, où les conditions d'accès à l'eau font que l'appui du PDIDAS n'est pas utile. C'est là que s'installent les privés, qui utilisent leurs moyens pour se doter des infrastructures hydrauliques nécessaires, que les populations n'ont pas.
- ✓ La zone allant jusqu'à une dizaine de kilomètres à l'intérieur des terres. C'est une zone trop éloignée du Lac pour que ce soit généralement rentable pour un privé de s'y installer, même si cette zone commence à être convoitée. Pour les populations, c'est la zone la plus intéressante pour installer les périmètres du PDIDAS, car cela permettrait aux populations de mettre en valeur une zone délaissée et leur donnerait les moyens d'accéder eux-mêmes à des terres irriguées. Les populations (du moins, ceux proches du lac) réclament un accès beaucoup plus significatif aux terres irrigables, comme dans d'autres CR riveraines du lac. Néanmoins, elles estiment avoir besoin de partenaires extérieurs (PDIDAS) pour exploiter les terres
- ✓ La zone située au-delà d'un rayon de 10 km du Lac, zone agropastorale dans laquelle il faudra faire des aménagements à destination de l'élevage en contre partie de la libération des terres de la zone précédente.

Cependant, tant que l'« affaire de Foss » (conflit avec AGRINA) n'est pas réglée et en un sens où les paysans et les éleveurs de la zone ne s'estiment pas floués, la situation locale sera trop méfiante pour que des progrès solides soient faits, sans être remis en question par une communauté. Convaincre et rassurer les populations de ces zones demanderont de mener un travail spécifique sur de longs mois en ayant à sa disposition les informations techniques relatives aux scénarios de faisabilité technique de l'amener de l'eau. Il sera fourni dans le livrable A3 un guide et des propositions pour réussir cette négociation.

Références bibliographiques

- AGRER-SETICO, 2009a : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport définitif. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- AGRER-SETICO, 2009b : Etude du Schéma Directeur d'Aménagement Agricole de la zone du Lac de Guiers. Rapport Etude des Ressources en Eau du Lac de Guiers. Dakar, Ministère de l'agriculture, PDMAS, SAED, 61 p.
- ANSD, 2009. Situation Economique et Environnementale (SES) de la région de Louga, 2009, SRSD, Louga, 90 pages.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 2ème édition, 1988.
- ANSD. Recensement Général de la Population Humaine du Sénégal, 3^{ème} édition, 2002.
- d'Aquino P, Seck S. M., Cissokho A., 2000 : De l'irrigation administrée à une gestion concertée du territoire : le Plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS), une démarche pour une évolution des modes de prise de décision. P. d'Aquino, S. M. Seck, A. Cissoko. In Pour un développement durable de l'agriculture irriguée dans la zone soudano-sahélienne – Sénégal, Mali, Mauritanie, Niger Sénégal-, Editions PSI/WECARD-CORAF, Dakar, juin 2000, p 358 – 374.
- CIRAD/Domino 2007a : Modélisation bioéconomique dans la région du lac de Guiers – Tome 2 : Caractérisation des systèmes de production. Dakar UCAD, CIRAD/Domino. Samba Fall et Grégoire Leclerc – Mai 2007.
- CIRAD/Domino 2007b : Modélisation bioéconomique dans la région du lac de Guiers – Tome 1 : Typologie des systèmes de production. Dakar UCAD, CIRAD/Domino. Samba Fall et Grégoire Leclerc – Janvier 2007
- FAO, Ministère de l'Agriculture, 1999. Recensement National de l'Agriculture 1998-99, Volume 3, Répertoire des districts de recensement de l'agriculture 1997-98, Août 1999, 376 pages.
- Plan Local de développement de la communauté rurale de Syer, 2010-2015. 78 pages.
- SAED, 2011. Plan d'occupation et d'affectation des sols de la (POAS), communauté rurale Syer, 75 pages.



REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
PDMAS Programme de Développement
des Marchés Agricoles du Sénégal



**Projet de Développement Inclusif et Durable de
l'Agribusiness au Sénégal (PDIDAS)
Développement de méthodes d'allocation de terrains par les
communautés rurales
et identification de leurs besoins en assistance technique
Zones de Gandon et du lac de Guiers**

**Conclusion générale sur l'acceptabilité du PDIDAS dans les
différentes Communautés Rurales concernées**

1. Les terres concernées : des espaces sablonneux de l'arrière-pays pastoral

Pédologiquement, les terres à fortes potentialités pour les cultures horticoles sont les terres sablonneuses appelées *Dieri* dans la région. Ces terres sont de plus celles qui ont été délaissées jusqu'aux années 90 dans la course à l'intensification agricole, qui se focalisait sur la riziculture irriguée, donc les terres lourdes alluviales. Enfin, par définition plus éloignées de la source d'eau que les terres lourdes alluviales, ces terres ont aussi été délaissées parce que trop loin d'une source d'irrigation.

Jusqu'à la récente montée en intérêt pour ces terres, elles étaient donc réservées à l'agriculture pluviale et, surtout, la pratique de l'élevage extensif. Dans tous les Poas établis ces dernières années dans les Communautés Rurales de la région, ce sont sur ces terres qu'ont été préservées des ressources pastorales (ZAPE dans la typologie Poas).

Dans les années 2000, la montée en puissance des cultures horticoles a entraîné une extension un peu anarchique des cultures irriguées sur ces terres, en particulier autour du Lac de Guiers et dans les quelques formations dunaires du bas delta. Des entreprises privées se sont installées. Cette installation semble avoir été plus socialement acceptée dans le bas delta, où les populations avaient une longue expérience en terme d'agriculture commerciale et ont surement pu négocier des arrangements plus durables, que sur les rives du lac de Guiers où, à part quelques exceptions, les tensions sont encore vives aujourd'hui en ce qui concerne ces installations.

Ces investissements privés ont en très grande partie été installées par les conseils ruraux sur les terres les moins occupées, sans remettre en cause les terroirs d'agriculture pluviale des villageois. Devant la réussite des cultures horticoles, ces villageois veulent aujourd'hui installer eux-mêmes pour leur production personnelle des aménagements horticoles sur leur terroir pluvial, avec l'aide espérée de l'État, et ne sont donc pas intéressées à se séparer de leurs terres traditionnelles pour les affecter à des entrepreneurs privés. Par conséquent, les populations agricoles et les conseils ruraux proposent aux investisseurs privés de s'installer en dehors des terroirs agricoles traditionnels (qu'ils appellent « terres des villages »), dans l'arrière-pays qui n'était traditionnellement pas ou peu cultivée (qu'ils appellent « terre de la communauté rurale »), autrement dit dans les espaces entre les terroirs traditionnels. Hors, ces espaces entre terroirs sont les lieux habituels de pacage des troupeaux d'un élevage, certes extensif, mais qui l'une des sources importantes de production et de richesse du pays.

On peut donc classer les terres potentiellement concernées par le PDIDAS en trois catégories :

- a. Les terres sablonneuses proches de sources d'irrigation (lac, marigot important). Elles sont en majorité déjà occupées par des investisseurs privés. Cela confirme que sur ces espaces-là, les investisseurs privés n'ont pas besoin d'une aide publique via le PDIDAS, que ce soient en termes d'infrastructures ou de sécurisation foncière (l'importance des investissements consentis prouve que ces derniers se sentent suffisamment sécurisés). Le projet PDIDAS n'est donc socialement pas le bienvenue sur ces zones, les différentes parties n'en n'ayant pas l'intérêt (les investisseurs privés préférant évidemment rester indépendants d'un programme). Cependant, il est certain que l'établissement de chartes et de guidelines par le PDIDAS sur ses propres aménagements pourra être utilisé ensuite par les différentes parties prenantes de ces zones là pour améliorer l'inclusivité et la durabilité de leurs propres arrangements.
- b. Les terres sablonneuses situées entre environ 3 et 6 km d'une source d'irrigation (les « terres hautes »). Amener l'eau dans ces zones-là a un cout prohibitif pour l'investisseur privé. Ce sont donc des espaces encore vierges d'installations agricoles intensives, MAIS qui sont utilisées par l'élevage. La question cruciale à résoudre n'est pas (encore) celle de l'espace disponible pour les troupeaux mais surtout celle de l'accès à l'eau pour les animaux. C'est une source de tensions extrêmement vives et risquées, y compris à l'échelle

de larges troubles sociaux, car elle peut être sources de dissensions ethniques si des précautions en sont pas prises. La mission de terrain effectuée en Mars-Avril 2013 laisse apparaître des dissensions à ce sujet qui n'étaient pas visibles dix ans plus tôt. **Il est donc essentiel que le PDIDAS prenne en compte ce risque public et prévoit des aménagements pastoraux atténuant la tension et l'impression de laissée-pour-compte que pourraient éprouver une partie de la population.**

- c. Les terres sablonneuses situées à plus de 6km d'une source d'irrigation (lac, marigot important). La problématique distinguant cette zone de la précédente est technique : quelle faisabilité technique à l'amener de l'eau dans ces zones ? Seule une étude technique pourra identifier dans quelles mesures cela est possible.

2. Des expériences diverses d'arrangements fonciers, qui permettent d'établir un corpus de conditionnalités inclusives et durables

La présence d'une diversité de situation d'agribusiness ces dernières années a permis aux populations et à leurs représentants de développer une expérience certaine en arrangements fonciers.

Tout d'abord, cela a permis de sensibiliser les populations à l'intérêt d'une agriculture intensive commerciale.

Ensuite, ces acteurs locaux ont globalement acquis une vision assez riche et précise des conditionnalités nécessaires à un développement inclusif et durable, les CR les plus expérimentées pouvant, via le PDIDAS, diffuser leurs expériences aux autres CR. On peut distinguer ces acquis, qui devront être valorisés et formalisés dans les livrables suivants, en cinq catégories :

- a. Les conditionnalités proprement dites, c'est dire la liste des conditions et des engagements nécessaires des deux parties, prenant en compte un soutien au développement social de la communauté, la main d'œuvre villageoise, l'insertion des jeunes et des femmes, les aménagements pastoraux, les appuis au développement de la filière, etc.
- b. Un respect effectif des règles du Poas, ce qui ne semble pas être le cas. Cette condition particulière sous-entend que le Conseil Rural lui-même, qui affecte les terres aux investisseurs, ne respecte pas le Poas, ou n'a pas les moyens de contrainte pour le faire respecter.
- c. Une régularisation des affectations locales en préalable au choix des terres à aménager et donc à affecter. C'est une demande forte qui est apparue dans toutes les communautés rurales concernées. Les populations souhaitent une régularisation, clarification et mise à plat des affectations en cours (et surement des droits traditionnels qui ne sont pas encore reconnus par une affectation officielle) avant d'autoriser toute nouvelle attribution.
- d. Des statuts fonciers qui satisfassent les deux parties, globalement un bail à durée déterminée avec des conditionnalités de mise en valeur ;
- e. Les mesures pour le respect et le suivi de ces engagements, y compris en termes de contrainte. C'est aujourd'hui l'élément le plus déterminant et sur lequel les populations sont le plus demandeuses. L'expérience montre que quelle que soit la qualité des engagements pris tout dépend de leur respect et de la capacité à les faire respecter. Beaucoup de privés ont bénéficié de terres, mais n'ont pas respecté leurs engagements par la suite. C'est un élément essentiel pour le PDIDAS, qui ne pourra obtenir la confiance des populations qu'en présentant une procédure de respect des engagements qui convainc les populations.

Les livrables suivant de l'étude ont en particulier pour objectif de détailler ces éléments et concevoir une approche type.

3. Mais une forte réticence des populations, suite aux expériences récentes d'agribusiness dans la région

Les populations de la région sont profondément marquées par ce qu'ils appellent les différentes « affaires » concernant les conflits entre agribusiness et populations locales. Senethanol évidemment occupe une place centrale dans toutes les discussions, pour justifier méfiance et refus de l'investissement privé, en particulier celui, comme le PDIDAS, soutenu par l'État (comme Senethanol). La référence à Fanaye est récurrente dans toutes nos discussions. D'autres conflits alimentent cette réticence, que ce soit l'« affaire de Foss » (conflit avec l'entreprise AGRINA Sénégal) ou le contexte tendu de la CR de Mbane.

Il est actuellement impossible de réussir à ce que les populations distinguent le PDIDAS d'une entreprenariat privé habituel. Les gens sont devenus trop méfiants pour croire les intervenants sur parole, tant de fausses promesses ou présentations leur ayant été faites par des privés. Même le fait que l'État est partie prenante du programme ne les rassure pas, car ils assimilent aussi Senethanol à un partenariat privé-État.

Ayant l'expérience de l'agriculture irriguée et horticole, les populations sont globalement intéressées à un projet qui pourrait appuyer le développement de leurs propres activités dans ce domaine, mais elles restent très méfiantes sur l'intérêt du PDIDAS pour cela : « que fera-t-il réellement pour développer l'agriculture horticole paysanne ? »

Un autre élément prépondérant de tension et de motivation du refus des populations, la prise en compte de l'élevage. Rappelons que la zone cible du PDIDAS est par essence celle du pastoralisme (cf. ci-dessus) et les pasteurs ont l'expérience des effets néfastes d'installation d'agribusiness, qui ne respectent même pas les couloirs de passage officialisés dans les Poas (AGRINA par exemple). Du coup, ils sont aujourd'hui beaucoup plus opposés à ces installations qu'auparavant et beaucoup plus méfiants vis-à-vis de toute promesse, non tenue par le passé. Les populations insistent beaucoup sur la nécessaire prise en compte de la question de l'élevage.

Ces différentes contraintes soulignent l'intérêt pour le PDIDAS de se mettre en œuvre sous une forme très progressive et concertée, débutant dans les zones les plus favorables (cf. ci-dessous) afin de monter par l'exemple aux populations qu'il s'agit d'un projet inclusif et durable différent d'un simple appui à l'entrepreneariat privé.

4. Des conditions d'ouverture au PDIDAS très différentes d'une communauté rurale à l'autre

On peut classer les communautés rurales concernées en quatre groupes :

- a. *Une situation d'acceptation sociale extrêmement favorable, la Communauté Rurale de Ndiébène Gandiol*

Tout d'abord, sa population et son Conseil Rural sont vraiment intéressés par le programme. Le Conseil Rural montre d'ailleurs un mode de fonctionnement de qualité (comme en atteste le très faible niveau de conflictualité et la façon de la traiter), qui augure de l'établissement d'accords solides et inclusifs. C'est la seule CR où nous n'imaginons aucune difficulté dans l'acceptation sociale.

Ensuite, vu l'état sinistré de l'agriculture sur la CR, l'installation du PDIDAS aura un impact remarquable sur son développement agricole. Politiquement, cela permettra en outre à l'État d'atténuer les dommages collatéraux de l'ouverture du canal de délestage sur la langue de barbarie, qui a entraîné une salinisation croissante des terres et des eaux de surface.

Enfin, la position géographique de la CR fait que la contrainte d'enclavement, pour le dégagement des productions agricoles est l'une des plus faibles des huit CR

- b. Une zone enclavée, commune à plusieurs Communautés Rurales qui souhaiteraient y installer le pays malgré la réticence des populations y résidant : le *Thianaldé*

Cette zone, qui correspond approximativement à la région du *Thianaldé*, est située entre le delta et le Lac de Guiers et est répartie entre Communautés Rurales : Diama, Fass Ngom, Ngnith et Keur Momar Sarr.

Éloignées des chefs-lieux des CR et enclavées, les populations de ces zones ont peu souvent l'opportunité de participer aux ateliers et réunions organisés dans les chefs-lieux. Elles sont de plus à majorité pastorale et peu impliquées dans les réseaux décisionnels des Conseils Ruraux. C'est pourtant sur ces zones que les Conseils Ruraux veulent le plus souvent installer le PDIDAS (cf. point 1).

La première conclusion importante est qu'il ne faut pas s'en tenir aux conclusions organisées au chef-lieu pour valider l'accord des populations de ces zones (cf. par exemple la fiche de Fass Ngom). Le PDIDAS, s'il souhaite investir dans cette zone, devra organiser une série d'ateliers sur place, réunissant les populations des différentes CR limitrophes, pour tenter d'avancer dans une concertation constructive avec ces populations très réticentes. Cependant, le PDIDAS devra intégrer dans ses propositions des aménagements pastoraux s'il souhaite avoir quelque chance de succès.

c. *Des Communautés Rurales où de petits aménagements sont envisageables*

Il s'agit de CR situées sur les rives du Lac de Guiers (Ngnith, Keur Momar Sarr et Syer). La taille réduite est nécessaire à la fois parce que l'espace est déjà partiellement occupé ou convoité et parce que les réticences sont très fortes et justifiées : il faudra expérimenter des solutions intégrant les besoins de l'élevage, ce qui constituera une véritable opération pilote, à mener progressivement, et en concertation, au vu des premiers résultats. Dans tous les cas, une démarche « profil bas » est donc fortement recommandée.

d. *Des Communautés Rurales où les conditions internes sont trop défavorables*

Il s'agit avant tout de la CR de Gandon, qui a une expérience intéressante en arrangements fonciers, mais où l'état de déshérence et de tensions politiques du Conseil Rural actuel obère toute possibilité de dialogue réel et collaboration solide. Il est en l'état actuel même impossible d'obtenir de la part des représentants des populations une réponse solide et cohérente sur les zones sur lesquelles le PDIDAS pourrait s'installer. Cependant, la mission a pu évaluer que les zones potentiellement aménageables se situent dans la zone de Ndialakhar, mais il n'est actuellement pas possible d'organiser un processus d'affectation solide dans l'état actuel du Conseil Rural. Seul un renouvellement des élus permettrait d'envisager une présence du PDIDAS dans la zone.

La CR de Mbane est aussi actuellement dans ce cas. En effet, elle connaît actuellement une situation institutionnelle et politique très tendue, où aucun projet n'est possible. Cependant, si cette situation se règle, la zone peut être ouverte à une installation raisonnable et réfléchie d'agrobusiness, selon des critères clairs d'inclusivité et de durabilité.